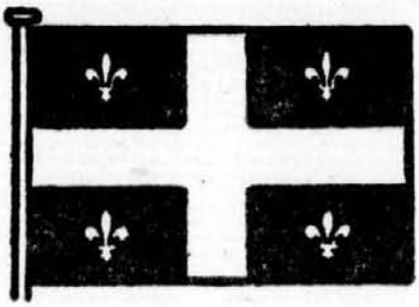

Drapeau de la province de Québec adopté par la Loi concernant le drapeau officiel de la province (14 Geo. VI, ch. 3)
Flag of the Province of Quebec adopted by the Act respecting the Official Flag of the Province (14 Geo. VI, Ch. 3)

Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI 27 août 1960

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, August 27th, 1960

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur de la Reine, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur de la Reine qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur de la Reine, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The Queen's Printer, Quebec.

2. Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the Queen's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the Queen's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

Autorisé comme envoi postal de la deuxième classe, Ministère des Postes, Ottawa, Canada.

Authorized by the Canada Post Office, Ottawa, as second class mailable matter.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le ***mercredi*** à condition que ce jour de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans un tel cas, l'ultime délai expire à midi, le mardi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur de la Reine a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avertir l'Imprimeur de la Reine, avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces: Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate* pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.
Exemplaire séparé: 30 cents chacun.
Feuilles volantes: $1 la douzaine.
Abonnement: $7 par année.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre « o » signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur de la Reine,
ROCH LEFEBVRE.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.
53551 — 1-53-o

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on ***Wednesday***, providing that this day of the week is not a holiday. In such case, the ultimate delay expires at noon on Tuesday. Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover, the Queen's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the Queen's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising, Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per agate line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.
Single copies: 30 cents each.
Slips: $1 per dozen.
Subscriptions: $7 per year.

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third to the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notice published but once are followed only by our document number.

ROCH LEFEBVRE,
Queen's Printer.

Government House. Quebec, June 27th, 1940.
53551 — 1-53-o

Lettres patentes

(P.G. 12474-60)

Adrien Morin Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-sept juin 1960, constituant en corporation: Adrien Morin, courtier en assurances, Adélia April, ménagère, épouse commune en biens dudit Adrien Morin, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, et Denise Corbeil, sténographe, épouse séparée de biens d'André Corbeil, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous d'Asbestos, pour les objets suivants:

Exercer dans toutes ses différentes branches, sujet aux dispositions de la Loi des assurances de Québec, le commerce de courtier en assurances, sous le nom de « Adrien Morin Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions communes de $100 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Letters Patent

(A.G. 12474-60)

Adrien Morin Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of June, 1960, incorporating: Adrien Morin, insurance broker, Adélia April, housewife, wife common as to property of the said Adrien Morin, and duly authorized by him for these presents, and Denise Corbeil, stenographer, wife separate as to property of André Corbeil, and duly authorized by him for these presents, all of Asbestos, for the following purposes:

To operate in all its various branches, subject to the provisions of the Quebec Insurance Act, a business as an insurance broker, under the name of "Adrien Morin Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and into 2,000 preferred shares of $10 each.

Le siège social de la compagnie sera à Asbestos, district judiciaire de Saint-François.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept juin 1960.

L'Assistant-procureur général adjoint,

54813-o P. FRENETTE.

(P.G. 12776-60)

A. Genest Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du onze juillet 1960, constituant en corporation: Alfred Genest, restaurateur, Mme Cécile Genest Marceau, ménagère, épouse séparée de biens dudit Alfred Genest, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux de Roberval, et Adrien Lachance, comptable, de Québec, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de restaurateurs, sous le nom de « A. Genest Ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 388, boulevard St-Joseph, Roberval, district judiciaire de Roberval.

Daté du bureau du Procureur général, le onze juillet 1960.

L'Assistant-procureur général adjoint,

54813-o P. FRENETTE.

(P.G. 12528-60)

Ahuntsic Plumbing & Heating Co. Ltd.
Plomberie et Chauffage
Ahuntsic Cie Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du treize juillet 1960, constituant en croporation: Gaston Marcotte, maître-plombier, de Duvernay, Gilles Marcotte, plombier, et Mme Marie-Anna Marcotte, veuve, ménagère, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'entrepremeurs en plomberie, chauffage et en réfrigération, sous le nom de « Ahuntsic Plumbing & Heating Co. Ltd.— Plomberie et Chauffage Ahuntsic Cie Ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions communes de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 10339, rue Saint-Laurent, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le treize juillet 1960.

L'Assistant-procureur général adjoint,

54813-o P. FRENETTE.

(P.G. 12879-60)

Ahuntsic Real Estate Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente juin 1960, constituant en corporation: Jean Bourbonnière, agent d'immeubles, de Montréal, Marcel Gaboury, d'Outremont, et Yvon Perras, de Cartierville, tous deux avocats et conseils en loi de la Reine, pour les objets suivants:

Exercer les opérations d'une compagnie de contrôle et de palcement, sous le nom de « Ahuntsic Real Estate Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune.

The head office of the company will be at Asbestos, judicial district of Saint-Francis.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of June, 1960.

P. FRENETTE,

54813 *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 12776-60)

A. Genest Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of July, 1960, incorporating: Alfred Genest, restaurant-owner, Mrs. Cécile Genest Marceau, housewife, wife separate as to property of the said Alfred Genest, and duly authorized by him for these presents, both of Roberval, and Adrien Lachance, accountant, of Quebec, for the following purposes:

To carry on business as restaurant-owners, under the name of "A. Genest Ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 shares of $100 each.

The head office of the company will be at 388 St. Joseph boulevard, Roberval, judicial district of Roberval.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of July, 1960.

P. FRENETTE,

54813 *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 12528-60)

Ahuntsic Plumbing & Heating Co. Ltd.
Plomberie et Chauffage
Ahuntsic Cie Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act. letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of July, 1960 incorporating: Gaston Marcotte, master plumber, of Duvernay, Gilles Marcotte, plumber, and Mrs. Marie-Anna Marcotte, widow, housewife, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as contractors, in plumbing, heating and refrigeration, under the name of "Ahuntsic Plumbing & Heating Co. Ltd.— Plomberie et Chaufface Ahuntsic Cie Ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company will be at 10339 St. Lawrence street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at hte office of the Attorney General, this thirteenth day of July, 1960.

P. FRENETTE,

54813 *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 12979-60)

Ahuntsic Real Estate Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of June, 1960, incorporating: Jean Bourbonnière, real estate agent of Montreal, Marcel Gaboury, of Outremont, and Yvon Perras, of Cartierville, both advocates, and Queen's Counsel, for the following purposes:

To carry on the operations of a holding and investment company, under the name of "Ahuntsic Real Estate Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of a par value of $100 each.

Le siège social de la compagnie sera 8234, rue Berri, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente juin 1960.

L'Assistant-procureur général adjoint,
54813-o P. FRENETTE.

(P.G. 12626-60)

Alexander's Toyland Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du treize juin 1960, constituant en corporation: Philip Shaposnick, avocat, de Côte St-Luc, Ben Schecter, avocat, et Raymonde Lutterman, veuve, secrétaire, tous deux de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de jouets, nouveautés, bicyclettes et articles sur roues, papeterie et confiserie, liqueurs gazeuses, tabac, meubles, vêtements, verre, verrerie et produits et sous-produits de verre, plastic, produits et sous-produits de plastic, articles de sport, sous le nom de « Alexander's Toyland Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le treize juin 1960.

L'Assistant-procureur général adjoint,
54813 P. FRENETTE.

(P.G. 12625-60)

Ascot Equipment Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du treize juin 1960, constituant en corporation: Gérard-Omer Lemieux, vendeur, Georges-Henri Leblanc, comptable agréé, et Louida Payeur, commerçant, tous de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de machinerie et outillage industriel et agricole, sous le nom de « Ascot Equipment Inc. », avec un capital total de $95,000, divisé en 950 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Ascot Corner, district judiciaire de Saint-François.

Daté du bureau du Procureur général, le treize juin 1960.

L'Assistant-procureur général adjoint,
54813-o P. FRENETTE.

(P.G. 12732-60)

Association of Low Rental Housing Developments
Association des Développements Domiciliaires à Loyer Modique

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt juin 1960, constituant en corporation sans capital-actions: J.-Henri Brien, de St-Martin, François Boucher, de Roxboro, Alexander Verin, de Mont-Royal, et Jos. Ain, de Montréal, tous hommes d'affaires, pour les objets suivants:

Travailler dans les intérêts des personnes ou des corporations possédant des développements do-

The head office of the company will be at 8234 Berri Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of June, 1960.

P. FRENETTE,
54813 *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 12626-60)

Alexander's Toyland Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of June, 1960, incorporating: Philip Shaposnick, advocate, of Côte St-Luc, Ben Schecter, advocate, and Raymonde Lutterman, widow, secretary, both of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in toys, novelties, bicycles and wheel goods, stationery and confectionery, soft drinks, tobacco, furniture, wearing apparel, glass, glassware and glass products and by-products, plastic, plastic products and by-products, and sporting goods, under the name of "Alexander's Toyland Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of June, 1960.

P. FRENETTE,
54813-o *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 12625-60)

Ascot Equipment Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of June, 1960, incorporating: Gérard-Omer Lemieux, salesman, Georges-Henri Leblanc, chartered accountant, and Louida Payeur, tradesman, all of Sherbrooke, for the following purposes:

To carry on a business dealing in industrial and farm machinery and equipment, under the name of "Ascot Equipment Inc.", with a total capital stock of $95,000, divided into 950 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Ascot Corner, judicial district of Saint-Francis.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of June, 1960.

P. FRENETTE,
54813 *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 12732-60)

Association of Low Rental Housing Developments
Association des Développements Domiciliaires à Loyer Modique

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of June, 1960, to incorporate as a corporation without share capital: J.-Henri Brien, of St-Martin, François Boucher, of Roxboro, Alexander Verin, of Mount-Royal, and Jos. Ain, of Montreal, all businessmen, for the following purposes:

To work in the interests of persons or corporations owning low rental housing developments;

miciliaires à loyer modique; et promouvoir les intérêts des membres de la corporation dans les problèmes sociaux concernant les développements domiciliaires, sous le nom de « Association of Low Rental Housing Developments — Association des Développements Domiciliaires à Loyer Modique ».

Le montant auquel est limitée la valeur des propriétés immobilières que la corporation peut posséder est de $25,000.

Le siège social de la corporation sera 5174 Chemin Côte des Neiges, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt juin 1960.

L'Assistant-procureur général adjoint,

54813 P. FRENETTE.

(P.G. 12644-60)

Association Sportive du Lac Connelly Inc. Sportsmen's Association of Lake Connelly Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du seize juin 1960, constituant en corporation sans capital-actions: Antonio Sofio fils, commerçant, du Lac Connelly-Sud, municipalité de St-Calixte, Robert Robesco, vendeur, et Albert Roy, négociant, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Promouvoir les intérêts sociaux et culturels des résidents permanents et saisonniers du Lac Connelly, dans les Laurentides, ainsi que des résidents des environs, sous le nom de « Association Sportive du Lac Connelly Inc.— Sportsmen's Association of Lake Connelly Inc.".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de $40,000.

Le siège social de la corporation sera au Lac Connelly-Sud, en la municipalité de Saint-Calixte, district judiciaire de Joliette.

Daté du bureau du Procureur général, le seize juin 1960.

L'Assistant-procureur général adjoint,

54813-o P. FRENETTE.

(P.G. 10873-60)

Association des Marchands d'Appareils à Gaz du Québec Inc. Quebec Gas Supplies Dealers Association Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-neuf février 1960, constituant en corporation sans capital-actions: Ernest Lamarre, Edward Jones Halpeny, Normand Guilbault, de Montréal, et Paul Coulombe, de St-Michel, tous quatre marchands, pour les objets suivants:

Grouper en association les marchands de détail d'appareils à gaz et collaborer en vue du développement de ce genre de commerce, ainsi que de la sécurité, sous le nom de « Association des Marchands d'Appareils à Gaz du Québec Inc. — Quebec Gas Supplies Dealers Association Inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens mobiliers et immobiliers que la corporation peut posséder, est de $25,000.

and to promote the interests of the members of the corporation in the social problems of housing developments, under the name of "Association of Low Rental Housing Developments — Association des Développements Domiciliaires à Loyer Modique".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may possess, is to be limited, is $25,000.

The head office of the corporation will be at 5174 Côte des Neiges Road, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of June, 1960.

P. FRENETTE,

54813-o *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 12644-60)

Association Sportive du Lac Connelly Inc. Sportsmen's Association of Lake Connelly Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of June, 1960, to incorporate as a corporation without share capital: Antonio Sofio, son, tradesman Lake Connelly South, municipality of St-Calixte, Robert Robesco, salesman, and Albert Roy, tradesman, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To promote the social and cultural interests of permanent and seasonal residents of Lake Connelly in the Laurentides, as well as the residents of the vicinity, under the name of "Association Sportive du Lac Connelly Inc.— Sportsmen's Association of Lake Connelly Inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $40,000.

The head office of the corporation will be at Lake Connelly-South, in the municipality of Saint-Calixte, judicial district of Joliette.

Dated at hte office of the Attorney General, this sixteenth day of June, 1960.

P. FRENETTE,

54813 *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 10873-60)

Association des Marchands d'Appareils à Gaz du Québec Inc. Quebec Gas Supplies Dealers Association Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of February, 1960, to incorporate as a corporation without share capital: Ernest Lamarre, Edward Jones Halpeny, Normand Guilbault, of Montreal, and Paul Coulombe, of St-Michel, all four merchants, for the following purposes:

To group into an association retail merchants for gas apparatus and to collaborate in view of the development of this kind of business as well as for the security, under the name of "Association des Marchands d'Appareils à Gaz du Québec Inc. — Quebec Gas Supplies Dealers Association Inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $25,000.

Le siège social de la corporation sera 266, rue St-Jacques, ouest, suite 312, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf février 1960.

L'Assistant-procureur général adjoint,

54813-o P. FRENETTE.

(P.G. 12836-60)

A. Trenz Construction Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du sept juillet 1960, constituant en corporation: Walter Egger, préposé à l'entretien appareils de réfrigération, Adam Trenz, entrepreneur en construction, et Anna Trenz, ménagère, épouse séparée de biens dudit Adam Trenz, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce général d'entrepreneurs et constructeurs, sous le nom de « A. Trenz Construction Ltd. », avec un capital total de $10,000, divisé en 100 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le sept juillet 1960.

L'Assistant-procureur général adjoint,

54813 P. FRENETTE.

(P.G. 12552-60)

Auclair Plumbing Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du treize juin 1960, constituant en corporation: Jean-Paul Auclair, maître-plombier, Jacques Morais, notaire, tous deux de Montréal, et Guy Girard, notaire, d'Outremont, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'entrepreneurs en plomberie, chauffage et réfrigération, sous le nom de « Auclair Plumbing Inc. », avec un capital total de $50,000, divisé en 250 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune et en 250 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 5690, rue Monkland, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le treize juin 1960.

L'Assistant-procureur général adjoint,

54813-o P. FRENETTE.

(P.G. 12708-60)

Beauregard & Gauthier Compagnie Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du seize juin 1960, constituant en corporation: André Beauregard, trésorier, Dr Jean-Marie Beauregard, médecin, tous deux de Montréal, Jacques Beauregard, gérant, et Dr Vincent Gauthier, médecin, tous deux de Montréal-Nord, pour les objets suivants:

Exercer les opérations d'une compagnie de portefeuille (holding), sous le nom de « Beauregard & Gauthier Compagnie Limitée », avec un capital total de $40,000, divisé en 800 actions de $50 chacune.

The head office of the corporation will be at 266, St-James Street, West, suite 312, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of February, 1960.

P. FRENETTE,

54813 *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 12836-60)

A. Trenz Construction Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of July, 1960, incorporating: Walter Egger, refrigeration maintenance man, Adam Trenz, building contractor, and Anna Trenz, housewife, wife separate as to property of the said Adam Trenz, and duly authorized by him for the purpose of these presents, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as general contractors and builders, under the name of "A. Trenz Construction Ltd.", with a total capital stock of $10,000, divided into 100 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of July, 1960.

P. FRENETTE,

54813-o *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 12552-60)

Auclair Plumbing Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of June, 1960, incorporating: Jean-Paul Auclair, master plumber, Jacques Morais, notary, both of Montreal, and Guy Girard, notary, of Outremont, for the following purposes:

To carry on business as contractors in plumbing, heating and refrigeration, under the name of "Auclair Plumbing Inc.", with a total capital stock of $50,000, divided into 250 common shares of a par value of $100 each and 250 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 5690 Monkland street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of June, 1960.

P. FRENETTE,

54813 *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 12708-60)

Beauregard & Gauthier Compagnie Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of June, 1960, incorporating: André Beauregard, treasurer, Dr. Jean-Marie Beauregard, medical doctor, both of Montreal, Jacques Beauregard, manager, and Dr. Vincent Gauthier, physician, both of Montreal-North, for the following purposes:

To carry on the operations of a holding company, under the name of "Beauregard & Gauthier Compagnie Limitée", with a total capital stock of $40,000, divided into 800 shares of $50 each.

Le siège social de la compagnie sera 6960, rue Sommerled, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le seize juin 1960.

L'Assistant-procureur général adjoint,

54813-o P. FRENETTE.

(P.G. 12829-60)

Beaurivage Construction Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-sept juin 1960, constituant en corporation: Max S. Kaufman, conseil en loi de la Reine, de Westmount, Oscar Respitz et Sydney B. Sederoff, de Montréal, tous avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagie d'immeubles et de construction, sous le nom de « Beaurivage Construction Inc. », avec un capital total de $10,000, divisé en 500 actions ordinaires de $10 chacune et 500 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept juin 1960.

L'Assistant-procureur général adjoint,

54813 P. FRENETTE.

(P.G. 12857-60)

Beer Precast Concrete (Montreal) Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente juin 1960, constituant en corporation: Alan A. Macnaughton, conseil en loi de la Reine, de Montréal, Reginald C. Harvey, Thomas Calder, tous deux d'Hudson Heights, tous trois avocats, et Frances Grover, secrétaire, épouse séparée de biens de M. Grover, de Montréal, pour les objets suivants:

Fabriquer ou autrement produire, acheter, vendre et faire le commerce de produits de ciment précoulés, sous le nom de « Beer Precast Concrete (Montreal) Ltd. », avec un capital action divisé en 1,000 actions sans valeur nominale ni au pair et 4,500 actions privilégiées de $10 chacune, et le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations sera $9,500.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente juin 1960.

L'Assistant-procureur général adjoint,

54813 P. FRENETTE.

(P.G. 12753-60)

Bermac Incorporée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-huit juin 1960, constituant en corporation: Roger-Louis Beaulieu, d'Outremont, André-Jean Clermont, de Préville, George Anthony Allison, de Mont-Royal, et Peter Robert David MacKell, de Montréal, tous avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de denrées, fruits, légumes, viande et effets d'épicerie de toutes sortes,

The head office of the company will be at Sommerled street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of June, 1960.

P. FRENETTE,

54813 *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 12829-60)

Beaurivage Construction Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of June, 1960, incorporating: Max S. Kaufman, Queen's Counsel, of Westmount, Oscar Respitz and Sydney B. Sederoff, of Montreal, all advocates, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and construction company, under the name of "Beaurivage Construction Inc.", with a total capital stock of $10,000, divided into 500 common shares of $10 each and 500 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of June, 1960.

P. FRENETTE,

54813-o *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 12857-60)

Beer Precast Concrete (Montreal) Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of June, 1960, incorporating: Alan A. Macnaughton, Queen's Counsel, of Montreal, Reginald C. Harvey, Thomas Calder, both of Hudson Heights, all three advocates, and Frances Grover, secretary, wife separate as to property of M. Grover, of Montreal, for the following purposes:

To manufacture or toherwise produce, buy, sell and deal in cement products and pre-cast concrete products, under the name of "Beer Precast Concrete (Montreal) Ltd.", with a capital stock divided into 1,000 shares having no nominal or par value and 4,500 preferred shares of $10 each, and the amount with which the company will commence its operations will be $9,500.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of June, 1960.

P. FRENETTE,

54813-o *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 12753-60)

Bermac Incorporée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of June, 1960, incorporating: Roger-Louis Beaulieu, of Outremount, André-Jean Clermont, of Préville, George Anthony Allison, of Mount-Royal, and Peter Robert David MacKell, of Montreal, all advocates, for the following purposes:

To carry on a business dealing in foodstuffs, fruits, vegetables, meat and groceries of all

sous le nom de « Bermac Incorporée », avec un capital divisé en 3,000 actions sans valeur au pair ou nominale et en 5,000 actions privilégiées de $10 chacune, et le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations est de $20,000.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit juin 1960.

L'Assistant-procureur général adjoint,

54813-o P. FRENETTE.

(P.G. 12710-60)

Blue Ribbon Investment Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quinze juin 1960, constituant en corporation: Henry Weitzman, marchand, Irving Silver, courtier en assurance, tous deux de St-Laurent, et Dave Singer, fabricant, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles et de construction, sous le nom de « Blue Ribbon Investment Corp. », avec un capital total de $100,000, divisé en 2,500 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 7,500 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze juin 1960.

L'Assistant-procureur général adjoint,

54813 P. FRENETTE.

(P.G. 12808-60)

Cascades Beauty Supply Ltd.
Les Produits de Beauté Cascades Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-trois juin 1960, constituant en corporation: Jean Plourde, agent manufacturier, Doris Dumas Plourde, propriétaire de salon de beauté, épouse séparée de biens dudit Jean Plourde, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, Philip Shrague Garonce et Hyman Laddie Schnaiberg, avocats, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de produits de beauté, sous le nom de «Cascades Beauty Supply Ltd. — Les Produits de Beauté Cascades Ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-trois juin 1960.

L'Assistant-procureur général adjoint,

54813 P. FRENETTE.

(P.G. 12623-60)

C. Decker Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du treize juin 1960, constituant en corporation:

kinds, under the name of "Bermac Incorporée", with a capital stock divided into 3,000 shares without nominal or par value, and into 5,000 preferred shares of $10 each and the amount with which the company shall start its operations is $20,000.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of June, 1960.

P. FRENETTE,

54813 *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 12710-60)

Blue Ribbon Investment Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of June, 1960, incorporating: Henry Weitzman, merchant, Irving Silver, insurance broker, both of St-Laurent, and Dave Singer, manufacturer, of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and construction company, under the name of "Blue Ribbon Investment Corp.", with a total capital stock of $100,000, divided into 2,500 common shares of the par value of $10 each and 7,500 preferred shares of the par value of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of June, 1960.

P. FRENETTE,

54813-o *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 12808-60)

Cascades Beauty Supply Ltd.
Les Produits de Beauté Cascades Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of June, 1960, incorporating: Jean Plourde, manufacturers' agent, Doris Dumas Plourde, beauty salon operator, wife separate as to property of the said Jean Plourde, and duly authorized by him for these purposes, Philip Shrague Garonce and Hyman Laddie Schnaiberg, advocates, all of Montreal, for the following purposes:

To deal in beauty supplies, under the name of "Cascades Beauty Supply Ltd.— Les produits de Beauté Cascades Ltée", with a gotal capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of June, 1960.

P. FRENETTE,

54813-o *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 12623-60)

C. Decker Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of June, 1960, incorporating: Célestin Decker,

Célestin Decker, comptable, de Montréal, Jean-Claude Beaulieu, soudeur, de Saint-Michel, et Théodule Gasse, commis de bureau, de Duvernay, pour les objets suivants:

Exercer les activités d'entrepreneur et de conseiller en publicité, sous le nom de « C. Decker Inc.», avec un capital total de $5,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et en 40 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 7804, rue Marquette, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le treize juin 1960.

L'Assistant-procureur général adjoint,

54813-o P. FRENETTE.

(P.G. 12496-60)

Centre de Loisirs Notre-Dame

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quinze juin 1960, constituant en corporation sans capital-actions: Guy Matteau, pharmacien, Roger Dufresne, Ovila Grenier, contremaître, Léo Thibeault, dessinateur, et René Guillemette, commis, tous des Trois-Rivières, pour les objets suivants:

Etablir et diriger un centre de loisirs, sous le nom de « Centre de Loisirs Notre-Dame ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de $75,000.

Le siège social de la corpoation sera aux Trois-Rivières, district judiaire des Trois-Rivières.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze juin 1960.

L'Assistant-procureur général adjoint,

54813-o P. FRENETTE.

(P.G. 12493-60)

Centre Psycho-Social du Diocèse de Valleyfield

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quize juin 1960, constituant en corporation sans capital-actions: M. l'abbé Lionel Moreau, prêtre et visiteur au Service Social du diocèse de Valleyfield, Dr Gilles Racicot, médecin et pédiâtre, tous deux de Salaberry-de-Valleyfield, Gaëtane Gareau, psychologue, fille majeure, de Montréal, et Dr Raymond Benoît, médecin, de St-Zotique, pour les objets suivants:

Aider les personnes inadaptées, difficiles, irrégulières et délaissées; établir des organismes, centres et permanences pour le soin et la réhabilitation de telles personnes, sous le nom de « Centre Psycho-Social du diocèse de Valleyfield ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de $100,000.

Le siège social de la corporation sera à Salaberry-de-Valleyfield, district judiciaire de Beauharnois.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze juin 1960.

L'Assistant-procureur général adjoint,

54813-o P. FRENETTE.

accountant, of Montreal, Jean-Claude Beaulieu, welder, of Saint-Michel, and Théodule Gasse, office clerk, of Duvernay, for the following purposes:

To carry on business as contractors and publicity advisers, under the name of "C. Decker Inc.", with a total capital stock of $5,000, divided into 100 common shares of a par value of $10 each and 40 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at 7804 Marquette street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of June, 1960.

P. FRENETTE,

54813 *Assistant Deputy Attonrey General.*

(A.G. 12496-60)

Centre de Loisirs Notre-Dame

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of June, 1960, to incorporate as a corporation without share capital: Guy Matteau, pharmacist, Roger Dufresne, Ovila Grenier, foremen, Léo Thibeault, draughtsman, and René Guillemette, clerk, all of Trois-Rivières, for the following purposes:

To establish and direct a recreational center, under the name of "Centre de Loisirs Notre-Dame".

The amount to which the value of immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $75,000.

The head office of the corporation will be at Trois-Rivières, judicial district of Trois-Rivières.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of June, 1960.

P. FRENETTE,

54813 *Assistant Deputy Attorney General.*

(P.G. 12493-60)

Centre Psycho-Social du Diocèse de Valleyfield

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of June, 1960, to incorporate as a corporation without share capital: Father Lionel Moreau, prest and Social Service visitor of the diocese of Valleyfield, Dr. Gilles Racicot, physician and pediatrician, both of Salaberry-de-Valleyfield, Gaëtane Gareau, psychologist, spinster, of Montreal, and Dr. Raymond Benoît, physician, of St-Zotique, for the following purposes:

To aid unadapted, difficult, mal-adjusted and abandoned people; to establish organizations, centers and permanent homes for the care and rehabilitation of such persons, under the name of "Centre-Psycho-Social du diocèse de Valleyfield".

The amount to which the value of immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $100,000.

The head office of the corporation will be at Salaberry-de-Valleyfield, judicial district of Beauharnois.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of June, 1960.

P. FRENETTE,

54813 *Assistant Deputy Attorney General.*

(P.G. 12404-60)

Clinique Médicale de l'Ouest Inc.
West End Medical Clinic Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-trois juin 1960, constituant en corporation: Dr Jean-Guy Brousseau, médecin, de Montréal, Dr Michel-R. Brunet, médecin, d'Outremont, et Dr Pierre Carignan, médecin, de Ste-Anne-de-la-Pérade, pour les objets suivants:

Posséder, diriger et administrer une ou des cliniques d'urgence, dispensaires, hôpitaux privés, ainsi que des laboratoires, centres de diagnostic, facilités d'analyse chimique, biologique et médicale, des services de radiologie et tous autres services de nature médicale, hygiénique ou thérapeutique, sous le nom de « Clinique Médicale de l'Ouest Inc. — West End Medical Clinic Inc. », avec un capital total de $10,000, divisé en 100 actions communes de $10 chacune et en 90 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 4647, avenue Verdun, Verdun, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-trois juin 1960.

L'Assistant-procureur général adjoint,
54813-o P. FRENETTE.

(A.G. 12404-60)

Clinique Médicale de l'Ouest Inc.
West End Medical Clinic Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of June, 1960, incorporating: Dr. Jean-Guy Brousseau, physician, of Montreal, Dr. Michel-R. Brunet, physician, of Outremont, and Dr. Pierre Carignan, physician, of Ste-Anne-de-la-Pérade, for the following purposes:

To own, direct and manage one or several emergency clinics, dispensaries, private hospitals, as well as laboratories, diagnostic centers, facilities for chemical, biological and medical analysis, radiology services and other services of a medical, hygienic or therapeutic nature, under the name of "Clinique Médicale de l'Ouest Inc. — West End Medical Clinic Inc.", with a total capital stock of $10,000, divided into 100 common shares of $10 each and 90 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 4647 Verdun avenue, Verdun, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of June, 1960.

P. FRENETTE,
54813 *Assistant Deputy Attorney General.*

(P.G. 12729-60)

Club des Lions de Montréal-Ahuntsic Inc.
Lions Club of Montreal-Ahuntsic Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatre juillet 1960, constituant en corporation sans capital-actions: J.-Henri Hudon, maître-plombier, de Montréal, Walter Mance, voyageur de commerce, de L'Abord-à-Plouffe, et Samuel Lefebvre, ingénieru professionnel, de Westmount, pour les objets suivants:

Grouper des hommes vraiment représentatifs des affaires et intérêts professionnels de la cité d'Ahuntsic, unir les membres dans les liens les plus intimes de la bonne camaraderie et promouvoir entre eux, une plus étroite communication au point de vue des affaires et rapports sociaux, sous le nom de « Club des Lions de Montréal-Ahuntsic Inc. — Lions Club of Montreal-Ahuntsic Inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut posséder est de $50,000.

Le siège social de la corporation sera 2373 boulevard Laurentien, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatre juillet 1960.

L'Assistant-procureur général adjoint,
54813 P. FRENETTE.

(A.G. 12729-60)

Club des Lions de Montréal-Ahuntsic Inc.
Lions Club of Montreal-Ahuntsic Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of July, 1960, to incorporate as a corporation without share capital: J.-Henri Hudon, master-plumber, of Montreal, Walter Mance, commercial traveler, of L'Abord-à-Plouffe, and Samuel Lefebvre, professional engineer, of Westmount, for the following purposes:

To form a body of men thoroughly representative of the business and professional interests of the city of Ahuntsic; to unite its members in the closest bonds of good fellowship and to promote a closer business and social union among them, under the name of "Club des Lions de Montréal-Ahuntsic Inc. — Lions Club of Montreal-Ahuntsic Inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may possess, is to be limited, is $50,000.

The head office of the corporation will be at 2373, Laurentian Boulevard, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of July, 1960.

P. FRENETTE,
54813-o *Assistant Deputy Attorney General.*

(P.G. 12603-60)

Club Nautique St-Jean Incorporée

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du sept juillet 1960, constituant en corporation sans capital-actions: Philippe Brault, courtier, Norman McQuillan et André Goineau, commerçants, tous de St-Jean, pour les objets suivants:

(A.G. 12603-60)

Club Nautique St-Jean Incorporée

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of July, 1960, to incorporate as a corporation without share capital: Philippe Brault, broker, Norman McQuillan and André Goineau, tradesmen, all of St-John, for the following purposes:

Diriger et administrer un club sportif, sous le nom de « Club Nautique St-Jean Incorporée ».

Le montant auquel sont limités les biens que la corporation peut posséder, est de $25,000.

Le siège social de la corporation sera à Saint-Jean, district judiciaire d'Iberville.

Daté du bureau du Procureur général, le sept juillet 1960.

L'Assistant-procureur général adjoint,

54813-o P. FRENETTE.

(P.G. 13407-57)

Club Olympique

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente et un octobre 1958, constituant en corporation sans capital-actions: Paul-Émile Pilote, cuviste, Philippe Thibeault, entrepreneur, Bertrand Côté, commis, Joseph Tremblay, professeur, tous quatre de St-Ambroise, et Bertrand Pearson, maître de chapelle, de canton Bégin, pour les objets suivants:

Promouvoir les intérêts généraux et le bien-être de la jeunesse dans les limites du territoire du Saguenay et autres territoires environnants, sous le nom de « Club Olympique ».

Le montant auquel sont limités les biens mobiliers que la corporation peut posséder, est de $15,000.

Le siège social de la corporation sera dans le canton de Bégin, district judiciaire de Chicoutimi.

Daté du bureau du Procureur général, le trois août 1960.

L'Assistant-procureur général adjoint,

54813-o P. FRENETTE.

(P.G. 12446-60)

Club Pique Mouche Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatorze juin 1960, constituant en corporation sans capital-actions: Bruno Pleau, électricien, Roland Pleau, licutenant à la sûreté provinciale, et Raymond-M. Savard, gérant à Singer Company, tous de Loretteville, pour les objets suivants:

Sans intention de faire un gain pécuniaire, organiser les loisirs des membres de la corporation, et contribuer à leur développement intellectuel et physique, sous le nom de «Club Pique Mouche Inc.».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de $25,000.

Le siège social de la corporation sera à Loretteville, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze juin 1960.

L'Assistant-procureur général adjoint,

54813-o P. FRENETTE.

(P.G. 12856-60)

Club Renaissance de Montréal Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date

To direct and manage a sports club, under the name of "Club Nautique St-Jean Incorporée".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $25,000.

The head office of the corporation will be at Saint-John, judicial district of Iberville.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of July, 1690.

P. FRENETTE.

54813 *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 13407-57)

Club Olympique

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirty-first day of October, 1958, to incorporate as a corporation without share capital: Paul-Emile Pilote, potman, Philippe Thibeault, contractor, Bertrand Côté, clerk, Joseph Tremblay professor, all four of St-Ambroise, and Bertrand Pearson, chapelmaster, of the Bégin Township, for the following purposes:

To promote the general interests and welfare of young people within the limits of the territory of the Saguenay and other surrounding territories, under the name of "Club Olympique".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $15,000.

The head office of the corporation will be in the Bégin Township, judicial district of Chicoutimi.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of August, 1960.

P. FRENETTE,

54813 *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 12446-60)

Club Pique Mouche Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of June, 1960, to incorporate as a corporation without share capital: Bruno Pleau, electrician, Roland Pleau, Lieutenant in the Provincial Police Department, and Raymond-M. Savard, manager for the Singer Company, all of Loretteville, for the following purposes:

To organize, without any pecuniary intention, recreations for members of the corporation, and to contribute to their intellectual and physical development, under the name of "Club Pique Mouche Inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $25,000.

The head office of the corporation will be at Loretteville, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of June, 1960.

P. FRENETTE,

54813 *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 12856-60)

Club Renaissance de Montréal Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth

du trente juin 1960, constituant en corporation sans capital-actions: Hubert Ducharme, Jean Bruneau et Jean-Marie Bériault, tous avocats et conseils en loi de la Reine, de Montréal, pour les objets suivants:

Établir, diriger et administrer un club social, sous le nom de « Club Renaissance de Montréal Inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de $50,000.

Le siège social de la corporation sera 388, rue Sherbrooke ouest, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente juin 1960.

L'Assistant-procureur général adjoint,

54813-o P. FRENETTE.

(P.G. 12193-60)

Coin Laundry Sales Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-neuf mai 1960, constituant en corporation: Arthur Garmaise, avocat, John McDougall et Mlle Deirdre Morrison, secrétaires, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Négocier, acheter, vendre, louer à bail, utiliser, exploiter, entretenir, louer ou engager, faire le commerce, écouler, manufacturer et réparer l'équipement de buanderie et de nettoyage à sec, et ériger, acheter, louer à bail, construire, installer, entretenir et exploiter des établissements de buanderie et de nettoyage à sec, sous le nom de « Coin Laundry Sales Ltd. », avec un capital total de $50,000, divisé en 30,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 20,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à suite 601, 159 ouest, rue Craig, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-neuf mai 1960.

L'Assistant-procureur général adjoint,

54813 P. FRENETTE.

(P.G. 12796-60)

Coloris Quebec Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du sept juillet 1960, constituant en corporation: Robert Perron, conseil en loi de la Reine, Jacques Perron, tous deux avocats, de Sillery, et Jacqueline Larose, secrétaire, de Québec, pour les objets suivants:

Exercer, dans toutes ses spécialités, le commerce de décoration intérieure, peinture, tapisserie, couvre-parquets et de quincaillerie en général, sous le nom de « Coloris Quebec Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 250 actions communes de $100 chacune et en 150 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 2528, boulevard Laurier, Sainte-Foy, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le sept juillet 1960.

L'Assistant-procureur général adjoint,

54813-o P. FRENETTE.

day of June, 1960, to incorporate as a corporation without share capital: Hubert Ducharme, Jean Bruneau and Jean-Marie Bériault, all advocates and Queen's Counsel, of Montreal, for the following purposes:

To establish, direct and manage a social club, under the name of "Club Renaissance de Montréal Inc.".

The amount to which the value of immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $50,000.

The head office of the corporation will be at 388 Sherbrooke street, west, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of June, 1960.

P. FRENETTE,

54813 *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 12193-60)

Coin Laundry Sales Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of May, 1960, incorporating: Arthur Garmaise, attorney, John McDougall and Miss Deirdre Morrison, secretaries, all of Montreal, for the following purposes:

To trade in, buy, sell, lease, use, operate, maintain, let or hire, deal in and with, dispose of, manufacture and repair laundry and dry cleaning equipment, and to erect, purchase, lease, build, install, maintain and operate laundry and dry cleaning establishments, under the name of "Coin Laundry Sales Ltd.", with a total capital stock of $50,000, divided into 30,000 common shares of a par value of $1 each and 20,000 preferred shares of par value of $1 each.

The head office of the company will be at Suite 601, 159 Craig Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of May, 1960.

P. FRENETTE,

54813-o *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 12796-60)

Coloris Quebec Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of July, 1960, incorporating: Robert Perron, Queen's Counsel, Jacques Perron, both lawyers, of Sillery, and Jacqueline Larose, secretary, of Quebec, for the following purposes:

To carry on business dealing in all the specialties of interior decorating, painting, tapestry-work, floor-covering and hardware in general, under the name of "Coloris Quebec Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 250 common shares of $100 each and 150 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 2528 boulevard Laurier, St. Foy, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of July, 1960.

P. FRENETTE,

54813 *Assistant Deputy Attorney General.*

(P.G. 11573-60)

Comité des Loisirs St-Charles de Chicoutimi-Nord

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-huit juin 1960, constituant en corporation sans capital-actions: Georges-Henri Langevin, lamineur, Alfredo Lapointe, Roméo Chiasson, machinistes, Conrad Emond, assistant-gérant, René Tremblay, journalier, Maurice Renald, Hubert Caron, cuvistes, Gabriel Desbiens, contremaître, Henri Couture, comptable, Antonin Villeneuve, assistant-contremaître, Gabriel Turcotte, opérateur de grue, Rosaire Tremblay, échantillonneur, et André Martin, agent, tous de Chicoutimi-Nord, pour les objets suivants:

L'organisation des loisirs dans le quartier Jalbert, dans la paroisse de Sainte-Anne, à Chicoutimi-Nord, sous le nom de « Comité des Loisirs St-Charles de Chicoutimi-Nord ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de $15,000.

Le siège social de la corporation sera à Chicoutimi-Nord, « Quartier Jalbert », district judiciaire de Chicoutimi.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit juin 1960.

L'Assistant-procureur général adjoint,

54813-o P. FRENETTE.

(A.G. 11573-60)

Comité des Loisirs St-Charles de Chicoutimi-Nord

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of June, 1960, to incorporate as a corporation without share capital: Georges-Henri Langevin, plate worker, Alfredo Lapointe, Roméo Chiasson, machinists, Conrad Emond, assistant-manager, René Tremblay, laborer, Maurice Renald, Hubert Caron, pot-men, Gabriel Desbiens, foreman, Henri Couture, accountant, Antonin Villeneuve, assistant-foreman, Gariel Turcotte, crane operator, Rosaire Tremblay, sampler, and André Martin, agent, all of Chicoutimi-North, for the following purposes:

For the organization of recreational centers in the Jalbert Ward, in the parish of Sainte-Anne, at Chicoutimi-North, under the name of "Comité des Loisirs St-Charles de Chicoutimi-Nord".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $15,000.

The head office of the corporation will be at Chicoutimi-North, "Jalbert Ward", judicial district of Chicoutimi.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of June, 1960.

P. FRENETTE,

54813 *Assistant Deputy Attorney General.*

(P.G. 12540-60)

Comité du Centenaire d'Alma Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-trois juin 1960, constituant en corporation sans capital-actions: Dr J.-A. Bergeron, médecin, Paul Martel, Georges-Henri Fortin, comptables, Paul Tremblay, Louis-Marie Tremblay, journalistes, Paul-Emile Harvey, courtier en assurances, et Arthur Bergeron, cultivateur, tous d'Alma, pour les objets suivants:

Former une association, un comité, un organisme, pour célébrer et fêter le centenaire de la cité d'Alma, sous le nom de « Comité du Centenaire d'Alma Inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de $100,000.

Le siège social de la corporation sera à Alma, Lac-Saint-Jean, district judiciaire de Roberval.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-trois juin 1960.

L'Assistant-procureur général adjoint,

54813-o P. FRENETTE.

(A.G. 12540-60)

Comité du Centenaire d'Alma Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of June, 1960, to incorporate as a corporation without share capital: Dr. J.-A. Bergeron, physician, Paul Martel, Georges-Henri Fortin, accountants, Paul Tremblay, Louis-Marie Tremblay, journalists, Paul-Emile Harvey, insurance broker, and Arthur Bergeron, farmer, all of Alma, for the following purposes:

To form an association, a committee, an organism, to celebrate and honor the centenary of the city of Alma, under the name of "Comité du Centenaire d'Alma Inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $100,000.

The head office of the corporation will be at Alma, Lake Saint-John, judicial district of Roberval.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of June, 1960.

P. FRENETTE,

54813 *Assistant Deputy Attorney General.*

(P.G. 12741-60)

Concord Plaza Merchants Association

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatre juillet 1960, constituant en corporation sans capital-actions: Irving Pivnick, marchand, président de « Larose Textiles Inc.», de L'Abord-à-Plouffe, Joseph-Arthur Pacaud, gérant de banque, Toronto-Dominion Bank, de Greenfield Park, et Joseph Berlind, marchand, Vice-prési-

(A.G. 12741-60)

Concord Plaza Merchants Association

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of July, 1960, to incorporate as a corporation without share capital: Irving Pivnick, merchant, president, Larose Textiles Inc., of L'Abord-à-Plouffe, Joseph-Arthur Pacaud, bank manager, Toronto-Dominion Bank, of Greenfield Park, and Joseph Berlind, merchant, Vice-President,

dent de « Oslind Shoppes Limited », de Hampstead, pour les objets suivants:

Grouper dans une organisation les personnes, firmes ou corporations qui sont dans le commerce de détail ou au service dudit commerce comme tenanciers de « Concord Plaza Shopping Centre à Pont-Viau, Qué., aux fins de protéger leur négoce et intérêts commerciaux comme tenanciers de la place marchande, sous le nom de « Concord Plaza Merchants Association ».

Le montant auquel est limitée la valeur des propriétés immobilières que la corporation peut posséder, est de $50,000.

Le siège social de la corporation sera 407 rue McGill, suite 604, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatre juillet 1960.

L'Assistant-procureur général adjoint,

54813 P. FRENETTE.

(P.G. 12825-60)

Coparn Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-sept juin 1960, constituant en corporation: Jonathan J. Robinson, avocat, Jean McFarlane, teneuse de livres, et Ethel Yussem, secrétaire, toutes deux filles majeures, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de toutes sortes de tissus et de produits de tissus, sous le nom de « Coparn Corporation », avec un capital total de $10,000, divisé en 400 actions ordinaires de $10 chacune et 600 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept juin 1960.

L'Assistant-procureur général adjoint,

54813 P. FRENETTE.

(P.G. 12831-60)

Cordell Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-sept juin 1960, constituant en corporation: Jack Rudner, avocat, Bernard Blank, marchand, tous deux de Côte St-Luc, Joseph Mendelson, avocat, et Donald Hahamovitch, étudiant en droit, tous deux de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter des buanderies où des laveuses, munies de compteurs activés par des pièces de monnaie, sont à l'usage du public, sous le nom de « Cordell Inc. », avec un capital total de $60,000, divisé en 30 actions ordinaires de $100 chacune et 570 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept juin 1960.

L'Assistant-procureur général adjoint,

54813 P. FRENETTE.

(P.G. 11945-60)

Crédit du Nord Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

Oslind Shoppes Limited, of Hampstead, for the following purposes:

To unite into an organization persons, firms, or corporations engaged in the retail or service trades as tenants of the Concord Plaza Shopping Centre, at Pont-Viau, Qué., for the purpose of protecting their trade and commercial interests as tenants of the Shopping Centre, under the name of "Concord Plaza Merchants Association".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may possess, is to be limited, is $50,000.

The head office of the corporation will be at 407 McGill Street, Suite 604, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of July, 1960.

P. FRENETTE,

54813-o *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 12825-60)

Coparn Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of June, 1960, incorporating: Jonathan J. Robinson, advocate, Jean McFarlane, bookkeeper, and Ethel Yussem, secretary, both filles majeures, all of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, and generally deal in or with, all kinds of fabrics and fabric products, under the name of "Coparn Corporation", with a total capital stock of $10,000, divided into 400 common shares of $10 each and 600 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of June, 1960.

P. FRENETTE,

54813-o *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 12831-60)

Cordell Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of June, 1960, incorporating: Jack Rudner, advocate, Bernard Blank, merchant, both of Côte St-Luc, Joseph Mendelson, advocate, and Donald Hahamovitch, law student, both of Montreal, for the following purposes:

To operate Coin Metered Laundries for self service use by the public, under the name of "Cordell Inc.", with a total capital stock of $60,000, divided into 30 common shares of $100 each and 570 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of June, 1960.

P. FRENETTE,

54813-o *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 11945-60)

Crédit du Nord Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have

été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt et un juin 1960, constituant en corporation: Rosario Genest, Guy-P. Genest, conseil en loi de la Reine, tous deux d'Outremont, Albert Bohemier, François Payette, tous deux de Montréal, et Marcel Landry, de Beloeil, tous avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de courtier de placements, sous le nom de « Crédit du Nord Inc. », avec un capital total de $50,000, divisé en 1,000 actions communes de $10 chacune et en 400 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 236, rue Parent, Saint-Jérôme, district judiciaire de Terrebonne.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un juin 1960.

L'Assistant-procureur général adjoint,

51813-o P. FRENETTE.

(P.G. 12900-60)

Cwinsurance Agency Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente juin 1960, constituant en corporation: Louis H. Rohrlick, conseil en loi de la Reine, de Westmount, Benjamin J. Greenberg, de Montréal, tous deux avocats, et Mary Watt, secrétaire, célibataire, de Verdun, pour les ojets suivants:

Exercer dans toutes ses spécialités le commerce de courtiers et d'agents d'assurances, sous le nom de « Cwinsurance Agency Inc. », avec un capital total de $2,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune et 1,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente juin 1960.

L'Assistant-procureur général adjoint,

54813 P. FRENETTE.

(P.G. 12724-60)

D. A. Collins (Pointe Claire) Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du onze juillet 1960, constituant en corporation: Francis A. Nunns, Austin F. Williams, directeurs de funérailles, et Bertram Quaille Thompson, administrateur, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer dans toutes ses spécialités le commerce de directeurs de funérailles et faire toutes les actions et accomplir tout ouvrage rattachés aux funérailles, inhumations et enterrements, sous le nom de « D. A. Collins (Pointe Claire) Inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 300 actions ordinaires de $100 chacune et 700 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Pointe-Claire, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le onze juillet 1960.

L'Assistant-procureur général adjoint,

54813 P. FRENETTE.

(P.G. 12613-60)

Davis Econ-O-Wash Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of June, 1960, incorporating: Rosario Genest, Guy-P. Genest, Queen's Counsel, both of Outremont, Albert Bohemier, François Payette, both of Montreal, and Marcel Landry, of Beloeil, all lawyers, for the following purposes:

To carry on business as investment brokers, under the name of "Crédit du Nord Inc.", with a total capital stock of $50,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 400 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at 236 Parent street, Saint-Jérôme, judicial district of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of June, 1960.

P. FRENETTE,

54813 *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 12900-60)

Cwinsurance Agency Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of June, 1960, incorporating: Louis H. Rohrlick, Queen's Counsel, of Westmount, Benjamin J. Greenberg, of Montreal, both advocates, and Mary Watt, secretary, spinster, of Verdun, for the following purposes:

To carry on in all its branches the business of insurance brokers and agents, under the name of "Cwinsurance Agency Inc.", with a total capital stock of $2,000, divided into 1,000 common shares of $1 each and 1,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of June, 1960.

P. FRENETTE,

54813-o *Acting Deputy Attorney General.*

(A.G. 12724-60)

D. A. Collins (Pointe Claire) Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of July, 1960, incorporating: Francis A. Nunns, Austin F. Williams, funeral directors, and Bertram Quaille Thompson, executive, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on in all its branches the business of funeral directors and to do all acts and perform all work pertaining to funerals, burials and interments, under the name of "D. A. Collins (Pointe Claire) Inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 300 common shares of $100 each and 700 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Pointe-Claire, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of July, 1960.

P. FRENETTE,

54813-o *Acting Deputy Attorney General.*

(A.G. 12613-60)

Davis Econ-O-Wash Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have

été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-sept juin 1960, constituant en corporation: Antoine Paré, avocat, de St-André Est, Évariste Lavoie, comptable, et Mlle Simonne Basque, secrétaire, tous deux de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une buanderie générale et centres de buanderie où les laveuses sont munies de compteurs activés par des pièces de monnaie, sous le nom de « Davis Econ-O-Wash Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept juin 1960.

L'Assistant-procureur général adjoint,

54813 P. FRENETTE.

(P.G. 13370-59)

D. E. L. Ltée — Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du cinq juin 1959, constituant en corporation: Jean Rivard, avocat, Yolande de Champlain, secrétaire, célibataire majeure, tous deux de Québec, et Lina Lemieux, secrétaire, célibataire majeure, de Charlesbourg, pour les objets suivants:

Exploiter des entreprises de camionnage et généralement faire le transport de marchandises de toutes sortes, sous le nom de « D. E. L. Ltée — Ltd. », avec un capital total de $1,000,000, divisé en 1,000 actions communes d'une valeur au pair de $100 chacune, 4,500 actions privilégiées classe « A » de $100 chacune et en 4,500 actions privilégiées classe « B » de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Romuald, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-six juillet 1960.

L'Assistant-procureur général adjoint,

54813-o P. FRENETTE.

(P.G. 12568-60)

Dominion Cigarette Tube Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix juin 1960, constituant en corporation: John L. Liberman, Alfred N. Segall, tous deux de Montréal, et Irving I. Finkelberg, d'Outremont, tous avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de manufacturiers de tubes à cigarettes, et faire le commerce de tabac et de toutes sortes d'articles de fumeurs, sous le nom de « Dominion Cigarette Tube Co. Ltd. », avec un capital total de $10,000, divisé en 6 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune, 95 actions de catégorie « A » d'une valeur au pair de $100 chacune et 494 actions de catégorie « B » d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 415 rue Lemoyne, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix juin 1960.

L'Assistant-procureur général adjoint,

54813 P. FRENETTE.

been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of June, 1960, incorporating: Antoine Paré, lawyer, of St. Andrews East, Évariste Lavoie, accountant, and Miss Simonne Basque, secretary, botlr of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a general laundry and coin-metered laundry centers, under the name of "Davis Econ-O-Wash Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 shares of $100 each.

The head office of the company wil be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of June, 1960.

P. FRENETTE,

54813-o *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 13370-59)

D. E. L. Ltée — Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of June 1960, incorporating: Jean Rivard, advocate, Yolande de Champlain, secretary, spinster, of full age, both of Quebec, and Lina Lemieux, secretary, spinsper of full age, of Charlesbourg, for the following purposes:

To carry on a trucking enterprise and to generally transport merchandise of all kinds, under the name of "D. E. L. Ltée — Ltd.", with a total capital stock of $1,000,000, divided into 1,000 common shares of a par value of $100 each, 4,500 preferred shares class "A" of $100 each and into 4,500 preferred shares class "B" of $100 each.

The head office of the company will be at Saint-Romuald, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of July, 1960.

P. FRENETTE,

54813 *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 12568-60)

Dominion Cigarette Tube Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of June, 1960, incorporating: John L. Liberman, Alfred N. Segall, both of Montreal, and Irving I. Finkelberg, of Outremont, all advocates, for the following purposes:

To carry on the business of cigarette tube manufacturers, and to deal in tabacco and all kinds of smokers' supplies, under the name of "Dominion Cigarette Tube Co. Ltd.", with a total capital stock of $10,000, divided into 6 common shares of a par value of $1 each, 95 class "A" shares of the par value of $100 each and 494 class "B" shares of a par value of $1 each.

The head office of the company will be at 415 Lemoyne Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of June, 1960.

P. FRENETTE,

54813-o *Assistant Deputy Attorney General.*

(P.G. 12869-60)

Ducharme Transport Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-neuf juin 1960, constituant en corporation: Lionel Ducharme, camionneur, Camille Messara et Jean Cormier, tous avocats, de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de transport, sous le nom de « Ducharme Transport Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 4910 rue Brock, Côte Saint-Paul, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf juin 1960.

L'Assistant-procureur général adjoint,

54813-o P. FRENETTE.

(A.G. 12869-60)

Ducharme Transport Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of June, 1960, incorporating: Lionel Ducharme, trucker, Camille Messara and Jean Cormier, all lawyers, of Sherbrooke, for the following purposes:

To carry on business dealing in transportation, under the name of "Ducharme Transport Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at 4910 Brock street, Côte Saint-Paul, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of June, 1960.

P. FRENETTE,

54813 *Assistant Deputy Attorney General.*

(P.G. 12866-60)

Dupont Automobile Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente juin 1960, constituant en corporation: J.-Albert Tremblay, garagiste, Robert Maltais, agent d'immeubles, J.-Paul Bouchard, agent d'assurances, Paul Martel, comptable, et Dr Jacques Gadbois, médecin, tous d'Alma, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'automobiles et faire affaires comme garagistes, sous le nom de « Dupont Automobile Ltée », avec un capital total de $150,000, divisé en 750 actions communes de $100 chacune et en 750 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Alma, district judiciaire de Roberval.

Daté du bureau du Procureur général, le trente juin 1960.

L'Assistant-procureur général adjoint,

54813-o P. FRENETTE.

(A.G. 12866-60)

Dupont Automobile Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of June, 1960, incorporating: J.-Albert Tremblay, garage-keeper, Robert Maltais, real estate agent, J.-Paul Bouchard, insurance agent, Paul Martel, accountant, and Dr. Jacques Gadbois, physician, all of Alma, for the following purposes:

To carry on business as automobile dealers, and to act as garage-keepers, under the name of "Dupont Automobile Ltée", with a total capital stock of $150,000, divided into 750 common shares of $100 each and 750 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Alma, judicial district of Roberval.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of June, 1960.

P. FRENETTE,

54813 *Assistant Deputy Attorney General.*

(P.G. 12590-60)

East-Can Distributors Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quinze juin 1960, constituant en corporation: Alex Shayne, administrateur, Seymour Machlovitch, avocat, tous deux de Montréal, et Gisèle LeBlanc, secrétaire, épouse séparée de biens de Marcel LeBlanc, de St-Bruno, pour les objets suivants:

Faire le commerce de vêtements, sous le nom de « East-Can Distributors Ltd. », avec un capital total de $5,000, divisé en 2,500 actions ordinaires de $1 chacune et 2,500 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze juin 1960.

L'Assistant-procureur général adjoint,

54813 P. FRENETTE.

(A.G. 12590-60)

East-Can Distributors Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of June, 1960, incorporating: Alex Shayne, executive, Seymour Machlovitch, advocate, both of Montreal, and Gisèle LeBlanc, secretary, wife separate as to property of Marcel LeBlanc, of St-Bruno, for the following purposes:

To deal in wearing apparel, under the name of "East-Can Distributors Ltd.", with a total capital stock of $5,000, divided into 2,500 common shares of $1 each and 2,500 preferred shares of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of June, 1960.

P. FRENETTE,

54813-o *Assistant Deputy Attorney General.*

(P.G. 12924-60)

Eastern Fuel Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

(A.G. 12924-60)

Eastern Fuel Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have

été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du cinq juillet 1960, constituant en corporation: Marcel Gaboury, d'Outremont, Yvon Perras, de Cartierville, tous deux avocats, et Renée Perron, sténographe, épouse contractuellement séparée de biens de Louis Perron, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de combustibles et de lubrifiants de toutes sortes, sous le nom de « Eastern Fuel Corporation », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq juillet 1960.

L'Assistant-procureur général adjoint,

54813-o P. FRENETTE.

(P.G. 12542-60)

Eastluke Electric Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du sept juin 1960, constituant en corporation: Harold S. Freeman, Irving J. Halperin, Daniel Morris, de Montréal, et John J. Wasserman, de Westmount, tous avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'entrepreneurs et sous-entrepreneurs électriciens, maître-électriciens et électriciens dans toutes ses spécialités, sous le nom de « Eastluke Electric Ltd. », avec un capital total de $500, divisé en 50 actions de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le sept juin 1960.

L'Assistant-procureur général adjoint,

54813 P. FRENETTE.

(P.G. 12795-60)

École de Sténotypie Grandjean Ltée
School of Stenotyping Grandjean Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du huit juillet 1960, constituant en corporation: Jean-Claude Baudinet, gérant des ventes, Hélène Gélinas, avocat, fille majeure, et Raymond Lette, avocat, d'Hampstead, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une école de sténotypie, sciences commerciales et travail de secrétaire, et faire le commerce de machinerie de bureau, sous le nom de « École de Sténotypie Grandjean Ltée — School of Stenotyping Grandjean Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le huit juillet 1960.

L'Assistant-procureur général adjoint,

54813 P. FRENETTE.

(P.G. 12039-60)

E-M. Rack Service Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of July, 1960, incorporating: Marcel Gaboury, of Outremont, Yvon Perras, of Cartierville, both lawyers; and Renée Perron, stenographer, wife contractually separate as to property of Louis Perron, and duly authorized by him for these presents, for the following purposes:

To carry on business dealing in fuels and lubricants, of all kinds, under the name of "Eastern Fuel Corporation", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of July, 1960.

P. FRENETTE,

54813 *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 12542-60)

Eastluke Electric Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of June, 1960, incorporating: Harold S. Freeman, Irving J. Halperin, Daniel Morris, of Montreal, and John J. Wasserman, of Westmount, all advocates, for the following purposes:

To carry on generally the business of electrical contractors and sub-contractors, master electricians and electricians in all its branches, under the name of "Eastluke Electric Ltd.", with a total capital stock of $500, divided into 50 shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of June, 1960.

P. FRENETTE,

54813-o *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 12795-60)

École de Sténotypie Grandjean Ltée
School of Stenotyping Grandjean Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of July 1960, incorporating: Jean-Claude Baudinet, sales manager, Hélène Gélinas, lawyer, spinster of age, both of Montreal, and Raymond Lette, lawyer, of Hampstead, for the following purposes:

To carry on the business of a school of stenotyping, secretarial and commercial sciences, and to deal in office machinery, under the name of "École de Sténotypie Grandjean Ltée — School of Stenotyping Grandjean Ltd." with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of July, 1960.

P. FRENETTE,

54813-o *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 12039-60)

E-M. Rack Service Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have

été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du cinq juillet 1960, constituant en corporation: Ernest Martineau, commerçant, Lauréa Bernier Martineau, ménagère, épouse dudit Ernest Martineau, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, et Marcel Martineau, sertisseur de diamants, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Commerce de produits, articles et marchandises faits, en tout ou en partie, de cuir, caoutchouc, métal, métalloïde, bois, papier, nylon, plastique, fourrure, textile, verre, et leurs sous-produits; des merceries, produits comestibles, animaux, minéraux, pierres précieuses, liqueurs douces, livres et périodiques, peintures, travaux d'art, produits chimiques, produits de la terre, de la mer et des forêts, produits de beauté, articles de toilette et parfums, sous le nom de « E-M Rack Service Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 40,000 actions de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 3839, rue Beaubien, est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq juillet 1960.

L'Assistant-procureur général adjoint,

54813-o P. FRENETTE.

(P.G. 12880-60)

Épicerie de Desbiens Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du treize juillet 1960, constituant en corporation: Eugène Audet, Victor Lachance, journaliers, René Boivin, secrétaires, Phydime Laforge, menuisier, et Patrice Girard, cultivateur, tous de Desbiens, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de toutes espèces d'articles et marchandises qui font généralement l'objet d'un commerce d'épicerie, sous le nom de « Épicerie de Desbiens Ltée », avec un capital total de $5,000, divisé en 5,000 actions de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Desbiens, district judiciaire de Roberval.

Daté du bureau du Procureur général, le treize juillet 1960.

L'Assistant-procureur général adjoint,

54813-o P. FRENETTE.

(P.G. 12304-60)

Equitable Leasing Company of Canada Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du huit juillet 1960, constituant en corporation: Jean-Louis LeGuerrier, courtier, Yolande Caron, secrétaire, fille majeure, et Roger Bourgoin, comptable, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce connu ordinairement comme étant les opérations de location à bail et renouvellement de bail, sous le nom de « Equitable Leasing Company of Canada Ltd. », avec un capital total de $30,000, divisé en 30,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le huit juillet 1960.

L'Assistant-procureur général adjoint,

54813 P. FRENETTE.

been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of July, 1960 incorporating: Ernest Martineau, trader, Lauréa Bernier Martineau, housewife, wife of the said Ernest Martineau, and duly authorized by him for these presents, and Marcel Martineau, diamond setter, all of Montreal, for the following purposes:

To deal in products, articles and merchandise made totally or in part of leather, rubber, metal, metalloid, wood, paper, nylon, plastic, fur, textile, glass and their by-products; small wares, edible products, animals, minerals, precious stones, soft drinks, books and periodicals, paint, works of art, chemical products, products of the land, the sea and the forests, beauty products, toilette articles and perfumes, under the name of "E-M Rack Service Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 40,000 shares of $1 each.

The head office of the company will be at 3839 Beaubien street, east, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of July, 1960.

P. FRENETTE,

54813 *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 12880-60)

Épicerie de Desbiens Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of July, 1960, incorporating: Eugène Audet, Victor Lachance, day-labourers, René Boivin, secretary, Phydime Laforge, carpenter, and Patrice Girard, farmer, all of Desbiens, for the following purposes:

To carry on business dealing in all kinds of articles and merchandise in which a grocery store generally deals, under the name of "Épicerie de Desbiens Ltée", with a total capital stock of $5,000, divided into 5,000 shares of $1 each.

The head office of the company will be at Desbiens, judicial district of Roberval.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of July, 1960.

P. FRENETTE,

54813 *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 12304-60)

Equitable Leasing Company of Canada Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of July, 1960, incorporating: Jean-Louis LeGuerrier, broker, Yolande Caron, secretary, fille majeure, and Roger Bourgoin, accountant, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on business commonly known as leasing and lease-back operations, under the name of "Equitable Leasing Company of Canada Ltd.", with a total capital stock of $30,000, divided into 30,000 common shares of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of July, 1960.

P. FRENETTE,

54813-o *Assistant Deputy Attorney General.*

(P.G. 12794-60)

Fine-Home Construction Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du cinq juillet 1960, constituant en corporation: Morris Shuter, comptable, de St-Laurent, Morris Chaikelson, de Montréal, Perry Meyer, de Hampstead, et Hyman Solomon, de Mont-Royal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles et de construction, sous le nom de « Fine-Home Construction Ltd. », avec un capital total de $10,000, divisé en 10,000 actions de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 4840 avenue Plamondon, appartement 5, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq juillet 1960.

L'Assistant-procureur général adjoint,

54813 P. FRENETTE.

(P.G. 12841-60)

Fisher Auto Body Service Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-huit juin 1960, constituant en corporation: Charles Wolfson, conseil en loi de la Reine, Theodore H. Polisuk et Irwin Stanley Brodie, tous avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Aquérir, exploiter, entretenir, tenir, posséder ou gérer des garages, stations d'essence, huile et produits pétroliers, et autres endroits similaires pour la garde, nettoyage, réparation et entretien de véhicules moteurs de toute sorte de description, sous le nom de « Fisher Auto Body Service Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit juin 1960.

L'Assistant-procureur général adjoint,

54813 P. FRENETTE.

(P.G. 12995-60)

Four Gents Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du onze juillet 1960, constituant en corporation: Gustave Catellier père, courtier, Marthe-B. Catellier, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Gustave Catellier père, tous deux du Cap-de-la-Madeleine, Paul Hart, manufacturier, et Jules Hart, comptable, ces deux derniers des Trois-Rivières, pour les objets suivants:

Commerce de vêtements, sous le nom de « Four Gents Ltd. », avec un capital total de $10,000, divisé en 20 actions communes de $50 chacune et en 90 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 9-A, rue Rocheleau, Cap-de-la-Madeleine, district judiciaire des Trois-Rivières.

Daté du bureau du Procureur général, le onze juillet 1960.

L'Assistant-procureur général adjoint,

54813-o P. FRENETTE.

(A.G. 12794-60)

Fine-Home Construction Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of July, 1960, incorporating: Morris Shuter, accountant, of St-Laurent, Morris Chaikelson, of Montreal, Perry Meyer, of Hampstead, and Hyman Solomon, of Mount Royal, all three advocates, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and construction company, under the name of "Fine-Home Construction Ltd.", with a total capital stock of $10,000, divided into 10,000 shares of $1 each.

The head office of the company will be at 4840 Plamondon Avenue, Apartment 5, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of July, 1960.

P. FRENETTE,

54813-o *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 12841-60)

Fisher Auto Body Service Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companeis Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of June, 1960, incorporating: Charles Wolfson, Queen's Counsel, Theodore H. Polisuk and Irwin Stanley Brodie, all advocates, of Montreal, for the following purposes:

To acquire, operate, maintain, hold, own or manage garages, gazoline, oil and petroleum products, stations, and other like places for the safe-keeping, cleaning, repairing and care of motor vehicles of every kind and description, under the name of "Fisher Auto Body Service Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of June, 1960.

P. FRENETTE,

54813-o *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 12995-60)

Four Gents Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of July, 1960, incorporating: Gustave Catellier, senior, broker, Marthe-B. Catellier, housewife, wife contractually separate as to property of the said Gustave Catellier senior, both of Cap-de-la-Madeleine, Paul Hart, manufacturer, and Jules Hart, accountant, these last two of Trois-Rivières, for the following purposes:

To deal in wearing apparel, under the name of "Four Gents Ltd.", with a total capital stock of $10,000, divided into 20 common shares of $50 each and 90 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 9-A Rocheleau street, Cap-de-la-Madeleine, judicial district of Trois-Rivières.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of July, 1960.

P. FRENETTE,

54813 *Assistant Deputy Attorney General.*

(P.G. 12516-60)

Fourrures Louise Furs Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du huit juin 1960, constituant en corporation: Albert Miner, gérant de théâtre, Lucile Robert, marchande, épouse contractuellement séparée de biens dudit Albert Miner, et Yves Gauthier, notaire, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de fourrures, sous le nom de « Fourrures Louise Furs Inc. », avec un capital total de $20,000, divisé en 2,000 actions communes de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 8568, rue St-Denis, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le huit juin 1960.

L'Assistant-procureur général adjoint,

54813-o P. FRENETTE.

(P.G. 12832-60)

Frank & Leonard Construction Co.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-sept juin 1960, constituant en corporation: Louis Orenstein, avocat et conseil en loi de la Reine, d'Outremont, Mercedes Bouchard, réceptionniste, fille majeure, de Montréal, et Huguette St-Marseille, secrétaire, fille majeure, de l'Ile-Perrot, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles et de construction, sous le nom de « Frank & Leonard Construction Co. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept juin 1960.

L'Assistant-procureur général adjoint,

54813 P. FRENETTE.

(P.G. 12652-60)

Georgia Taxi Co.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du treize juin 1960, constituant en corporation: Max Slapack, avocat, de Côte St-Luc, David Singer, contrôleur, et Arthur Shulman, avocat, tous deux de Montréal, pour les objets suivants:

Pourvoir et exploiter des postes de taxis et acquérir, entretenir et gérer des constructions, maisons d'entrepôt et garages pour l'emmagasinage, le soin et abriter des taxis de toutes sortes, sous le nom de « Georgia Taxi Co. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $10 chacune et 360 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le treize juin 1960.

L'Assistant-procureur général adjoint,

54813 P. FRENETTE.

(A.G. 12516-60)

Fourrures Louise Furs Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of June, 1960, incorporating: Albert Miner, theatre manager, Lucile Robert, merchant, wife contractually separate as to property of the said Albert Miner, and Yves Gauthier, notary, all of Montreal, for the following purposes:

To deal in furs, under the name of "Fourrures Louise Furs Inc.", with a total capital stock of $20,000, divided into 2,000 common shares of $10 each.

The head office of the company will be at 8568 St-Denis street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of June, 1960.

P. FRENETTE,

54813 *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 12832-60)

Frank & Leonard Construction Co.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of June, 1960, incorporating: Louis Orenstein, advocate and Queen's Counsel, of Outremont, Mercedes Bouchard, receptionist, fille majeure, of Montreal, and Huguette St-Marseille, secretary, fille majeure, of Ile-Perrot, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and construction company, under the name of "Frank & Leonard Construction Co.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of June, 1960.

P. FRENETTE,

54813-o *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 12652-60)

Georgia Taxi Co.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of June, 1960, incorporating: Max Slapack, advocate, of Côte St-Luc, David Singer, comptroller, and Arthur Shulman, advocate, both of Montreal, for the following purposes:

To provide and operate taxicab stands and to acquire, maintain and operate buildings, storage houses and garages for the storage, caring for and keeping therein of taxicabs of every kind, under the name of "Georgia Taxi Co.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $10 each and 360 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of June, 1960.

P. FRENETTE,

54813-o *Assistant Deputy Attorney General.*

(P.G. 12731-60)

Gérard Duguay & Fils Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du treize juillet 1960, constituant en corporation: Gérard Duguay, courtier en assurances, Raymond Denis, avocat, et Mlle Denise Poirier, comptable, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de courtiers et agents d'assurances, sous le nom de « Gérard Duguay & Fils Ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions communes de $5 chacune et en 390 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le treize juillet 1960.

L'Assistant-procureur général adjoint,

54813-o P. FRENETTE.

(P.G. 12645-60)

Gordon Enterprises Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-neuf juin 1960, constituant en corporation: Jean Monet, avocat, de St-Lambert, Marjorie Maud Cornell, Katleen Mary Higgins, Denise-Marie Landry et Joyce Harding, toutes quatre secrétaires, filles majeures, de Montreal, pour les objets suivants

Exercer des affaires dans le domaine du transport, et fabriquer et faire le commerce de véhicules et bateaux requis pour l'exercice d'un tel commerce, sous le nom de « Gordon Enterprises Limited », avec un capital total de $3,000,000, divisé en 2,999,000 actions privilégiées, d'une valeur au pair de $1 chacune et 1,000 actions ordinaires, d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 8650 rue Jeanne Mance, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf juin 1960.

L'Assistant-procureur général adjoint,

54813 P. FRENETTE.

(P.G. 12767-60)

Gramco Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt et un juin 1960, constituant en corporation: Ernest Erle Saunders, de Pointe-Claire, Pierre Boudreault, d'Outremont, Colin K. Irving, de Westmount, Robert S. O'Brien, John R. Hannan, tous deux de Montréal, tous cinq avocats, Terence Dingle, étudiant en droit, de Hampstead, John D. Geddes, gérant de bureau, de St-Lambert, et Lorraine Fitzgerald, secrétaire, fille majeure, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles, sous le nom de « Gramco Limited », avec un capital-actions divisé en 120 actions sans aucune valeur nominale ou au pair, et le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations sera de $600.

(A.G. 12731-60)

Gérard Duguay & Fils Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of July, 1960, incorporating: Gérard Duguay, insurance broker, Raymond Denis, lawyer, and Miss Denise Poirier, accountant, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of insurance brokers and agents, under the name of "Gérard Duguay & Fils Ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $5 each and 390 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of July, 1960.

P. FRENETTE.

54813 *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 12645-60)

Gordon Enterprises Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of June, 1960, incorporating: Jean Monet, advocate, of St-Lambert, Marjorie Maud Cornell, Kathleen Mary Higgins, Denise-Marie Landry and Joyce Harding, all four secretaries, spinsters, of Montreal, for the following purposes:

To carry on business in the field of transport, and to manufacture and deal in vehicles and vessels requisite for the carrying on of such business, under the name of "Gordon Enterprises Limited", with a total capital stock of $3,000,000, divided into 2,999,000 preferred shares of the par value of $1 each and 1,000 common shares of the par value of $1 each.

The head office of the company will be at 8650 Jeanne Mance Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of June, 1960.

P. FRENETTE.

54813-o *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 12767-60)

Gramco Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of June, 1960, incorporating: Ernest Erle Saunders, of Pointe-Claire, Pierre Boudreault, of Outremont, Colin K. Irving, of Westmount, Robert S. O'Brien, John R. Hannan, both of Montreal, all five advocates, Terence Dingle, student-at-law, of Hampstead, John D. Geddes, office manager, of St-Lambert, and Lorraine Fitzgerald, secretary, spinster, of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate company, under the name of "Gramco Limited", with a capital stock divided into 120 shares having no nominal or par value, and the amount with which the company shall commence its operations will be $600.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un juin 1960.

L'Assistant procureur général adjoint,

54813 P. FFENETTE.

(P.G. 12839-60)

G. S. G. Construction Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-huit juin 1960, constituant en corporation: Albert Marcus, Isidore R. Prazoff, avocats, et Myrna Forman, secrétaire, épouse séparée de biens de Seymour Forman, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles et de construction, sous le nom de « G. S. G. Construction Co. Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 30,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit juin 1960.

L'Assistant-procureur général adjoint,

54813 P. FRENETTE.

(P.G. 12978-60)

Hôtel Bréboeuf Incorporé

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du onze juillet 1960, constituant en corporation: Roméo Thibault, cultivateur, de St-Jude, Jérôme Martel, commerçant, et Mme Alice Martel, ménagère, épouse commune en biens dudit Jérôme Martel, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'hôteliers, sous le nom de « Hôtel Bréboeuf Incorporé », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Brébeuf, district judiciaire de Terrebonne.

Daté du bureau du Procureur général, le onze juillet 1960.

L'Assistant-procureur général adjoint,

54813-o P. FRENETTE.

(P.G. 12816-60)

Hôtel Central de St. Martin Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-huit juin 1960, constituant en corporation: Guy Vanasse, comptable, François Aquin, avocat, et Annette Daignault, secrétaire, fille majeure, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'hôteliers, sous le nom de « Hôtel Central de St. Martin Inc. », avec un capital total de $10,000, divisé en 100 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Martin, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit juin 1960.

L'Assistant-procureur général adjoint,

54813-o P. FRENETTE.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of June, 1960.

P. FRENETTE,

54813-o *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 12839-60)

G. S. G. Construction Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eight day of June, 1960, incorporating: Albert Marcus, Isidore R. Prazoff, advocates, and Myrna Forman, secretary, wife separate as to property of Seymour Forman, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and construction company, under the name of "G. S. G. Construction Co. Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 30,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of June, 1960.

P. FRENETTE,

54813-o *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 12978-60)

Hôtel Bréboeuf Incorporé

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of July, 1960, incorporating: Roméo Thibault, farmer, of St-Jude, Jérôme Martel, trader, and Mrs. Alice Martel, housewife, wife common as to property of the said Jérôme Martel, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as innkeepers, under the name of "Hôtel Bréboeuf Incorporé", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 shares of $10 each.

The head office of the company will be at Brébeuf, judicial district of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of July, 1960.

P. FRENETTE,

54813 *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 12816-60)

Hôtel Central de St. Martin Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eight day of June, 1960, incorporating: Guy Vanasse, accountant, François Aquin, advocate, and Annette Daignault, secretary, fille majeure, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of hotel keepers, under the name of "Hôtel Central de St. Martin Inc.", with a total capital stock of $10,000, divided into 100 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Saint-Martin, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eight day of June, 1960.

P. FRENETTE,

54813 *Assistant Deputy Attorney General.*

(P.G. 12805-60)

Immeubles des Érables, Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-sept juin 1960, constituant en corporation: John-Henri Tremblay, industriel, Mme Maria Couture Tremblay, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit John-Henri Tremblay, tous deux de Charlesbourg, et Paul-H. Dolbec, comptable, de Québec, pour les objets suivants:

Commerce d'immeubles et de construction, sous le nom de « Immeubles des Érables, Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept juin 1960.

L'Assistant-procureur général adjoint,

54813-o P. FRENETTE.

(A.G. 12805-60)

Immeubles des Érables, Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of June, 1960, incorporating: John-Henri Tremblay, industrialist, Mrs. Maria Couture Tremblay, housewife, wife contractually separate as to property of the said John-Henri Tremblay, both of Charlesbourg, and Paul-H. Dolbec, accountant, of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of real estate and construction, under the name of "Immeubles des Érables, Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 shares of $10 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of June, 1960.

P. FRENETTE.

54813 *Assistant Deputy Attorney General.*

(P.G. 12571-60)

Immeubles Rond-Point Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-sept mai 1960, constituant en corporation: John-H. Tremblay, industriel, Mme Maria Couture Tremblay, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit John-H. Tremblay, tous deux de Charlesbourg, et Paul-H. Dolbec, agent d'affaires, de Québec, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'immeubles, sous le nom de « Immeubles Rond-Point Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept mai 1960.

L'Assistant-procureur général adjoint,

54813-o P. FRENETTE.

(A.G. 12571-60)

Immeubles Rond-Point Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of May, 1960, incorporating: John-H. Tremblay, industrialist, Mrs. Maria Couture Tremblay, housewife, wife contractually separate as to property of the said John-H. Tremblay, both of Charlesbourg, and Paul-H. Dolbec, business agent, of Quebec, for the following purposes:

To carry on business dealing in real estate, under the name of "Immeubles Rond-Point Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 shares of $10 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of May, 1960.

P. FRENETTE.

54813 *Assistant Deputy Attorney General.*

(P.G. 12830-60)

Immeubles Ville Jacques Cartier Inc.
Ville Jacques Cartier Realty Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-sept juin 1960, constituant en corporation: Max S. Kaufman, conseil en loi de la Reine, de Westmount, Oscar Respitz et Sydney B. Sederoff, de Montréal, tous avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles et de construction, sous le nom de « Immeubles Ville Jacques Cartier Inc.— Ville Jacques Cartier Realty Inc. », avec un capital total de $10,000, divisé en 500 actions ordinaires de $10 chacune et 500 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept juin 1960.

L'Assistant-procureur général adjoint,

54813 P. FRENETTE.

(A.G. 12830-60)

Immeubles Ville Jacques Cartier Inc.
Ville Jacques Cartier Realty Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of June, 1960, incorporating: Max S. Kaufman, Queen's Counsel, of Westmount, Oscar Respitz and Sydney B. Sederoff, of Montreal, all advocates, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and construction company, under the name of "Immeubles Ville Jacques Cartier Inc.— Ville Jacques Cartier Realty Inc.", with a total capital stock of $10,000, divided into 500 common shares of $10 each and 500 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of June, 1960.

P. FRENETTE.

54813-o *Assistant Deputy Attorney General.*

(P.G. 12653-60)

Industrial Foam Converters Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du treize juin 1960, constituant en corporation: Irving L. Adessky, Harry Blank et Lewis D. Batshaw, avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de tissus textiles, marchandises en cuir caoutchouc, caoutchouc-mousse et papier, cellulose, celluloïde, plastiques et autres substances semblables, sous le nom de « Industrial Foam Converters Inc. », avec un capital total de $20,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 1,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 8533 — 9ième Avenue, Saint-Michel, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le treize juin 1960.

L'Assistant-procureur général adjoint,

54813 P. FRENETTE.

(P.G. 12878-60)

James Reha & Associates Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du huit juillet 1960, constituant en corporation: James Reha, courtier, Claire T. Reha, ménagère, épouse en première noces contractuellement séparée de biens dudit James Reha, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux de Mont-Royal, et Steve Hreha, assistant-gérant, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles et de construction, sous le nom de « James Reha & Associates Ltd.», avec un capital total de $5,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $1 chacune et 3,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 7200 rue Hutchison, chambre 109, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le huit juillet 1960.

L'Assistant-procureur général adjoint,

54813 P. FRENETTE.

(P.G. 12892-60)

Jean-Marie Jean Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du treize juillet 1960, constituant en corporation: Jean-Jacques L'Heureux, de Montréal, André Bourdon, de Longueuil, tous deux avocats, et Pierrette Grenier, secrétaire, fille majeure, d'Outremont, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de toutes espèces d'articles et marchandises qui font généralement l'objet d'un commerce d'épicerie, sous le nom de « Jean-Marie Jean Ltée », avec un capital total de $50,000, divisé en 500 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 642 boulevard Marie-Victorin, Boucherville, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le treize juillet 1960.

L'Assistant-procureur général adjoint,

54813-o P. FRENETTE.

(A.G. 12653-60)

Industrial Foam Converters Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of June, 1960, incorporating: Irving L. Adessky, Harry Blank and Lewis D. Batshaw, advocates, of Montreal, for the following purposes:

To deal in textile fabrics, leather, rubber, foam and paper goods, cellulose, celluloid, plastics, and other similar materials, under the name of "Industrial Foam Converters Inc.", with a total capital stock of $20,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 1,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at 8533 — 9th Avenue, Saint-Michel, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of June, 1960.

P. FRENETTE,

54813-o *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 12878-60)

James Reha & Associates Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of July, 1960, incorporating: James Reha, realtor, Claire T. Reha, housewife, wife by first marriage contractually separate as to property of the said James Reha, and duly authorized by him for the purpose of these presents, both of Mount Royal, and Steve Hreha, assistant manager, of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and construction company, under the name of "James Reha & Associates Ltd.", with a total capital stock of $5,000, divided into 2,000 common shares of $1 each and 3,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company will be at 7200 Hutchison Street, room 109, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of July, 1960.

P. FRENETTE,

54813-o *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 12892-60)

Jean-Marie Jean Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of July, 1960, incorporating: Jean-Jacques L'Heureux, of Montreal, André Bourdon, of Longueuil, both advocates, and Pierrette Grenier, secretary, fille majeure, of Outremont, for the following purposes:

To deal in all kinds of articles and merchandise usually carried by a grocery stone, under the name of "Jean-Marie Jean Ltée", with a total capital stock of $50,000, divided into 500 shares of $100 each.

The head office of the company will be at 642 Marie-Victorin boulevard, Boucherville, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of July, 1960.

P. FRENETTE,

54813 *Assistant Deputy Attorney General.*

(P.G. 12761-60)

Jellico Avenue Development Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt juin 1960, constituant en corporation: Isidore M. Bobrove, Max Bernfeld, conseils en loi de la Reine, et Jack B. Bobrove, tous avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Diriger et exercer le commerce de démolisseurs, constructeurs, et entrepreneurs pour démolir, construire, ériger, altérer, réparer, ou faire tout autre ouvrage rattaché avec toutes et chacune des catégories de bâtisses et améliorations de toute sorte et nature quelconque, sous le nom de « Jellico Avenue Development Corp. », avec un capital total de $1,000, divisé en 1,000 actions de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt juin 1960.

L'Assistant-procureur général adjoint,

54813 P. FRENETTE.

(A.G. 12761-60)

Jellico Avenue Development Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of June, 1960, incorporating: Isidore M. Bobrove, Max Bernfeld, Queen's Counsels, and Jack B. Bobrove, all advocates, of Montreal, for the following purposes:

To conduct and carry on the business of demolishers, builders, and contractors for the purpose of demolishing, building, erecting, altering, repairing, or doing any other work in connection with any and all classes of buildings and improvements of any kind and nature whatsoever, under the name of "Jellico Avenue Development Corp.", with a total capital stock of $1,000, divided into 1,000 shares of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of June, 1960.

P. FRENETTE,

54813-o *Assistant Deputy Attorney General.*

(P.G. 12941-60)

J. Henderson Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du treize juillet 1960, constituant en corporation: Sophia Gotlieb Cohen, veuve, ménagère, Joseph Henderson, marchand, et Mme Edna Cohen Henderson, ménagère, épouse séparée de biens dudit Joseph Henderson, et dûment autorisée par ce dernier aux fins des présentes, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes d'accessoires de mode, articles de mode et nouveautés et tous autres produits, articles ou choses de nature semblable ou analogue aux précédents ou aucune d'entre eux, sous le nom de « J. Henderson Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune et 1,000 actions ordinaires, d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 2052 ouest, rue Ste-Catherine, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le treize juillet 1960.

L'Assistant-procureur général adjoint,

54813 P. FRENETTE.

(A.G. 12941-60)

J. Henderson Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of July, 1960, incorporating: Sophia Gotlieb Cohen, widow, housewife, Joseph Henderson, merchant, and Mrs Edna Cohen Henderson, housewife, wife separate as to property of the said Joseph Henderson, and duly authorized by him for the purpose of these presents, all of Montreal, for the following purposes:

To deal in all kinds of millinery supplies, millinery and novelties and any other products, articles or things of a character similar or analogous to the foregoing or any of them, under the name of "J. Henderson Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 3,000 preferred shares having a par value of $10 each and 1,000 common shares having a par value of $10 each.

The head office of the company will be at 2052 Ste-Catherine Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of July, 1960.

P. FRENETTE,

54813-o *Assistant Deputy Attorney General.*

(P.G. 12755 60)

J. N. Frank Associates Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-neuf juin 1960, constituant en corporation: Seymour Machlovitch, avocat, John Hamilton, secrétaire, tous deux de Montréal, et Gisèle LeBlanc, secrétaire, épouse séparée de biens de Marcel LeBlanc, de St-Bruno, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de « J. N. Frank Associates Inc. », avec un capital total de $10,000, divisé en 2,500 actions ordinaires de $1 chacune et 7,500 actions privilégiées de $1 chacune.

(A.G. 12755-60)

J. N. Frank Associates Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of June, 1960, incorporating: Seymour Machlovitch, advocate, John Hamilton, secretary, both of Montreal, and Gisèle LeBlanc, secretary, wife separate as to property of Marcel LeBlanc, of St-Bruno, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "J. N. Frank Associates Inc.", with a total capital stock of $10,000, divided into 2,500 common shares of $1 each and 7,500 preferred shares of $1 each.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf juin 1960.

L'Assistant-procureur général adjoint,

54813 P. FRENETTE.

(P.G. 12672-60)

Johnston Industrial Lumber Co.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatorze juin 1960, constituant en corporation: Frederick William Johnston, marchand, Mari-Anne O'Neill ménagère, épouse commune en biens dudit Frederick William Johnston, et dûment autorisée par ce dernier, tous deux de Westmount, et John Arthur Johnston, vendeur, de Montréal, pour les objets suivants:

Acheter et vendre, en gros et au détail, préparer pour le marché, fabriquer, importer, exporter et faire le commerce blocs de sciage, bois de charpente, pilotis et poteaux, bois de construction et bois de toutes sortes, sous le nom de « Johnston Industrial Lumber Co. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze juin 1960.

L'Assistant-procureur général adjoint,

54813 P. FRENETTE.

(P.G. 12818-60)

Jos Elie Maltais & Fils Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du sept juillet 1960, constituant en corporation: Jos-Elie Maltais, J.-Guy Maltais, Raymond Maltais, tous trois commerçants, de St-Coeur-de-Marie, et Adrien Lachance, comptable, de Québec, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de meunier dans toutes ses spécialités, et manufacturer et faire le commerce de grains, céréales et des produits et sous-produits de la terre, sous le nom de « Jos Elie Maltais & Fils Ltée », avec un capital total de $49,000, divisé en 399 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune et en 100 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Coeur-de-Marie, comté de Lac St-Jean, district judiciaire de Roberval.

Daté du bureau du Procureur général, le sept juillet 1960.

L'Assistant-procureur général adjoint,

54813-o P. FRENETTE.

(P.G. 12893-60)

Jugy Import Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du onze juillet 1960, constituant en corporation: Bernard Gardner, avocat, de Rosemère, Gabriel Glazer, avocat, et Anne Zifkin, secrétaire, fille majeure, tous deux de Montréal, pour les objets suivants:

The head office of the company wil be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of June, 1960.

P. FRENETTE,

54813-o *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 12672-60)

Johnston Industrial Lumber Co.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of June, 1960, incorporating: Frederick William Johnston, merchant, MariAnne O'Neill, housewife, wife common as to property of the said Frederick William Johnston, and duly authorized by him, both of Westmount, and John Arthur Johnston, salesman, of Montreal, for the following purposes:

To buy and sell, wholesale and retail, prepare for market, manufacture, import, export, and deal in sawlogs, timber, piles and poles, lumber and wood of all kinds, under the name of "Johnston Industrial Lumber Co.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of June, 1960.

P. FRENETTE,

54813-o *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 12818-60)

Jos Elie Maltais & Fils Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of July, 1960, incorporating: Jos-Elie Maltais, J.-Guy Maltais, Raymond Maltais, all three merchants, of St-Coeur-de-Marie, and Adrien Lachance, accountant, of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of miller in all its branches, and to manufacture and deal in grains, cereals and land products and by-products, under the name of "Jos Elie Maltais & Fils Ltée", with a total capital stock of $49,900, divided into 399 common shares of a par value of $100 each and 100 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Saint-Coeur-de-Marie, county of Lake St. John, judicial district of Roberval.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of July, 1960.

P. FRENETTE,

54813 *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 12893-60)

Jugy Import Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of July, 1960, incorporating: Bernard Gardner, advocate, of Rosemere, Gabriel Glazer, advocate, and Anne Zifkin, secretary, spinster of the full age of majority, both of Montreal, for the following purposes:

Faire le commerce de toutes sortes de produits, articles et marchandise faits entièrement ou en partie de cuir, caoutchouc, métal, bois, papier, nylon, plastic, fourrure, textiles, linge, verre et leurs sous-produits, et importer, exporter, acheter, vendre et faire le commerce de mercerie, pierres précieuses, montres, bijoux et vêtements de sport, sous le nom de « Jugy Import Corp. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 6640 avenue Esplanade, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le onze juillet 1960.

L'Assistant-procureur général adjoint,

54813 P. FRENETTE.

(P.G. 12545-60)

Julien Mandeville & Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du cinq juillet 1960, constituant en corporation: Julien Mandeville, marchand, Mme Julien Mandeville, ménagère, épouse séparée de biens dudit Julien Mandeville, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, et Maurice Roussel, avocat, tous de St-Joseph-de-Sorel, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de quincaillers, sous le nom de « Julien Mandeville & Co. Ltd. », avec un capital total de $25,000, divisé en 40 actions communes de $100 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Joseph-de-Sorel, district judiciaire de Richelieu.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq juillet 1960.

L'Assistant-procureur général adjoint,

54813-o P. FRENETTE.

(P.G. 12743-60)

Kempner Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-trois juin 1960, constituant en corporation: Gerald McCarthy, avocat, Denise-Marie Landry et Patricia Gain, secrétaires, filles majeures, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Acquérir, détenir, louer et autrement faire le commerce et disposer de propriétés immobilières; exercer le commerce d'une compagnie de portefeuille et placements, sous le nom de "Kempner Limited », avec un capital total de $40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera chambre 505, 910 Carré Victoria, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-trois juin 1960.

L'Assistant-procureur général adjoint,

54813 P. FRENETTE.

(P.G. 12615-60)

Kempson Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la

To deal in all kinds of products, articles and merchandise made, in whole or in part, of leather, rubber, metal, wood, paper, nylon, plastic, fur, textiles, clothing, glass and by-products of same, and to import, export, buy, sell and deal in haberdashery, precious stones, watches, jewellery and sportswear, under the name of "Jugy Import Corp.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at 6640 Esplanade Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of July, 1960.

P. FRENETTE,

54813-o *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 12545-60)

Julien Mandeville & Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of July, 1960, incorporating: Julien Mandeville, merchant, Mrs. Julien Mandeville, housewife, wife separate as to property of the said Julien Mandeville, and duly authorized by him for these presents, and Maurice Roussel, lawyer, all of St-Joseph-de-Sorel, for the following purposes:

To carry on the business of ironmongers, under the name of "Julien Mandeville & Co. Ltd.", with a total capital stock of $25,000, divided into 50 common shares of $100 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Saint-Joseph-de-Sorel, judicial district of Richelieu.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of July, 1960.

P. FRENETTE,

54813 *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 12743-60)

Kempner Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of June, 1960, incorporating: Gerald McCarthy, advocate, Denise-Marie Landry and Patricia Gain, secretaries, spinsters, all of Montreal, for the following purposes:

To acquire, hold, lease and otherwise deal with and dispose of imnoveable property; to carry on the business of a holding and investment company, under the name of "Kempner Limited", with a total capital stock of $40,000, divided into 40,000 common shares of the par value of $1 each.

The head office of the company will be at Room 505, 901 Victorial Square, Montreal, judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of June, 1960.

P. FRENETTE,

54813-o *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 12615-60)

Kempson Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the

province de Québec des lettres patentes, en date du quinze juin 1960, constituant en corporation: Raymond Michael Harold Bennett, de Verdun, John Fetherstonhaugh, de Dorval, tous deux avocats, et Ethel Fisk Davies, secrétaire, épouse divorcée de Noël Gwynne Davies, de St-Laurent, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles et de construction, sous le nom de « Kempson Inc. », avec un capital total de $3,000, divisé en 3,000 actions de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 408 3ème Avenue, ville de Saint-Hubert, (Greenfield Est), district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze juin 1960.

L'Assistant-procureur général adjoint,

54813 P. FRENETTE.

(P.G. 12764-60)

La Buandière du Domaine Inc.
Domaine Laundromat Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-deux juin 1960, constituant en corporation: J.-Roch St-Germain, avocat, Rita Dufresne, secrétaire, célibataire majeure, tous deux de Montréal, et Réal Marcoux, avocat, de Dorval, pour les objets suivants:

Exercer sous toutes ses formes le commerce de buandiers et de nettoyeurs, sous le nom de « La Buandière du Domaine Inc. — Domaine Laundromat Inc. », avec un capital divisé en 200 actions sans valeur nominale et en 780 actions privilégiées d'une valeur nominale au pair de $50 chacune, et le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations sera de $4,900.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Bruno, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux juin 1960.

L'Assistant-procureur général adjoint,

54813-o P. FRENETTE.

(P.G. 12840-60)

Lac Bleu Développement Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-huit juin 1960, constituant en corporation: Harry A. Gillman, marchand, Philip Wiener, gérant, et Rose Wiener Gillman, veuve, ménagère, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles et de construction, sous le nom de « Lac Bleu Développement Corp. », avec un capital total de $10,000, divisé en 1,200 actions ordinaires de $1 chacune et 8,800 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit juin 1960.

L'Assistant-procureur général adjoint,

54813 P. FRENETTE.

(P.G. 12740-60)

La Cie de Téléphone de L'Avenir Inc.
The L'Avenir Telephone Company Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of June, 1960, incorporating: Raymond Michael Harold Bennett, of Verdun, John Fetherstonhaugh, of Dorval, both advocates, and Ethel Fisk Davies, secretary, wife divorced of Noël Gwynne Davies, of St-Laurent, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and construction company, under the name of "Kempson Inc.", with a total capital stock of $3,000, divided into 3,000 shares of $1 each.

The head office of the company will be at 408 Third Avenue, town of Saint-Hubert, (East Greenfield), judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of June, 1960.

P. FRENETTE,

54813-o *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 12764-60)

La Buandière du Domaine Inc.
Domaine Laundromat Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of June, 1960, incorporating: J.-Roch St-Germain, lawyer, Rita Dufresne, secretary, spinster of the full age of majority, both of Montreal, and Réal Marcoux, lawyer, of Dorval, for the following purposes:

To carry on business in all its forms as laundry-men and cleaners, under the name of "La Buandière du Domaine Inc. — Domaine Laundromat Inc.", with a capital stock divided into 200 shares of no nominal value and 780 preferred shares of a nominal par value of $50 each, and the amount with which the company will begin its operations will be $4,900.

The head office of the company will be at Saint-Bruno, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of June, 1960.

P. FRENETTE,

54813 *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 12840-60)

Lac Bleu Développement Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of June, 1960, incorporating: Harry A. Gillman, merchant, Philip Weiner, manager, and Rose Wiener Gillman, widow, housewife, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and construction company, under the name of "Lac Bleu Développement Corp.", with a total capital stock of $10,000, divided into 1,200 common shares of $1 each and 8,800 preferred shares of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of June, 1960.

P. FRENETTE,

54813-o *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 12740-60)

La Cie de Téléphone de L'Avenir Inc.
The L'Avenir Telephone Company Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have

été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt juin 1960, constituant en corporation: André Biron, avocat, Yolande Biron et Jeanne-Mance Ringuet, secrétaires, tous de Drummondville, pour les objets suivants:

Fournir, moyennant considération et dans les limites des certificats et permis octroyés par la Régie des Services Publics et/ou autres autorités compétentes, le service du téléphone, sous le nom de « La Cie de Téléphone de L'Avenir Inc.— The L'Avenir Telephone Company Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 800 actions communes de $25 chacune et en 800 actions privilégiées de $25 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à L'Avenir, district judiciaire d'Arthabaska.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt juin 1960.

L'Assistant-procureur général adjoint,

54813-o P. FRENETTE.

(P.G. 12444-60)

La Compagnie de Publications de la Maisonnée Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du seize juin 1960, constituant en corporation: Adrien Bonin, éditeur, Hugo Bonin, publiciste, et Lucette Bonin, institutrice, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Acquérir, imprimer, éditer des journaux et autres publications: exercer les commerces d'imprimeurs, éditeurs, papetiers et publicitaires, sous le nom de « La Compagnie de Publications de la Maisonnée Inc.», avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions communes de $10 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le seize juin 1960.

L'Assistant-procureur général adjoint,

54813-o P. FRENETTE.

(P.G. 12302-60)

La Fenière (Théâtre d'Été)

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du neuf juin 1960, constituant en corporation sans capital-actions: Georges Delisle, employé civique, comédien et metteur en scène, Gisèle Lavoie Delisle, infirmière licenciée, épouse séparée de biens dudit Georges Delisle, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux de Cap-Rouge, et Marc Emond, gérant de la Caisse Populaire de la paroisse Sacré-Coeur, de Québec, pour les objets suivants:

Construire, acheter, louer, occuper et exploiter toutes sortes de salles de spectacles pour fins éducatives ou de divertissement, sous le nom de « La Fenière (Théâtre d'Été) ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de $10,000.

Le siège social de la corporation sera 80, rue du Domaine, Cap-Rouge, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le neuf juin 1960.

L'Assistant-procureur général adjoint,

54813-o P. FRENETTE.

---

been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of June, 1960, incorporating: André Biron, advocate, Yolande Biron and Jeanne-Mance Ringuet, secretaries, all of Drummondville, for the following purposes:

To supply, for a consideration and within the limits of certificates and permits granted by the Public Service Board and/or other competent authorities, telephone service, under the name of "La Cie de Téléphone de L'Avenir Inc.— The L'Avenir Telephone Company Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 800 common shares of $25 each and into 800 preferred shares of $25 each.

The head office of the company will be at L'Avenir, judicial district of Arthabaska.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of June, 1960.

P. FRENETTE,

54813 *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 12444-60)

La Compagnie de Publications de la Maisonnée Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of June, 1960, incorporating: Adrien Bonin, editor, Hugo Bonin, publicist, and Lucette Bonin, teacher, all of Montreal, for the following purposes:

To acquire, print, edit newspapers and other publications; to carry on business as printers, editors, stationers and publicists, under the name of "La Compagnie de Publications de la Maisonnée Inc. ", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of June, 1960.

P. FRENETTE,

54813 *Assistant Deputy Attorney General.*

(A. 12302-60)

La Fenière (Théâtre d'Été)

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of June, 1960, to incorporate as a corporation without share capital: Georges Delisle, civic employee, comedian, producer, Gisèle Lavoie Delisle, registered nurse, wife separate as to property of the said Georges Delisle, and duly authorized by him for these presents, both of Cap-Rouge, and Marc Emond, manager of the Credit Union of the parish of Sacré-Coeur, of Quebec, for the following purposes:

To build, purchase, rent, occupy and operate all kinds of halls for shows for educational purposes or amusement, under the name of "La Fenière (Théâtre d'Été)".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $10,000.

The head office of the corporation will be at 80 du Domaine Street, Cap-Rouge, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of June, 1960.

P. FRENETTE,

54813 *Assistant Deputy Attorney General.*

(P.G. 12797-60)

Lakeside Holdings Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatre juillet 1960, constituant en corporation: Cyril E. Schwisberg, Irwin S. Brodie, avocats, et Sonya Schneyer, secrétaire, fille majeure, usant de ses droits, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Acquérir, exécuter des placements, détenir et développer un lot de terrain, et y construire et placer des fonds dans une série de constructions en autant que la chose est possible et pratique, le tout à des fins de placement, sous le nom de « Lakeside Holdings Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune et 3,900 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 4920 avenue Western, chambre 503, Westmount, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatre juillet 1960.

L'Assistant-procureur général adjoint,

54813 P. FRENETTE.

(A.G. 12797-60)

Lakeside Holdings Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of July, 1960, incorporating: Cyril E. Schwisberg, Irwin S. Brodie, advocates, and Sonya Schneyer, secretary, fille majeure, usant de ses droits, all of Montreal, for the following purposes:

To acquire, invest in, hold and develop a piece of land, and to construct thereon and invest in a series of buildings to the extent that it is feasible and practical, the whole for investment purposes, under the name of "Lakeside Holdings Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $1 each and 3,900 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at 4920 Western Avenue, Room 503, Westmount, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of July, 1960.

P. FRENETTE,

54813-o *Assistant Deputy Attorney General.*

(P.G. 12641-60)

Lake Terminals Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du seize juin 1960, constituant en corporation: Jean Monet, avocat, de St-Lambert, Patricia Gain et Denise-Marie Landry, secrétaires, filles majeures, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'arrimeurs, entrepreneurs, manutentionnaires de grain, appareilleurs de navires, pourvoyeurs de navires, rouliers et fréteurs, sous le nom de « Lake Terminals Ltd. », avec un capital total de $10,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le seize juin 1960.

L'Assistant-procureur général adjoint,

54813 P. FRENETTE,

(A.G. 12641-60)

Lake Terminals Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of June, 1960, incorporating: Jean Monet, advocate, of St-Lambert, Patricia Gain and Denise-Marie Landry, secretaries, spinsters, of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of stevedores, contractors, grain trimmers, fitters of ships, shipchandlers, carters and charterers, under the name of "Lake Terminals Ltd.", with a total capital stock of $10,000, divided into 100 common shares of the par value of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of June, 1960.

P. FRENETTE,

54813-o *Assistant Deputy Attorney General.*

(P.G. 12994-60)

La Salle Home Improvement Quebec Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du onze juillet 1960, constituant en corporation: Claude Gareau, optométriste, de Boucherville, Gaston Gamache et Gilles Duchesne, avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « La Salle Home Improvement Quebec Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 5828, 12ième avenue, Rosemont, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le onze juillet 1960.

L'Assistant-procureur général adjoint,

54813-o P. FRENETTE.

(A.G. 12994-60)

La Salle Home Improvement Quebec Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of July, 1960, incorporating: Claude Gareau, optometrist, of Boucherville, Gaston Gamache and Gilles Duchesne, lawyers, of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as general building contractors, under the name of "La Salle Home Improvement Quebec Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 shares of $10 each.

The head office of the company will be at 5828 12th avenue, Rosemount, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of July, 1960.

P. FRENETTE,

54813 *Assistant Deputy Attorney General.*

(P.G. 12655-60)

La Salle Water Conditioners (Quebec) Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du treize juin 1960, constituant en corporation: Alan B. Gold, conseil en loi de la Reine, de Côte St-Luc, Murray Lapin, d'Hampstead, et Morris M. Weiner, de Montréal, tous avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce qui consiste à conditionner, purifier l'eau et les approvisionnements d'eau de toutes sortes, sous le nom de « La Salle Water Conditioners (Quebec) Ltd. », avec un capital total de $1,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le treize juin 1960.

L'Assistant-procureur général adjoint,

54813 P. FRENETTE.

(A.G. 12655-60)

La Salle Water Conditioners (Quebec) Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of June, 1960, incorporating: Alan B. Gold, Queen's Counsel, of Côte St-Luc, Murray Lapin, of Hampstead, and Morris M. Weiner, of Montreal, all advocates, for the following purposes:

To carry on the business of conditioning, purifying and softening water and water supplies of all kinds, under the name of "La Salle Water Conditioners (Quebec) Ltd.", with a total capital stock of $1,000, divided into 1,000 common shares of the par value of $1 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of June, 1960.

P. FRENETTE,

54813-o *Assistant Deputy Attorney General.*

(P.G. 15568-59)

L'Association des Hommes d'Affaires de l'Ile Jésus Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente juin 1960, constituant en corporation sans capital actions: Roger Bertrand, marchand, Roger Provost, garagiste, Honoré David, copropriétaire Théâtre Viau, Gaston Parent, artiste commercial, Léo-Paul Boivin, marchand de fruits et légumes, Robert Dubois, gérant de vente, Pierre Thomas, avocat, Roch A. Forest, surintendant, John Neander, manufacturier, tous neuf de Pont-Viau, Donat St-Jean, marchand-musique, Marcel Parisien, voyageur de commerce, Louis-Philippe Boisvert, assureur-conseil, Jos. V. Butler, industriel, André Lagarde, administrateur, tous cinq de Laval-des-Rapides, Fernand Rheault, comptable agréé, Léo Robinson, voyageur de commerce, tous deux de Duvernay, Guy Charbonneau, voyageur de commerce, Claude Dagenais, éditeur, journaliste, tous deux de L'Abord-à-Plouffe, André Therrault, fleuriste, de Ste-Rose, et Jean Plourde, voyageur, de Montréal, pour les objets suivants:

Grouper en association les hommes d'affaires de l'Ile Jésus, et promouvoir leurs intérêts, sous le nom de « L'Association des Hommes d'Affaires de l'Ile Jésus Inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de $50,000.

Le siège social de la corporation sera à Pont Viau, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente juin 1960.

L'Assistant-procureur général adjoint.

54813-o P. FRENETTE.

(A.G. 15568-59)

L'Association des Hommes d'Affaires de l'Ile Jésus Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of June, 1960, to incorporate as a corporation without share capital: Roger Bertrand, merchant, Roger Provost, garage keeper, Honoré David, co-proprietor Théâtre Viau, Gaston Parent, commercial artist, Léo-Paul Boivin, fruit and vegetable merchant, Robert Dubois, sales manager, Pierre Thomas, advocate, Roch A. Forest, superintendent, John Neander, manufacturer, all nine of Pont-Viau, Donat St-Jean, music merchant, Marcel Parisien, commercial traveller, Louis-Philippe Boisvert, insurance advisor, Jos V. Butler, industrialist, André Lagarde, administrator, all five of Laval-des-Rapides, Fernand Rheault, chartered accountant, Léo Robinson, commercial traveller, both of Duvernay, Guy Charbonneau, commercial traveller, Claude Dagenais, editor, journalist, both of L'Abord-à-Plouffe, André Therrault, florist, of Ste-Rose, and Jean Plourde, traveller, of Montreal, for the following purposes:

To group into an association business men of the "L'Ile Jésus", and to promote their interests, under the name of "L'Association des Hommes d'Affaires de l'Ile Jésus Inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $50,000.

The head office of the corporation will be at Pont-Viau, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of June, 1960.

P. FRENETTE,

54813 *Assistant Deputy Attorney General.*

(P.G. 12679-60)

L'Association des Propriétaires de Salles de Quilles de la Province de Québec Inc. Bowling Owners Association of the Province of Quebec Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date

(A.G. 12679-60)

L'Association des Propriétaires de Salles de Quilles de la Province de Québec Inc. Bowling Owners Association of the Province of Quebec Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh

du sept juillet 1960, constituant en corporation sans capital-actions: Théo Ethier, Jean-Paul Paré, Jos Celestino, commerçants, de Montréal, Roméo Lebeault, industriel, de St-Laurent, et A. Hurteau, marchand, de St-Bruno, pour les objets suivants:

Grouper des propriétaires de salles de quilles et protéger leurs intérêts communs, sous le nom de « L'Association des Propriétaires de Salles de Quilles de la Province de Québec Inc. — Bowling Owners Association of the Province of Quebec Inc. ».

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le sept juillet 1960.

L'Assistant-procureur général adjoint,

54813-o P. FRENETTE.

(P.G. 12413-60)

Le Cercle des Employés du Bureau du Revenu de Montréal

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt juin 1960, constituant en corporation: Gaston Gingras, Claude Mercier, comptables, et Paul Dorion, chef du courrier, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Posséder et administrer un club sportif pour membres de la corporation seulement, sous le nom de « Le Cercle des Employés du Bureau du Revenu de Montréal », avec un capital total de $10,000, divisé en 20 actions ordinaires de la valeur au pair de $100 chacune et en 800 actions privilégiées de la valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt juin 1960.

L'Assistant-procureur général adjoint,

54813-o P. FRENETTE.

(P.G. 12997-60)

Léger & St-Jean Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du onze juillet 1960, constituant en corporation: Claude Simard, Claude Lauzon, avocats, de Montréal, et Roland Léger, plombier, de St-Gabriel-de-Brandon, pour les objets suivants:

Exercer dans toutes ses spécialités le commerce de quincaillerie, et tout autre commerce pouvant être fait conjointement avec ce dernier, sous le nom de « Léger & St-Jean Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions communes de $1 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 19, rue Michaud, Saint-Gabriel-de-Brandon, district judiciaire de Joliette.

Daté du bureau du Procureur général, le onze juillet 1960.

L'Assistant-procureur général adjoint.

54813-o P. FRENETTE.

(P.G. 12357-60)

Le Navigateur Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la

day of July, 1960, to incorporate as a corporation without share capital: Théo Ethier, Jean-Paul Paré, Jos Celestino, tradesmen, of Montreal, Roméo Lebeault, industrialist, of St Laurent, and A. Hurteau, merchant, of St-Bruno, for the following purposes:

To group together owners of bowling alleys and protect their common interests, under the name of "L'Association des Propriétaires de Salles de Quilles de la Province de Québec Inc.— Bowling Owners Association of the Province of Quebec Inc.".

The head office of the corporation will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of July, 1960.

P. FRENETTE,

54813 *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 12413-60)

Le Cercle des Employés du Bureau du Revenu de Montréal

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of June, 1960 incorporating: Gaston Gingras, Claude Mercier, accountants, and Paul Dorion, head courier, all of Montreal, for the following purposes:

To possess and manage a sports club for members of the corporation only, under the name of "Le Cercle des Employés du Bureau du Revenu de Montréal", with a total capital stock of $10,000, divided into 20 common shares of a par value of $100 each and into 800 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of June, 1960.

P. FRENETTE,

54813 *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 12997-60)

Léger & St-Jean Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of July, 1960 incorporating: Claude Simard, Claude Lauzon, advocates, of Montreal, and Roland Léger, plumber, of St-Gabriel-de-Brandon, for the following purposes:

To carry on in all its specialties a business dealing in hardware, and all other business which may be carried on jointly with the latter, under the name of "Léger & St-Jean Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 common shares of $1 each and into 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at 19 Michaud Street, Saint-Gabriel-de-Brandon, judicial district of Joliette.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of July, 1960.

P. FRENETTE,

54813 *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 12357-60)

Le Navigateur Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the

province de Québec des lettres patentes, en date du treize juin 1960, constituant en corporation sans capital-actions: Marcel L'Ecuyer, entrepreneur-électricien, Fernand Foucault, marchand, Guy Derome, commis, Donald Bouchard, camionneur, Gabriel Grégoire, apiculteur, Henri Caron, fonctionnaire provincial, Elisée Hébert, cultivateur et président de la commission scolaire, René Fortin, directeur de funérailles, Maurice Jannelle, marchand de bois, Roland Poirier, vendeur d'autos, Léonide Poirier, vendeur d'équipements aratoires, et Gilles Fortin, garagiste, tous de Napierville, pour les objets suivants:

Établir, diriger et administrer un centre de loisirs, sous le nom de « Le Navigateur Inc. ».

Le montant auquel sont limités les revenus annuels des biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de $10,000.

Le siège social de la corporation sera à Napierville, district judiciaire d'Iberville.

Daté du bureau du Procureur général, le treize juin 1960.

L'Assistant-procureur général adjoint,

54813-o P. FRENETTE.

(P.G. 12624-60)

Léopold St. Pierre Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du treize juin 1960, constituant en corporation: Léopold St. Pierre, administrateur, d'Aresville, Jean-Jacques Fabre, administrateur, et Yvonne Bélanger, secrétaire, fille majeure, tous deux de Montréal, pour les objets suivants:

Commerce d'objets de piété et de nouveautés, sous le nom de « Léopold St. Pierre Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 300 actions communes de $100 chacune et en 100 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le treize juin 1960.

L'Assistant-procureur général adjoint,

54813-o P. FRENETTE.

(P.G. 12806-60)

L'Epicure Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec ces lettres patentes, en date du vingt-sept juin 1960, constituant en corporation: George Bey, Michael Awada, Dov Kravetz, avocats, et Raymonde Lutterman, veuve, secrétaire, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'aliments et d'épiceries, sous le nom de « L'Épicure Inc.», avec un capital total de $10,000, divisé en 500 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune et 500 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 615 rue Choquette, Beloeil, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept juin 1960.

L'Assistant-procureur général adjoint,

54813 P. FRENETTE.

Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of June, 1960, to incorporate as a corporation without share capital: Marcel L'Ecuyer, contractor-electrician, Fernand Foucault, merchant, Guy Derome, clerk, Donal Bouchard, trucker, Gabriel Grégoire, bee-keeper, Henri Caron, provincial employee, Elisée Hébert, farmer and president of the school commission, René Fortin, funeral director, Maurice Jannelle, lumber merchant, Roland Poirier, automobile salesman, Léonide Poirier, salesman for farm implements, and Gilles Fortin, garage-keeper, all of Napierville, for the following purposes:

To establish, direct and administrate a recreational center, under the name of "Le Navigateur Inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation hold is to be limited, is $10,000.

The head office of the corporation will be at Napierville, judicial district of Iberville.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of June, 1960.

P. FRENETTE,

54813 *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 12624-60)

Léopold St. Pierre Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of June, 1960, incorporating: Léopold St. Pierre, administrator, of Aresville, Jean-Jacques Fabre, administrator, and Yvonne Bélanger, secretary, fille majeure, both of Montreal, for the following purposes:

To deal in objects of piety and novelties, under the name of "Léopold St. Pierre Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 300 common shares of $100 each and 100 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of June, 1960.

P. FRENETTE,

54813 *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 12806-60)

L'Epicure Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of June, 1960, incorporating: George Bey, Michael Awada, Dov Kravetz, advocates, and Raymonde Lutterman, widow, secretary, all of Montreal, for the following purposes:

To deal in food products and groceries, under the name of "L'Épicure Inc.", with a total capital stock of $10,000, divided into 500 preferred shares of the par value of $10 each and 500 common shares of the par value of $10 each.

The head office of the company will be at 615 Choquette Street, Beloeil, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of June, 1960.

P. FRENETTE,

54813-o *Assistant Deputy Attorney General.*

(P.G. 12696-60)

Le Ray Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-deux juin 1960, constituant en corporation: Raymond Lévesque, commerçant, Roger Beaulieu, avocat et conseil en loi de la Reine, et Mlle Pierrette Morel, secrétaire, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Industrie et commerce de chaussures, sacs à main, gants et tous autres articles dans la composition desquels entrent cuir, caoutchouc, paille ou autres tissus divers, sous le nom de « Le Ray Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires de la valeur au pair de $10 chacune et en 390 actions privilégiées de la valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux juin 1960.

L'Assistant-procureur général adjoint,

54813-o P. FRENETTE.

(P.G. 12168-60)

Les Agences d'Assurance Lasalle Inc.
Lasalle Insurance Agencies Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quinze juin 1960, constituant en corporation: Olivier Gauthier, avocat, Louis Bertrand, notaire, et Yolande Joly, secrétaire, épouse contractuellement séparée de biens de Jean Blanchet, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme courtiers et agents d'assurance, sous le nom de « Les Agences d'Assurances Lasalle Inc.— Lasalle Insurance Agencies Inc. », avec un capital total de $10,000, divisé en 10,000 actions de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze juin 1960.

L'Assistant-procureur général adjoint,

54813-o P. FRENETTE.

(P.G. 12520-60)

Les Écuries Lauzon Incorporée
Lauzon Stables Incorporated

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt et un juin 1960, constituant en corporation: Roger Lauzon, agent-distributeur, Anita Marcotte, ménagère, épouse séparée de biens dudit Roger Lauzon, et Marcel Tessier, teneur de livres, tous de Drummondville, pour les objets suivants:

Exploiter une écurie de chevaux de course et faire l'élevage et le commerce de tels chevaux ainsi que d'autres chevaux, sous le nom de « Les Écuries Lauzon Incorporée — Lauzon Stables Incorporated », avec un capital total de $60,000, divisé en 4,000 actions communes de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Drummondville, district judiciaire d'Arthabaska.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un juin 1960.

L'Assistant-procureur général adjoint,

54813-o P. FRENETTE.

(A.G. 12696-60

Le Ray Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of June, 1960, incorporating: Raymond Lévesque, trader, Roger Beaulieu, lawyer and Queen's Counsel, and Miss Pierrette Morel, secretary, all of Montreal, for the following purposes:

The industry and business dealing in footwear, handbags, gloves and all other articles in whose composition is leather, rubber, straw or other diverse tissues, under the name of "Le Ray Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of a par value of $10 each and 390 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of June, 1960.

P. FRENETTE,

54813 *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 12168-60)

Les Agences d'Assurance Lasalle Inc.
Lasalle Insurance Agencies Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of June, 1960, incorporating: Olivier Gauthier, lawyer, Louis Bertrand, notary, and Yolande Joly, secretary, wife contractually separate as to property of Jean Blanchet, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as insurance brokers and agents, under the name of "Les Agences d'Assurance Lasalle Inc.— Lasalle Insurance Agencies Inc.", with a total capital stock of $10,000, divided into 10,000 shares of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of June, 1960.

P. FRENETTE,

54813 *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 12520-60)

Les Écuries Lauzon Incorporée
Lauzon Stables Incorporated

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of June, 1960, incorporating: Roger Lauzon, distributing agent, Anita Marcotte, housewife, wife separate as to property of the said Roger Lauzon, and Marcel Tessier, book-keeper, all of Drummondville, for the following purposes:

To operate a race-horse stable and to breed race-horses and carry on a business dealing in such horses and other horses, under the name of "Les Écuries Lauzon Incorporée — Lauzon Stables Incorporated", with a total capital stock of $60,000, divided into 4,000 common shares of $10 each and into 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Drummondville, judicial district of Arthabaska.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of June, 1960.

P. FRENETTE,

54813 *Assistant Deputy Attorney General.*

(P.G. 12635-60)

Les Entreprises Alpha Compagnie Limitée (Alpha Enterprises Company Limited)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du treize juin 1960, constituant en corporation: Yvon Beaulieu, entrepreneur, de Montréal, Clairment Delisle, entrepreneur, de Montréal-Nord, et Mlle Francine Rousseau, secrétaire, d'Outremont, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'entrepreneur général en construction, sous le nom de « Les Entreprises Alpha Compagnie Limitée — (Alpha Enterprises Company Limited) », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions communes de $10 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 5159, rue Delanaudière, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le treize juin 1960.

L'Assistant-procureur général adjoint,

54813-o P. FRENETTE.

(A.G. 12635-60)

Les Entreprises Alpha Compagnie Limitée (Alpha Enterprises Company Limited)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of June, 1960, incorporating: Yvon Beaulieu, contractor, of Montreal, Clairment Delisle, contractor, of Montreal-North, and Miss Francine Rousseau, secretary, of Outremont, for the following purposes:

To carry on business as general building contractors, under the name of "Les Entreprises Alpha Compagnie Limitée — (Alpha Enterprises Company Limited)", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and into 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 5159 Delanaudière street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of June, 1960.

P. FRENETTE,

54813 *Assistant Deputy Attorney General.*

(P.G. 11393-60)

Les Entreprises Normandie Inc. Normandie Enterprises Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt juin 1960, constituant en corporation: Joseph Proulx, homme d'affaires, Marie-Jacques Turcotte Proulx, ménagère, épouse séparée de biens dudit Joseph Proulx, et Jean-Paul Léonard, notaire, tous de Saint-Jérôme, pour les objets suivants:

Acheter, vendre, louer, améliorer, détenir, mettre en valeur, disposer, et faire le commerce de propriétés immobilières, de même que les hypothéquer ou autrement en disposer, sous le nom de « Les Entreprises Normandie Inc. — Normandie Enterprises Inc. », avec un capital total de $225,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune et en 1,250 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 390, avenue du Palais, Saint-Jérôme, district judiciaire de Terrebonne.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt juin 1960.

L'Assistant-procureur général adjoint,

54813-o P. FRENETTE.

(A.G. 11393-60)

Les Entreprises Normandie Inc. Normandie Enterprises Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of June, 1960, incorporating: Joseph Proulx, business man, Marie-Jacques Turcotte Proulx, housewife, wife separate as to property of the said Joseph Proulx, and Jean-Paul Léonard, notary, all of Saint-Jérôme, for the following purposes:

To purchase, sell, rent, improve, retain, valuate, dispose of, and carry on a business dealing in properties, real estate, as well as mortgaging same or otherwise dispose of same, under the name of "Les Entreprises Normandie Inc. — Normandie Enterprises Inc.", with a total capital stock of $225,000, divided into 1,000 common shares of a par value of $100 each and into 1,250 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 390 Palais Avenue, Saint-Jérôme, judicial district of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of June, 1960.

P. FRENETTE,

54813 *Assistant Deputy Attorney General.*

(P.G. 12781-60)

Les Entreprises Verban Limitée Verban Enterprises Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du cinq juillet 1960, constituant en corporation: Roger Aubin, commerçant, de Montréal, Joffre Aubin, hôtelier, Roger Martin, commerçant, tous deux d'East Angus, et Donat Martin, agronome, de Lachute, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'hôteliers, sous le nom de « Les Entreprises Verban Limitée — Verban Enterprises Limited », avec un capital total de $100,000, divisé en 800 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune et en 200 actions communes d'une valeur au pair de $100 chacune.

(A.G. 12781-60)

Les Entreprises Verban Limitée Verban Enterprises Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of July, 1960, incorporating: Roger Aubin, merchant, of Montreal, Joffre Aubin, hotel keeper, Roger Martin, merchant, both of East Angus, and Donat Martin, agronomist, of Lachute, for the following purposes:

To carry on the business of hotel keepers, under the name of "Les Entreprises Verban Limitée — Verban Enterprises Limited", with a total capital stock of $100,000, divided into 800 preferred shares of a par value of $100 each and 200 common shares of a par value of $100 each.

Le siège social de la compagnie sera à Verdun, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq juillet 1960.

L'Assistant-procureur général adjoint,

54813-o P. FRENETTE.

(P.G. 12009-60)

Les Francs-Amis Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du seize juin 1960, constituant en corporation sans capital-actions: Marcel Desnoyers, gérant-épicier, Roland Michaut, plâtrier, Émile Cyr, magasinier, Joseph Dubé, boucher, et Georgette Laberge, « opératrice: couture », fille majeure, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Former et diriger un club sportif, sous le nom de « Les Francs-Amis Inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de $25,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le seize juin 1960.

L'Assistant-procureur général adjoint,

54813-o P. FRENETTE.

(P.G. 12777-60)

Les Immeubles A. H. Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du sept juillet 1960, constituant en corporation: Arthur Harvey, François Harvey, industriels, d'Alma, et Adrien Lachance, comptable, de Québec, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'immeubles, sous le nom de « Les Immeubles A. H. Ltée », avec un capital total de $100,000, divisé en 250 actions privilégiées de $100 chacune et en 750 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera rue du Pont, Alma, Lac St-Jean, district judiciaire de Roberval.

Daté du bureau du Procureur général, le sept juillet 1960.

L'Assistant-procureur général adjoint,

54813-o P. FRENETTE.

(P.G. 12443-60)

Les Jardins St. Joseph Ltée
St. Joseph Gardens Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-trois juin 1960, constituant en corporation: Bernard Gardner, de Rosemère, Gabriel Glazer et Hilliard Ginsberg, de Montréal, tous avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de toute manière et forme de construction, sous le nom de « Les Jardins St. Joseph Ltée — St. Joseph Gardens Ltd.», avec un capital total de $5,000, divisé en 5,000 actions de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 6 est, boulevard Saint-Joseph, Montréal, district judiciaire de Montréal.

The head office of the company will be at Verdun, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of July, 1960.

P. FRENETTE,

54813 *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 12009-60)

Les Francs-Amis Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of June, 1960, to incorporate as a corporation without share capital: Marcel Desnoyers, manager-grocer, Roland Michaut, plasterer, Émile Cyr, store-keeper, Joseph Dubé, butcher, and Georgette Laberge, seamstress (operator), fille majeure, all of Montreal, for the following purposes:

To form and direct a sporting club, under the name of "Les Francs-Amis Inc.".

The amount to which the value of immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $25,000.

The head office of the corporation will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of June, 1960.

P. FRENETTE,

54813 *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 12777-60)

Les Immeubles A. H. Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of July, 1960 incorporating: Arthur Harvey, François Harvey, industrialists, of Alma, and Adrien Lachance, accountant, of Quebec, for the following purposes:

To carry on business dealing in real estate, under the name of "Les Immeubles A. H. Ltée", with a total capital stock of $100,000, divided into 250 preferred shares of $100 each and 750 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at Bridge Street, Alma, Lake St. John, judicial district of Roberval.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of July, 1960.

P. FRENETTE,

54813 *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 12443-60)

Les Jardins St. Joseph Ltée
St. Joseph Gardens Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of June, 1960, incorporating: Bernard Gardner, of Rosemere, Gabriel Glazer and Hilliard Ginsberg, of Montreal, all advocates, for the following purposes:

To carry on the business of every manner and form of construction, under the name of "Les Jardins St. Joseph Ltée — St. Joseph Gardens Ltd.", with a total capital stock of $5,000, divided into 5,000 shares of $1 each.

The head office of the company will be at 6 Saint Joseph Boulevard East, Montreal, judicial District of Montreal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-trois juin 1960.

L'Assistant-procureur général adjoint,

54813 P. FRENETTE.

(P.G. 12720-60)

Les Loisirs de Magog Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatre juillet 1960, constituant en corporation sans capital-actions: Rolland Laforest, commerçant, Germain Rivard, arpenteur-géomètre, Léonard Bergeron, avocat, Mlle Carmen Lamontagne, secrétaire, tous quatre de Magog, et André Charpentier, comptable, de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Etablir et diriger une organisation de loisirs, sous le nom de « Les Loisirs de Magog Inc. ».

Le montant auquel sont limités les revenus annuels des biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de $20,000.

Le siège social de la corporation sera à Magog, district judiciaire de Saint-François.

Daté du bureau du Procureur général, le quatre juillet 1960.

L'Assistant-procureur général adjoint,

54813-o P. FRENETTE.

(P.G. 12780-60)

Les Pétroles de Saint-Pie de Bagot Incorporée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du sept juillet 1960, constituant en corporation: Philippe Pothier, avocat, Mlle Hélène Viens et Mlle Simone Turner, secrétaires, tous de St-Hyacinthe, pour les objets suivants:

Commerce de combustibles et de lubrifiants, sous le nom de « Les Pétroles de Saint-Pie de Bagot Incorporée », avec un capital total de $20,000, divisé en 1,000 actions d'une valeur au pair de $20 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Pie de Bagot, district judiciaire de Saint-Hyacinthe.

Daté du bureau du Procureur général, le sept juillet 1960.

L'Assistant-procureur général adjoint,

54813-o P. FRENETTE.

(P.G. 12881-60)

Les Placements de Desbiens Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du treize juillet 1960, constituant en corporation: Eugène Audet, Victor Lachance, journaliers, René Boivin, secrétaire, Phydime Laforge, menuisier, et Patrice Girard, cultivateur, tous de Desbiens, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de « Les Placements de Desbiens Ltée », avec un capital total de $5,000, divisé en 5,000 actions de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Desbiens, district judiciaire de Roberval.

Daté du bureau du Procureur général, le treize juillet 1960.

L'Assistant-procureur général adjoint,

54813-o P. FRENETTE.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of June, 1960.

P. FRENETTE,

54813-o *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 12720-60)

Les Loisirs de Magog Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of July, 1960, to incorporate as a corporation without share capital: Rolland Laforest, trader, Germain Rivard, land-surveyor, Léonard Bergeron, advocate, Miss Carmen Lamonagne, secretary, all four of Magog, and André Charpentier accountant, of Sherbrooke, for the following purposes:

To establish and direct an organization of a recreational center, under the name of "Les Loisirs de Magog Inc.".

The amount to which the value of immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $20,000.

The head office of the corporation will be at Magog, judicial district of St. Francis.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of July, 1960.

P. FRENETTE.

54813 *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 12780-60)

Les Pétroles de Saint-Pie de Bagot Incorporée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of July, 1960, incorporating: Philippe Pothier, lawyer, Miss Hélène Viens and Miss Simone Turner, secretaries, all of St. Hyacinthe, for the following purposes:

To deal in fuels and lubricants, under the name of "Les Pétroles de Saint-Pie de Bagot Incorporée", with a total capital stock of $20,000, divided into 1,000 shares of a par value of $20 each.

The head office of the company will be at Saint-Pie de Bagot, judicial district of St. Hyacinthe.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of July, 1960.

P. FRENETTE.

54813 *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 12881-60)

Les Placements de Desbiens Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of July, 1960, incorporating: Eugène Audet, Victor Lachance, day-labourers, René Boivin, secretary, Phydime Laforge, carpenter, and Patrice Girard, farmer, all of Desbiens, for the following purposes:

To carry on business as an investment company, under the name of "Les Placements de Desbiens Ltée", with a total capital stock of $5,000, divided into 5,000 shares of $1 each.

The head office of the company will be at Desbiens, judicial district of Roberval.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of July, 1960.

P. FRENETTE,

54813 *Assistant Deputy Attorney General.*

(P.G. 12232-60)

Les Produits Laitiers Lessard Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du huit juillet 1960, constituant en corporation: David Belhumeur, Yvon Brosseau, comptables agréés, et Gaston Bellerive, comptable, tous des Trois-Rivières, pour les objets suivants:

Exercer le commerce du lait et tous autres produits agricoles et maraîchers, sous le nom de « Les Produits Laitiers Lessard Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune et en 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Justin, comté de Maskinongé, district judiciaire des Trois-Rivières.

Daté du bureau du Procureur général, le huit juillet 1960.

L'Assistant-procureur général adjoint,

54813-o P. FRENETTE.

(P.G. 12768-60)

Les Produits Margaret Inc.
Margaret Products Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt et un juin 1960, constituant en corporation: Alfred Roy, Philippe Gosselin, Emmanuel Laliberté, Aleaxndre Audet et Robert Couture, tous commerçants, de Ste-Marguerite, comté de Dorchester, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de confiseur, sous le nom de « Les Produits Margaret Inc. — Margaret Products Inc.», avec un capital totalde $40,000, divisé en 2,000 actions communes de $10 chacune et en 400 actions privilégiées de $50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sainte-Marguerite, comté de Dorchester, district judiciaire de Beauce.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un juin 1960.

L'Assistant-procureur général adjoint,

54813-o P. FRENETTE.

(P.G. 10962-60)

Les Services Radiologiques de Montréal Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du onze juillet 1960, constituant en corporation: Dr Marcel Longtin, d'Outremont, Dr Robert L'Abbé, Dr Paul Roy et Dr Henri-Paul Lévesque, tous médecins, de Montréal, pour les objets suivants:

S'occuper de tout ce qui a trait à la radiologie, conformément aux dispositions de la Loi concernant la profession médicale et la chirurgie (S.R.Q. 1941, ch. 264), sous le nom de « Les Services Radiologiques de Montréal Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions communes de $10 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le onze juillet 1960.

L'Assistant-procureur général adjoint,

54813-o P. FRENETTE.

(A.G. 12232-60)

Les Produits Laitiers Lessard Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of July, 1960, incorporating: David Belhumeur, Yvon Brosseau, chartered accountants, and Gaston Bellerive, accountant, all of Trois-Rivières, for the following purposes:

To operate a business dealing in milk and in other agricultural and garden products, under the name of "Les Produits Laitiers Lessard Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of a par value of $100 each and into 200 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Saint-Justin, county of Maskinongé, judicial district of Trois-Rivières.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of July, 1960.

P. FRENETTE,

54813 *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 12768-60)

Les Produits Margaret Inc.
Margaret Products Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of June, 1960 incorporating: Alfred Roy, Philippe Gosselin, Emmanuel Laliberté, Alexandre Audet and Robert Couture, all traders, of Ste-Marguerite, Dorchester county, for the following purposes:

To carry on business as confectioners, under the name of "Les Produits Margaret Inc — Margaret Products Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 400 preferred shares of $50 each.

The head office of the company will be at Ste-Marguerite, Dorchester county, judicial district of Beauce.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of June, 1960.

P. FRENETTE,

54813 *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 10926-60)

Les Services Radiologiques de Montréal Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of July, 1960, incorporating: Dr. Marcel Longtin, of Outremont, Dr. Robert L'Abbé, Dr. Paul Roy and Dr. Henri-Paul Lévesque, all physicians, of Montreal, for the following purposes:

To attend to everything connected with radiology, in accordance with the provisions of the Act respecting the medical profession (R.S.Q. 1941, ch. 164), under the name of "Les Services Radiologiques de Montréal Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of July, 1960.

P. FRENETTE,

54813 *Assistant Deputy Attorney General.*

(P.G. 11790-60)

L'Habitat d'Alma Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du seize juin 1960, constituant en corporation: Jocelyn Tremblay, étudiant, Carmen Poulin Tremblay, ménagère, épouse séparée de biens de J.-Edjar Tremblay, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, et Lucette Bergeron, sténographe, célibataire, tous d'Alma, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'immeubles, sous le nom de « L'Habitat d'Alma Ltée », avec un capital total de $199,000, divisé en 1,990 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 388, rue Collard, Alma, district judiciaire de Roberval.

Daté du bureau du Procureur général, le seize juin 1960.

L'Assistant-procureur général adjoint,

54813-o P. FRENETTE.

(P.G. 12675-60)

L'Oeuvre des Terrains de Jeux (O.T.J.) de Saint-Victor de Beauce

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du sept juillet 1960, constituant en corporation sans capital-actions: Benoit Taschereau, instituteur, Paul Chapdelaine, maître de poste, Dr Roger Fortin, médecin, Normand Fecteau, industriel, et Normande Lacoursière, commis, célibataire, tous de St-Victor, pour les objets suivants:

Diriger et administrer un centre de loisirs, sous le nom de « L'Oeuvre des Terrains de Jeux (O.T.J.) de Saint-Victor de Beauce ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de $15,000.

Le siège social de la corporation sera à Saint-Victor, district judiciaire de Beauce.

Daté du bureau du Procureur général, le sept juillet 1960.

L'Assistant-procureur général adjoint,

54813-o P. FRENETTE.

(P.G. 12819-60)

Loisirs du Lac Massie Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du sept juillet 1960, constituant en corporation sans capital-actions: Normand Corriveau, contremaître, Elmer Labranche, électricien, Réal Leduc, voyageur de commerce, André Bujold, briquetier, Barthélémy Gauthier, menuisier, Marcel Cournoyer, artiste commercial, tous six de Montréal, Gérard Robillard, plâtrier, de La Salle, et Adjutor Meunier, contremaître, de Pont-Viau, pour les objets suivants:

Établir, diriger et administrer un centre de loisirs, sous le nom de « Loisirs du Lac Massie Inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de $10,000.

Le siège social de la corporation sera 38 rue Legault, Saint-Jérôme, district judiciaire de Terrebonne.

(A.G. 11790-60)

L'Habitat d'Alma Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of June, 1960, incorporating: Jocelyn Tremblay, student, Carmen Poulin Tremblay, housewife, wife separate as to property of J.-Edgar Tremblay, and duly authorized by him for these presents, and Lucette Bergeron, stenographer, spinster, all of Alma, for the following purposes:

To carry on business dealing in immoveables, under the name of "L'Habitat d'Alma Ltée", with a total capital stock of $199,000, divided into into 1,990 shares of $100 each.

The head office of the company will be at 388 Collard street, Alma, judicial district of Roberval.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of June, 1960.

P. FRENETTE,

54813 *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 12675-60)

L'Oeuvre des Terrains de Jeux (O.T.J.) de Saint-Victor de Beauce

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of July, 1960, to incorporate as a corporation without share capital: Benoit Taschereau, teacher, Paul Chapdelaine, post-master, Dr. Roger Fortin, physician, Normand Fecteau, industrialist, and Normande Lacoursière, clerk, spinster, all of St-Victor, for the following purposes:

To direct and administrate a recreational center, under the name of "L'Oeuvre des Terrains de Jeux (O.T.J.), of Saint-Victor de Beauce".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $15,000.

The head office of the corporation will be at Saint-Victor, judicial district of Beauce.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of July, 1960.

P. FRENETTE,

54813 *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 12819-60)

Loisirs du Lac Massie Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of July, 1960, to incorporate as a corporation without share capital: Normand Corriveau, foreman, Elmer Labranche, electrician, Réal Leduc, commercial traveller, André Bujold, brick-layer, Barthélémy Gauthier, carpenter, Marcel Cournoyer, commercial artist, all six of Montreal, Gérard Robillard, plasterer, of La Salle, and Adjutor Meunier, foreman, of Pont-Viau, for the following purposes:

To establish, direct and manage a recreational center, under the name of "Loisirs du Lac Massie Inc.".

The amount to which the value of immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $10,000.

The head office of the corporation will be at 38 Legault street, Saint-Jérôme, judicial district of Terrebonne.

Daté du bureau du Procureur général, le sept juillet 1960.

L'Assistant-procureur général adjoint,

54813-o P. FRENETTE.

(P.G. 12817-60)

Louis Tremblay Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-huit juin 1960, constituant en corporation: Norman Cecil Denys, avocat, de Mont-Royal, Jacques Florent, comptable, de Verdun, et Mlle Aline Fiset, secrétaire, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'entrepreneurs en plomberie, chauffage et réfrigération, sous le nom de « Louis Tremblay Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 250 actions communes de $100 chacune et en 150 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit juin 1960.

L'Assistant-procureur général adjoint,

54813-o P. FRENETTE.

(P.G. 12628-60)

Lutecia Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix juin 1960, constituant en corporation: Jean-Guy Vaugeois, avocat, Gilles Boisvert, aide-technique, et Édouard Fontaine, chauffeur, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de restaurateurs, sous le nom de « Lutecia Inc.», avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix juin 1960.

L'Assistant-procureur général adjoint,

54813-o P. FRENETTE.

(P.G. 12690-60)

Magasin Harvey Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-deux juin 1960, constituant en corporation: Gérard Lauzier, comptable, de Ste-Foy, Valéda Tremblay Harvey, veuve, marchande, et Bernard Harvey, gérant, tous deux de Forestville, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de toutes espèces d'articles et de marchandises qui font généralement l'objet d'un commerce d'épicerie, sous le nom de « Magasin Harvey Ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Forestville, district judiciaire de Saguenay.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux juin 1960.

L'Assistant-procureur général adjoint,

54813-o P. FRENETTE.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of July, 1960.

P. FRENETTE,

54813 *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 12817-60)

Louis Tremblay Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of June, 1960, incorporating: Norman Cecil Denys, lawyer, of Mount Royal, Jacques Florent, accountant, of Verdun, and Miss Aline Fiset, secretary, of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as contractors in plumbing, heating and refrigeration, under the name of "Louis Tremblay Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 250 common shares of $100 each and into 150 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of June, 1960.

P. FRENETTE,

54813 *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 12628-60)

Lutecia Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of June, 1960, incorporating: Jean-Guy Vaugeois, lawyer, Gilles Boisvert, technician's-aide, and Édouard Fontaine, chauffeur, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as restaurant-owners, under the name of "Lutecia Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of June, 1960.

P. FRENETTE,

54813 *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 12690-60)

Magasin Harvey Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of June, 1960, incorporating: Gérard Lauzier, accountant, of Ste-Foy, Valéda Tremblay Harvey, widow, merchant, and Bernard Harvey, manager, both of Forestville, for the following purposes:

To carry on business dealing in all kinds of articles and merchandise in which a grocery store generally deals, under the name of "Magasin Harvey Ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Forestville, judicial district of Saguenay.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of June, 1960.

P. FRENETTE,

54813 *Assistant Deputy Attorney General.*

(P.G. 12867-60)

Majestic Dinettes Co. Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente juin 1960, constituant en corporation: Jean Marcoux, Pierre Desmarais, avocats, et François Hogue, notaire, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Commerce de meubles et de nouveautés de toutes sortes, sous le nom de « Majestic Dinettes Co. Inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 400 actions communes de $10 chacune et en 9,600 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 992 avenue City Hall, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente juin 1960.

L'Assistant-procureur général adjoint,

54813-o P. FRENETTE.

(A.G. 12867-60)

Majestic Dinettes Co. Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of June, 1960, incorporating: Jean Marcoux, Pierre Desmarais, lawyers, and François Hogue, notary, all of Montreal, for the following purposes:

To deal in furniture and all kinds of novelties, under the name of "Majestic Dinettes Co. Inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 400 common shares of $10 each and 9,600 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at 992 City Hall avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of June, 1960.

P. FRENETTE.

54813 *Assistant Deputy Attorney General.*

(P.G. 12811-60)

Manna Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du sept juillet 1960, constituant en corporation: Jacques Duceppe, inspecteur, Rosaire Duceppe et Pierre Duceppe, techniciens, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de produits alimentaires, sous le nom de « Manna Limitée », avec un capital total de $50,000, divisé en 500 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 3524, rue DeLormier, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le sept juillet 1960.

L'Assistant-procureur général adjoint,

54813-o P. FRENETTE.

(A.G. 12811-60)

Manna Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of July, 1960, incorporating: Jacques Duceppe, inspector, Rosaire Duceppe and Pierre Duceppe, technicians, of Montreal, for the following purposes:

To carry on business dealing in alimentary products, under the name of "Manna Limitée", with a total capital stock of $50,000, divided into 500 shares of $100 each.

The head office of the company will be at 3524 DeLormier street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of July, 1960.

P. FRENETTE.

54813 *Assistant Deputy Attorney General.*

(P.G. 12728-60)

Manoir St-Antoine Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du treize juillet 1960, constituant en corporation sans capital-actions: Arthur Jutras, infirmier, Jean Racicot, homme d'affaires, et Dame Irène Perreault, veuve, aide-infirmière, tous de Ste-Émélie-de-l'Énergie, pour les objets suivants:

Sujet aux dispositions de la loi concernant les hôpitaux privés, procurer à des médecins ou à toute autre personne autorisée, la propriété et la jouissance des biens nécessaires à l'organisation et au fonctionnement d'une clinique médicale générale, d'un hôpital, d'un centre de diagnostic, d'un dispensaire avec tous les services, accessoires et l'accommodation pour le logement, la nourriture et le traitement de toutes personnes, suivant les prescriptions et sous le contrôle de médecins ou personnes autorisées à cette fin, sous le nom de « Manoir St-Antoine Inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de $200,000.

(A.G. 12728-60)

Manoir St-Antoine Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of July, 1960, to incorporate as a corporation without share capital: Arthur Jutras, hospital attendant, Jean Racicot, business man, and Dame Irène Perreault, widow, assistant-nurse, all of Ste-Émilie-de-l'Énergie, for the following purposes:

Subject to the provisions of the law concerning private hospitals, to obtain for physicians or for any other authorized person the propriety and right of ownership necessary for the organization and functioning of a general medical clinic, of a hospital, of a diagnostic center, of a dispensary with all the services, accessories and accommodation for the loging, food and treatment of anyone according to the prescriptions and under the control of physicians or persons authorized for this purpose, under the name of "Manoir St-Antoine Inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $200,000.

Le siège social de la corporation sera à Sainte-Émélie-de-l'Énergie, district judiciaire de Joliette.

Daté du bureau du Procureur général, le treize juillet 1960.

L'Assistant-procureur général adjoint,

54813-o P. FRENETTE.

(P.G. 12491-60)

Marcel Perreault Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-trois juin 1960, constituant en corporation: Marcel Perreault, J.-Sarto Perreault, tous deux commerçants, de St-Jérôme, et Fernand Villeneuve, comptable, de Sainte-Agathe-des-Monts, pour les objets suivants:

Acheter, vendre et faire le commerce en gros et en détail de bières et autres boissons, alcooliques ou non, et exercer le commerce d'agent de brasserie et de distributeur de bière et autres boissons, alcooliques ou non, sous le nom de « Marcel Perreault Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions communes de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sainte-Agathe-des-Monts, district judiciaire de Terrebonne.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-trois juin 1960.

L'Assistant-procureur général adjoint,

54813-o P. FRENETTE.

(P.G. 12432-60)

Matériels Panzini Incorporée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du huit juin 1960, constituant en corporation: Jean Gagnon, avocat, Lorraine Howlett Fournier, secrétaire, épouse séparée de biens de Maurice Fournier, et Paul-H. Savard, ingénieur, tous de Pierrefonds, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de matériel de construction, sous le nom de « Matériels Panzini Incorporée », avec un capital total de $30,000, divisé en 2,500 actions communes de $10 chacune et en 50 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera rue Beauregard, Jacques-Cartier, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le huit juin 1960.

L'Assistant-procureur général adjoint,

54813-o P. FRENETTE.

(P.G. 12490-60)

Maurice St-Laurent Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatorze juin 1960, constituant en corporation: Maurice St-Laurent, industriel, Dolorès Brochu, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Maurice St-Laurent, tous deux de St-Bruno (Lac St-Jean), et Lucien Racine, comptable agréé, de Québec, pour les objets suivants:

Exercer le commerce du lait, ainsi que des produits et sous-produits du lait, sous le nom de

The head office of the corporation will be at Sainte-Émélie-de-l'Énergie, judicial district of Joliette.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of July, 1960.

P. FRENETTE,

54813 *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 12491-60)

Marcel Perreault Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of June, 1960, incorporating: Marcel Perreault, J.-Sarto Perreault, both traders, of St-Jérôme, and Fernand Villeneuve, accountant, of Sainte-Agathe-des-Monts, for the following purposes:

To buy, sell and carry on the wholesale and retail business dealing in beer and other drinks, alcoholic or not, and to act as brewery agents and distributers of beer and other drinks, alcoholic or not, under the name of "Marcel Perreault Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at Sainte-Agathe-des-Monts, judicial district of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of June, 1960.

P. FRENETTE,

54813 *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 12432-60)

Matériels Panzini Incorporée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of June, 1960, incorporating: Jean Gagnon, lawyer, Lorraine Howlett Fournier, secretary, wife separate as to property of Maurice Fournier, and Paul-H. Savard, engineer, all of Pierrefonds, for the following purposes:

To carry on business dealing in construction material, under the name of "Matériels Panzini Incorporée", with a total capital stock of $30,000, divided into 2,500 common shares of $10 each and into 50 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Beauregard street, Jacques-Cartier, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of June, 1960.

P. FRENETTE,

54813 *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 12490-60)

Maurice St-Laurent Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of June, 1960, incorporating: Maurice St-Laurent, industrialist, Dolorès Brochu, housewife, wife contractually separate as to property of the said Maurice St-Laurent, both of St-Bruno (Lake St. John), and Lucien Racine, chartered accountant, of Quebec, for the following purposes:

To carry on business dealing in milk, as well as the products and by-products of milk, under

« Maurice St-Laurent Limitée », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Bruno, comté de Lac St-Jean, district judiciaire de Roberval.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze juin 1960.

L'Assistant-procureur général adjoint,

54813-o P. FRENETTE.

(P.G. 12450-60)

Maurice Vaillancourt Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du onze juillet 1960, constituant en corporation: Henri Vinet, notaire, Janine Vinet et Hélène Collin, secrétaires, filles majeures, tous de St-Martin, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'automobiles et autres véhicules et faire affaire comme garagistes, sous le nom de « Maurice Vaillancourt Ltée », avec un capital total de $100,000, divisé en 9,000 actions communes de $10 chacune et en 1,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Martin, comté de Laval, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le onze juillet 1960.

L'Assistant-procureur général adjoint,

54813-o P. FRENETTE.

(P.G. 12531-60)

Meco Electric (Que.) Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du neuf juin 1960, constituant en corporation: Harold S. Freeman, Irving J. Halperin, Daniel Morris, tous trois de Montréal, et John J. Wasserman, de Westmount, tous avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce général d'entrepreneurs électriciens et sous-entrepreneurs, maîtres-électriciens et électriciens dans toutes ses spécialités, sous le nom de « Meco Electric (Que.) Ltd. », avec un capital total de $100,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 90,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le neuf juin 1960.

L'Assistant-procureur général adjoint,

54813 P. FRENETTE.

(P.G. 12812-60)

Meubles d'Art Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du sept juillet 1960, constituant en corporation: Louis-N. Nucciaroni, Maurice Michel, vendeurs, et Philippe Nucciaroni, industriel, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter une industrie ou un commerce se rapportant au travail du bois, du fer, du cuivre

the name of "Maurice St-Laurent Limitée", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Saint-Bruno, county of Lake St. John, judicial district of Roberval.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of June, 1960.

P. FRENETTE,

54813 *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 12450-60)

Maurice Vaillancourt Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of July, 1960, incorporating: Henri Vinet, notary, Janine Vinet and Hélène Collin, secretaries, spinsters of the full age of majority, all of St-Martin, for the following purposes:

To carry on business dealing in automobiles and other vehicles, and to act as garage-keepers, under the name of "Maurice Vaillancourt Ltée", with a total capital stock of $100,000, divided into 9,000 common shares of $10 each and 1,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at St. Martin, Laval county, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of July, 1960.

P. FRENETTE.

54813 *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 12531-60)

Meco Electric (Que.) Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of June, 1960, incorporating: Harold S. Freeman, Irving J. Halperin, Daniel Morris, all three of Montreal, and John J. Wasserman, of Westmount, all advocates, for the following purposes:

To carry on generally the business of electrical contractors and sub-contractors, master electricians and electricians in all its branches, under the name of "Meco Electric (Que.) Ltd.", with a total capital stock of $100,000, divided into 10,000 common chares of the par value of $1 each and 90,000 preferred shares of the par value of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of June, 1960.

P. FRENETTE,

54813-o *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 12812-60)

Meubles d'Art Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of July, 1960, incorporating: Louis-N. Nucciaroni, Maurice Michel, salesmen, and Philippe Nucciaroni, industrialist, all of Montreal, for the following purposes:

To manage an industry or business pertaining to work with wood, iron, copper or other similar

ou d'autres matériaux semblables, sous le nom de « Meubles d'Art Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions communes de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le sept juillet 1960.

L'Assistant-procureur général adjoint,

54813-o P. FRENETTE.

(P.G. 12721-60)

Mobile Telephone Center Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt et un juin 1960, constituant en corporation: Jean-Guy Laroche, de St-Vincent-de-Paul, Denis Tremblay, de Montréal, tous deux techniciens en électronique, et Raymond Pagé, avocat, de St-Laurent, pour les objets suivants:

Fabriquer, acheter, vendre, faire l'entretien et la réparation des appareils électroniques, de radio, de télévision, de téléphone, d'accessoires électriques, et exercer le commerce de techniciens en électronique, sous le nom de « Mobile Telephone Center Ltd. », avec un capital total de $20,000, divisé en 200 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un juin 1960.

L'Assistant-procureur général adjoint,

54813-o P. FRENETTE.

(P.G. 12523-60)

Montreal Importing Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du douze juillet 1960, constituant en corporation: Gordon Matthew Pender, conseil en loi de la Reine, Michael Rusko et David Gregory, tous trois avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes de produits, articles et marchandise faits entièrement ou en partie de cuir, caoutchouc, métal, papier, nylon, plastique, fourrure, textiles, verre, et leurs sous-produits, et importer, exporter, acheter, vendre, et faire le commerce de mercerie, produits alimentaires, animaux, minéraux, pierres précieuses, liqueurs gazeuses, livres et périodiques, peintures, œuvres d'art, produits chimiques, produits de terre, mer et forêt, produits de beauté, cosmétiques, articles de toilette et parfums, agir comme courtiers ou agents de douane, entreposeur et roulier public, sous le nom de « Montreal Importing Limited », avec un capital-actions divisé en 350 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune et 100 actions ordinaires sans valeur nominale ni au pair, et le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations ne sera pas inférieur à $4,000.

Le siège social de la compagnie sera 1231 ouest, rue Sainte-Catherine, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le douze juillet 1960.

L'Assistant-procureur général adjoint,

54813 P. FRENETTE.

materials, under the name of "Meubles d'Art Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of July, 1960.

P. FRENETTE,

54813 *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 12721-60)

Mobile Telephone Center Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of June, 1960, incorporating: Jean-Guy Laroche, of St-Vincent-de-Paul, Denis Tremblay, of Montreal, both technicians in electronics, and Raymond Pagé, lawyer, of St-Laurent, for the following purposes:

To make, buy, sell, carry out the maintenance and repairs of electronic apparatus, radio, television, telephone, electrical accessories, and to carry on business as technicians in electronics, under the name of "Mobile Telephone Center Ltd.", with a total capital stock of $20,000, divided into 200 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of June, 1960.

P. FRENETTE,

54813 *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 12523-60)

Montreal Importing Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of July, 1960, incorporating: Gordon Matthew Pender, Queen's Counsel, Michael Rusko and David Gregory, all three advocates, of Montreal, for the following purposes:

To deal in all kinds of products, articles and merchandise made, in whole or in part, of leather, rubber, metal, wood, paper, nylon, plastic, fur, textiles, glass, and by-products of same, and to import, export, buy, sell and deal in haberdashery, food products, animals, minerals, precious stones, soft drinks, books and periodicals, paintings, works of art, chemical products, land, sea and forest products, beauty products, cosmetics, toilet articles and perfumes, to act as customs brokers or agents, warehousemen and common carriers, under the name of "Montreal Importing Limited", with a capital stock divided into 350 preferred shares of the par value of $100 each and 100 common shares without nominal or par value, and the amount with which the company will commence its operations will not be less than $4,000.

The head office of the company will be at 1231 Ste-Catherine Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of July, 1960.

P. FRENETTE,

54813-o *Assistant Deputy Attorney General.*

(P.G. 12665-60)

Morin & Picard Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quinze juin 1960, constituant en corporation: Armand Poupart, fils, avocat, Monique Duquette, sténographe, célibataire majeure, tous deux de Montréal, et Jeanne Senay, sténographe, célibataire majeure, de Verdun, pour les objets suivants:

Industrie et commerce du bois, sous le nom de « Morin & Picard Ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions communes de $10 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Douville, district judiciaire de Saint-Hyacinthe.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze juin 1960.

L'Assistant-procureur général adjoint,

54813-o P. FRENETTE.

(P.G. 12736-60)

Mr. Ben Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt juin 1960, constituant en corporation: Sydney Lazarovitch, Jules Bernatchez, avocats, et Madeleine Bilodeau, secrétaire, fille majeure, tous de Québec, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de toutes sortes de chaussures et articles en cuir, sous le nom de « Mr. Ben Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt juin 1960.

L'Assistant-procureur général adjoint,

54813-o P. FRENETTE.

(P.G. 12807-60)

M R B Furs Co.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du onze juillet 1960, constituant en corporation: Morris Burshtyn, marchand, Molly Burshtyn, ménagère, épouse séparée de biens dudit Morris Burshtyn, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, et Irwing Burshtyn, étudiant en comptabilité, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce général de fourrure en gros et au détail, sous le nom de « M R B Furs Co. », avec un capital total de $5,000, divisé en 500 actions de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le onze juillet 1960.

L'Assistant-procureur général adjoint,

54813 P. FRENETTE.

(P.G. 12960-60)

Muller Building Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

(A.G. 12665-60)

Morin & Picard Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of June, 1960, incorporating: Armand Poupart, jr., lawyer, Monique Duquette, stenographer, spinster of the full age of majority, both of Montreal, and Jeanne Senay, stenographer, spinster of the full age of majority, of Verdun, for the following purposes:

The industry and business dealing in wood, under the name of "Morin & Picard Ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Douville, judicial district of St. Hyacinthe.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of June, 1960.

P. FRENETTE,

54813 *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 12736-60)

Mr. Ben Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of June, 1960, incorporating: Sydney Lazarovitch, Jules Bernatchez, lawyers, and Madeleine Bilodeau, secretary, spinster of the full age of majority, all of Quebec, for the following purposes:

To make and carry on business dealing in all kinds of footwear and leather articles, under the name of "Mr. Ben Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 shares of $10 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of June, 1960.

P. FRENETTE,

54813 *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 12807-60)

M R B Furs Co.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of July, 1960, incorporating: Morris Burshtyn, merchant, Molly Burshtyn, housewife, wife separate as to property of the said Morris Burshtyn, and duly authorized by him for the purpose of these presents, and Irving Burshtyn, accountancy student, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on generally a wholesale and retail fur business, under the name of "M R B Furs Co.", with a total capital stock of $5,000, divided into 500 shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of July, 1960.

P. FRENETTE,

54813-o *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 12960-60)

Muller Building Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have

été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatorze juin 1960, constituant en corporation: Irwin Aaron Frankel, de Mont Royal, Louis Freedman, de Côte-St-Luc, tous deux avocats et conseils en loi de la Reine, et Sadie Gersovitz, secrétaire, célibataire, de Montréal, pour les objets suivants:

Acheter, vendre, louer à bail ou autrement faire le commerce d'immeubles et de propriétés immobilières, et en général faire des transactions ou exercer toutes sortes d'affaires rattachées à l'achat ou à la vente d'immeubles et de propriétés immobilières, sous le nom de « Muller Building Inc.», avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune et 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 9010 boulevard Saint-Laurent, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze juin 1960.

L'Assistant-procureur général adjoint,

54813 P. FRENETTE.

(P.G. 12375-60)

Negev Realties Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatorze juillet 1960, constituant en corporation: Philip Tory, courtier, Anny Tory, ménagère, épouse séparée de biens dudit Philip Tory, tous deux de Montréal, et George Irwin Harris, avocat, de Côte-St-Luc, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles, sous le nom de « Negev Realties Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 500 actions ordinaires de $10 chacune et 3,500 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 407 rue McGill, chambre 604, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze juillet 1960.

L'Assistant-procureur général adjoint,

54813 P. FRENETTE.

(P.G. 12827-60)

Newport Sales Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-sept juin 1960, constituant en corporation: Max Sidney Kaufman, de Westmount, Oscar Respitz et Sydney Sederoff, de Montréal, tous avocats, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes de produits, articles, marchandises, cosmétiques, nouveautés et jouets faits en entier ou en partie de cuir, caoutchouc, métal, bois, papier, nylon, plastique, fourrure, textiles, verre et sous-produits, animaux, minéraux, pierres précieuses, liqueurs gazeuses, livres et périodiques, oeuvres d'art, produits de beauté et produits chimiques, produits de terre, mer, et forêt, sous le nom de « Newport Sales Ltd. », avec un capital total de $10,000, divisé en 500 actions ordinaires de $10 chacune et 500 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Côte St-Luc, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept juin 1960.

L'Assistant-procureur général adjoint,

54813 P. FRENETTE.

been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of June, 1960, incorporating: Irwin Aaron Frankel, of Mount Royal, Louis Freedman, of Côte-St-Luc, both advocates and Queen's Counsels, and Sadie Gersovitz, secretary, spinster, of Montreal, for the following purposes:

To buy, sell, exchange, lease or otherwise deal in real estate and immoveable property, and generally to transact or carry on all kinds of business in relation to the purchase or sale or real estate and immoveable property, under the name of "Muller Building Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of $100 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 9010 Saint Lawrence Boulevard, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of June, 1960.

P. FRENETTE,

54813-o *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 12375-60)

Negev Realties Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of July, 1960, incorporating: Philip Tory, realtor, Anny Tory, housewife, wife separate as to property of the said Philip Tory, both of Montreal, and George Irwin Harris, advocate, of Côte-St-Luc, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate company, under the name of "Negev Realties Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 500 common shares of $10 each and 3,500 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at 407 McGill Street, Room 604, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of July, 1960.

P. FRENETTE,

54813-o *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 12827-60)

Newport Sales Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of June, 1960, incorporating: Max Sidney Kaufman, of Westmount, Oscar Respitz and Sydney Sederoff, of Montreal, all advocates, for the following purposes:

To deal in all kinds of products, articles, merchandise, cosmetics, novelties and toys made, in whole or in part, of leather, rubber, metal, wood, paper, nylon, plastic, fur, textiles, glass and by-products, animals, minerals, precious stones, soft drinks, books and periodicals, works of art, chemical and beauty products, land, sea and forest products, under the name of "Newport Sales Ltd.", with a total capital stock of $10,000, divided into 500 common shares of $10 each and 500 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Côte Saint-Luc, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of June, 1960.

P. FRENETTE,

54813-o *Assistant Deputy Attorney General.*

(P.G. 11898-60)

Ninclaus Investments Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-six avril 1960, constituant en corporation: Jules Ninclaus, entrepreneur, Selma Shtull, secrétaire, fille majeure, et Jack Klineberg, notaire, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de « Ninclaus Investments Ltd. », avec un capital total de $20,000, divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 180 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-six avril 1960.

L'Assistant-procureur général adjoint,

54813 P. FRENETTE.

(P.G. 12730-60)

Nouveautés Publicitaires Inc.
Advertising Novelties Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-sept juin 1960, constituant en corporation: Jean-Paul Drolet, Eddy Giguère et Pierre Trahan, avocats, de Québec, pour les objets suivants:

Exercer les activités d'entrepreneur et de conseiller en publicité, sous le nom de « Nouveautés Publicitaires Inc.— Advertising Novelties Inc. », avec un capital total de $20,000, divisé en 200 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 190, rue Notre-Dame-des-Anges, Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept juin 1960.

L'Assistant-procureur général adjoint,

54813-o P. FRENETTE.

(P.G. 12813-60)

Opérations Forestières Cartier Inc.
Cartier Forest Operations Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-deux juin 1960, constituant en corporation: Stan Voisine, d'Hébertville, Yvon Berthiaume, de Sillery, tous deux industriels, et Georges LaRue, auditeur public, de Québec, pour les objets suivants:

Industrie et commerce du bois, sous le nom de « Opérations Forestières Cartier Inc.— Cartier Forest Operations Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions communes de $100 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Forestville, district judiciaire de Saguenay.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux juin 1960.

L'Assistant-procureur général adjoint,

54813-o P. FRENETTE.

(P.G. 12910-60)

Ouellette Upholstering Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

(A.G. 11898-60)

Ninclaus Investments Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of April, 1960, incorporating: Jules Ninclaus, contractor, Selma Shtull, secretary of full age, and Jack Klineberg, notary, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Ninclaus Investments Ltd.", with a total capital stock of $20,000, divided into 200 common shares of a par value of $10 each and 180 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of April, 1960.

P. FRENETTE,

54813-o *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 12730-60)

Nouveautés Publicitaires Inc.
Advertising Novelties Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of June, 1960, incorporating: Jean-Paul Drolet, Eddy Giguère and Pierre Trahan, advocates, of Quebec, for the following purposes:

To carry on business as contractors and publicity advisers, under the name of "Nouveautés Publicitaires Inc.— Advertising Novelties Inc.", with a total capital stock of $20,000, divided into 200 shares of $100 each.

The head office of the company will be at 190 Notre-Dame-des-Anges, street, Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of June, 1960.

P. FRENETTE,

54813 *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 12813-60)

Opérations Forestières Cartier Inc.
Cartier Forest Operations Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of June, 1960, incorporating: Stan Voisine, of Hébertville, Yvon Berthiaume, of Sillery, both industrialists, and Georges LaRue, public auditor, of Quebec, for the following purposes:

To carry on the industry and business dealing in wood, under the name of "Opérations Forestières Cartier Inc.— Cartier Forest Operations Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Forestville, judicial district of Saguenay.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of June, 1960.

P. FRENETTE,

54813 *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 12910-60)

Ouellette Upholstering Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have

été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du onze juillet 1960, constituant en corporation: Jules Dupré, conseil en loi de la Reine, d'Outremont, Hélène Gélinas, célibataire, et Louis Vaillancourt, tous deux de Montréal, tous avocats, pour les objets suivants:

Faire le commerce de meubles, nouveautés, et toutes sortes de bois et autres matériaux et leurs produits, ainsi que de tous les articles et marchandises s'y rattachant, sous le nom de « Ouellette Upholstering Co. Ltd. », avec un capital total de $20,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 1,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 867 boulevard Ste-Croix, Saint-Laurent, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le onze juillet 1960.

L'Assistant-procureur général adjoint,

54813 P. FRENETTE.

(P.G. 12627-60)

P. A. Martineau Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du treize juin 1960, constituant en corporation: Henri Chassé, notaire, de Québec, Philippe-A. Martineau, industriel, et Mme Germaine L. Martineau, ménagère, épouse commune en biens dudit Philippe-A. Martineau, de St-Gilles, pour les objets suivants:

Fabriquer, acheter, vendre, installer, importer et exporter et faire le commerce de toutes sortes de portes, fenêtres et autres ouvertures, sous le nom de « P. A. Martineau Ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions communes de $100 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Gilles, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le treize juin 1960.

L'Assistant-procureur général adjoint,

54813-o P. FRENETTE.

(P.G. 12828-60)

Pamco Plastic Containers Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-sept juin 1960, constituant en corporation: Louis Freedman, de Côte St-Luc, Irwin Aaron Frankel, de Mont-Royal, Gabriel Houde, de Westmount, tous trois avocats et conseils en loi de la Reine, et Sadie Gersovitz, secrétaire, célibataire, de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de substances plastiques de toutes sortes et descriptions, et d'articles faits entièrement ou en partie de plastique ou d'autre matériel semblable, sous le nom de « Pamco Plastic Containers Inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de $1 chacune et 800 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 10461 rue Hénault, Montréal-Nord, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept juin 1960.

L'Assistant-procureur général adjoint,

54813 P. FRENETTE.

been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of July, 1960, incorporating: Jules Dupré, Queen's Counsel, of Outremont, Hélène Gélinas, spinster, and Louis Vaillancourt, both of Montreal, all lawyers, for the following purposes:

To deal in furniture, novelties, and in all sorts of wood and other materials and their products, as well as in all articles and merchandise relating thereto, under the name of "Ouellette Upholstering Co. Ltd.", with a total capital stock of $20,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 1,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at 867 Ste-Croix Boulevard, Saint Lawrence, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of July, 1960.

P. FRENETTE,

54813-o *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 12627-60)

P. A. Martineau Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of June, 1960, incorporating: Henri Chassé, notary, of Quebec, Philippe-A. Martineau, industrialist, and Mrs. Germaine L. Martineau, housewife, wife common as to property of the said Philippe-A. Martineau, of St-Gilles, for the following purposes:

To make, buy, sell, install, import and export and to deal in all kinds of doors, windows and other openings, under the name of "P. A. Martineau Ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of $100 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at St-Gilles, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of June, 1960.

P. FRENETTE,

54813 *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 12828-60)

Pamco Plastic Containers Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of June, 1960, incorporating: Louis Freedman, of Côte St-Luc, Irwin Aaron Frankel, of Mount Royal, Gabriel Houde, of Westmount, all three advocates and Queen's Counsels, and Sadie Gersovitz, secretary, spinster of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in plastic substances of every kind and description and articles made, in whole or in part, from plastic or any similar material, under the name of "Pamco Plastic Containers Inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 20,000 common shares of $1 each and 800 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 10461 Henault Street, Montreal North, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of June, 1960.

P. FRENETTE,

54813-o *Assistant Deputy Attorney General.*

(P.G. 12820-60)

Pam-Pam Restaurant Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-sept juin 1960, constituant en corporation: Eugen Gottlieb, Elisabeth Gottlieb et Robert Gottlieb, tous marchands, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de restaurant, sous le nom de « Pam-Pam Restaurant Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires et 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1425 rue Stanley, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept juin 1960.

L'Assistant-procureur général adjoint,

54813 P. FRENETTE.

(A.G. 12820-60)

Pam-Pam Restaurant Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of June, 1960, incorporating: Eugen Gottlieb, Elisabeth Gottlieb and Robert Gottlieb, all merchants, of Montreal, for the following purposes:

To operate a restaurant, under the name of "Pam-Pam Restaurant Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares and 200 preferred shares all of $100 each.

The head office of the company will be at 1425 Stanley Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of June, 1960.

P. FRENETTE,

54813-o *Assistant Deputy Attorney General.*

(P.G. 12525-60)

Pâtisserie Frenette Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du treize juillet 1960, constituant en corporation: Gérard Beaudoin, notaire, Germaine-P. Frenette, veuve, pâtissière, et Madeleine Mercure, secrétaire, célibataire majeure, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de la pâtisserie et tous les commerces connexes de boulangerie, confiserie, épicerie, boucherie, charcuterie, biscuiterie, de restaurant et de salle à manger, sous le nom de « Pâtisserie Frenette Inc. », avec un capital divisé en 2,400 actions ordinaires sans valeur au pair et en 1,000 actions privilégiées de $100 chacune, et le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations sera d'au moins $22,000.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le treize juillet 1960.

L'Assistant-procureur général adjoint,

54813-o P. FRENETTE.

(A.G. 12525-60)

Pâtisserie Frenette Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of July, 1960, incorporating: Gérard Beaudoin, notary, Germaine-P. Frenette, widow, pastry-cook, and Madeleine Mercure, secretary, spinster, fille majeure, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of pastry making and all the connected businesses of bakery, confectionery, grocery, butcher shop, delicatessen, biscuit shop, restaurant and dining room, under the name of "Pâtisserie Frenette Inc.", with a capital stock divided into 2,400 common shares without par value and 1,000 preferred shares of $100 each, and the amount with which the company will start its operations will at least $22,000.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of July, 1960.

P. FRENETTE.

54813 *Assistant Deputy Attorney General.*

(P.G. 12826-60)

Peggy Dress Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-sept juin 1960, constituant en corporation: Rose Shackman, veuve, marchande, Rose-Marie Bourgoing, secrétaire, célibataire, tous deux de Montréal, et Sydney Phillips, avocat, de Côte St-Luc, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de vêtements, sous le nom de « Peggy Dress Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 2,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept juin 1960.

L'Assistant-procureur général adjoint,

54813 P. FRENETTE.

(A.G. 12826-60)

Peggy Dress Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of June, 1960, incorporating: Rose Shackman, widow, merchant, Rose-Marie Bourgoing, secretary, unmarried of the full age of majority, both of Montreal, and Sydney Phillips, advocate, of Côte St-Luc, for the following purposes:

To deal in wearing apparel, under the name of "Peggy Dress Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares having a par value of $10 each and 2,000 preferred shares having a par value of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of June, 1960.

P. FRENETTE,

54813-o *Assistant Deputy Attorney General.*

(P.G. 12659-60)

Portneuf Storage Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix juin 1960, constituant en corporation: Camil Noël, conseil en loi de la Reine, Claude Rioux, tous deux de Québec, et Jacques R. Alleyn, de Ste-Foy, tous avocats, pour les objets suivants:

Acheter, louer ou autrement acquérir, détenir, prendre en location, exploiter, gérer, développer ou autrement utiliser et vendre, échanger ou autrement disposer de propriétés immobilières, améliorées ou non et les hypothéquer, sous le nom de « Portneuf Storage Inc. », avec un capital total de $75,000, divisé en 750 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le dix juin 1960.

L'Assistant-procureur général adjoint,

54813 P. FRENETTE.

(A.G. 12659-60)

Portneuf Storage Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of June, 1960, incorporating: Camil Noël, Queen's Counsel, Claude Rioux, both of Quebec, and Jacques R. Alleyn, of Ste-Foy, all advocates, for the following purposes:

To purchase, lease or otherwise acquire, to hold, rent, operate, manage, develop or otherwise use and to sell, exchange or otherwise dispose of real property, improved or unimproved, and to mortgage the same, under the name of "Portneuf Storage Inc.", with a total capital stock of $75,000, divided into 750 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of June, 1960.

P. FRENETTE,

54813-o *Assistant Deputy Attorney General.*

(P.G. 12521-60)

Quebec Hoist Truck, Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-huit juillet 1960, constituant en corporation: Guy Tremblay, commerçant, de Charlesbourg, Jean-W. Tremblay, commerçant, et Paul-H. Dolbec, agent d'affaires, ces deux derniers de Québec, pour les objets suivants:

Fabriquer, réparer, transformer, et installer, sur camions et autres véhicules, des boîtes, treuils, monte-charges et autres appareils de levage, avec tous les accessoires pouvant s'y rapporter directement ou indirectement, sous le nom de « Quebec Hoist Truck, Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huit juillet 1960.

L'Assistant-procureur général adjoint,

54813-o P. FRENETTE.

(A.G. 12521-60)

Quebec Hoist Truck, Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of July, 1960, incorporating: Guy Tremblay, tradesman, of Charlesbourg, Jean-W. Tremblay, tradesman, and Paul-H. Dolbec, business agent, the latter two of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, repair, transform and install on trucks and other vehicles, boxes, winches, loaders and other lifting apparatus with all accessories which pertain to same directly or indirectly, under the name of "Quebec Hoist Truck, Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 shares of $10 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of July, 1960.

P. FRENETTE,

54813 *Assistant Deputy Attorney General.*

(P.G. 12722-60)

Ramsay Construction Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du cinq juillet 1960, constituant en corporation: Jean Filion, de Mont-Royal, Jean-E. Badeau, d'Hampstead, tous deux conseils en loi de la Reine, Claude Béland, de Montréal, tous trois avocats, René Roy, étudiant en droit, d'Outremont, Line Laporte et Jeanne-Françoise Raymond, secrétaires, célibataires, de Montréal, pour les objets suivants:

Acheter, vendre manufacturer et faire autrement le commerce de matériaux de construction de toutes sortes et nature, sous le nom de « Ramsay Construction Limited », avec un capital total de $200,000, divisé en 50,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 1,500 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

(A.G. 12722-60)

Ramsay Construction Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of July, 1960, incorporating: Jean Filion, of Mount Royal, Jean-E. Badeau, of Hampstead, both Queen's Counsels, Claude Béland, of Montreal, all three advocates, René Roy, student-at-law, of Outremont, Line Laporte and Jeanne-Françoise Raymond, secretaries, spinsters, of Montreal, for the following purposes:

To buy, sell, manufacture and otherwise deal in building materials of every kind and nature, under the name of "Ramsay Construction Limited", with a total capital stock of $200,000, divided into 50,000 common shares of a par value of $1 each and 1,500 preferred shares of a par value of $100 each.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq juillet 1960.

L'Assistant-procureur général adjoint,

54813 P. FRENETTE.

(P.G. 12265-60)

Recreation Club of Standard Chemical Limited (Beauharnois Division)

Le Club de Récréation de Standard Chemical Limitée (Division de Beauharnois)

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du neuf juin 1960, constituant en corporation sans capital-actions: Jean-Paul Arpin, tuyauteur, de la ville de Léry, William Lussier, artisan, et J.-Alexandre Paquette, gérant de bureau, tous deux de Beauharnois, pour les objets suivants:

Etablir et diriger un club social, sous le nom de « Recreation Club of Standard Chemical Limited (Beauharnois Division) — Le Club de Récréation de Standard Chemical Limitée (Division de Beauharnois) ».

Le montant auquel sont limités les revenus annuels des biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de $50,000.

Le siège social de la corporation sera à Melocheville, district judiciaire de Beauharnois.

Daté du bureau du Procureur général, le neuf juin 1960.

L'Assistant-procureur général adjoint,

54813-o P. FRENETTE.

(P.G. 12948-60)

Refugee Aid Society (Hudson District) Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du treize juillet 1960, constituant en corporation sans capital-actions: James Patrick Kennedy, entrepreneur, Mme Lois Scarth Whitehead, veuve, Mme Dora Elizabeth Puxley, épouse de Robert Lavallin Puxley, tous trois de Hudson Heights, James Laing Dudgeon, gérant de banque, de Hudson, et James Gibb Stewart, avocat et conseil en loi de la Reine, de Como, pour les objets suivants:

Aider à résoudre le problème du réfugié dans le monde, par tous les moyens possibles, sous le nom de « Refugee Aid Society (Hudson District) Inc. ».

Le montant auquel est limité le revenu annuel des propriétés immobilières que la corporation peut posséder est de $100,000.

Le siège social de la corporation sera à suite 1806, Edifice Aldred, 507 Place d'Armes, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le treize juillet 1960.

L'Assistant-procureur général adjoint,

54813 P. FRENETTE.

(P.G. 12821-60)

Residential & Industrial Cleaning Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-sept juin 1960, constituant en corporation: Abraham Shuster, avocat, Nathaniel

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of July, 1960.

P. FRENETTE,

54813-o *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 12265-60)

Recreation Club of Standard Chemical Limited (Beauharnois Division)

Le Club de Récréation de Standard Chemical Limitée (Division de Beauharnois)

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of June, 1960, to incorporate as a corporation without share capital: Jean-Paul Arpin, pipefitter, of the town of Léry, William Lussier, artisan, and J.-Alexandre Paquette, office manager, both of Beauharmois, for the following purposes:

To establish and direct a social club, under the name of "Recreation Club of Standard Chemical Limited (Beauharnois Division) — Le Club de Récréation de Standard Chemical Limitée (Division de Beauharnois)".

The amount to which the value of immoveable propery which the corporation may hold is to be limited, is $50,000.

The head office of the corporation will be at Melocheville, judicial district of Beauharnois.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of June, 1960.

P. FRENETTE.

54813 *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 12948-60)

Refugee Aid Society (Hudson District) Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of July, 1960, to incorporate as a corporation without share capital: James Patrick Kennedy, contractor, Mrs. Lois Scarth Whitehead, widow Mrs. Dora Elizabeth Puxley, wife of Robert Lavallin Puxley, all three of Hudson Heights, James Laing Dudgeon, bank manager, of Hudson, and James Gibb Stewart, advocate and Queen's Counsel, of Como, for the following purposes:

To help in resolving the world refugee problem by all possible means, under the name of "Refugee Aid Society (Hudson District) Inc.".

The annual revenue from the immoveable property which the corporation may hold is to be limited to $100,000.

The head office of the corporation will be at Suite 1806, Aldred Building, 507 Place d'Armes, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of July, 1960.

P. FRENETTE.

54813-o *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 12821-60)

Residential & Industrial Cleaning Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of June, 1960, incorporating: Abraham Shuster, advocate, Nathaniel Liebman,

Liebman, notaire, et Carl Rosen, étudiant, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce qui consiste à entretenir et nettoyer des bâtisses et/ou autres propriétés, sous le nom de « Residential & Industrial Cleaning Co. Ltd. », avec un capital total de $10,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 8,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept juin 1960.

L'Assistant-procureur général adjoint,

54813 P. FRENETTE.

(P.G. 12799-60)

Rich Meat & Delicatessen Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du sept juillet 1960, constituant en corporation: Werner Rich, marchand, de Montréal, Arthur Bronstein, de Côte-St-Luc, et Alexander I. Popliger, de Westmount, tous deux avocats, pour les objets suivants:

Construire, acquérir par achat, acte de concession, louer ou autrement posséder, entretenir, exploiter, gérer et diriger des salles de rafraîchissement, de repas légers, où l'on sert des produits laitiers, restaurants, salles de thé et café, cafeterias, et comptoirs de sandwichs, sous le nom de « Rich Meat & Delicatessen Inc.», avec un capital total de $40,000, divisé en 500 actions ordinaires de $10 chacune et 3,500 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 6567 avenue Somerled, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le sept juillet 1960.

L'Assistant-procureur général adjoint,

54813 P. FRENETTE.

(P.G. 12412-60)

Riviera Smoked Meat Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-sept juin 1960, constituant en corporation: Albert Malouf, avocat, de Mont-Royal, Mara Reynolds, secrétaire, épouse séparée de biens de Peter J. Reynolds, de St-Laurent, et Bruno Pateras, avocat, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de restaurateurs, propriétaire de salles de réception, confiseurs de pâtisseries, pourvoyeurs, vendeurs de journaux, propriétaires de tabagie et boulangers, sous le nom de « Riviera Smoked Meat Ltd.», avec un capital total de $25,000, divisé en 150 actions ordinaires de $100 chacune et 100 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1319 est, rue Beaubien, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept juin 1960.

L'Assistant-procureur général adjoint,

54813 P. FRENETTE.

notary, and Carl Rosen, student, all of Montreal for the following purposes:

To carry on the business of the maintenance and cleaning of building and/or other property, under the name of "Residential & Industrial Cleaning Co. Ltd.", with a total capital stock of $10,000, divided into 2,000 common shares of the par value of $1 each and 8,000 preferred shares of the par value of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of June, 1960.

P. FRENETTE,

54813-o *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 12799-60)

Rich Meat & Delicatessen Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of July, 1960, incorporating: Werner Rich, merchant, of Montreal, Arthur Bronstein, of Côte-St-Luc, and Alexander I. Popliger, of Westmount, both advocates, for the following purposes:

To build, acquire by purchase, concession, lease or otherwise and to own, maintain, operate, manage and conduct refreshment rooms, lunchrooms, dairy lunch-rooms, restaurants, tea-rooms, coffee-rooms, cafeterias and sandwich bars, under the name of "Rich Meat & Delicatessen Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 500 common shares of $10 each and 3,500 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at 6567 Somerled Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of July, 1960.

P. FRENETTE,

54813-o *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 12412-60)

Riviera Smoked Meat Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of June, 1960, incorporating: Albert Malouf, advocate, of Mount Royal, Mara Reynolds, secretary, wife separate as to property of Peter J. Reynolds, of St-Laurent, and Bruno Pateras, advocate, of Montreal, for the following purposes:

To carry on business of restaurateurs, reception hall keepers, pastry confectioners, caterers, newsvendors, tobacconists and bakers, under the name of "Riviera Smoked Meat Ltd.", with a total capital stock of $25,000, divided into 150 common shares of $100 each and 100 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 1319 Beaubien Street East, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of June, 1960.

P. FRENETTE,

54813-o *Assistant Deputy Attorney General.*

(P.G. 12526-60)

Rivière-du-Loup Construction Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du treize juillet 1960, constituant en corporation: Roger Roy, hôtelier, Léonard Veilleux, industriel, et Guy Renaud, comptable agréé, tous de Rivière-du-Loup, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de constructeurs-et d'entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Rivière-du-Loup Construction Ltée », avec un capital total de $50,000, divisé en 500 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Rivière-du-Loup, district judiciaire de Kamouraska.

Daté du bureau du Procureur général, le treize juillet 1960.

L'Assistant-procureur général adjoint,

54813-o P. FRENETTE.

(A.G. 12526-60)

Rivière-du-Loup Construction Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of July, 1960, incorporating: Roger Roy, innkeeper, Léonard Veilleux, industrialist, and Guy Renaud, chartered accountant, all of Rivière-du-Loup, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors, under the name of "Rivière-du-Loup Construction Ltée", with a total capital stock of $50,000, divided into 500 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Rivière-du-Loup, judicial district of Kamouraska.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of July, 1960.

P. FRENETTE,

54813 *Assistant Deputy Attorney General.*

(P.G. 12809-60)

Rova Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-trois juin 1960, constituant en corporation: Baruch Pollack, de Montréal, Isidore Greenbaum, de Côte St-Luc, tous deux avocats, et Morris Shuter, comptable, de St-Laurent, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles, sous le nom de « Rova Corp. », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune et 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-trois juin 1960.

L'Assistant-procureur général adjoint,

54813 P. FRENETTE,

(A.G. 12809-60)

Rova Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of June, 1960, incorporating: Baruch Pollack, of Montreal, Isidore Greenbaum, of Côte St-Luc, both advocates, and Morris Shuter, accountant, of St-Laurent, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate company, under the name of "Rova Corp.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of the par value of $100 each and 300 preferred shares of the par value of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of June, 1960.

P. FRENETTE,

54813-o *Assistant Deputy Attorney General.*

(P.G. 12601-60)

St-François Matériaux Construction Cie Ltée
St. François Builders Supply Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du treize juillet 1960, constituant en corporation: Jean-Guy Vaugeois, avocat, Mlles Rachel Souchereau et Jacqueline Daoust, secrétaires, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Commerce de quincaillerie, d'accessoires électriques et de matréiaux de construction, sous le nom de « St-François Matériaux Construction Cie Ltée — St. François Builders Supply Co. Ltd.», avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-François-de-Sales, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le treize juillet 1960.

L'Assistant-procureur général adjoint,

54813-o P. FRENETTE.

(A.G. 12601-60)

St-François Matériaux Construction Cie Ltée
St. François Builders Supply Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of July, 1960, incorporating: Jean-Guy Vaugeois, lawyer, the Misses Rachel Souchereau and Jacqueline Daoust, secretaries, all of Montreal, for the following purposes:

To deal in hardware, electrical accessories and construction materials, under the name of "St-François Matériaux Construction Cie Ltée — St. François Builders Supply Co. Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Saint-François-de-Sales, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of July, 1960.

P. FRENETTE,

54813 *Assistant Deputy Attorney General.*

(P.G. 12593-60)

Ste-Thérèse Asphalte Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt et un juin 1960, constituant en corporation: George Kemp, Roland Desjardins et Arthur Kemp, entrepreneurs, de Ste-Thérèse-de-Blainville, pour les objets suivants:

Commerce d'entrepreneurs généraux en construction, ainsi que le commerce de matériaux de construction, sous le nom de « Ste-Thérèse Asphalte Inc.», avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions communes de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sainte-Thérèse-de-Blainville, district judiciaire de Terrebonne.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un juin 1960.

L'Assistant-procureur général adjoint,

54813-o P. FRENETTE.

(P.G. 12102-60)

St. Paul's Evangelical Lutheran Church

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-neuf juin 1960, constituant en corporation sans capital-actions: Walter Hausknost, chauffeur privé, Wilhelm Ruehmling, mécanicien en avionnerie, tous deux de St-Laurent, Otto-Paul Schilling, boulanger pâtissier, de St-Lambert, Fritz Frank, compositeur, de Ste-Dorothée, Konrad Schulze, commis de bureau, de L'Abord-à-Plouffe, Arnold Jait, opérateur de machine, de St-Martin, Edouard Tasler, commis de bureau, Guenther Schilling, chimiste professionnel, Konrad Kleinert, tapissier en ameublement, Imants Rambachs, opérateur de machine, Fritz Knopf, portier, et Herbert Petrich, mouleur de plastique, tous les six de Montréal, pour les objets suivants:

Répandre les enseignements et croyances de l'église évangélique luthérienne par l'enseignement et la prédication, et établir et entretenir des églises dans la province de Québec, des logements pour les pasteurs et leurs proches, entretenir et gérer des églises pour le culte divin, sous le nom de « St. Paul's Evangelical Lutheran Church ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut posséder est de $500,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf juin 1960.

L'Assistant-procureur général adjoint,

54813 P. FRENETTE.

(P.G. 12617-60)

St-Laurent & Frères Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatorze juin 1960, constituant en corporation: Rosaire St-Laurent, André St-Laurent, Jean-Marie St-Laurent et Réginald St-Laurent, marchands, de Montréal, pour les objets suivants:

(A.G. 12593-60)

Ste-Thérèse Asphalte Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of June, 1960, incorporating: George Kemp, Roland Desjardins and Arthur Kemp, contractors, of Ste-Thérèse-de-Blainville, for the following purposes:

To carry on business as general building contractors, as well as dealing in construction materials, under the name of "Ste-Thérèse Asphalte Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and into 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Sainte-Thérèse-de-Blainville, judicial district of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of June, 1960.

P. FRENETTE,

54813 *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 12102-60)

St. Paul's Evangelical Lutheran Church

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of June, 1960, to incorporate as a corporation without share capital: Walter Hausknost, private chauffeur, Wilhelm Ruehmling, aircraft mechanic, both of St-Laurent, Otto-Paul Schilling, pastry baker, of St-Lambert, Fritz Frank, compositor, of Ste-Dorothée, Konrad Schulze, office clerk, of L'Abord-à-Plouffe, Arnold Jait, machine operator, of St-Martin, Edouard Tasler, office clerk, Guenther Schilling, professional chemist, Konrad Kleinert, upholsterer, Imants Rambachs, machine operator, Fritz Knopf, porter, and Herbert Petrich, plastic molder, all six of Montreal, for the following purposes:

To promulgate the teachings and beliefs of the Evangelical Lutheran Church by teaching and preaching, and to establish and maintain in the Province of Quebec houses for the pastors and own, maintain and manage churches for Divine Worship, under the name of "St. Paul's Evangelical Lutheran Church".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may possess, is to be limited, is $500,000.

The head office of the corporation will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of June, 1960.

P. FRENETTE,

54813-o *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 12617-60)

St-Laurent & Frères Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of June, 1960, incorporating: Rosaire St-Laurent André St-Laurent, Jean-Marie St-Laurent, and Réginald St-Laurent, merchants, of Montreal, for the following purposes:

Exercer le commerce de quincaillerie, sous le nom de « St-Laurent & Frères Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 50 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune et en 350 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze juin 1960.

L'Assistant-procureur général adjoint,

54813-o P. FRENETTE.

(P.G. 12705-60)

Ste-Thérèse Utilities Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du seize juin 1960, constituant en corporation: Michel Côté, avocat, de Rosemère, Charles-H. Cliche, avocat, et J.-Emile Bourgoin, huissier, ces deux derniers de Ste-Thérèse, pour les objets suivants:

Eriger, construire, installer, acquérir, louer, prendre à bail, exploiter, vendre ou autrement disposer de services d'aqueduc et d'égouts, sous le nom de « Ste-Thérèse Utilities Corporation », avec un capital total de $100,000, divisé en 5,000 actions de $20 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 76, rue Turgeon, Sainte-Thérèse, district judiciaire de Terrebonne.

Daté du bureau du Procureur général, le seize juin 1960.

L'Assistant-procureur général adjoint,

54813-o P. FRENETTE.

(P.G. 12302-60)

Sanders & Goodman Realties Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-sept juin 1960, constituant en corporation: Jonathan J. Robinson, Theodore H. Shapiro, avocats, Ethel Yussem, secrétaire, et Jean McFarlane, teneuse de livres, toutes deux filles majeures, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Acheter, vendre, échanger, louer à bail ou faire autrement le commerce d'immeubles et de propriétés immobilières; négocier pour l'achat, vente, échange ou location à bail d'immeubles et propriétés immobilières, et exercer en général le commerce d'agents d'immeubles dans toutes ses spécialités, sous le nom de « Sanders & Goodman Realties Ltd. », avec un capital total de $20,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept juin 1960.

L'Assistant-procureur général adjoint,

54813 P. FRENETTE.

(P.G. 12714-60)

Scrilatti Home Builders Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date

To carry on business dealing in hardware, under the name of "St-Laurent & Frères Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 50 common shares of a par value of $100 each and into 350 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of June, 1960.

P. FRENETTE,

54813 *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 12705-60)

Ste-Thérèse Utilities Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of June, 1960 incorporating: Michel Côté, lawyer, of Rosemère, Charles-H. Cliche, advocate, and J.-Emile Bourgoin, bailiff, the two latter of Ste-Thérèse, for the following purposes:

To erect, construct, install, acquire, rent, take on lease, manage, sell or otherwise dispose of aqueduct and sewer services, under the name of "Ste-Thérèse Utilities Corporation", with a total capital stock of $100,000, divided into 5,000 shares of $20 each.

The head office of the company will be at 76 Turgeon street, Sainte-Thérèse, judicial district of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of June, 1960.

P. FRENETTE.

54813 *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 12302-60)

Sanders & Goodman Realties Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of June, 1960, incorporating: Jonathan J. Robinson, Theodore H. Shapiro, advocates, Ethel Yussem, secretary, and Jean McFarlane, bookkeeper, both filles majeures, all of Montreal, for the following purposes:

To buy, sell, exchange, lease or otherwise deal in, real estate and immoveable property; to negotiate for the purchase, sale, exchange or lease of real estate and immoveable property, and generally to carry on the business of real estate agents in all its branches, under the name of "Sanders & Goodman Realties Ltd.", with a total capital stock of $20,000, divided into 2,000 common shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of June, 1960.

P. FRENETTE.

54813-o *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 12714-60)

Scrilatti Home Builders Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seven-

du dix-sept juin 1960, constituant en corporation: Irwin Aaron Frankel, de Mont-Royal, Louis Freedman, de Côte-St-Luc, tous deux avocats et conseils en loi de la Reine, et Sadie Gersovitz, secrétaire, fille majeure, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de construction et vendre les matériaux de construction, sous le nom de « Scrilatti Home Builders Ltd.», avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires, de $100 chacune et 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 2088 avenue Clifton, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept juin 1960.

L'Assistant-procureur général adjoint,

54813 P. FRENETTE.

(P.G. 12047-60)

Séminaire de la Très-Sainte-Trinité

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du sept juillet 1960, constituant en corporation sans capital-actions: Rév. Père Pierre G. St-Pierre, supérieur provincial, Rév. Père Yves-R. Plourde, 1er définiteur et secrétaire, et Rév. Père Germain Rocheleau, 2e définiteur, tous membres de l'Ordre de la Très-Sainte-Trinité, de Montréal, pour les objets suivants:

Fonder, posséder et maintenir, à Saint-Bruno, comté de Chambly, un collège classique destiné à procurer aux jeunes gens l'enseignement secondaire, conformément aux lois de la province de Québec, dans un but religieux, scientifique, éducatif et charitable, sous le nom de « Séminaire de la Très-Sainte-Trinité ».

Le montant auquel sont limités les revenus annuels des biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de $10,000.

Le siège social de la corporation sera à Saint-Bruno, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le sept juillet 1960.

L'Assistant-procureur général adjoint,

54813-o P. FRENETTE.

(P.G. 12953-60)

Service de Bureau et Statistiques de Québec Inc.
Service Bureau and Statistics of Quebec Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatre juillet 1960, constituant en corporation: Charles-E. Rouleau, agent d'immeubles, Mlle Louise Poitras, commis de bureau, et Mlle Germaine Trudel, sténographe, tous de Québec, pour les objets suivants:

Faire de la tenue de livres, préparer et produire toutes sortes de rapports, préparer et produire des rapports, statistiques, dans les entreprises de tous genres, sous le nom de « Service de Bureau et Statistiques de Québec Inc. — Service Bureau and Statistics of Quebec Inc. », avec un capital total de $10,000, divisé en 500 actions communes de $10 chacune et en 500 actions privilégiées de $10 chacune.

teenth day of June, 1960, incorporating: Irwin Aaron Frankel, of Mount Royal, Louis Freedman, of Côte-St-Luc, both advocates and Queen's Counsels, and Sadie Gersovitz, secretary, spinster, of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a construction company and to deal in building materials, under the name of "Scrilatti Home Builders Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 2088 Clifton Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of June, 1960.

P. FRENETTE,

54813-o *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 12047-60)

Séminaire de la Très-Sainte-Trinité

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of July, 1960, to incorporate as a corporation without share capital: Rev. Father Pierre G. St-Pierre, Provincial Superior, Rev. Father Yves-R. Plourde, 1st disciplinarian, and secretary, and Rev. Father Germain Rocheleau, 2nd disciplinarian, all members of the Order of the Most Holy Trinity, of Montreal, for the following purposes:

To found, own and maintain at Saint-Bruno, county of Chambly, a classical college destined to give young people secondary education, in accordance to the laws of the Province, for religious, scientific, educational and charitable purposes, under the name of "Séminaire de la Très-Sainte-Trinité".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $10,000.

The head office of the corporation will be at Saint-Bruno, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of July, 1960.

P. FRENETTE,

54813 *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 12953-60)

Service de Bureau et Statistiques de Québec Inc.
Service Bureau and Statistics of Quebec Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of July, 1960, incorporating: Charles-E. Rouleau, real estate agent, Miss Louise Poitras, office clerk, and Miss Germaine Trudel, stenographer, all of Quebec, for the following purposes:

To do book-keeping, prepare and produce all kinds of reports, to prepare and product reports, statistics in enterprises of all kinds, under the name of "Service de Bureau et Statitstiques de Québec Inc. — Service Bureau and Statistics of Quebec Inc.", with a total capital stock of $10,000, divided into 500 common shares of $10 each and 500 preferred shares of $10 each.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le quatre juillet 1960.

L'Assistant-procureur général adjoint,

54813-o P. FRENETTE.

(P.G. 12358-60)

Snow Melting Devices Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-neuf juin 1960, constituant en corporation: Douglas Johnson, industriel, de Rosemère, Ivan Gagnon, commerçant, d'Outremont, et Raymond Dinelle, plombier, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'appareils à faire fondre la neige et faire l'installation de tels appareils, sous le nom de « Snow Melting Devices Inc. », avec un capital total de $56,000, divisé en 120 actions ordinaires de $50 chacune et en 500 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Outremont, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf juin 1960.

L'Assistant-procureur général adjoint,

54813-o P. FRENETTE.

(P.G. 12374-60)

South American Investment Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du huit juillet 1960, constituant en corporation: Harold Gossak, de Montréal, Rosa B. Gualitieri, de Mont-Royal, et Michael Drazner, de Hampstead, tous avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles, sous le nom de « South American Investment Corporation », avec un capital total de $5,000, divisé en 250 actions ordinaires de $10 chacune et 250 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 3235 avenue Ridgewood, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le huit juillet 1960.

L'Assistant-procureur général adjoint,

54813 P. FRENETTE.

(P.G. 12786-60)

Sorel Investment Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du sept juillet 1960, constituant en corporation: Gabriel Germain, bijoutier, Jean Ethier, stagiaire, tous deux de Sorel, et Paul-A. Bélanger, avocat, de Tracy, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de « Sorel Investment Corporation », avec un capital total de $40,000, divisé en 500 actions communes de $10 chacune et en 350 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sorel, district judiciaire de Richelieu.

Daté du bureau du Procureur général, le sept juillet 1906.

L'Assistant-procureur général adjoint,

54813-o P. FRENETTE.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of July, 1960.

P. FRENETTE,

54813 *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 12358-60)

Snow Melting Devices Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of June, 1960, incorporating: Douglas Johnson, industrialist, of Rosemère, Ivan Gagnon, tradesman, of Outremount, and Raymond Dinelle, plumber, of Montreal, for the following purposes:

To carry on a business dealing in apparatus to melt snow and to install such apparatus, under the name of "Snow Melting Devices Inc.", with a total capital stock of $56,000, divided into 120 common shares of $50 each and into 500 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Outremount, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of June, 1960.

P. FRENETTE,

54813 *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 12374-60)

South American Investment Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of July, 1960, incorporating: Harold Gossack, of Montreal, Rosa B. Gualitieri, of Mount Royal, and Michael Drazner, of Hampstead, all advocates, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate company, under the name of "South American Investment Corporation", with a total capital stock of $5,000, divided into 250 common shares of $10 each and 250 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at 3235 Ridgewood Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of July, 1960.

P. FRENETTE,

54813-o *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 12786-60)

Sorel Investment Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of July, 1960, incorporating: Gabriel Germain, jeweller, Jean Ethier, probationer, both of Sorel, and Paul-A. Bélanger, lawyer, of Tracy, for the following purposes:

To carry on business as an investment company, under the name of "Sorel Investment Corporation", with a total capital stock of $40,000, divided into 500 common shares of $10 each and 350 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Sorel, judicial district of Richelieu.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of July, 1960.

P. FRENETTE,

54813 *Assistant Deputy Attorney General.*

(P.G. 12717-60)

Spade Cabinet Co. Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-sept juin 1960, constituant en corporation: Milton L. Klein, avocat, Lorna Richmond, sténographe, fille majeure, et Eva Mathies, dactylo, épouse séparée de biens d'Arthur Mathies, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce et faire le négoce d'appareils de télévision, pièces et équipement, radios, instruments de musique, enrégistreurs, disques, réfrigérateurs, meubles, cabinets, équipement d'hôpital et de chambre de malade, linge, souliers, mercerie, vêtements, quicaillerie, appareils et appareils électriques de toutes sortes et descriptions, sous le nom de « Spade Cabinet Co. Inc. », avec un capital total de $40,000 divisé en 500 actions ordinaires de $10 chacune et 3,500 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Ville de Fort Chambly, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept juin 1960.

L'Assistant-procureur général adjoint,

54813 P. FRENETTE.

(A.G. 12717-60)

Spade Cabinet Co. Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of June, 1960, incorporating: Milton L. Klein, advocate, Lorna Richmond, stenographer, spinster of the full age of majority, and Eva Mathies, typist, wife separate as to property of Arthur Mathies, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on business and deal in: television sets, parts and equipment, radios, musical instruments, recorders, records, refrigerators, furniture, cabinets, hospital and sick-room equipment, clothing, shoes, haberdashery, wearing apparel, hardware, appliances and electrical appliances of all kinds and descriptions, under the name of "Spade Cabinet Co. Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 500 common shares of $10 each and 3,500 preferred shares of $10 each.

The head office of the company wil be at the Town of Fort Chambly, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of June, 1960.

P. FRENETTE,

54813-o *Assistant Deputy Attorney General.*

(P.G. 12663-60)

System Requirements Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du sept juillet 1960, constituant en corporation: Marcel Gaboury, d'Outremont, Yvon Perras, de Cartierville, tous deux avocats et conseils en loi de la Reine, et Mme Emil Bajohr, veuve, secrétaire, de Montréal, pour les objets suivants:

Faire en général le commerce d'articles, objets et marchandises de toutes sortes et descriptions rattachés à l'amusement public ou privé, sous le nom de « System Requirements Limited », avec un capital action divisé en 476 actions privilégiées de catégorie « A » d'une valeur au pair de $100 chacune et 480 actions ordinaires de catégorie « B » sans valeur nominale ni au pair, et le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations est $7,500.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le sept juillet 1960.

L'Assistant-procureur général adjoint,

54813 P. FRENETTE.

(A.G. 12663-60)

System Requirements Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Compagies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of July, 1960, incorporating: Marcel Gaboury, of Outremont, Yvon Perras, of Cartierville, both advocates and Queen's Counsels, and Mme Emil Bajohr, widow, secretary, of Montreal, for the following purposes:

To deal generally in all kinds and descriptions of goods, wares and merchandise relating to public or private entertainment, under the name of "System Requirements Limited", with a capital stock divided into 476 Class "A" preferred shares of a par value of $100 each and 480 Class "B" common shres without any nominal or par value, and the amount with which the company will commence its operations is $7,500.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of July, 1960.

P. FRENETTE,

54813-o *Assistant Deputy Attorney General.*

(P.G. 12884-60)

The Army, Navy & Air Force Veterans in Canada, Montreal Unit No. 14 Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du douze juillet 1960, constituant en corporation sans capital-actions: Thomas L. Fraser, vendeur d'obligations, Edwin J. Giles, pompier, tous deux de Montréal, Robert Leitham, commis de bureau, de Verdun, Alan Mitchell, directeur artistique, de Westmount, et John Ewasew, avocat, de Mont-Royal, pour les objets suivants:

(A.G. 12884-60)

The Army, Navy & Air Force Veterans in Canada, Montreal Unit No. 14 Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of July, 1960, to incorporate as a corporation without share capital: Thomas L. Fraser, securities salesman, Edwin J. Giles, fireman, both of Montreal, Robert Leitham, office clerk, of Verdun, Alan Mitchell, art director, of Westmount, and John Ewasew, advocate, of Mount Royal, for the following purposes:

Établir, entretenir et gérer un club à l'accommodation, l'adaptation et l'agrément des vétérans de la guerre et de leurs amis, sous le nom de « The Army, Navy & Air Force Veterans in Canada, Montreal Unit No. 14 Inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur de la propriété immobilière que la corporation peut posséder est de $500,000.

Le siège social de la corporation sera 6510-12 boulevard Décarie, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le douze juillet 1960.

L'Assistant-procureur général adjoint,

54813 P. FRENETTE.

(P.G. 12651-60)

The Gomat Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du treize juin 1960, constituant en corporation: Norman Genser, de Hampstead, Sydney Phillips, de Côte St-Luc, Françoise Ollivier, fille majeure, tous trois avocats, et Rose-Marie Bourgoing, secrétaire, fille majeure, toutes deux de Montréal, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de toutes sortes de meubles, marchandises de sport et toutes sortes et descriptions d'accessoires et vêtements de sport, sous le nom de « The Gomat Corp. », avec un capital total de $972,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $1 chacune, 9,500 actions privilégiées, catégorie « A », de $100 chacune et 20,000 actions privilégiées, catégorie « B », de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le treize juin 1960.

L'Assistant-procureur général adjoint,

54813 P. FRENETTE.

(P.G. 12842-60)

Trinacria Import Export Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du sept juillet 1960, constituant en corporation: Salvatore Vacante, Carmelo DiGregorio et Alessandro Bondi, négociants, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de marchands, acheteurs et fabricants d'épiceries, produits alimentaires, fruits et légumes, boissons gazeuses et autres articles et marchandises connexes ou pouvant être écoulés dans un tel commerce, sous le nom de « Trinacria Import Export Co. Ltd.», avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 7268 rue Bloomfield, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le sept juillet 1960.

L'Assistant-procureur général adjoint,

54813 P. FRENETTE.

(P.G. 12445-60)

Union Cycliste Nationale Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

To establish, maintain and conduct a club for the accommodation, convenience and recreation of war veterans and their friends, under the name of "The Army, Navy & Air Force Veterans in Canada, Montreal Unit No. 14 Inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may possess, is to be limited, is $500,000.

The head office of the corporation will be at 6510-12 Decarie Boulevard, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of July, 1960.

P. FRENETTE,

54813-o *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 12651-60)

The Gomat Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of June, 1960, incorporating: Norman Genser, of Hampstead, Sydney Phillips, of Côte St-Luc, Françoise Ollivier, spinster of the full age of majority, all three advocates, and Rose-Marie Bourgoing, secretary, spinster of the full age of majority, both of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in furniture of all kinds, sporting goods and equipment and sporting clothes of all kinds and descriptions, under the name of "The Gomat Corp.", with a total capital stock of $972,000, divided into 2,000 common shares of $1 each, 9,500 class "A" preferred shares of $100 each and 20,000 class "B" preferred shares of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of June, 1960.

P. FRENETTE,

54813-o *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 12842-60)

Trinacria Import Export Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of July, 1960, incorporating: Salvatore Vacante, Carmelo DiGregorio and Alessandro Bondi, traders, of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of dealers in and purchasers of and manufacturers of groceries, foodstuffs, fruits and vegetables, soft drinks and other wares and merchandise connected or capable of being dealt with such business, under the name of "Trinacria Import Export Co. Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 shares of $100 each.

The head office of the company will be at 7268 Bloomfield Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of July, 1960.

P. FRENETTE,

54813-o *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 12445-60)

Union Cycliste Nationale Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent

été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-sept juin 1960, constituant en corporation sans capital-actions: Georges Lachance, de Ste-Foy, Paul-Émile Viger, de Beauport, et Gaston Pouliot, de Québec, tous comptables, pour les objets suivants:

Diriger, encourager et promouvoir le cyclisme dans la province, sous le nom de « Union Cycliste Nationale Inc.».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de $25,000.

Le siège social de la corporation sera 479, rue Saint-Alexis, Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept juin 1960.

L'Assistant-procureur général adjoint,

54813-o P. FRENETTE.

have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of June, 1960, to incorporated as a corporation without share capital: Georges Lachance, of Ste-Foy, Paul-Émile Viger, of Beauport, and Gaston Pouliot, of Quebec, all accountants, for the following purposes:

To direct, encourage and promote cycling in the province, under the name of "Union Cycliste Nationale Inc.".

The amount to which the value of immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $25,000.

The head office of the corporation will be at 479 Saint-Alexis street, Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of June, 1960.

P. FRENETTE,

54813 *Assistant Deputy Attorney General.*

(P.G. 15930-59)

United Bucoviner Association of Canada

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatre juillet 1960, constituant en corporation sans capital-actions: Nathan Dermer, Ruben Fructerman, Isidore Pachter, marchands, Nathan Kula, gérant, et Alfred Hessing, teneur de livres, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Porter secours ou assistance à toute personne de la province de Québec qui est dans la nécessité d'un tel secours ou assistance, participer au travail social, aux activités culturelles et communautaires en ladite province de Québec, sous le nom de « United Bucoviner Association of Canada ».

Le montant auquel est limitée la valeur de la propriété immobilière que la corporation peut posséder est de $20,000.

Le siège social de la corporation sera 5900 avenue Westbury, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatre juillet 1960.

L'Assistant-procureur général adjoint,

54813 P. FRENETTE.

(A.G. 15930-59)

United Bucoviner Association of Canada

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of July, 1960, to incorporate as a corporation without share capital: Nathan Dermer, Ruben Fructerman, Isidore Pachter, merchants, Nathan Kula, manager, and Alfred Hessing, bookkeeper, all of Montreal, for the following purposes:

To give help or assistance to all people residing in the Province of Quebec, who need such help or assistance, to partake in social work, cultural and communal activities in the said Province of Quebec, under the name of "United Bucoviner Association of Canada".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may possess, is to be limited, is $20,000.

The head office of the corporation will be at 5900 Westbury Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of July, 1960.

P. FRENETTE,

54813-o *Assistant Deputy Attorney General.*

(P.G. 12834-60)

United Friends Realty Corp. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-neuf juin 1960, constituant en corporation: Norman Cecil Denys, avocat, de Mont-Royal, Pietro Zuliani, industriel, et Dominic Grimaldi, agent d'affaires, tous deux de Montréal, pour les objets suivants:

Transiger, gérer et exercer un commerce général de courtier d'immeubles, sous le nom de « United Friends Realty Corp. Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 9015 rue Meilleur, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf juin 1960.

L'Assistant-procureur général adjoint,

54813 P. FRENETTE.

(A.G. 12834-60)

United Friends Realty Corp. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of June, 1960, incorporating: Norman Cecil Denys, attorney, of Mount Royal, Pietro Zuliani, industrial, and Dominic Grimaldi, business agent, both of Montreal, for the following purposes:

To transact, conduct and carry on a general real estate brokerage business, under the name of "United Friends Realty Corp. Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at 9015 Meilleur Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of June, 1960.

P. FRENETTE,

54813-o *Assistant Deputy Attorney General.*

(P.G. 12366-60)

Universal Silhouette Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-sept mai 1960, constituant en corporation: Theodore H. Polisuk, Irwin S. Brodie, avocats, et Sonya Schneyer, secrétaire, fille majeure, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Développer, construire, acquérir, posséder, lancer, entretenir, exploiter, utiliser et gérer des studios pour le maintien de la santé avec accommodations pour hommes et femmes, et louer, céder des franchises, licencier, vendre et autrement disposer, faire le commerce et négocier en ce qui s'y rapporte, sous le nom de « Universal Silhouette Ltd. », avec un capital total de $10,000, divisé en 1,000 actions de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept mai 1960.

L'Assistant-procureur général adjoint,

54813 P. FRENETTE.

(A.G. 12366-60)

Universal Silhouette Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of May, 1960, incorporating: Theodore H. Polisuk, Irwin S. Brodie, advocates, and Sonya Schneyer, secretary, spinster, all of Montreal, for the following purposes:

To develop, construct, acquire, own, promote, maintain, operate, use and manage health studios and facilities for both men and women and to lease, franchise, license, sell and otherwise dispose of and deal in and with the same, under the name of "Universal Silhouette Ltd.", with a total capital stock of $10,000, divided into 1,000 shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of May, 1960.

P. FRENETTE,

54813-o *Acting Deputy Attorney General.*

(P.G. 12699-60)

Valco Distributors Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du seize juin 1960, constituant en corporation: Samuel David Rudenko, Clarence Reuben Gross, tous deux avocats et conseils en loi de la Reine, et Sarah Miller, sténographe, fille majeure, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de bijoux, montres, horloges, radios, appareils de télévision, phonographes, machines et instruments enrégistreurs, appareils, fournitures et dispositifs électriques, articles, ameublement et équipement ménagers, pêles, fourneaux, équipement et appareils de chauffage, réfrigérateurs, équipement de réfrigération et de climatisation d'air, machines à laver et à lessiver, articles de cuisine et de maison, porcelaine, verrerie, poterie, coutellerie, argenterie, cameras, équipement photographique et fournitures de toutes sortes, instruments de musique, dactylographes, machines à calculer, équipement et fournitures de bureau, quincaillerie, nouveautés, menus articles, articles de toilette, objets de fantaisie, ornements, cadeaux, nécessaire de fumeurs, jouets, articles de cuir, valises, et tout autre article, produit, objet et marchandise capable d'être commodément négociés en rapport avec le dit commerce ou qui lui sont rattachés généralement ou implicitement, sous le nom de « Valco Distributors Inc. », avec un capital total de $10,000, divisé en 250 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 750 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le seize juin 1960.

L'Assistant-procureur général adjoint,

54813 P. FRENETTE.

(A.G. 12699-60)

Valco Distributors Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of June, 1960, incorporating: Samuel David Rudenko, Clarence Reuben Gross, both advocates and Queen's Counsels, and Sarah Miller, stenographer, spinster of the full age of majority, all of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in jewellery, watches, clocks, radios, television sets, phonographs, recording instruments and machines, electrical appliances, supplies and apparatus, household articles, furnishings and equipment, stoves, ranges, heating equipment and appliances, refrigerators, refrigerating and air-conditioning equipment, washing and laundry machines, furniture, kitchen and household wares, china, glassware, crockery, cutlery, silverware, cameras, photographic equipment and supplies of all kinds, musical instruments, typewriters, calculating machines, office equipment and supplies, hardware, novelties, notions, toilet articles, fancy goods, ornaments, giftware, smokers' requisites, toys, leather goods, luggage, and any other goods, products, ware and merchandise capable of being conveniently dealt with in connection with the said business or that are generally or impliedly incidental thereto, under the name of "Valco Distributors Inc.", with a total capital stock of $10,000, divided into 250 common shares of the par value of $10 each and 750 preferred shares of the par value of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of June, 1960.

P. FRENETTE,

54813-o *Assistant Deputy Attorney General.*

(P.G. 12967-60)

Vogue Buckle Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la

(A.G. 12967-60)

Vogue Buckle Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the

province de Québec des lettres patentes, en date du huit juillet 1960, constituant en corporation: Jean Melanson, Richard Crépeau et Guy Crépeau, avocats, de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Fabriquer, acheter, vendre, importer, exporter, distribuer et généralement faire tout ce qui se rapporte au commerce de ceintures, sous le nom de « Vogue Buckle Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,200 actions communes de $10 chacune et en 5,600 actions privilégiées de $5 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 333, boulevard Saint-Joseph, Drummondville, district judiciaire d'Arthabaska.

Daté du bureau du Procureur général, le huit juillet 1960.

L'Assistant-procureur général adjoint,

54813-o P. FRENETTE.

province of Quebec, bearing date the eighth day of July, 1960, incorporating: Jean Melanson, Richard Crépeau and Guy Crépeau, advocates, of Sherbrooke, for the following purposes:

To make, buy, sell, import, export, distribute and generally do all that pertains to the business dealing in belts, under the name of "Vogue Buckle Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,200 common shares of $10 each and 5,600 preferred shares of $5 each.

The head office of the company will be at 333 St. Joseph boulevard, Drummondville, judicial district of Arthabaska.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of July, 1960.

P. FRENETTE,

54813 *Assistant Deputy Attorney General.*

(P.G. 12470-60)

Weir Estate Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-trois juin 1960, constituant en corporation: John Fitzwilliam Stairs, Patrick Emmet Kierans, John Brooke Claxton, Pierre-Jacques Guay et Keith Monsarrat Laidley, avocats de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles, sous le nom de « Weir Estate Limited », avec un capital total de $40,000, divisé en 40,000 actions de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-trois juin 1960.

L'Assistant-procureur général adjoint,

54813 P. FRENETTE.

(A.G. 12470-60)

Weir Estate Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of June, 1960, incorporating: John Fitzwilliam Stairs, Patrick Emmet Kierans, John Brooke Claxton, Pierre-Jacques Guay and Keith Monsarrat Laidley, advocates, of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate company, under the name of "Weir Estate Limited", with a total capital stock of $40,000, divided into 40,000 shares of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of June, 1960.

P. FRENETTE,

54813-o *Assistant Deputy Attorney General.*

(P.G. 12845-60)

Western Food Enterprises Inc.
Les Entreprises Alimentaires de l'Ouest Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du sept juillet 1960, constituant en corporation: Guiseppe Coverini, marchand, Lorenzo Coverini, chef-cuisinier, tous deux de Notre-Dame-de-Grâce, et Emilio Coverini, agent d'assurance, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de toutes espèces d'articles et marchandises qui font généralement l'objet d'un commerce d'épicerie, sous le nom de « Western Food Enterprises Inc. — Les Entreprises Alimentaires de l'Ouest Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 5551, Upper Lachine Road, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le sept juillet 1960.

L'Assistant-procureur général adjoint,

54813-o P. FRENETTE.

(A.G. 12845-60)

Western Food Enterprises Inc.
Les Entreprises Alimentaires de l'Ouest Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of July, 1960, incorporating: Guiseppe Coverini, merchant, Lorenzo Coverini, head-cook, both of Notre-Dame-de-Grâce, and Emilio Coverini, insurance agent, of Montreal, for the following purposes:

To carry on business dealing in all kinds of articles and merchandise in which a grocery store generally deals, under the name of "Western Food Enterprises Inc. — Les Entreprises Alimentaires de l'Ouest Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 shares of $100 each.

The head office of the company will be at 5551 Upper Lachine Road, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of July, 1960.

P. FRENETTE,

54813 *Assistant Deputy Attorney General.*

(P.G. 12860-60)

Woodcrest Homes Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

(A.G. 12860-60)

Woodcrest Homes Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have

été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du six juillet 1960, constituant en corporation: John Maria Cerini, Victor Barré, conseils en loi de la Reine, Jean-Pierre Cloutier, tous trois de Montréal, et Herbert Clements Salmon, de Westmount, tous avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles et de constructions, sous le nom de « Woodcrest Homes Inc. », avec un capital total de $5,000, divisé en 5,000 actions de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 455 rue Simcoe, Mont-Royal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le six juillet 1960.

L'Assistant-procureur général adjoint,

54813 P. FRENETTE.

been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of July, 1960, incorporating: John Maria Cerini, Victor Barré, Queen's Counsels, Jean-Pierre Cloutier, all three of Montreal, and Herbert Clements Salmon, of Westmount, all advocates, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and construction company, under the name of "Woodcrest Homes Inc.", with a total capital stock of $5,000, divided into 5,000 shares of $1 each.

The head office of the company will be at 455 Simcoe Street, Mount Royal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of July, 1960.

P. FRENETTE,

54813-o *Assistant Deputy Attorney General.*

Lettres patentes supplémentaires

(P.G. 12606-60)

Continental Titanium Corp.
(No Personal Liability)

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec et de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt-neuf juin 1960, à la compagnie « Continental Iron & Titanium Mining Limited » (No Personal Liability), constituée en corporation en vertu des dispositions de ladite Loi des compagnies minières de Québec, par lettres patentes du 2 mai 1955, et par lettres patentes supplémentaires en date du 14 mars 1957, changeant son nom en celui de « Continental Titanium Corp. » (No Personal Liability).

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf juin 1960.

L'Assistant-procureur général adjoint,

54813-o P. FRENETTE.

(P.G. 12835-60)

Éditions Pédagogia Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du premier juin 1960, à la compagnie « Éditions Scola Limitée », constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes du 4 décembre 1959, changeant son nom en celui de « Éditions Pédagogia Inc.».

Daté du bureau du Procureur général, le premier juin 1960.

L'Assistant-procureur général adjoint,

54813-o P. FRENETTE.

Supplementary Letters Patent

(A.G. 12606-60)

Continental Titanium Corp.
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the Quebec Mining Companies Act, and under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the twenty-ninth day of June, 1960, to the company "Continental Iron & Titanium Mining Limited" (No Personal Liability), incorporated under the provisions of the said Quebec Mining Companies Act, by letters patent of May 2, 1955, and by supplementary letters patent dated March 14, 1957, changing its name into that of "Continental Titanium Corp." (No Personal Liability).

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of June, 1960.

P. FRENETTE,

54813 *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 12835-60)

Éditions Pédagogia Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated June 1st, 1960, to the company "Éditions Scola Limitée", incorporated under said Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent of December 4, 1959, changing its name to "Éditions Pédagogia Inc.".

Dated at the office of the Attorney General, this first day of June, 1960.

P. FRENETTE,

54813 *Assistant Deputy Attorney General.*

Action en séparation de biens

Goyette vs Clermont

Province de Québec, district de Bedford, Cour Supérieure, N° 10098. Dame Liliane Goyette, demanderesse, *vs* Gérard Clermont, défendeur.

Action for separation as to property

Goyette vs Clermont

Province of Quebec, District of Bedford, Superior Court, No. 10098. Mrs. Lilian Goyette, plaintiff, *vs* Gérard Clermont, defendant.

Avis

Dame Liliane Goyette, épouse commune en biens de Gérard Clermont, artisan, de la cité de Granby, district de Bedford, a formé contre son mari une demande en séparation de biens.

Sweetsburg, le 16 août 1960.

Procureurs de la demanderesse,
LIZOTTE MARCHESSAULT
54814-o TOTH & THERRIAULT.

Notice

Mrs. Liliane Goyette, wife common as to property of Gérard Clermont, laborer of the city of Granby, district of Bedford, has instituted proceedings against her husband for separation as to property.

Sweetsburg, August the 16th 1960.

LIZOTTE MARCHESSAULT
TOTH & THERRIAULT,
54814-o *Attornies for plaintiff.*

Arrêté en Conseil

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 1266

Québec, le 17 août 1960.

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT le règlement relatif au paiement du lait et de la crème dans les fabriques.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable ministre de l'Agriculture:

QUE, en vertu des dispositions de l'article 21 de la Loi des produits laitiers (S.R.Q. 1941, chapitre 126), le règlement concernant le paiement du lait et de la crème dans les fabriques édicté par l'arrêté en conseil N° 1584 du 22 juin 1934 publié dans la *Gazette officielle de Québec* du 7 juillet 1934 et modifié depuis, soit de nouveau modifié comme suit:

1° L'article 1er dudit règlement est remplacé par le suivant:

« 1° Le paiement du lait ou de la crème se fera en argent ou par chèque remis directement aux producteurs-fournisseurs, selon sa teneur en matière grasse déterminée par l'épreuve au « Babcock ». »

2° L'article 10 est remplacé par le suivant:

« 10. Le lait trouvé impropre à la consommation humaine, à cause de sa température trop élevée, ou de son acidité anormale, ou de sa mauvaise odeur, ou de sa saveur préjudiciable, ou de sa malpropreté, de son adultération ou de sa composition anormale, sera coloré au moyen d'une substance inoffensive et retourné sans délai au fournisseur. »

L. DÉSILETS,
54838-o *Greffier du Conseil Exécutif.*

Order in Council

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 1266

Quebec, August 17, 1960.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the regulations relative to the payment of milk and cream in factories.

IT IS ORDAINED, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Agriculture:

THAT, in conformity with the provisions of section 21 of the Dairy Products Act (R.S.Q. 1941, chapter 126), the regulations concerning the payment of milk and cream in factories enacted by Order in Council No. 1584 of June 22, 1934, published in the *Quebec Official Gazette* of July 7, 1934, and since amended, be again amended as follows:

Section 1 of said regulations is replaced by the following:

"1. Payment of milk or cream shall be made in cash or by cheque directly to the producer-supplier, according to its butterfat content determined by the Babcock Test."

Section 10 is replaced by the following:

"10. Milk found unfit for human consumption, due to its high temperature, or its abnormal acidity, or its bad odour, or its objectionable flavour, or its uncleanliness, its adulteration or its abnormal composition, shall be coloured with a harmless substance and returned without delay to the supplier."

L. DÉSILETS,
54838-o *Clerk of the Executive Council.*

Avis divers

(P.G. 11629-60)

Antoine Construction Co. Ltd.

Règlement N° 18

Qu'il soit décrété et il est, par les présentes, décrété comme un règlement de la compagnie, ce qui suit:

Que le nombre des directeurs de la compagnie soit et il est, par les présentes, augmenté de quatre (4) à cinq (5), de manière que le Conseil d'administration de la compagnie soit dorénavant composé de cinq (5) directeurs.

Certifié ce 24e jour de mai 1960, comme étant un extrait conforme du procès verbal de « Antoine Construction Co. Ltd. ».

Le Secrétaire,
54815 ERNEST RASHKOVAN.

Miscellaneous notices

(A.G. 11629-60)

Antoine Construction Co. Ltd.

By-law No. 18

Be it enacted and it is hereby enacted as by-law of the company as follows:

The number of directors of the company be and the same is hereby increased from four (4) to five (5) so that the Board of Directors of the company shall hereafter be composed of five (5) directors.

Certified this 24th day of May, 1960, to be a true extract of the Minutes of "Antoine Construction Co. Ltd.".

ERNEST RASHKOVAN,
54815-o *Secretary.*

Association des Instituteurs et Institutrices de la Région de Lac Mégantic

Avis est donné que l'honorable Secrétaire de la province a, le sept juillet 1960, autorisé le changement de nom de l'« Association Catholique des Institutrices Rurales du District N° 52, Inc. », dont la formation, sous le nom primitif de « Association Catholique des Institutrices Rurales du District N° 48 », a été autorisée le 2 juin 1942, et dont le siège social est situé à Lac Mégantic, en celui de « Association des Instituteurs et Institutrices de la Région de Lac Mégantic », et ce, conformément aux dispositions des articles 7 et suivants, de la Loi des syndicats professionnels (S.R.Q. 1941, chapitre 162).

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le dix-neuf juillet 1960.

Le Sous-secrétaire de la province,
54816-o RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 13670-55)

Le Bureau d'Assistance Judiciaire du Barreau de Montréal
The Legal Aid Bureau of the Bar of Montreal

Extrait des règlements de la corporation ci-haut mentionnée, tels qu'adoptés à l'assemblée générale annuelle tenue le 14 juin 1960, concernant l'augmentation du nombre des directeurs de dix à douze:

« *Composition:* L'administration de la corporation est confiée à un conseil de douze (12) directeurs. »

Certifié vraie copie

Le Secrétaire-adjoint,
54817-o MAURICE LAMBERT.

(P.G. 13670-55)

Le Bureau d'Assistance Judiciaire du Barreau de Montréal
The Legal Aid Bureau of the Bar of Montreal

Avis est donné que, sur la recommandation de l'Assistant-procureur général, l'honorable Secrétaire de la province a, le quinze juillet 1960, approuvé les règlements généraux de « Le Bureau d'Assistance Judiciaire du Barreau de Montréal — The Legal Aid Bureau of the Bar of Montreal », et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le vingt juillet 1960.

Le Sous-secrétaire de la province,
54817-o RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 10957-60)

C. E. Robitaille Limitée

Règlement N° 3 — Art. 1:

(Concernant l'augmentation du nombre des directeurs de trois à sept)

« Les affaires de la compagnie seront administrées par un bureau de direction composé de (7) sept membres dont: un président, un vice-président, un secrétaire-trésorier et quatre directeurs. »

Certifié vraie copie, le 23 mars 1960.

Le Secrétaire-trésorier,
54817-o CAMILLE FRECHETTE.

Caisse Populaire de Cité de Laflèche

(*Loi des syndicats coopératifs de Québec*)

Avis est donné que, lors d'une assemblée générale tenue le 29 décembre 1959, et, après ajourne-

Association des Instituteurs et Institutrices de la Région de Lac Mégantic

Notice is given that the Honourable the Provincial Secretary, on July 7, 1960, has authorized the changing of the name of the "Association Catholique des Institutrices Rurales du District No. 52, Inc.", whose formation under the primitive name of "Association Catholique des Institutrices Rurales du District No. 48" had been authorized on June 2, 1942, and whose head office is situated at Lake Megantic, to "Association des Instituteurs et Institutrices de la Région de Lac Mégantic", in accordance with the provisions of articles 7 and those following, of the Professional Syndicates' Act (R.S.Q. 1941, chapter 162).

Given at the office of the Provincial Secretary, this nineteenth day of July, 1960.

RAYMOND DOUVILLE,
54816 *Assistant Secretary of the Province.*

(A.G. 13670-55)

Le Bureau d'Assistance Judiciaire du Barreau de Montréal
The Legal Aid Bureau of the Bar of Montreal

Excerpt of the by-laws of the above mentioned corporation, as adopted at the annual general meeting held on June 14, 1960, concerning the increase in the number of directors from ten to twelve:

"*Composition* The administration of the corporation is entrusted to a council of twelve (12) directors."

Certified true copy

MAURICE LAMBERT,
54817 *Joint-secretary.*

(A.G. 13670-55)

Le Bureau d'Assistance Judiciaire du Barreau de Montréal
The Legal Aid Bureau of the Bar of Montreal

Notice is given that upon the recommendation of the Deputy-Attorney General, the Honourable the Provincial Secretary has, on July fifteenth, 1960, approved the general by-laws of "Le Bureau d'Assistance Judiciaire du Barreau de Montréal — The Legal Aid Bureau of the Bar of Montreal", and such, pursuant to the provisions of section 225 of the Quebec Companies Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, on July twentieth, 1960.

RAYMOND DOUVILLE,
54817 *Assistant Secretary of the Province.*

(A.G. 10957-60)

C. E. Robitaille Limitée

By-law No 3 — Art. 1:

(Concerning the increase in the number of directors from three to sevent)

"The business of the company will be managed by a board of directors composed of (7) seven members one of which is a president, one a vice-president, one secretary-treasurer and four directors."

Certified true copy, March 23, 1960.

CAMILLE FRECHETTE,
54818 *Secretary-treasurer.*

Caisse Populaire de Cité de Laflèche

(*Quebec Cooperative Syndicates' Act*)

Notice is given that, at a general meeting held on December 29, 1959, and after the adjournment

ment, le 12 janvier 1960, le nom de « La Caisse Populaire de Mackayville », a été, par résolutions dûment adoptées à cette fin, changé en celui de « Caisse Populaire de Cité de Laflèche ».

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le dix-huit août 1960.

Le Sous-secrétaire de la province,

54825-o RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 12697-57)

Canadian Slovak Cultural Centre Inc.

Avis est par les présentes donné que sur la recommandation de l'Assistant-procureur général, les règlements généraux de « Canadian Slovak Cultural Centre Inc. », ont été approuvés par l'honorable Secrétaire de la province, le 16 août 1960, en vertu des dispositions de la section 225 de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, ce 17e jour d'août 1960.

Le Sous-secrétaire de la province,

54826 RAYMOND DOUVILLE.

La Caisse Populaire St-Joseph de Drummondville

(*Loi des syndicats coopératifs de Québec*)

Avis est donné que, lors d'assemblées générales spéciales des sociétaires tenues le 21 novembre 1943 et, après ajournement, le 22 novembre 1943, le nom de « La Caisse Populaire de St-Joseph de Grantham », a été, par résolution adoptée à cette fin, changé en celui de « La Caisse Populaire de St-Joseph, Drummond », et que, par résolution également adoptée à cette fin, lors d'assemblées générales spéciales tenues le 30 mai 1959 et, après ajournement, le 1er juin 1959, le nom de ladite société a été changé de nouveau en celui de « La Caisse Populaire St-Joseph de Drummondville ».

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le quinze août 1960.

Le Sous-secrétaire de la province,

54827-o RAYMOND DOUVILLE.

Laiterie Co-op

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif « Laiterie Co-Op.», en date du 1er août 1960, dont le siège social est situé à Trois-Pistoles, comté de Rivière-du-Loup, et que ce document a été déposé dans les archives du secrétariat de la province.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le douze août 1960.

Le Sous-secrétaire de la province,

54828-o RAYMOND DOUVILLE.

Cité de Côte Saint-Luc

Avis est par les présentes donné par la Cité de Côte Saint-Luc, suivant le Bill privé N° 183, dûment adopté à la quatrième session de la vingt-cinquième législature de la Province de Québec, 8, Elizabeth II, 1959, comme suit:

« L'article 429 de la Loi des cités et villes est modifié, pour la cité, en ajoutant, après le paragraphe 1*a*, le suivant:

1° *b*. Les rues, ruelles et chemins publics actuellement ouverts à l'usage du public dans les limites de la cité ou indiqués comme tels aux plan

on January 12, 1960, the name of "La Caisse Populaire de Mackayville", was, by resolutions duly adopted for this purpose, changed to "Caisse Populaire de Cité de Laflèche".

Given at the office of the Provincial Secretary, on August eighteenth, 1960.

RAYMOND DOUVILLE,

54825 *Assistant Secretary of the Province.*

(A.G. 12697-57)

Canadian Slovak Cultural Centre Inc.

Notice is hereby given that, upon the recommendation of the Deputy Attorney General, the general by-laws of the "Canadian Slovak Cultural Centre Inc.", were approved by the Honourable the Provincial Secretary, on August 16, 1960, pursuant to the provisions of section 225 of the Quebec Companies Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 17th day of August, 1960.

RAYMOND DOUVILLE,

54826-o *Assistant Secretary of the Province.*

La Caisse Populaire St-Joseph de Drummondville

(*Quebec Cooperative Syndicates' Act*)

Notice is given that, at special general meetings of the partners held on November 21, 1943 and, after the adjournment on November 22, 1943, the name of "La Caisse Populaire de St-Joseph de Grantham", was, by a resolution adopted for this purpose, changed to "La Caisse Populaire de St-Joseph, Drummond", and that by a resolution also adopted for this purpose at special general meetings held on May 30, 1959, and after adjournment on June 1st, 1959, the name of said association was changed again to "La Caisse Populaire St-Joseph de Drummondville".

Given at the office of the Provincial Secretary, on August fifteenth, 1960.

RAYMOND DOUVILLE,

54827 *Assistant Secretary of the Province.*

Laiterie Co-op

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the coopreative syndicate "Laiterie Co-Op." under date August 1st, 1960, whereof the head office is at Trois-Pistoles, county of Rivière-du-Loup, and that the said document has been filed in the archives of the Department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this twelfth day of August, 1960.

RAYMOND DOUVILLE,

54828 *Assistant Secretary of the province.*

City of Côte Saint-Luc

Notice is hereby given by the City of Côte Saint-Luc, according to Private Bill No. 183, duly adopted at the Fourth Session of the Twenty-Fifth Legislature of the Province of Quebec, 8 Elizabeth II, 1959, as follows:

"Section 429 of the Cities and Towns Act is amended, for the city, by adding after paragraph 1*a*, the following:

1*b*. The streets, lanes, public roads, now open for the use of the public within the limits of the city or indicated as such on the official plan and

et livre de renvoi officiels du bureau d'enregistrement de Montréal et au rôle d'évaluation de la cité avant le premier janvier 1959 et non taxés depuis au moins trois ans avant la sanction de la présente loi, sont censés être des rues, ruelles et chemins publics et la propriété de la cité sur toute leur superficie, et toute réclamation et droit d'action de propriété du fonds de terrains ou de l'assiette est absolument éteint et prescrit, s'il n'a pas été exercé par action intentée devant une cour de justice compétente dans l'année de la sanction de la présente loi dont le présent article sera publié pendant dix jours dans l'année, à intervalle de six (6) mois, en français dans un journal français quotidien et en anglais dans un journal anglais quotidien du district de Montréal, ainsi qu'à deux reprises dans la *Gazette officielle de Québec*, également à intervalle de six (6) mois.»

Montréal, le 19 août 1960.

Les procureurs de la Cité de Côte Saint-Luc,

54832-o LACROIX, VIAU & THOUIN.

(P.G. 11020-60)

Le Groupe Laurentien Inc.

Règlement N° III

(concernant la modification du nombre des directeurs)

« Le nombre des directeurs de la compagnie « Le Groupe Laurentien Inc.» est changé de trois (3) qu'il était auparavant à celui de dix (10) et le règlement N° 1 de la compagnie est modifié en conséquence.»

Copie certifiée du règlement N° III dûment adopté à une assemblée des directeurs, tenue le 8ième jour du mois d'avril 1960, et approuvé à une assemblée générale spéciale des actionnaires de la compagnie tenue le 8ième jour d'avril 1960 par les actionnaires détenant entre eux toutes les actions de ladite compagnie, et ce, à l'unanimité.

Jonquière, 4 juillet 1960.

Le Président,

54833-o J. A. TREMBLAY.

(P.G. 11332-60)

The Tecumseh Golf and Curling Club

Avis est, par les présentes, donné que sur la recommandation de l'Assistant-procureur général de la compagnie, les règlements un à onze inclusivement de « The Tecumseh Golf and Curling Club », ont été approuvés par l'honorable secrétaire de la province, le 9 août 1960, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 11e jour d'août 1960.

Le Sous-secrétaire de la province,

54834 RAYMOND DOUVILLE.

Syndicat des Producteurs d'Oeufs des Bois Francs

Avis est par les présentes donné que l'honorable secretaire de la province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif « Syndicat des Producteurs d'Oeufs des Bois Francs », en date du 25 juillet 1960, dont le siège social est situé à Arthabaska, comté d'Arthabaska, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la province.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le douze août 1960.

Le Sous-secrétaire de la province,

54835-o RAYMOND DOUVILLE.

book of reference of the registry office of Montreal and on the valuation roll of the city before the first of January, 1959, and not taxed for at least three years before the sanction of this act, shall be deemed to be public streets, lanes and roads and the property of the city for their whole extent, and every claim and right of action for the ownership of the land or roadbed shall be absolutely extinguished and prescribed if they have not been exercised by suit brought before a court of competent jurisdiction within one year from the sanction of this act, the said section of which must be published during ten days in the year, et an interval of six (6) months in French in a daily French newspaper and in English in a daily English newspaper of the district of Montreal and also in two issues of the *Quebec Official Gazette*, also at an interval of six (6) months."

Montreal, August 19, 1960.

LACROIX, VIAU & THOUIN,

54832-o *Attorneys for the City of Côte St. Luc.*

(A.G. 11020-60)

Le Groupe Laurentien Inc.

By-law No. III

(concerning the altering of the number of directors)

"The number of directors of the company "Le Groupe Laurentien Inc.", has been changed from three (3) as if formerly was to ten (10) and by-law No. 1 of the company has been altered accordingly."

Certified copy of by-law No III duly adopted at a meeting of directors held on the eighth day of the month of April, 1960, and approved at a special general meeting of the shareholders of the company held on the eighth day of April, 1960, by the shareholders holding among themselves all the shares of said company, and this, unanimously.

Jonquière, July 4, 1960.

J. A. TREMBLAY,

54833 *President.*

(A.G. 11332-60)

The Tecumseh Golf and Curling Club

Notice is hereby given that, upon the recommendation of the Deputy Attorney General, by-laws one to eleven inclusive of "The Tecumseh Golf and Curling Club", were approved by the Honourable the Provincial Secretary on August 9, 1960, pursuant to the provisions of section 225 of the Quebec Companies Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 11th day of August, 1960.

RAYMOND DOUVILLE,

54834-o *Assistant Secretary of the province.*

Syndicat des Producteurs d'Oeufs des Bois Francs

Notice is hereby given that he Honourable the provincial secretary has duly received the third original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate of "Syndicat des Producteurs d'Oeufs des Bois Francs", dated July 25, 1960, the head office of which is situated at Arthabaska, county of Arthabaska, and that this document has benn deposited with the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, on August twelfth, 1960.

RAYMOND DOUVILLE,

54835 *Assistant Secretary of the province.*

(P.G. 11792-57)

Birch Equipment Corporation

Règlement N° 23

Qu'il soit décrété et il est, par les présentes, décrété comme un règlement de « Birch Equipment Corporation ».

1. Que le nombre des directeurs de la compagnie soit et il est, par les présentes, diminué de six à cinq, de manière que le conseil d'administration de la compagnie soit dorénavant composé de cinq directeurs.

2. Trois directeurs formeront quorum à toute assemblée du conseil d'administration.

3. Tous les règlements, résolutions et procédures antérieurs de la compagnie, incompatibles à celui, sont par les présentes, amendés, modifiés et revisés, de manière à donner effet à ce règlement.

Je, le soussigné David Richler, secrétaire de « Birch Equipment Corporation », certifie, par les présentes que le précédent est une copie véritable du règlement N° 23, passé à l'unanimité à une assemblée du conseil d'administration de cette compagnie, et approuvé à l'unanimité par les actionnaires de ladite compagnie.

Montréal, 25 mai 1960.

(Sceau) *Le Secrétaire,*

54847 DAVID RICHLER.

Buckingham Baptist Church

Prenez avis que « Buckingham Baptist Church» Buckingham, P.Q., demandera au lieutenant-gouverneur en conseil de la province de Québec d'être constituée en corporation en vertu de la Loi de la constitution de certaines églises, chapitre 311 des Statuts refondus de la province de Québec, 1941, et amendements.

Montréal, 22 août 1960.

Les procureurs de la requérante,

54848-35-27 CERINI & JAMIESON.

(P.G. 12464-56)

Quebec Provincial Trap Shooting Association
Association de Tir à la Volée de la Province de Québec

Avis est par les présentes donné que sur la recommandation de l'Assistant-procureur général, les règlements XVII à XXIII inclusivement de « Quebec Provincial Trap Shooting Association — Association de Tir à la Volée de la Province de Québec », ont été approuvés par l'honorable Secrétaire de la Province le 16 août 1960, conformément aux dispositions de la section 225 de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, ce 19e jour d'août 1960.

Le Sous-secrétaire de la Province,

54849 RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 12939-58)

L'Hôpital Le Gardeur Inc.

Avis est donné que, sur la recommandation de l'Assistant-procureur général, l'honorable Secrétaire de la province a, le dix-sept août 1960, approuvé les règlements généraux de « L'Hôpital Le Gardeur Inc. », tels qu'adoptés à l'assemblée générale spéciale tenue le 24 mars 1959, et ce, conformément aux dispositions de l'article 225*a* de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le dix-neuf août 1960.

Le Sous-secrétaire de la province,

54851-o RAYMOND DOUVILLE.

(A.G. 11792-57)

Birch Equipment Corporation

By-law No. 23

Be it enacted and it is hereby enacted as a by-law of "Birch Equipment Corporation".

1. That the number of directors of the company be and the same is hereby decreased from six to five, so that the board of directors of the company shall hereafter be composed of five directors.

2. Three directors shall constitute a quorum at any meeting of the board of directors.

3. All prior by-laws, resolutions and proceedings of the company inconsistent herewith are hereby amended, modified and revised, in order to give effect to this by-law.

I, the undersigned, David Richler, secretary of "Birch Equipment Corporation", hereby certify the foregoing to be a true copy of by-law No. 23, unanimously passed at a meeting of the board of directors of this company, and unanimously approved by the shareholders of the said company.

Montreal, 25th May, 1960.

(Seal) DAVID RICHLER,

54847-o *Secretary.*

Buckingham Baptist Church

Take notice that "Buckingham Baptist Church", Buckingham, P.Q. will petition the Lieutenant-Governor-in-Council of the Province of Quebec for incorporation under the Church Incorporation Act, chapter 311 of the Revised Statutes of the Province of Quebec, 1941, and amendments.

Montreal, August 22, 1960.

CERINI & JAMIESON,

54848-35-27-o *Solicitors for petitioner.*

(A.G. 12464-56)

Quebec Provincial Trap Shooting Association
Association de Tir à la Volée de la Province de Québec

Notice is hereby given that, upon the recommendation of the Deputy Attorney General, by-laws XVII to XIII inclusive of "Quebec Provincial Trap Shooting Association — Association de Tir à la Volée de la Province de Québec", were approved by the Honourable the Provincial Secretary on August 16, 1960, pursuant to the provisions of section 225 of the Quebec Companies Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 19th day of August, 1960.

RAYMOND DOUVILLE,

54849-o *Assistant Secretary of the Province.*

(A.G. 12939-58)

L'Hôpital Le Gardeur Inc.

Notice is given that, on the recommendation of the Deputy Attorney General, the Honourable the Provincial Secretary, on August seventeenth, 1960, has approved the general by-laws of "L'Hôpital Le Gardeur Inc.", as adopted at a special general meeting held on March 24, 1959, in conformity with the provisions of article 225*a* of the Quebec Companies Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, this nineteenth day of August, 1960.

RAYMOND DOUVILLE,

54851 *Assistant Secretary of the Province,*

(P.G. 12835-60)

Éditions Pédagogia Inc.

Règlement N° 6

(concernant la réduction du nombre des directeurs de quatre à trois)

« Il est unanimement résolu:

Que l'article 3 du règlement numéro 1 de la compagnie soit abrogé et remplacé par le suivant:

Directeurs.

3° Les affaires de la compagnie seront gérées par un bureau de direction composé de trois directeurs. »

Copie certifiée du règlement numéro 6 de la compagnie « Éditions Pédagogia Inc. », adopté par les directeurs à une assemblée tenue le 2 juin 1960 et régulièrement approuvé à l'unanimité par les actionnaires présents à une assemblée spéciale le 2 juin 1960.

Québec, le 17 août 1960.

Le Secrétaire,

54850-o ROGER ROUSSEAU.

(A.G. 12835-60)

Éditions Pédagogia Inc.

By-Law No. 6

(concerning the reducing of the number of directors from four to three)

"It has been unanimously resolved:

That article 3 of by-law number 1 of the company be annulled and replaced by the following:

Directors.

3. The company's business will be managed by a Board of Directors composed of three directors."

Certified copy of by-law number 6 of the company "Éditions Pédagogia Inc.", adopted by the directors at a meeting held on June 2, 1960 and unanimously approved in the regular way by the shareholders present at a special meeting on June 2, 1960.

Quebec, August 17, 1960.

ROGER ROUSSEAU,

54850 *Secretary.*

(P.G. 16084-59)

Classy Construction Ltd.

Règlement XXII

« Qu'il soit décrété et il est, par les présentes, décrété comme un règlement de « Classy Construction Ltd.», ce qui suit:

1° Que le nombre des directeurs de la compagnie soit et il est, par les présentes, augmenté de trois à quatre, de telle sorte que le conseil d'administration de la compagnie soit dorénavant composé de quatre directeurs.

2. Trois directeurs constitueront un quorum à toute assemblée du conseil d'administration; aucune résolution ni action du conseil d'administration ne sera adoptée ni ne prendra effet à moins d'avoir l'assentiment d'au moins trois directeurs.

3° Tous les règlements, résolutions et procédures antérieurs de la compagnie, incompatibles à icelui, sont par les présentes amendés, modifiés et revisés de manière à donner effet à ce règlement.»

Vraie copie certifiée du règlement XXII des règlements de « Classy Construction Ltd. », décrété par les directeurs de ladite compagnie le 13e jour de juin 1960, et subséquemment ratifié par le vote unanime de tous les actionnaires de ladite compagnie.

Le Secrétaire,

54870 EUGÈNE AMSEL.

(A.G. 16084-59)

Classy Construction Ltd.

By-Law XXII

"Be it enacted and it is hereby enacted as a by-Law of "Classy Construction Ltd." as follows:

1. The number of directors of the company be and the same is hereby increased from three to four so that the board of directors of the company shall hereafter be composed of four directors.

2. Three directors shall constitute a quorum at any meeting of the board of directors; no resolution or action of the board of directors shall be adopted or be effective unless concurred in by at least three directors.

3. All prior by-laws, resolutions and proceedings of the company inconsistent herewith are hereby amended, modified and revised in order to give effect to this by-law."

Certified a true copy of by-law XXII of the by-Laws of "Classy Construction Ltd." enacted by the directors of the said company on the 13th day of June, 1960 and subsequently reatified by the unanimous vote of all the shareholders of the said company.

EUGÈNE AMSEL,

54870-o *Secretary.*

(P.G. 12315-58)

Clinique Médicale de Beauport

Avis est donné que, sur la recommandation de l'Assistant-procureur général, l'honorable Secrétaire de la province a, le neuf août 1960, approuvé les règlements généraux de la « Clinique Médicale de Beauport », tels qu'adoptés à l'assemblée générale spéciale tenue le 24 juillet 1958, et ce, conformément aux dispositions de l'article 225*a* de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le onze août 1960.

Le Sous-secrétaire de la province,

54871-o RAYMOND DOUVILLE.

(A.G. 12315-58)

Clinique Médicale de Beauport

Notice is given that, on the recommendation of the Deputy Attorney General, the Honourable the Provincial Secretary, on August ninth, 1960, has approved the general by-laws of the « Clinique Médicale de Beauport », as adopted at a special general meeting held on July 24, 1958, in conformity with the provisions of article 225*a* of the Quebec Companies Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, this eleventh day of August, 1960.

RAYMOND DOUVILLE,

54871 *Assistant Secretary of the Province.*

Eastern Land Co. Ltd.

Avis est par les présentes donné que « Eastern Land Co. Ltd.», une corporation dûment constituée par la Loi des compagnies de Québec, 1941,

Eastern Land Co. Ltd.

Notice is hereby given that "Eastern Land Co. Ltd.", a corporation duly constituted by the Quebec Companies Act, 1941, having its head

ayant son siège social à Montréal, province de Québec, a décrété le 17e jour de juin 1960, un règlement annulant un règlement antérieurement décrété le 24 juillet 1959, et prévoyant la distribution des biens de la compagnie au pro rata entre les actionnaires et pour une demande au Procureur général de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte.

Avis est de plus donné que par cedit règlement du 17 juin 1960, toutes les actions et procédures faites ou prises par la compagnie en vue de la distribution de ses biens et de l'abandon de sa charte en vertu des termes dudit règlement du 24 juillet 1959 ont été annulées et rescindées.

Daté à Montréal, ce 23e jour d'août 1960.

Le Secrétaire,
54872 YVES PRATTE.

(P.G. 12155-60)

Halliwell and Dales Inc.

Règlement N° 5

Règlement augmentant le nombre des directeurs de la compagnie à quatre directeurs.

Qu'il soit décrété comme règlement de « Halliwell and Dales Inc. », que:

1° Le nombre des directeurs de la compagnie soit et il est, par les présentes, augmenté de trois à quatre de telle sorte que le conseil d'administration de la compagnie soit dorénavant composé de quatre directeurs.

2° Trois directeurs constitueront un quorum à toute assemblée du conseil d'administration.

3° Le règlement N° 1 et toutes les procédures antérieures de la compagnie incompatibles à icelui sont par les présentes amendés, modifiés et revisés de manière à donner effet à ce règlement.

Par les présentes nous certifions que le précédent est une vraie copie certifiée du règlement N° 5 des règlements de « Halliwell and Dales Inc. », décrété à une assemblée des directeurs de ladite compagnie tenue le 27e jour de juin 1960; que ledit règlement fut unanimement approuvé, ratifié et confirmé par tous les actionnaires de ladite compagnie à une assemblée générale spéciale dûment convoquée et tenue le 27e jour de juin 1960, immédiatement après ladite assemblée des directeurs, et que ledit règlement est encore en pleine force et effet.

Le 6 juillet 1960.

Le Président,
J. D. DALES.
Le Secrétaire,
54873 R. HALLIWELL.

office at Montreal, Province of Quebec, has on the 17th day of June, 1960, enacted a by-law repealing a by-law previously enacted by it on July 24, 1959 and providing for the distribution of the assets of the company ratably amongst its shareholders and for an application to the Attorney General of the Province of Quebec for leave to surrender its charter.

Notice is further given that by said by-law of June 17, 1960 all acts and proceedings made or taken by the company with respect to the distribution of its assets and the surrender of its charter pursuant to the terms of the said by-law of July 24, 1959 have been cancelled and rescinded.

Dated at Montreal, this 23rd day of August, 1960.

YVES PRATTE,
54872-o *Secretary.*

(A.G. 12155-60)

Halliwell and Dales Inc.

By-law No. 5

Being a by-law increasing the number of directors of the company to four directors.

Be it enacted as a by-law of "Halliwell and Dales Inc.", that:

1. The number of directors of the company be and the same is hereby increased from three to four so that the board of directors of the company shall hereafter be composed of four directors.

2. Three directors shall constitute a quorum at any meeting of the board of directors.

3. By-law No. 1 and all prior proceedings of the company inconsistent herewith are hereby amended, modified and revised in order to give effect to this by-law.

We hereby certify that the foregoing is a true copy of by-law No. 5 of the by-laws of "Halliwell and Dales Inc.", enacted at a meeting of directors of the said company held on the 27th day of June, 1960; that the said by-law was unanimously approved, ratified and confirmed by all the shareholders of the said company at a special general meeting duly called and held on the 27th day of June, 1960, immediately following the said meeting of directors, and that the said by-law is still in full force and effect.

July 6, 1960.

J. D. DALES,
President.
R. HALLIWELL,
54873-o *Secretary.*

Charte — Abandon de

Yorkdale Investment Ltd.

En vertu de la Loi des compagnies de Québec, « Yorkdale Investment Ltd. », donne avis qu'elle s'adressera à l'honorable Procureur général de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner la charte de la compagnie.

Montréal, 8 août 1960.

Le Secrétaire,
54874 WOLFE STEINBERG.

Charter — Surrender of

Yorkdale Investment Ltd.

Under the Quebec Companies Act "Yorkdale Investment Ltd.", hereby gives notice that it will make application to the Honourable the Attorney-General of the Province of Quebec for leave to surrender the charter of the company.

Montreal, August 8th, 1960.

WOLFE STEINBERG,
54874-o *Secretary.*

Compagnies dissoutes

(P.G. 11796-60)

Belle Enterprises Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec,

Companies Dissolved

(A.G. 11796-60)

Belle Enterprises Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, section 26, chapter

Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie « Belle Enterprises Limited », constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 19 avril 1952.

Avis est de plus donné qu'à compter du quinze août 1960, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le 16 août 1960.

L'Assistant-procureur général adjoint,

54813-o P. FRENETTE.

(P.G. 12091-58)

E. W. Herring Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie « E. W. Herring Limited », constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 4 avril 1922.

Avis est de plus donné qu'à compter du quinze août 1960, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le 16 août 1960.

L'Assistant-procureur général adjoint,

54813-o P. FRENETTE.

(P.G. 13006-60)

Hudson Yacht Club, Incorporated

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie « Hudson Yacht Club, Incorporated », constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 28 mai 1913.

Avis est de plus donné qu'à compter du quinze août 1960, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le 16 août 1960.

L'Assistant-procureur général adjoint,

54813-o P. FRENETTE.

(P.G. 11032-60)

Laurentide Milling Company Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie « Laurentide Milling Company Limited », constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 23 novembre 1955.

Avis est de plus donné qu'à compter du quinze août 1960, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le 16 août 1960.

L'Assistant-procureur général adjoint,

54813-o P. FRENETTE.

276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Belle Enterprises Limited", incorporated under the said Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent dated April 19, 1952.

Notice is also given that from and after August fifteenth, 1960, the said company is dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of August, 1960.

P. FRENETTE,

54813 *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 12091-58)

E. W. Herring Limited

Notice is hereby given that under Part I of Quebec Companies Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "E. W. Herring Limited", incorporated under the said Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent dated April 5, 1922.

Notice is also given that from and after August fifteenth, 1960, the said company is dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of August, 1960.

P., FRENETTE,

54813 *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 13006-60)

Hudson Yacht Club, Incorporated

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Hudson Yacht Club, Incorporated", incorporated under the said Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent dated May 28, 1913.

Notice is also given that from and after August fifteenth, 1960, the said company is dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of August, 1960.

P. FRENETTE,

54813 *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 11032-60)

Laurentide Milling Company Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Laurentide Milling Company Limited", incorporated under the said Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent dated November 23, 1955.

Notice is also given that from and after August fifteenth, 1960, the said company is dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of August, 1960.

P. FRENETTE,

54813 *Assistant Deputy Attorney General.*

(P.G. 11190-59)

Lawand Investment Incorporated

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie « Lawand Investments Incorporated », constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 10 décembre 1946.

Avis est de plus donné qu'à compter du quinze août 1960, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le 16 août 1960.

L'Assistant-procureur général adjoint,

54813-o P. FRENETTE.

(A.G. 11190-59)

Lawand Investment Incorporated

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Lawand Investments Incorporated", incorporated under the said Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent dated December 10, 1946.

Notice is also given that from and after August fifteenth, 1960, the said company is dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of August, 1960.

P. FRENETTE,

54813 *Assistant Deputy Attorney General.*

(P.G. 12025-60)

Patato Services Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie « Patato Services Ltd. », constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 3 juin 1957.

Avis est de plus donné qu'à compter du quinze août 1960, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le 16 août 1960.

L'Assistant-procureur général adjoint,

54813-o P. FRENETTE.

(A.G. 12025-60)

Patato Services Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Potato Services Ltd.", incorporated under the said Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent dated June 3, 1957.

Notice is also given that from and after August fifteenth, 1960, the said company is dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of August, 1960.

P. FRENETTE,

54813 *Assistant Deputy Attorney General.*

(P.G. 14458-59)

Solid Glove Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie « Solid Glove Limited », constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 25 juillet 1934.

Avis est de plus donné qu'à compter du quinze août 1960, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le 16 août 1960.

L'Assistant-procureur général adjoint,

54813-o P. FRENETTE.

(A.G. 14458-59)

Solid Glove Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Solid Glove Limited", incorporated under the said Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent dated July 25, 1934.

Notice is also given that from and after August fifteenth, 1960, the said company is dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of August, 1960.

P. FRENETTE,

54813 *Assistant Deputy Attorney General.*

Demande à la Législature

Congrégation Beth-El

Avis est par les présentes donné que « Congrégation Beth-El », corps politique et corporé, dûment incorporé et ayant son bureau chef à la ville de Mont-Royal, district de Montréal, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à la prochaine session pour la passation d'une loi modifiant l'article 5 de la Loi consti-

Application to Legislature

Congregation Beth-El

Public notice is hereby given that "Congregation Beth-El", a body politic and corporate, duly incorporated and having its head office in the town of Mount Royal, district of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session for the passing of an Act amending section 5 of the act to incorporate

tuant en corporation « Congrégation Beth-El », afin d'autoriser une augmentation en valeur maximum des propriétés immobilières détenues par ladite corporation.

Montréal, le 10ième jour d'août, 1960.

Les Procureurs de la requérante,
ALVIN B. JACOBS, C.R.,
54752-34-4-o JULIUS ROSENBLUM.

"Congregation Beth-El", to authorize an increase in the maximum value of immoveable property which the said corporation may hold.

Montreal, August 10th, 1960.

ALVIN B. JACOBS, Q.C.,
JULIUS ROSENBLUM,
54752-34-4-o *Attorneys for the petitioner.*

Département de l'Instruction pubilque

N° 1075-57.

La Corporation d'écoles secondaires du comté de Chambly

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil N° 1169, en date du 29 juillet 1960, de changer le nom de La Corporation des écoles primaires complémentaires du comté de Chambly, en celui de « La Corporation d'écoles secondaires du comté de Chambly ».

Ce changement prendra effet le 28 août 1960.

Québec, le 12 août 1960.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
54771-34-2-o O.-J. DESAULNIERS.

N° 973-60.

St-Fortunat

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de St-Fortunat, dans le comté de Wolfe, les lots 1, 2 et 3 du premier rang du cadastre officiel de Ste-Hélène-de-Chester, pour les annexer à la municipalité scolaire de Chester-Est, dans le comté d'Arthabaska.

Québec, le 12 août 1960.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
54772-34-2-o O.-J. DESAULNIERS.

N° 982-59.

St-Germain-de-Grantham

Demande est faite de changer le nom de la municipalité scolaire de St-Germain-de-Grantham, dans le comté de Drummond, en celui de paroisse de St-Germain, même comté.

Québec, le 12 août 1960.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
54773-34-2-o O.-J. DESAULNIERS.

N° 394-57.

Paroisse de l'Épiphanie

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de la paroisse de l'Épiphanie, dans le comté de l'Assomption, les lots 20 à 61 inclusivement du cadastre officiel de la paroisse de l'Épiphanie, pour les annexer à la municipalité scolaire du village de l'Épiphanie, même comté.

Québec, le 24 août 1960.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
54875-35-2-o O.-J. DESAULNIERS.

N° 1290-59.

St-Laurent-de-Matapédia

Demande est faite d'annexer à la municipalité scolaire de St-Laurent-de-Matapédia, dans le comté de Bonaventure, tous les lots des rangs I sud Matapédia et Upsalquitch, territoire non organisé au point de vue scolaire.

Québec, le 22 août 1960.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
54886-35-2-o O.-J. DESAULNIERS.

Department of Education

No. 1075-57.

The Corporation of secondary school for the county of Chambly

His Honour, the Lieutenant-Governor in Council, by Order in Council No. 1169, dated July 29, 1960, has been pleased to change the name of The Corporation of Primary Complementary Schools for the county of Chambly, to "The Corporation of secondary schools for the county of Chambly".

This change will take effect on August 28th, 1960.

Quebec, August 12, 1960.

O.-J. DESAULNIERS,
54771-34-2 *Superintendent of Education.*

No. 973-60.

St-Fortunat

Application is made to detach from the school municipality of St-Fortunat, in the county of Wolfe, lots 1, 2 and 3 of the first range of the official cadaster of Ste-Hélène-de-Chester, to annex them to the school municipality of Chester-East, in the county of Arthabaska.

Quebec, August 12, 1960.

O.-J. DESAULNIERS,
54772-34-2 *Superintendent of Education.*

No. 982-59.

St-Germain-de-Grantham

Application is made to change the name of the school municipality of St-Germain-de-Grantham, in Drummond county, to the parish of St-Germain, same county.

Quebec, August 12, 1960.

O.-J. DESAULNIERS,
54773-34-2 *Superintendent of Education.*

No. 394-57.

Parish of Épiphanie

Application is made to detach from the school municipality of the parish of l'Épiphanie, in the county of l'Assomption, lots 20 to 61 inclusively of the official cadaster of the parish of l'Épiphanie, to annex them to the school municipality of the village of l'Épiphanie, same county.

Quebec, August 24, 1960.

O.-J. DESAULNIERS,
54875-35-2 *Superintendent of Education.*

No. 1290-59.

St-Laurent-de-Matapédia

Application is made to annex the school municipality of St-Laurent-de-Matapédia, in Bonaventure county, all lots on ranges I south Matapédia and Upsalquitch, territory not organized from a school point of view.

Quebec, August 22, 1960.

O.-J. DESAULNIERS,
54886-35-2 *Superintendent of Education.*

Département des Terres et Forêts

Avis

Cadastre officiel de village inc. de Chambly Bassin (municipalité de la ville de Chambly), division d'enregistrement de Chambly.

Avis est par la présente donné que les lots 104-41 à 104-43 sont annulés en vertu de l'article 2174A.

Québec, le 16 août 1960.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
54824-o J.-ÉDOUARD GUAY.

Cadastre officiel de la paroisse de Charlesbourg (municipalité de Ville de Charlesbourg), division d'enregistrement de Québec.

Avis est par la présente donné que les lots 677-54, 677-55, 677-56 et 678-5 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 15 août 1960.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
54824-o J.-ÉDOUARD GUAY.

Cadastre officiel de la paroisse de Charlesbourg (municipalité de Orsainville), division d'enregistrement de Québec.

Avis est par la présente donné que 660-72, 660-73, 660-75, 660-76, 660-77, 660-87, 660-88, 660-89, 660-90 et 660-91 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 11 août 1960.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
54824-o J.-ÉDOUARD GUAY.

Cadastre officiel de la paroisse de St-Germain de (Rimouski, municipalité de village de Rimouski-Est), division d'enregistrement de Rimouski.

Avis est par la présente donné qu'une partie des lots 86-12, 86-13 et 87-6 est annulée en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 4 août 1960.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
54824-o J.-ÉDOUARD GUAY.

Cadastre officiel de canton de Rouyn, (municipalité de la cité de Rouyn), division d'enregistrement de Témiscamingue.

Avis est par la présente donné qu'une partie du lot 202-391-13 est annulée en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 11 juillet 1960.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le sous-ministre,
54824-o J.-ÉDOUARD GUAY.

Cadastre officiel de la cité de Sherbrooke, Quartier Nord, (municipalité de la cité de Sherbrooke), division d'enregistrement de Sherbrooke.

Avis est par la présente donné que les lot 922-33 à 922-38, 922-62 à 922-82, partie du lot 922-61, 923 à 933 sont annulés et le lot 988 est ajouté en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 26 juillet 1960.

Le Département des Terres et Forêts,
Service de Cadastre,
Le Sous-ministre,
54824-o J.-ÉDOUARD GUAY.

Department of Land and Forest

Notice

Official cadastre of village inc. of Chambly Bassin (municipality of the town of Chambly), registration division of Chambly.

Notice is hereby given that lots 104-41 to 104-43 are cancelled in vertue of article 2174A.

Quebec, August 16th, 1960.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
J.-ÉDOUARD GUAY,
54824-o *Deputy Minister.*

Official cadastre of the parish of Charlesbourg (municipality of Town of Charlesbourg), registration division of Quebec.

Notice is hereby given that lots 677-54, 677-55, 677-56 and 678-5 are cancelled in virtue of article 2174A of the Civil Code.

Quebec, August 15, 1960.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
J.-ÉDOUARD GUAY,
54824-o *Deputy Minister.*

Official cadastre of the parish of Charlesbourg (municipality of Orsainville), registration division of Quebec.

Notice is hereby given that lots 660-72, 660-73, 660-75, 660-76, 660-77, 660-87, 660-88, 660-89, 660-90 and 660-91 are cancelled in virtue of article 2174A of the Civil Code.

Quebec, August 11, 1960.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
J.-ÉDOUARD GUAY,
54824-o *Deputy Minister.*

Official cadastre of the parish of St-Germain de Rimouski, (municipality of Village of Rimouski-Est), registration division of Rimouski.

Notice is hereby given that a part of lots 86-12, 86-13 and 87-6 has been cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, August 4, 1960.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
J.-ÉDOUARD GUAY,
54824-o *Deputy-minister.*

Official cadastre of township of Rouyn, (municipality of the city of Rouyn), registration division of Témiscamingue.

Notice is hereby given that a part of lot 202-391-13 has been cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, July 11, 1960.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
J.-ÉDOUARD GUAY,
54824-o *Deputy-Minister.*

Official cadastre of the city of Sherbrooke, North Ward, (municipality of the city of Sherbrooke), registration division of Sherbrooke.

Notice is hereby given that lots 922-33 to 922-38, 922-62 to 922-82, part of lot 922-61, 923 to 933 are cancelled and lot 988 has been added in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, July 26, 1960.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
J.-ÉDOUARD GUAY,
54824-o *Deputy-Minister.*

Département du Travail

Avis de modification

Chapellerie pour dames et enfants
Province de Québec

L'honorable René Hamel, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q., 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative à l'industrie de la chapellerie pour dames et enfants dans la province de Québec, rendue obligatoire par le décret numéro 142 du 22 janvier 1947, lui ont présenté une requête à l'effet d'amender ledit décret, dans sa teneur modifiée, de la façon suivante:

1° Le paragraphe « *a* » de l'article III sera remplacé par le suivant:

« III. *Salaires minima: a*) Les taux de salaires minima sont les suivants pour les salariés qualifiés de chacune des métiers ci-après:

Métiers — Trade (Crafts):	*Semaine régulière de travail par semaine — Standard work week*	*Semaine régulière de — Standard 38¾ heures, à compter du 1er juillet 1960 — 38¾ hour work week effective July 1, 1960*	*Semaine régulière de — 37½ heures, à compter du 16 février 1961 — 37½ hour work week effective February 16, 1961*
	Par semaine Per week	*L'heure Per hour*	*L'heure Per hour*
Préposé au bloquage à la main — Hand Blockers	$73.00	$1.884	$1.947
Bloqueur — Blockers	67.80	1.75	1.808
Coupeur — Cutters	66.40	1.714	1.771
Préposé à la couture des tissus — Fabric Operators	66.40	1.714	1.771
Préposé à la couture des pailles — Straw Operators	66.40	1.714	1.771
Drapeuse — Drapers	46.40	1.197	1.237
Drapeuse préposée aux garnitures — Trimmer-Drapers	41.60	1.074	1.109
Préposée aux garnitures — Trimmers	38.40	0.991	1.024
Employés généraux — General Workers	34.00	0.877	0.907
Expéditeur (doit recevoir le salaire actuel hebdomadaire nonobstant la réduction des heures) — Shippers: shall receive their present weekly salaries notwithstanding reduced hours as above.			

Zone II

10% de moins que les taux minima fixés pour la zone I. »

2° Les taux des commençants apparaissant au paragraphe « *a*. 1 » de l'article III seront remplacés par les suivants:

Métiers — Trade (Crafts):	*Semaine régulière de travail par semaine — Standard work week*	*Semaine régulière de — Standard 38¾ heures, à compter du 1er juillet 1960 — 38¾ hour work week effective July 1, 1960*	*Semaine régulière de — 37½ heures, à compter du 16 février 1961 — 37½ hour work week effective February 16, 1961*
"*Taux des commençants — Starting rate schedule*	*Par semaine Per week*	*L'heure Per hour*	*L'heure Per hour*
Préposé aux garnitures — For trimmers:			
1ers 3 mois — First 3 months	$28.00	$0.723	$0.745
3 mois à 6 mois — 3 months to 6 months	30.00	0.774	0.80

Department of Labour

Notice of amendment

Women's and Children's Headwear
Province of Quebec

The Honourable René Hamel, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q., 1941, chapter 163 and amendments), that the contracting parties to the collective labour agreement relating to the women's and children's headwaer industry in the province of Quebec, rendered obligatory by the decree number 142, of January 22nd, 1947, have submitted to him a petition ST amend the said decree, as amended as follows:

1. Paragraphe "*a*" of article III will be replaced by the following:

"III. *Minimum wages: a*) The minimum wage rates shall be as follows in each of the following trades (crafts):

Trade (Crafts):	*Standard work week — Semaine régulière de travail par semaine*	*Standard 38¾ hour work week effective July 1, 1960 — Semaine régulière de 38¾ heures, à compter du 1er juillet 1960*	*37½ hour work week effective February 16, 1961 — Semaine régulière de 37½ heures, à compter du 16 février 1961*
	Per week — Par semaine	*Per hour — L'heure*	*Per hour — L'heure*
Hand Blockers — Préposé au bloquage à la main	$73.00	$1.884	$1.947
Blockers — Bloqueur	67.80	1.75	1.808
Cutters — Coupeur	66.40	1.714	1.771
Fabric Operators — Préposé à la couture des tissus	66.40	1.714	1.771
Straw Operators — Préposé à la couture des pailles	66.40	1.714	1.771
Drapers — Drapeuse	46.40	1.197	1.237
Trimmer-Drapers — Drapeuse préposée aux garnitures	41.60	1.074	1.109
Trimmers — Préposée aux garnitures	38.40	0.991	1.024
General Workers — Employés généraux	34.00	0.877	0.907
Shippers: shall receive their present weekly salaries notwithstanding reduced hours as above. — Expéditeur (doit recevoir le salaire actuel hebdomadaire nonobstant la réduction des heures)			

Zone II

10% less than the minimum rates established for zone I."

2. The starting rates in article III, paragraph "*a*-1", will be replaced by the following:

Trade (Crafts):	*Standard work week — Semaine régulière de travail par semaine*	*Standard 38¾ hour work week effective July 1, 1960 — Semaine régulière de 38¾ heures, à compter du 1er juillet 1960*	*37½ hour work week effective February 16, 1961 — Semaine régulière de 37½ heures, à compter du 16 février 1961*
"*Starting rate schedule — Taux des commençants*	*Per week — Par semaine*	*Per hour — L'heure*	*Per hour — L'heure*
For trimmers — Préposé aux garnitures:			
First 3 months — 1ers 3 mois	$28.00	$0.723	$0.745
3 months to 6 months — 3 mois à 6 mois	30.00	0.774	0.80

	Semaine régulière de		
	Semaine régulière de travail par semaine — Standard work week	Standard 3»¾ heures, à compter du 1er juillet 1960 — 3»¾ hour work week effective July 1, 1960	3«½ heures, à compter du 16 février 1961 — 3«½ hour work week effective February 16, 1961
Métiers — Trade (Crafts):	*Par semaine Per week*	*L'heure Per hour*	*L'heure Per hour*
6 mois à 9 mois — 6 months to 9 months	$32.00	$0.826	$0.853
9 mois à 12 mois — 9 months to 12 months	34.00	0.877	0.907
12 mois à 15 mois — 12 months to 15 months	36.00	0.929	0.96
15 mois à 18 mois — 15 months to 18 months	38.00	0.981	1.013
18 mois et plus — 18 months and thereafter	38.40	0.991	1.024
Taux des commençants — Starting rate schedule			
Drapeuse préposée aux garnitures — For trimmer-drapers			
1ers 3 mois — First 3 months	28.00	0.723	0.745
3 mois à 6 mois — 3 months to 6 months	30.00	0.774	0.80
6 mois à 9 mois — 6 months to 9 months	32.00	0.826	0.853
9 mois à 12 mois — 9 months to 12 months	34.00	0.877	0.907
12 mois à 15 mois — 12 months to 15 months	36.00	0.929	0.96
15 mois à 18 mois — 15 months to 18 months	38.00	0.981	1.013
18 mois à 21 mois — 18 months to 21 months	40.00	1.032	1.067
21 mois et plus — 21 months and thereafter	41.60	1.074	1.109
Taux des commençants — Starting rate schedule			
Drapeuse — For drapers:			
1ers 3 mois — First 3 months	28.00	0.723	0.745
3 mois à 6 mois — 3 months to 6 months	30.00	0.774	0.80
6 mois à 9 mois — 6 months to 9 months	32.00	0.826	0.853
9 mois à 12 mois — 9 months to 12 months	34.00	0.877	0.907
12 mois à 15 mois — 12 months to 15 months	36 00	0.929	0.96
15 mois à 18 mois — 15 months to 18 months	38.00	0.981	1.013
18 mois à 21 mois — 18 months to 21 months	40.00	1.032	1.067
21 mois à 24 mois — 21 months to 24 months	42.00	1.084	1.12
24 mois à 27 mois — 24 months to 27 months	44.00	1.135	1.173
27 mois à 30 mois — 27 months to 30 months	46.00	1.187	1.227
30 mois et plus — 30 months and thereafter	46.40	1.197	1.237
Taux des commençants — Starting rate schedule			
Préposé à la couture des tissus et des pailles — For fabric and straw operators:			
1ers trois mois — First 3 months	32.00	0.826	0.853
3 mois à 6 mois — 3 months to 6 months	36.00	0.929	0.96
6 mois à 9 mois — 6 months to 9 months	40.00	1.032	1.067
9 mois à 12 mois — 9 months to 12 months	44.00	1.135	1.173
12 mois à 15 mois — 12 months to 15 months	48.00	1.239	1.28
15 mois à 18 mois — 15 months to 18 months	52.00	1.342	1.387
18 mois à 21 mois — 18 months to 21 months	56.00	1.445	1.493
21 mois à 24 mois — 21 months to 24 months	60.00	1.548	1.60
24 mois à 27 mois — 24 months to 27 months	64.00	1.652	1.707
27 mois et plus — 27 months and thereafter	66.40	1.714	1.771
Taux des commençants — Starting rate schedule			
Employés généraux — For general workers:			
1ers 3 mois — First 3 months	28.00	0.723	0.745
3 mois à 6 mois — 3 months to 6 months	30.00	0.774	0.80
6 mois à 9 mois — 6 months to 9 months	32.00	0.829	0.853
9 mois et plus — 9 months and thereafter	34.00	0.877	0.902"

3° Les paragraphes « *a* » et « *c* » de l'article V seront remplacés par les suivants:

« V. *Durée du travail: a)* 1. A compter du 1er juillet 1960, la semaine de travail est de trente-huit et trois quarts (38¾) heures consistant en cinq (5) jours de travail de sept et trois quarts (7¾) heures qui doivent être les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi; la journée de travail commence à 8.00 ou 8.30 a.m. pour se terminer à 4.45 ou 5.15 p.m., selon le cas. Une (1) heure est accordée aux employés pour le repas du midi. Il n'y a pas de travail le samedi et le dimanche.

3. Paragraphs "*a*" and "*c*" of article V will be replaced by the following:

"V. *Duration of labour: a)* 1. Beginning with July 1st, 1960, a week's work consists of thirty-eight and three quarters (38¾) hours divided equally in periods of seven and three quarters (7¾) hours per day for each of the first five (5) working days, namely: Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday and Friday of each week. Work shall begin at 8.00 a.m. or 8.30 a.m. and shall continue until 4.45 p.m. or 5.15 p.m., as the case may be, with an interval of one (1), hour for lunch. No work shall be performed on Saturdays and/or Sundays.

2. A compter du 16 février 1961, la semaine de travail sera de trente-sept et demie (37½) heures consistant en cinq (5) jours de travail de sept et demie (7½) heures qui doivent être les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi; la journée de travail commence à 8.00 ou 8.30 a.m. pour se terminer à 4.30 ou 5.00 p.m., selon le cas. Une (1) heure est accordée aux employés pour le repas du midi. Il n'y a pas de travail le samedi et le dimanche. »

« c) Nonobstant l'interdiction imposée au paragraphe précédent, les employeurs ont le droit de faire travailler leurs salariés durant une (1) heure supplémentaire le vendredi, c'est-à-dire jusqu'à 5.45 p.m. ou 6.15 p.m., selon le cas, du 1er juillet 1960 au 16 février 1961, et jusqu'à 5.30 p.m. ou 6.00 p.m., selon le cas, à compter du 16 février 1961. »

4° Le paragraphe « i » de l'article VI-A sera remplacé par le suivant:

« i. Pour avoir droit à la rémunération pour ces jours de fêtes statutaires, un salarié doit avoir travaillé dans l'industrie de la chapellerie pendant une année et doit avoir été à l'emploi de son employeur actuel ou du précédent à la date de la fête pendant une période minimum de deux (2) mois précédant telle fête.

Toutefois, les apprentis n'ont pas droit à telles fêtes payées avant d'avoir douze (12) mois de service dans l'industrie et au moins trois (3) mois d'emploi pour leur employeur actuel ou le précédent, à la date de la fête. »

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté ministériel peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendements. L'arrêté ministériel entre en vigueur à la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 27 août 1960. 54846-o

Avis de modification

Industrie de l'ascenseur — Montréal

L'honorable René Hamel, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes à la convention collective de travail rendue obligatoire par la section « H » (Industrie des Ascenseurs) du décret, numéro 309 (A) du 8 avril 1959 et amendements, relatif à l'industrie et aux métiers de la construction dans la région de Montréal, lui ont présenté une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil la modification suivante audit décret:

L'article IX de la section « H » (Industrie des Ascenseurs) sera remplacé par le suivant:

« IX. *Taux de salaires:* Les taux minima des salaires sont les suivants:

	Taux horaires
Mécanicien	$3.16
Aide	2.21»

2. Beginning with February 16, 1961, a week's work shall consist of thirty-seven and a half (37½) hours divided equally in periods of seven and a half (7½) hours per day for each of the first five (5) working days, namely: Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday and Friday of each week; work shall begin at 8.00 a.m. or 8.30 a.m. and shall continue until 4.30 p.m. or 5.00 p.m., as the case may be, with an interval of one (1) hour for lunch. No work shall be performed on Saturdays and/or Sundays."

"c) Notwithstanding the foregoing restriction of overtime, the employers shall have the option of working one (1) hour overtime on any Friday, that is to say, until 5.45 p.m. or 6.15 p.m., as the case may be, from July 1st, 1960 to February 16, 1961, and until 5.30 p.m. or 6.00 p.m., as the case may be, from July 16, 1961."

4. Paragraph "i" of article VI-A will be replaced by the following:

"i. To qualify for such payment for legal holidays, an employee must have been working in the Millinery Industry for one (1) year prior to such period, and must be employed, that is, working for and on behalf of his present or immediately previous employer, at the time of such holiday, for a period of at least two (2) months before the date of the said holiday.

However, apprentices shall not be eligible for such holidays with pay until they have completed twelve (12) months employment in the industry, and at least three (3) months employment with their present or immediately previous employer at the time of such holiday."

The publication of the present notice does not render obligatory the provisions contained therein. Such provisions, with or without amendments, can only be rendered obligatory by an Order-in-Council which comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, August 27, 1960. 54846-o

Notice of amendment

Elevator Industry — Montreal

The Honourable René Hamel, the Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163 and amendments), that the contracting parties to the collective labour agreement rendered obligatory by Part "H", (Elevator Industry) of the decree number 309 (A) of april 8, 1959 and amendments, relating to the construction industry and trades in the region of Montreal, have petitioned him to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council the following amendment to the said decree;

Article IX of Part "H" (Elevator Industry) will be replaced by the following:

"IX. *Wage rates:* The minimum wage rates shall be as follows:

	Hourly rates
Mechanic	$3.16
Helper	2.21"

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté ministériel peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté ministériel entre en vigueur à la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-Ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 27 août 1960. 54846-o

Avis de modification

Industrie de l'ascenseur — Province

L'honorable René Hamel, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements), de son intention de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil une modification à l'arrêté en conseil numéro 643-B du 26 juin 1957, modifié par l'arrêté en conseil numéro 546-E du 4 juin 1959 concernant tous les décrets régissant l'industrie et les métiers de la construction dans la province;

Les taux de salaires pour la région de Montréal, apparaissant à l'amendement numéro 3 dudit arrêté seront remplacés par les suivants:

	Mécanicien	*Aide*
« *Région de Montréal:* comprenant tout le territoire situé entre la région de Hull et la région de Québec.....	$3.16	$2.21 »

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté ministériel peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendements. L'arrêté ministériel entre en vigueur à la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 27 août 1960. 54846-o

The publication of the present notice does not render obligatory the provisions contained therein. Such provisions, with or without amendments, can only be rendered obligatory by an Order-in-Council which comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, August 27, 1960. 54846-o

Notice of amendment

Elevator Industry — Province

The Honourable René Hamel, the Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163 and amendments), of his intention to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council the following amendment to Order in Council number 643-B of June 26, 1957, amended by Order in Council number 546-E of June 4, 1959 concerning to all the decrees governing the construction industry and trades in the province;

The rates of wages for the region of Montreal, as mentioned in amendment number 3 of the said Order will be replaced by the following:

	Mechanic	*Helper*
"*Montreal region:* including the entire territory lying between the Hull region and the Quebec region.....	$3.16	$2.21"

The publication of the present notice does not render obligatory the provisions contained therein. Such provisions, with or without amendments, can only be rendered obligatory by an Order in Council which comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, August 27, 1960. 54846-o

Examens du Barreau

Bar Examinations

Barreau du Bas St-Laurent — Bar of Lower St. Laurence

CANDIDATS POUR L'ADMISSION À L'ÉTUDE DU DROIT
CANDIDATES FOR THE ADMISSION TO THE STUDY OF LAW

Noms — Names	Prénoms — Surnames	Age	Résidence — Residence	Collèges — Colleges
Levasseur.....	Ghislain.....	22	46 Ave Doucet, Mont-Joli.....	Ste-Anne de la Pocatière. Séminaire de Rimouski.
Sirois.....	Claudel.....	21	Rivière-Madeleine Gaspé-Nord	St-Louis Edmundston, N.B. Collège de Lévis.

Rimouski, le 22 août 1960 — Rimouski, August 22nd, 1960.

Le Secrétaire du Barreau du Bas St-Laurent,
CHARLES H. D'ANJOU,
Secretary of the Bar of Lower St. Laurence.

54887-o

Examen des Agronomes — Agronomists Examination

Aspirants à l'étude de l'Agronomie — Candidates to the study of Agriculture

LA CORPORATION DES AGRONOMES DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

Aspirants à l'étude de l'agronomie — Candidates to the study of Agriculture

Tableau contenant les noms, prénoms, âge et domicile des aspirants à l'étude de l'agronomie ainsi que le nom des institutions où ils ont étudié.

Table containing the names, surnames, age and residence of candidates to the study of Agriculture and also the name of the institutions where they have studies.

Noms et prénoms — Names and surnames	Domicile — Residence	Age	Institutions
Beaudry, Lucien	223, rue Roy, Granby, P.Q.	24	École commerciale J.-H. Letourneux.
Bélair, Gilles	5961, rue Hamilton, Montréal	19	Collège Supérieur St-Henri.
Bernier, Conrad	R.R. N° 1, Bromptonville, P.Q.	18	École Supérieure d'Agriculture, Ste-Anne-de-la-Pocatière.
Bertrand, Claude	Philipsburg, Que.	19	Université de Montréal.
Bertrand, Gilles	St-Canut, comté des Deux-Montagnes, P.Q.	17	École secondaire de Lachute.
Boisvert, Robert	Champlain, P.Q.	20	École Supérieure d'Agriculture, Ste-Anne-de-la-Pocatière.
Bolduc, Réginald	St-Samuel, comté de Frontenac, P.Q.	21	Séminaire St-Georges.
Boucher, Jean-Marie	Rue St-Pierre, St-Pacôme, comté de Kamouraska, P.Q.	27	École Supérieure d'Agriculture, Ste-Anne-de-la-Pocatière.
Boutin, Gérard	107, rue St-Paul, St-Jean, P.Q.	23	Séminaire de St-Jean.
Cape, Garry	75 Morgan Road, Baie d'Urfé, P.Q.	19	Macdonald High School.
Cazes, Hélène	Ste-Anne-de-la-Pocatière, comté de Kamouraska, P.Q.	17	École Supérieure d'Agriculture, Ste-Anne-de-la-Pocatière.
Chicoine, Robert	St-Pie, comté de Bagot, P.Q.	17	École Secondaire Casavant, St-Hyacinthe.
Choinière, Lise	Ste-Anne-de-la-Pocatière, comté de Kamouraska, P.Q.	17	École Supérieure d'Agriculture, Ste-Anne-de-la-Pocatière.
Corriveau, Raymond	Mont-Joli, comté de Rimouski, P.Q.	19	École Supérieure d'Agriculture, Ste-Anne-de-la-Pocatière.
Côté, Roch	Isle-Verte-Ouest, comté de Rivière-du-Loup, P.Q.	19	École Supérieure d'Agriculture, Ste-Anne-de-la-Pocatière.
Dufour, Jacques	Baie St-Paul, comté de Charlevoix, P.Q.	21	École Supérieure d'Agriculture, Ste-Anne-de-la-Pocatière.
Elliott, John	Box 47, Macdonald College, Que.	29	St. Patrick's College, Ottawa.
Fernet, Camille	St-Cuthbert, comté de Berthier, P.Q.	18	École Philippe-Perrier, Montréal.
Finlayson, Peter	R.R. N° 5, Ormstown, Que.	17	Ormstown, High School.
Flipot, Paul	6660, Chemin Chambly, St-Hubert, P.Q.	18	Collège de Longueuil.
Frappier, Paul	558, ave Rockland, Outremont, P.Q.	18	Collège Bourget.
Gadbois, Paul	Rougemont, P.Q.	20	Séminaire St-Charles-Borromée, Sherbrooke.
Gagnon, Denis	Limoges, Ontario	19	Casselman-Cambridge District High School.
Gauthier, André	St-Jacques-de-Montcalm, comté de Montcalm, P.Q.	17	École Supérieure d'Agriculture, Ste-Anne-de-la-Pocatière.
Gazaille, Guy	3203 est, rue Sherbrooke, Montréal.	18	Cardinal Newman High School.
Gemme, André	R.R. N° 2, Granby, P.Q.	19	École Secondaire Christ-Roi, Granby.
Genest, Jean	4765, ave Villa St-Vincent, Charlesbourg, P.Q.	17	École St-Esprit.
Genois, Rodrigue	St-Raymond, comté de Portneuf, P.Q.	19	Collège St-Joseph.
Granger, Raymond	30, 41ième avenue, Windsor Mills, P.Q.	25	Université de Sherbrooke.
Guttman, David	2492 Bedford Road, Montreal.	19	Outremont High School.
Jacques, Yvan	112, rue Lemoyne, app. 1, Longueuil, P.Q.	23	Collège de Longueuil.
Jean, Raymond	St-Philippe-de-Néri, comté de Kamouraska, P.Q.	23	Collège de Ste-Anne-de-la-Pocatière.
Jobin, Gratien	348, rue St-Alexis, St-Raymond, comté de Portneuf, P.Q.	17	Collège St-Joseph de St-Raymond.
Laganière, Jacques	Grondines, comté de Portneuf, P.Q.	21	Séminaire de St-Joseph, Trois-Rivières.
Laguë, Paul	Stanbridge East, comté de Missisquoi, P.Q.	21	Séminaire de St-Hyacinthe.
Lapensée, Laurent-G.	172, rue Brien, Laval-des-Rapides, P.Q.	35	Institut Agricole d'Oka.
LeBlanc, Hugues	6691, 25ième avenue, Rosemont, Montréal.	21	École Chomedey-de-Maisonneuve.
Malenfant, Gilles	St-Benoit-de-Packington, comté de Témiscouata, P.Q.	23	Université St-Louis, Edmundston, N.B.
Marsot, Pierre	6358, 12ième avenue, Rosemont, Montréal.	18	École Supérieure d'Agriculture, Ste-Anne-de-la-Pocatière.
Massé, Marcel	St-Pascal-de-Kamouraska, comté de Kamouraska, P.Q.	19	École Supérieure d'Agriculture, Ste-Anne-de-la-Pocatière.
McConachie, William	3427 Wellington Street, Verdun, Montréal.	19	Sir George Williams University.
Melançon, André	St-Paul-de-Joliette, comté de Joliette, P.Q.	21	École Secondaire St-Viateur, Joliette.
Mondou, Marcel	Marieville, comté de Rouville, P.Q.	19	Collège Militaire de St-Jean.
Morin, Jean-Marie	St-Pascal, comté de Kamouraska, P.Q.	23	Collège de Ste-Anne-de-la-Pocatière.

Noms et prénoms — Names and surnames	Domicile — Residence	Age	Institutions
Morin, Rénald	St-Anselme, comté de Dorchester, P.Q.	20	Collège St-Joseph de St-Raymond.
Nadeau, Jean-Noël	St-Odilon, comté de Dorchester, P.Q.	28	École Supérieure d'Agriculture, Ste-Anne-de-la-Pocatière.
Pelletier, Albert	Rivière-Ouelle, comté de Kamouraska, P.Q.	24	Collège de Ste-Anne-de-la-Pocatière.
Pesant, Alain	98, rue Feré, St-Eustache, comté de Deux-Montagnes, P.Q.	21	Collège Mont-Saint-Louis, Montréal.
Rodrigue, Gilles	7510, boul. Gouin, Rivière-des-Prairies, P.Q.	20	École Lafond, Montréal.
Roy, Bernardin	310-A, rue Denison, Granby, P.Q.	24	École des Arts et Métiers de Granby.
Sabourin, Denis	2196, rue Visitation, Montréal, P.Q.	19	École Primaire Supérieure Le Plateau.
Saint-Pierre, Claude	6525, 14ième Avenue, Rosemont, Montréal.	18	École Supérieure d'Agriculture, Ste-Anne-de-la-Pocatière.
Saint-Pierre, Jacques	10332, rue Émile, Montréal 12, P.Q.	26	Université d'Ottawa.

Montréal 1, le 1er août 1960 — Montreal 1, August 1st, 1960.

Le Secrétaire-trésorier de la Corporation des Agronomes de la province de Québec,
RENÉ MONETTE,
Secretary-treasurer of La Corporation des Agronomes de la province de Québec.

54804-34-2-o

Département des Travaux Publics

Sousmissions

Pont — Magog

Avis est par le présent donné que des soumissions cachetées seront reçues jusqu'à mercredi, le 7 septembre 1960, à midi, heure avancée, au bureau de l'honorable René Lévesque, ministre des Travaux publics, Hôtel du Gouvernement, Québec, pour la construction d'un *pont sur la rivière Magog*, à Magog, comté de Stanstead. Site: Pont rue Merry, route N° 50.

Une copie des plans et devis pourra être obtenue en s'adressant à monsieur P.-A. Dupuis, ingénieur en chef, ministère des Travaux publics, Hôtel du Gouvernement, Québec, sur paiement d'un montant de $10.00 (chèque visé ou mandat-poste), non-remboursable.

Les soumissions devront être faites sur les formules fournies par le Ministère et adressées dans les enveloppes également fournies.

Les soumissions pour être valables, devront être accompagnées d'un chèque accepté payable à l'ordre de l'honorable Ministre des Travaux publics, Québec, au montant de 10% du prix de ladite soumission.

Seuls les soumissionnaires résidents dans les comtés de Bagot, Drummond, Rouville, St-Hyacinthe, Yamaska, Missisquoi, Verchères, Richelieu, Brôme, Shefford, Richmond, Sherbrooke, Stanstead, Nicolet, Arthabaska, Wolfe, Compton, Trois-Rivières, St-Maurice, Maskinongé, Champlain et Laviolette, sont invités à soumissionner.

Le Ministère ne s'engage pas à accepter la plus basse ni aucune des soumissions reçues.

Québec, le 16 août 1960.

Le Sous-ministre,
C.-R. LABERGE.

54866-o

Pont — Yamaska

Avis est par le présent donné que des soumissions cachetées seront reçues jusqu'à mercredi, le 7 septembre 1960, à midi, heure avancée, au

Department of Public Works

Tenders

Bridge — Magof

Notice is hereby given that sealed tenders will be received at the office of the Honourable René Lévesque, Minister of Public Works, Parliament Buildings, Quebec, until Wednesday, September 7th, 1960, at noon, daylight saving time, for the construction of a *bridge over river Magog*, at Magog, county of Stanstead. Site: Merry street bridge, road No. 50.

Plans and specifications may be obtained at the office of Mr. P.-A. Dupuis, Chief Engineer, Department of Public Works, Parliament Buildings, Quebec, for the sum of $10.00 (certified cheque or money order), not refundable.

Tenders must be submitted on regular forms supplied by the Department and addressed in the envelopes furnished.

Anyone tendering shall have to attach to his tender a certified cheque payable to the order of the Honourable the Minister of Public Works, Quebec, for ten per cent (10%) of the amount of his tender.

Only tenderers who reside in the following counties: Bagot, Drummond, Rouville, St-Hyacinthe, Yamaska, Missisquoi, Verchères, Richelieu, Brôme, Shefford, Richmond, Sherbrooke, Stanstead, Nicolet, Arthabaska, Wolfe, Compton, Trois-Rivières, St-Maurice, Maskinongé, Champlain, and Laviolette, are invited to bid on this work.

The Department does not bind itself to accept the lowest nor any tender.

Quebec, August 16th, 1960.

C.-R. LABERGE,
Deputy Minister.

54866-o

Bridge — Yamaska

Notice is hereby given that sealed tenders will be received at the office of the Honourable René Lévesque, Minister of Public Works, Parliament

bureau de l'honorable René Lévesque, ministre des Travaux publics, Hôtel du Gouvernement, Québec, pour la construction d'un *pont sur la rivière Yamaska*, à Cowansville, comté de Missisquoi. Site: rue William, rang V, lot 460.

Une copie des plans et devis pourra être obtenue en s'adressant à monsieur P.-A. Dupuis, ingénieur en chef, ministère des Travaux publics, Hôtel du Gouvernement, Québec, sur paiement d'un montant de $10.00 (chèque visé ou mandat-poste), non-remboursable.

Les soumissions devront être faites sur les formules fournies par le Ministère et adressées dans les enveloppes également fournies.

Les soumissions pour être valables, devront être accompagnées d'un chèque accepté payable à l'ordre de l'honorable Ministre des Travaux publics, Québec, au montant de 10% du prix de ladite soumission.

Seuls les soumissionnaires résidents dans les comtés de Bagot, Drummond, Rouville, St-Hyacinthe, Yamaska, Missisquoi, Verchères, Richelieu, Brôme, Shefford, Richmond, Sherbrooke, Stanstead, Nicolet, Arthabaska, Wolfe, Compton, Trois-Rivières, St-Maurice, Maskinongé, Champlain et Laviolette, sont invités à soumissionner.

Le Ministère ne s'engage pas à accepter la plus basse ni aucune des soumissions reçues.

Québec, le 16 août 1960.

Le Sous-ministre,
C.-R. LABERGE.

54866-o

Buildings, Quebec, until Wednesday, September 7th, 1960, at noon, daylight saving time, for the construction of *bridge over river Yamaska*, at Cowansville, county of Missisquoi. Site: William street, range V, lot 460.

Plans ans specifications may be obtained at the office of Mr. P.-A. Dupuis, Chief Engineer, Department of Public Works, Parliament Buildings, Quebec, for the sum of $10.00 (certified cheque or money order), not refundable.

Tenders must be submitted on regular forms supplied by the Department and addressed in the envelopes furnished.

Anyone tendering shall have to attach to his tender a certified cheque payable to the order of the Honourable the Minister of Public Works, Quebec, for ten per cent (10%) of the amount of his tender.

Only tenderers who reside in the counties of Bagot, Drummond, Rouville, St. Hyacinthe, Yamaska, Missisquoi, Verchères, Richelieu, Brôme, Shefford, Richmond, Sherbrooke, Stanstead, Nicolet, Arthabaska, Wolfe, Compton, Trois-Rivières, St. Maurice, Maskinongé, Champlain, and Laviolette, are invited to bid on this work.

The Department does not bind itself to accept the lowest nor any tender.

Quebec, August 16th, 1960.

C.-R. LABERGE,
Deputy Minister.

54866-o

Pont — Metabetchouan

Avis est par le présent donné que des soumissions cachetées seront reçues jusqu'à mercredi, le 7 septembre 1960, à midi, heure avancée, au bureau de l'honorable René Lévesque, ministre des Travaux publics, Hôtel du Gouvernement, Québec, pour la construction d'un *pont sur la rivière Matabetchouan*, à St-André, comté de Roberval. Site: Rang I, lots 40-67, au village.

Une copie des plans et devis pourra être obtenue en s'adressant à monsieur P.-A. Dupuis, ingénieur en chef, ministère des Travaux publics, Hôtel du Gouvernement, Québec, sur paiement d'un montant de $10.00 (chèque visé ou mandat-poste), non-remboursable.

Les soumissions devront être faites sur les formules fournies par le Ministère et adressées dans les enveloppes également fournies.

Les soumissions pour être valables, devront être accompagnées d'un chèque accepté payable à l'ordre de l'honorable Ministre des Travaux publics, Québec, au montant de 10% du prix de ladite soumission.

Seuls les soumissionnaires résidents dans les comtés à l'Est des comtés d'Abitibi, Laviolette, Champlain, Nicolet, Arthabaska, Wolfe et Compton, sont invités à soumissionner.

Le Ministère ne s'engage pas à accepter la plus basse ni aucune des soumissions reçues.

Québec, le 16 août 1960.

Le Sous-ministre,
C.-R. LABERGE.

54866-o

Bridge — Metabetchouan

Notice is hereby given that sealed tenders will be received at the office of the Honourable René Lévesque, Minister of Public Works, Parliament Buildings, Quebec, until Wednesday, September 7th., 1960, at noon, daylight saving time, for the construction of a *bridge over river Metabetchouan*, at St. André, county of Roberval. Site: Range I, lots 40-67, in the village.

Plans and specifications may be obtained at the office of Mr. P.-A. Dupuis, Chief Engineer, Department of Public Works, Parliament Buildings, Quebec, for the sum of $10.00 (certified cheque or money order), not refundable.

Tenders must be submitted on regular forms supplied by the Department and addressed in the envelopes furnished.

Anyone tendering shall have to attach to his tender a certified cheque payable to the order of the Honourable the Minister of Public Works, Quebec, for ten per cent (10%) of the amount of his tender.

Only tenderers who reside in the counties East of the counties of Abitibi, Laviolette, Champlain, Nicolet, Arthabaska, Wolfe, and Compton, are invited to bid on this work.

The Department does not bind itself to accept the lowest nor any tender.

Quebec, August 16th, 1960.

C.-R. LABERGE,
Deputy Minister.

54866-o

Pont — Rimouski

Avis est par le présent donné que des soumissions cachetées seront reçues jusqu'à mercredi, le 7 septembre 1960, à midi, heure avancée, au bureau de l'honorable René Lévesque, ministre des Travaux publics, Hôtel du Gouvernement, Québec, pour la construction d'un *pont sur la rivière Rimouski*, au canton Duquesne, comté de

Bridge — Rimouski

Notice is hereby given that sealed tenders will be received at the office of the Honourable René Lévesque, Minister of Public Works, Parliament Buildings, Quebec, until Wednesday, September 7th, 1960, at noon, daylight saving time, for the construction of a *bridge over river Rimouski*, Duquesne Township, county of Ri-

Rimouski. Site: Pont Fond d'Ormes, rang II, lot 16, route Rimouski-Cabano.

Une copie des plans et devis pourra être obtenue en s'adressant à monsieur P.-A. Dupuis, ingénieur en chef, ministère des Travaux publics, Hôtel du Gouvernement, Québec, sur paiement d'un montant de $10.00 (chèque visé ou mandat-poste), non-remboursable.

Les soumissions devront être faites sur les formules fournies par le Ministère et adressées dans les enveloppes également fournies.

Les soumissions pour être valables, devront être accompagnées d'un chèque accepté payable à l'ordre de l'honorable ministre des Travaux publics, Québec, au montant de 10% du prix de ladite soumission.

Seuls les soumissionnaires résidents dans les comtés à l'Est des comtés d'Abitibi, Laviolette, Champlain, Nicolet, Arthabaska, Wolfe et Compton, sont invités à soumissionner.

Le Ministère ne s'engage pas à accepter la plus basse ni aucune des soumissions reçues.

Québec, le 16 août 1960.

Le Sous-ministre,
C.-R. LABERGE.

54866-o

mouski. Site: Fond d'Ormes bridge, range II lot 16, Rimouski-Cabano road.

Plans and specifications may be obtained at the office of Mr. P.-A. Dupuis, Chief Engineer, Department of Public Works, Parliament Buildings, Quebec, for the sum of $10.00 (certified cheque or money order), not refundable.

Tenders must be submitted on regular forms supplied by the Department and addressed in the envelopes furnished.

Anyone tendering shall have to attach to his tender a certified cheque payable to the order of the Honourable the Minister of Public Works, Quebec, for ten per cent (10%) of the amount of his tender.

Only tenderers who reside in the counties East of the counties of Abitibi, Laviolette, Champlain, Nicolet, Arthabaska, Wolfe, and Compton, are invited to bid on this work.

The Department does not bind itself to accept the lowest nor any tender.

Quebec, August 16th, 1960.

C.-R. LABERGE,
Deputy Minister.

54866-o

Pont — Ste-Anne

Avis est par le présent donné que des soumissions cachetées seront reçues jusqu'à mercredi, le 7 septembre 1960, à midi, heure avancée, au bureau de l'honorable René Lévesque, ministre des Travaux Public, Hôtel du Gouvernement, Québec, pour la construction d'un *pont sur la rivière Ste-Anne*, entre St-Tite-des-Caps et St-Féréol, comté de Montmorency. Site: Pont Rouge, rang St-Léon, lots 357-358.

Une copie des plans et devis pourra être obtenue en s'adressant à monsieur P.-A. Depuis, ingénieur en chef, ministère des Travaux publics, Hôtel du Gouvernement, Québec, sur paiement d'un montant de $10.00 (chèque visé ou mandat-poste), non-remboursable.

Les soumissions devront être faites sur les formules fournies par le Ministère et adressées dans les enveloppes également fournies.

Les soumissions pour être valables, devront être accompagnées d'un chèque accepté payable à l'ordre de l'honorable Ministre des Travaux publics, Québec, au montant de 10% du prix de ladite soumission.

Seuls les soumissionnaires résidents dans les comtés à l'Est des comtés d'Abitibi, Laviolette, Champlain, Nicolet, Arthabaska, Wolfe et Compton, sont invités à soumissionner.

Le Ministère ne s'engage pas à accepter la plus basse ni aucune des soumissions reçues.

Québec, le 16 août 1960.

Le Sous-ministre,
G.-R. LABERGE.

54866-o

Bridge — St. Anne

Notice is hereby given that sealed tenders will be received at the office of the Honourable René Lévesque, Minister of Public Works, Parliament Buildings, Quebec, until Wednesday, September 7th, 1960, at noon, daylight saving time, for the construction of a *bridge over river St. Anne*, between St. Tite des Caps and St. Fereol, county of Montmorency. Site: Red bridge, range St. Leon, lots 357-358.

Plans and specifications may be obtained at the office of Mr. P.-A. Dupuis, Chief Engineer, Department of Public Works, Parliament Buildings, Quebec, for the sum of $10.00 (certified cheque or money order), not refundable.

Tenders must be submitted on regular forms supplied by the Department and addressed in the envelopes furnished.

Anyone tendering shall have to attach to his tender a certified cheque payable to the order of the Honourable the Minister of Public Works, Quebec, for ten per cent (10%) of the amount of his tender.

Only tenderers who reside in the counties East of the counties of Abitibi, Laviolette, Champlain, Nicolet, Arthabaska, Wolfe, and Campton, are invited to bid on this work.

The Department does not bind itself to accept the lowest nor any tender.

Quebec, August 16th, 1960.

G.-R. LABERGE,
Deputy-Minister.

54866-o

Pont — l'Anse-aux-Griffons

Avis est par le présent donné que des soumissions cachetées seront reçues jusqu'à mercredi, le 7 septembre 1960, à midi, heure avancée, au bureau de l'honorable René Lévesque, ministre des Travaux publics, Hôtel du Gouvernement, Québec, pour la construction d'un *pont sur l'Anse aux Griffons*, à L'Anse-aux-Griffons, comté de Gaspé-Sud. Site: Rang 1, lot 6, à la sortie du village, route N° 6.

Une copie des plans et devis pourra être obtenue en s'adressant à monsieur P.-A. Dupuis, ingénieur en chef, ministère des Travaux publics,

Bridge — Anse-aux-Griffons

Notice is hereby given that sealed tenders will be received at the office of the Honourable René Lévesque, Minister of Public Works, Parliament Buildings, Quebec, until Wednesday, September 7th, 1960, at noon, daylight saving time, for the construction of a *bridge over river Anse aux Griffons*, at L'Anse aux Griffons, county of Gaspé South. Site: Range I, lot 6, near the village, road No. 6.

Plans and specifications may be obtained at the office of Mr. P.-A. Dupuis, Chief Engineer, Department of Public Works, Paliament Build-

Hôtel du Gouvernement, Québec, sur paiement d'un montant de $10.00 (chèque visé ou mandat-poste), non-remboursable.

Les soumissions devront être faites sur les formules fournies par le Ministère et adressées dans les enveloppes également fournies.

Les soumissions pour être valables, devront être accompagnées d'un chèque accepté payable à l'ordre de l'honorable Ministre des Travaux publics, Québec, au montant de 10% du prix de ladite soumission.

Seuls les soumissionnaires résidents dans les comtés à l'Est, des comtés d'Abitibi, Laviolette, Champlain, Nicolet, Arthabaska, Wolfe et Compton, sont invités à soumissionner.

Le Ministère ne s'engage pas à accepter la plus basse ni aucune des soumissions reçues.

Québec, le 16 août 1960.

Le Sous-ministre,
C.-R. LABERGE.

54866-o

ings, Quebec, for the sum of $10.00 (certified cheque or money order), not refundable.

Tenders must be submitted on regular forms supplied by the Department and addressed in the envelopes furnished.

Anyone tendering shall have to attach to his tender a certified cheque payable to the order of the Honourable the Minister of Public Works, Quebec, for ten per cent (10%) of the amount of his tender.

Only tenderers who reside in the counties East of the counties of Abitibi, Laviolette, Champlain, Nicolet, Arthabaska, Wolfe, and Compton, are invited to bid on this work.

The Department does not bind itself to accept the lowest nor may tender.

Quebec, August 16th, 1960.

C.-R. LABERGE,
Deputy Minister.

54866-o

Proclamation

Canada,
Province de Québec.
[L. S.]

O. GAGNON

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

A nos très aimés et fidèles conseillers les membres du Conseil législatifs et de l'Assemblée législative de la province de Québec,

SALUT.

ATTENDU QUE la législature de la province de Québec se trouve convoquée pour le sept septembre 1960, mais que, pour diverses considérations, Nous avons, sur l'avis du Conseil exécutif de ladite Province, jugé à propos de la proroger jusqu'à une date indéterminée.

A CES CAUSES, Nous vous faisons maintenant savoir que vous êtes dispensés de vous réunir le sept septembre 1960 et Nous prorogeons par les présentes, ladite législature de la province de Québec jusqu'à une date indéterminée.

EN FOI DE QUOI Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de la province de Québec.

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable ONÉSIME GAGNON, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de ladite province.

Donné en Notre hôtel du gouvernement à Québec, le dix-neuvième jour de juillet, l'an de grâce mil neuf cent soixante, et de Notre règne le neuvième.

Par ordre,

Le Secrétaire de la Chancellerie à Québec,
(*Signé*) ANTOINE LEMIEUX.

54556-30-15-o

Proclamation

Canada,
Province of Quebec.
[L. S.]

O. GAGNON

ELIZABETH the SECOND, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, Queen, Defender of the Faith.

To Our Beloved and Faithfull the members of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Our Province of Quebec and to all to whom it may concern,

GREETING.

WHEREAS the Legislature of the Province of Quebec is convened for September seventh, 1960, but that, for various considerations We have, on the advice of the Executive Council of the said Province, deemed it advisable to prorogue this convocation to an indeterminate date.

THEREFORE, We are advising you that you are presently dispensed from assembling on September seventh, 1960, and We are, by these presents, proroguing the said Legislature of the Province of Quebec to an inderterminate date.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec to be hereunto affixed.

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable ONÉSIME GAGNON, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of the said Province.

Our Government House, at Quebec, this nineteenth day of July, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and sixty and the ninth year of Our Reign.

By command,

(*Signed*) ANTOINE LEMIEUX,
Clerk of the Crown in Chancery, Quebec.

54556-30-15

ÉTAT SOMMAIRE

des Revenus et Dépenses, de la
Dette consolidée et des Dépôts de

LA PROVINCE DE QUÉBEC

Pour l'exercice terminé
le 31 mars 1960

ÉTAT SOMMAIRE DES REVENUS ET DES

pour l'exercice

REVENUS: —			
Provenant d'impôts et de droits: —			
Sur les corporations (capital)	$ 26,293,133.03		
Sur les corporations (profits)	89,552,858.51		
		$115,845,991.54	
Sur la gazoline		93,619,342.52	
Sur les ventes		67,229,236.21	
Sur le revenu		54,453,503.99	
Sur les successions		22,496,184.35	
Sur le tabac		19,061,130.38	
Sur les transferts de valeurs mobilières		1,490,152.53	
Impôt spécial sur les spiritueux (S.R.Q., 1941, c. 255, a. 31)		1,989,613.25	
Loi de l'assistance publique: —			
Courses	4,952,507.16		
Divertissements	2,132,651.85		
Pour hôpitaux (sur repas)	6,429,455.37		
		13,514,614.38	
Pour la prévention des incendies		169,725.55	
Mutations de propriétés		78,620.14	
			$389,948,114.81
Provenant d'autres sources: —			
Ressources naturelles: —			
Terres et Forêts		15,841,932.00	
Mines		4,624,609.49	
Ressources hydrauliques		11,677,889.23	
Chasse		2,855,550.23	
Divers		12,170.40	
			35,012,151.35
Licences et permis: —			
Véhicules-automobiles		37,986,978.15	
Hôtels, restaurants, etc		673,836.12	
Loi de l'assistance publique		227,996.15	
Finances		219,525.47	
Travail		213,647.21	
Divers		3,156.00	
			39,325,139.10
Honoraires et divers: —			
Loi de l'assistance publique		1,000,000.00	
Procureur général		4,098,262.02	
Transports et Communications		803,684.78	
Travail		1,224,362.68	
Secrétariat de la province		344,498.32	
Terres et Forêts		824,414.40	
Pêcheries		257,065.91	
Finances		197,688.11	
Divers		199,277.02	
			8,949,253.24
Intérêts: — Placement des fonds d'amortissement		5,362,776.57	
Divers comptes		1,257,439.62	
			6,620,216.19
Commission des liqueurs de Québec: —			
Impôt spécial sur les spiritueux (S.R.Q., 1941, c. 255, a. 31)		1,989,613.25	
Permis et droits		12,134,445.05	
Compte de commerce	33,665,482.83		
À déduire: Octroi à l'assistance publique	1,000,000.00		
		32,665,482.83	
		46,789,541.13	
À déduire: Impôt spécial sur les spiritueux (S.R.Q., 1941, c. 255, a. 31) (Voir la rubrique "Provenant d'impôts et de droits")		1,989,613.25	
			44,799,927.88
Autres revenus: —			
Paiement de péréquation (moins déduction fédérale)		69,030,640.00	
Subside canadien		3,173,408.60	
Amendes, etc		1,144,176.61	
Escompte sur achat de change étranger		72,445.88	
Divers		18,535.41	
			73,439,206.50
Total des Revenus			$598,094,009.10

DÉPENSES DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

terminé le 31 mars 1960

DÉPENSES ORDINAIRES: —		
Affaires municipales		$ 2,975,606.28
Agriculture		32,397,487.20
Bien-être social		66,377,522.17
Chasse		4,234,185.38
Colonisation		11,898,614.55
Conseil exécutif		11,634,591.54
Finances		9,033,043.43
Industrie et Commerce		2,159,661.58
Instruction publique		106,770,303.25
Jeunesse		15,559,374.89
Législation		1,561,323.26
Mines		3,537,143.49
Pêcheries		3,517,998.49
Procureur général		19,188,549.79
Ressources hydrauliques		4,866,615.90
Santé		78,159,054.98
Secrétariat de la province		2,987,301.71
Terres et Forêts		9,068,986.26
Transports et Communications		885,845.79
Travail		3,463,464.94
Travaux publics		21,043,850.70
Voirie		52,061,216.33
Augmentation de la réserve pour comptes douteux		4,615,000.00
		$467,996,741.91
Dette publique: —		
Intérêts (montant net)	$ 11,135,146.90	
Commissions, etc	54,474.31	
Amortissement d'escompte et de prime sur emprunts	662,276.75	
Fonds d'amortissement (montant net)	9,704,595.19	
		21,556,493.15
Total des Dépenses Ordinaires		$489,553,235.06
EXCÉDENT DES REVENUS SUR LES DÉPENSES ORDINAIRES		108,540,774.04
DÉPENSES AU COMPTE DU CAPITAL: —		
Agriculture	240,101.50	
Bien-être social	3,252,156.20	
Chasse	512,670.48	
Colonisation	3,503,663.26	
Instruction publique	401,801.29	
Jeunesse	6,500,000.00	
Mines	2,999,607.00	
Pêcheries	569,999.68	
Ressources hydrauliques	299,727.89	
Santé	224,011.53	
Secrétariat de la province	378,204.00	
Terres et Forêts	442,430.89	
Travaux publics	23,066,169.55	
Voirie	66,453,377.90	
Total des Dépenses au compte du Capital		$108,843,921.17

ÉTAT DE LA DETTE CONSOLIDÉE ET DES DÉPÔTS
au 31 mars 1960

Dette consolidée		$432,153,000.00	
Moins: Fonds d'amortissement		128,853,913.91	$303,299,086.09
Obligations émises à la Banque Canadienne Nationale en vertu de la Loi 14 Geo. V, c. 3 (1924)		15,000,000.00	
Moins: Fonds d'amortissement		12,340,537.15	2,659,462.85
Dette consolidée nette			$305,958,548.94
Dépôts judiciaires			6,972,452.45
Dépôts en garantie et en fiducie, etc		39,205,683.60	
Moins: Obligations détenues — Diverses	$14,256,169.96		
Universités	16,625,000.00	30,881,169.96	8,324,513.64
Total			$321,255,515.03

Les états ci-dessus sont publiés conformément à une résolution de l'Assemblée Législative du 11 décembre 1895

J. A. VÉZINA,
Auditeur de la Province.

JEAN LESAGE,
Premier Ministre et Ministre des finances.

J. H. BIELER,
Sous-ministre des finances.

Québec, le 24 août 1960

54888-o

ABRIDGED STATEMENT

of Revenue and Expenditure,
Funded Debt and Deposits of

THE PROVINCE OF QUEBEC

for the fiscal year ended
March 31st, 1960

ABRIDGED STATEMENT OF REVENUE AND

for the fiscal year

REVENUE: —			
From Taxation and Duties: —			
Corporations (on Capital)	$ 26,293,133.03		
Corporations (on Profits)	89,552,858.51		
		$115,845,991.54	
Gasoline		93,619,342.52	
Sales		67,229,236.21	
Income		54,453,503.99	
Successions		22,496,184.35	
Tobacco		19,061,130.38	
Security Transfers		1,490,152.53	
Special Tax on Spirits (R.S.Q. 1941, c 255, s. 31)		1,989,613.25	
Public Charities Act: —			
Races	4,952,507.16		
Amusements	2,132,651.85		
For hospitals (on meals)	6,429,455.37		
		13,514,614.38	
Fire Prevention		169,725.55	
Property Transfers		78,620.14	
			$389,948,114.81
From other sources: —			
Natural Resources: —			
Lands and Forests		15,841,932.00	
Mines		4,624,609.49	
Hydraulic Resources		11,677,889.23	
Game		2,855,550.23	
Miscellaneous		12,170.40	
			35,012,151.35
Licenses and Permits: —			
Motor Vehicles		37,986,978.15	
Hotels, Restaurants, etc		673,836.12	
Public Charities Act		227,996.15	
Finance		219,525.47	
Labour		213,647.21	
Miscellaneous		3,156.00	
			39,325,139.10
Fees and Miscellaneous: —			
Public Charities Act		1,000,000.00	
Attorney-General		4,098,262.02	
Transportation and Communications		803,684.78	
Labour		1,224,362.68	
Provincial Secretary		344,498.32	
Lands and Forests		824,414.40	
Fisheries		257,065.91	
Finance		197,688.11	
Miscellaneous		199,277.02	
			8,949,253.24
Interest: — Sinking Fund Investments		5,362,776.57	
Various Accounts		1,257,439.62	
			6,620,216.19
Quebec Liquor Commission: —			
Special Tax on Spirits (R.S.Q., 1941, c. 255, s. 31)		1,989,613.25	
Permits and Duties		12,134,445.05	
Trade Account	33,665,482.83		
Less: Grant to Public Charities	1,000,000.00		
		32,665,482.83	
		46,789,541.13	
Less: Special Tax on Spirits (R.S.Q. 1941, c. 255, s. 31) (See: "From Taxation and Duties")		1,989,613.25	
			44,799,927.88
Other Revenue: —			
Equalization Payment (Less Federal deduction)		69,030,640.00	
Subsidy by Canada		3,173,408.60	
Fines, etc		1,144,176.61	
Discount on purchases of foreign exchange		72,445.88	
Miscellaneous		18,535.41	
			73,439,206.50
Total Revenue			$598,094,009.10

EXPENDITURE OF THE PROVINCE OF QUEBEC

ended March 31st, 1960

ORDINARY EXPENDITURE:—		
Municipal Affairs		$ 2,975,606.28
Agriculture		32,397,487.20
Social Welfare		66,377,522.17
Game		4,234,185.38
Colonization		11,898,614.55
Executive Council		11,634,591.54
Finance		9,033,043.43
Trade and Commerce		2,159,661.58
Education		106,770,303.25
Youth		15,559,374.89
Legislation		1,561,323.26
Mines		3,537,143.49
Fisheries		3,517,998.49
Attorney-General		19,188,549.79
Hydraulic Resources		4,866,615.90
Health		78,159,054.98
Provincial Secretary		2,987,301.71
Lands and Forests		9,068,986.26
Transportation and Communications		885,845.79
Labour		3,463,464.94
Public Works		21,043,850.70
Roads		52,061,216.33
Increase in Reserve for Doubful Accounts		4,615,000.00
		$467,996,741.91
Public Debt:—		
Interest charges (net amount)	$ 11,135,146.90	
Commissions, etc	54,474.31	
Amortization of Discount and Premium on loans issued	662,276.75	
Sinking Funds (net amount)	9,704,595.19	
		21,556,493.15
Total Ordinary Expenditure		$489,553,235.06
EXCESS OF REVENUE OVER ORDINARY EXPENDITURE		108,540,774.04
CAPITAL EXPENDITURE:—		
Agriculture	240,101.50	
Social Welfare	3,252,156.20	
Game	512,670.48	
Colonization	3,503,663.26	
Education	401,801.29	
Youth	6,500,000.00	
Mines	2,999,607.00	
Fisheries	569,999.68	
Hydraulic Resources	299,727.89	
Health	224,011.53	
Provincial Secretary	378,204.00	
Lands and Forests	442,430.89	
Public Works	23,066,169.55	
Roads	66,453,377.90	
Total Capital Expenditure		$108,843,921.17

STATEMENT OF THE FUNDED DEBT AND DEPOSITS
at March 31st, 1960

Funded Debt		$432,153,000.00	
Less: Sinking Funds		128,853,913.91	$303,299,086.09
Bonds issued to the National Canadian Bank under Act 14 Geo. V, c. 3 (1924).		15,000,000.00	
Less: Sinking Fund		12,340,537.15	2,659,462.85
Net Funded Debt			$305,958,548.94
Judicial Deposits			6,972,452.45
Security and Trust Deposits, etc		39,205,683.60	
Less: Securities on deposit — Miscellaneous	$14,256,169.96		
Universities	16,625,000.00	30,881,169.96	8,324,513.64
Total			$321,255,515.03

The above statements are published in conformity with a resolution of the Legislative Assembly of December 11th, 1895

J. A. VÉZINA,
Provincial Auditor.

JEAN LESAGE,
Prime Minister and Minister of Finance.

Quebec, August 24th, 1960

J. H. BIELER,
Deputy Minister of Finance.

54888-o

Sièges sociaux

D. A. Collins (Pointe Claire) Inc.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie « D. A. Collins (Pointe Claire) Inc.», constituée en corporation en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, le 11e jour de juillet 1960, et ayant son siège social à Pointe Claire, en ladite province, a établi son bureau à 222 boul. Métropolitain, Pointe Claire, Québec.

A compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Pointe Claire, Québec, ce 19e jour de juillet 1960.

(Sceau) *Le Président,*
54819 AUSTIN F. WILLIAMS.

James Reha & Associates Ltd.

Avis est donné que « James Reha & Associates Ltd.» constituée en corporation par lettres patentes émises en vertu de la Loi des compagnies de Québec, en date du 8 juillet 1960, et ayant son principal siège social à Montréal, Province de Québec, a établi son bureau au numéro 7200 rue Hutchison, suite 109, Montréal, Québec.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, ce quinzième jour de juillet 1960.

Le Président,
54820-o JAMES REHA.

Matériels Panzini Incorporée

Avis est par les présentes donné, que la compagnie « Matériels Panzini Incorporée » constituée en corporation par lettres patentes en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, émises en date du 8 juin 1960, et ayant son siège social à Notre-Dame-de-la-Merci, comté de Montcalm, district de Joliette.

A compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Pierrefonds, ce 16ième jour de juin 1960.

Le Président,
54821-o JEAN GAGNON.

Sorel Investment Corporation

Avis est donné que la compagnie « Sorel Investment Corporation », constituée en corporation par lettres patentes, en date du 7 juillet 1960, et ayant son bureau principal dans la ville de Sorel, a établi son bureau au numéro 70 de la rue du Roi.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Sorel, ce 15ième jour de juillet 1960.

Le Secrétaire,
54822-o P. A. BÉLANGER.

Magic Hosiery Co. Ltd.

Avis est donné par les présentes, que la compagnie « Magic Hosiery Co. Ltd. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 9 septembre 1958, et ayant son bureau principal dans le district de Montréal, a établi son siège social à 1207 rue Université, Montréal, district de Montréal.

Head Offices

D. A. Collins (Pointe Claire) Inc.

Notice is hereby given that "D. A. Collins (Pointe Claire) Inc." incorporated under the provisions of Part I of the Quebec Companies Act on the 11th day of July, 1960, and having its head office in Pointe Claire, in the said Province, has established its office at 222 Metropolitan Blvd., Pointe Claire, Quebec;

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the said company.

Dated at Pointe Claire, Quebec, this 19th day of July, 1960.

(Seal) AUSTIN F. WILLIAMS,
54819-o *President.*

James Reha & Associates Ltd.

Notice is hereby given that "James Reha & Associates Ltd." incorporated by letters patent under the Quebec Companies Act, on the eighth day of July 1960, and having its head office in the Province of Quebec, at Montreal, has established its office at 7200 Hutchison Street, Room 109, Montreal, Quebec.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this fifteenth day of July 1960.

JAMES REHA,
54820-o *President.*

Matériels Panzini Incorporée

Notice is hereby given that the company "Matériels Panzini Incorporée", incorporated by letters patent under Part I of the Quebec Companies Act, issued on June 8, 1960, and having its head office at Notre-Dame-de-la-Merci, county of Montcalm, district of Joliette.

From and after the date of this notice, the said office will be considered by the company as being its head office.

Dated at Pierrefonds, this sixteenth day of June, 1960.

JEAN GAGNON,
54821 *President.*

Sorel Investment Corporation

Notice is hereby given that the company "Sorel Investment Corporation", incorporated by letters patent dated July 7, 1960, and having its head office in the town of Sorel, has established its office at number 70 King Street.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Sorel, this 15th day of July, 1960.

P. A. BÉLANGER,
54822 *Secretary.*

Magic Hosiery Co. Ltd.

Notice is hereby given that, "Magic Hosiery Co. Ltd.", company incorporated by letters patent dated September 9th, 1958, and having its principal place of business in Montreal, has established its office at 1207 University Street, Montreal, district of Montreal.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant le bureau principal.

Daté à Montréal, ce 9ième jour d'août 1960.

(Sceau) *Le Président,*
54823-o JEAN-PAUL LEVESQUE.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 9th day of August, 1960.

(Seal) JEAN-PAUL LEVESQUE,
54823-o *President.*

(P.G. 5194-49)

Automotive Luncheon Club Inc.

Règlement B

(concernant le transport du siège social de Verdun à Montréal)

« Que le siège social et principale place d'affaires et adresse permanente du club soit et elle est, par les présentes, fixée en les cité et district de Montréal. »

Je, le soussigné, secrétaire de « Automotive Luncheon Club Inc. » certifie, par les présentes, que le précédent règlement B a été adopté régulièrement par les directeurs du club à une assemblée dûment convoquée et tenue le 13e jour de juin 1960, et qu'il a été ratifié, confirmé et approuvé à l'unanimité par une assemblée générale spéciale des membres, tenue aux fins de le considérer, et à laquelle tous les membres du club étaient présents.

Montréal, 15 juin 1960. *Le Secrétaire,*
(Sceau) W. G. LOAUS.
54829

(A.G. 5194-49)

Automotive Luncheon Club Inc.

By-Law B

(concerning the transfer of the head office from Verdun to Montreal)

"That the head office and principal place of business and permanent address of the club be and it is hereby fixed at the city and district of Montreal."

I, the undersigned, secretary of "Automotive Luncheon Club Inc.", hereby certify that the foregoing by-law B was regularly adopted by the directors of the club at a meeting duly called and held on the 13th day of June, 1960 and that the same was ratified, confirmed and approved unanimously by a special general meeting of members held for the purpose at which all members of the club were present.

Montreal, June 15th, 1960.
(Seal) W. G. CLAUS,
54829-o *Secretary.*

Olympic Construction Inc.

Avis est donné que la compagnie « Olympic Construction Inc. », constituée en corporation en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, le 25 mai 1959 et ayant son bureau principal dans la ville de Montréal, province de Québec, où elle avait son bureau, situé jusqu'à aujourd'hui à 1872 ouest, rue Notre-Dame, l'a transporté à Suite 311, 10 ouest, rue St-Jacques, à Montréal.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce vingt-huitième jour de juillet mil neuf cent soixante.

Le Secrétaire,
54830-o C. A. POISSANT.

Olympic Construction Inc.

Notice is hereby given that "Olympic Construction Inc.", incorporated under the provisions of Part I of the Quebec Companies Act, on the 25th May, 1959 and having its head office in the city of Montreal, Province of Quebec, where its office was situated up to to-day at 1872 Notre-Dame Street West, has moved it to Suite 311, 10 St. James Street West, in Montreal.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this twenty-eighth day of July, nineteen hundred and sixty.

C. A. POISSANT,
54830-o *Secretary.*

Quebec Rugby Football Union

Avis est par les présentes donné que « Quebec Rugby Football Union », constituée en corporation par lettres patentes le 14e jour de janvier 1959, en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, et ayant son siège social dans les cité et district de Montréal, a établi son bureau au N° 2055 avenue Lincoln, appartement 16.

A compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la coproration comme étant le siège social de la corporation.

Daté à Montréal, ce 1er jour de juin 1959.

(Sceau) *Le Président,*
54831 EDMUND T. ASSELIN.

Quebec Rugby Football Union

Notice is hereby given that "Quebec Rugby Football Union", incorporated by letters patent, on the 14th day of January, 1959, under the provisions of Part III of the Quebec Companies Act, and having its head office in the city and district of Montreal, has established its office at No. 2055 Lincoln Avenue, Apartment 16.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the corporation as being the head office of the corporation.

Dated at Montreal this 1st day of June, 1959.

(Seal) EDMUND T. ASSELIN,
54831-o *President.*

Quebec Hoist Truck Inc.

Avis est donné que la compagnie « Quebec Hoist Truck Inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 18 juillet 1960 et ayant son principal bureau d'affaires en la ville de Québec, a établi ce bureau au N° 740, rue Dorchester.

Quebec Hoist Truck Inc.

Notice is hereby given that the company "Quebec Hoist Truck Inc.", incorporated by letters patent dated July 18th, 1960 and having its head-office in the city of Quebec, has established this said office at No. 740 Dorchester St. Quebec.

A compter du présent avis, ce bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Québec, le 17 août 1960.

Le Président,
54836-o FERNAND LAVOIE.

From and after the present notice, the said office shall be considered by the company as being its head-office.

Given at Quebec this 17th of August, 1960.

FERHAND LAVOIE,
54836-o *President.*

Areno Entreprises Inc.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie « Areno Enterprises Inc. », constituée en corporation par lettres patentes en vertu de la Loi des compagnies de Québec, le 6 juin 1960, et ayant son siège social à Valleyfiedeld, district de Valleyfield, a établi son bureau à 147 rue Victoria.

A compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Valleyfield, P.Q., ce 4e jour de juillet 1960.

Le Président,
54837 JOSEPH ARENO.

Areno Entreprises Inc.

Notice is hereby given that "Areno Enterprises Inc.", incorporated by letters patent issued under the Quebec Companies Act bearing date of June 6th, 1960, and having its head office at Valleyfield, in the district of Valleyfield, has established its office at 147 Victoria Street.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Valleyfield, P.Q., this 4th day of July, 1960.

JOSEPH ARENO,
54837-o *President.*

Crèche d'Youville

Avis est, par les présentes, donné que la corporation « Crèche d'Youville », constituée en corporation par lettres patentes en date du 28 juin 1960, a établi son bureau et siège social à 5705 Chemin Côte-de-Liesse, Côte-de-Liesse, district de Montréal, province de Québec.

A comter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la corporation comme étant son bureau principal.

Donné à Côte-de-Liesse, le 15 août 1960.

Crèche d'Youville,
(Sceau) *Par La Supérieur,*
54852-o Soeur JEANNE FILION, s.g.m.

Crèche d'Youville

Notice is hereby given that "Crèche d'Youville", company incorporated by letters patent bearing the date of June 28th, 1960, has established its office at 5705 Côte-de-Liesse Road, Côte-de-Liesse, district of Montreal, Province of Quebec.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Côte-de-Liesse, this 15th day of August, 1960.

Crèche d'Youville,
(Seal) Sister JEANNE FILION, s.g.m.
54852-o *Superior.*

École Notre-Dame de Liesse

Avis est, par les présentes, donné que la corporation « École Notre-Dame de Liesse », constituée en corporation par lettres patentes en date du 28 juin 1960, a établi son bureau et siège social à 5707 Chemin Côte-de-Liesse, Côte-de-Liesse, district de Montréal, province de Québec.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la corporation comme étant son bureau principal.

Donné à Côte-de-Liesse, le 15 août 1960.

École Notre-Dame de Liesse,
(Sceau) *Par La Supérieur,*
54853-o Soeur GERMAINE BEAULIEU, s.g.m.

École Notre-Dame de Liesse

Notice is hereby given that "École Notre-Dame de Liesse", company incorporated by letters patent bearing the date of June 28th, 1960, has established its office at 5707 Côte-de-Liesse Road, Côte-de-Liesse, district of Montreal, Province of Quebec.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Côte-de-Liesse, this 15th day of August, 1960.

École Notre-Dame de Liesse,
(Seal) Sister GERMAINE BEAULIEU, s.g.m.
54853-o *Superior.*

Foyer St-Paul

Avis est, par les présentes, donné que la corporation « Foyer St-Paul », constituée en corporation par lettres patentes en date du 14 avril 1960, a établi son bureau et siège social à 255, de la rue Brock, Drummondville, district d'Arthabaska, province de Québec.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la corporation comme étant son bureau principal.

Donné à Drummondville, le quinze août 1960.

Foyer St-Paul,
(Sceau) *Par la Supérieure,*
54855-o Soeur CÉCILE LÉPINE, s.g.m.

Foyer St-Paul

Notice is hereby given that "Foyer St-Paul", company incorporated by letters patent bearing the date of April 14th, 1960, has established its office at 255 Brock St., Drummondville, district of Arthabaska, Province of Quebec.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Drummondville, this 15th of August, 1960.

Foyer St-Paul,
(Seal) Soeur CÉCILE LÉPINE, s.g.m.,
54855-o *Superior.*

Foyer Rousselot

Avis est, par les présentes, donné que la corporation « Foyer Rousselot », constituée en corporation par lettres patentes en date du 28 juin 1960, a établi son bureau et siège social à 5655 est, rue Sherbrooke, Montréal, district de Montréal, province de Québec.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la corporation comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, le quinze août 1960.

Foyer Rousselot,
(Sceau) *Par la Supérieure,*
54854-o Soeur THÉRÈSE GUILBERT, s.g.m.

Hôpital du Christ-Roi

Avis est, par les présentes, donné que la corporation « Hôpital du Christ-Roi », constituée en corporation par lettres patentes en date du 14 avril 1960, a établi son bureau et siège social à 80, rue St-Jean-Baptiste, Nicolet, district de Nicolet, province de Québec.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la corporation comme étant son bureau principal.

Donné à Nicolet, le 15 août 1960.

Hôpital du Christ-Roi,
(Sceau) *Par la Supérieure,*
54856-o Soeur ROSE-ALMA DUBOIS, s.g.m.

Hôpital Ste-Croix

Avis est, par les présentes, donné que la corporation « Hôpital Ste-Croix », constituée en corporation par lettres patentes en date du 14 avril 1960, a établi son bureau et siège social à 570 rue Hériot, Drummondville, district d'Arthabaska, province de Québec.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la corporation comme étant son bureau principal.

Donné à Drummondville, le 11 août 1960.

Hôpital Ste-Croix,
(Sceau) *Par la Supérieure,*
54857-o Soeur GEORGETTE CHARETTE, s.g.m.

Hôpital St-Jean

Avis est, par les présentes, donné que la corporation « Hôpital St-Jean », constitué en corporation par lettres patentes en date du 14 avril 1960, a établi son bureau et siège social à 217 rue Longueuil, St-Jean, district d'Iberville, province de Québec.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la corporation comme étant son bureau principal.

Donné à St-Jean, le trente juillet 1960.

Hôpital St-Jean,
(Sceau) *Par la Supérieure,*
54858-o Soeur R. TOURIGNY, s.g.m.

Hôpital St-Joseph de la Tuque

Avis est, par les présentes, donné que la corporation « Hôpital St-Joseph de la Tuque », constituée en corporation par lettres patentes en date du 31 mars 1960, a étéabli son bureau et siège social à 885, Boulevard Ducharme, La Tuque, district de Québec, province de Québec.

A comgter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la corporation comme étant son bureau principal.

Donné à La Tuque, le 25 mai 1960.

Hôpital St-Joseph de la Tuque,
(Sceau) *Par la Supérieure,*
54859-o Soeur ADÈLE LEBLANC, c.g.m.

Foyer Rousselot

Notice is hereby given that "Foyer Rousselot", company incorporated by letters patent bearing the date of June 28th, 1960, has established its office at 5655 Sherbrooke St., East, Montreal, district of Montreal, Province of Quebec.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 15th day of August, 1960.

Foyer Rousselot,
(Seal) Soeur THÉRÈSE GUILBERT, s.g.m.,
54854-o *Superior.*

Hôpital du Christ-Roi

Notice is hereby given that "Hôpital du Christ-Roi", company incorporated by letters patent bearing the date of April 14th, 1960, has established its office at 80, Saint-Jean-Baptiste St., Nicolet, district of Nicolet, Province of Quebec.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Nicolet, this 15 day of August, 1960.

Hôpital du Christ-Roi,
(Seal) Soeur ROSE-ALMA DUBOIS, s.g.m.,
54856-o *Superior.*

Hôpital Ste-Croix

Notice is hereby given that "Hôpital Ste-Croix", company incorporated by letters patent bearing the date of April 14th, 1960, has established its office at 570, Hériot St., Drummondville, district of Arthabaska, Province of Quebec.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Drummondville, this 11th day of August, 1960.

Hôpital Ste-Croix,
(Seal) Soeur GEORGETTE CHARETTE, s.g.m.,
54857-o *Superior.*

Hôpital St-Jean

Notice is hereby given that "Hôpital St-Jean", company incorporated by letters patent bearing the date of April 14th, 1960, has established its office at 217 Longueuil St., St-Jean, district of Iberville, Province of Quebec.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at St-Jean, this 30th day of July, 1960.

Hôpital St-Jean,
(Seal) Soeur R. TOURIGNY, s.g.m.,
54858-o *Supérior.*

Hôpital St-Joseph de la Tuque

Notice is hereby given that "Hôpital St-Joseph de la Tuque", company incorporated by letters patent bearing the date of March 31st, 1960, has established its office at 885 Ducharme Boulevard, La Tuque, district of Quebec, Province of Quebec.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at La Tuque, this 25th day of May, 1960.

Hôpital St-Joseph de la Tuque,
(Seal) per: Soeur ADÈLE LEBLANC, c.g.m.
54859-o *Superior.*

Hôtel-Dieu d'Amos

Avis est, par les présentes, donné que la corporation « Hôtel-Dieu d'Amos », constituée en corporation par lettres patentes en date du 14 avril 1960, a établi son bureau et siège social avenue Youville, Amos, district d'Abitibi, province de Québec.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la corporation comme étant son bureau principal.

Donné à Amos, le 30 juillet 1960.

Hôtel-Dieu d'Amos,
(Sceau) *Par La Supérieur,*
54860-o Soeur YVETTE LOTTINVILLE, s.g.m.

Hôtel-Dieu d'Amos

Notice is hereby given that "Hôtel-Dieu d'Amos", company incorporated by letters patent bearing the date of April 14th, 1960, has established its office Youville Avenue, Amos, district of Abitibi, Province of Quebec.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Amos, this 30 day of July, 1960.

Hôtel-Dieu d'Amos,
(Seal) Soeur YVETTE LOTTINVILLE, s.g.m.
54860-o *Superior.*

Hôtel-Dieu de Nicolet

Avis est, par les présentes, donné que la corporation « Hôtel-Dieu de Nicolet », constituée en corporation par lettres patentes en date du 14 avril 1960, a établi son bureau et siège social Avenue du Séminaire, Nicolet, district de Nicolet, province de Québec.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la corporation comme étant son bureau principal.

Donné à Nicolet, le 10 août 1960.

Hôtel-Dieu de Nicolet,
(Sceau) *Par La Supérieur provinciale,*
54861-o Mère CLARILDA FORTIN, s.g.m.

Hôtel-Dieu de Nicolet

Notice is hereby given that "Hôtel-Dieu de Nicolet", company incorporated by letters patent bearing the date of April 14th, 1960, has established its office Avenue du Séminaire, Nicolet, district of Nicolet, Province of Quebec.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Nicolet, this 10th, day of August 1960.

Hôtel-Dieu de Nicolet,
(Seal) Mother CLARILDA FORTIN, s.g.m.
54861-o *Provincial Superior.*

Province Ville-Marie des Sœurs Grises

Avis est, par les présentes, donné que la corporation « Province Ville-Marie des Soeurs Grises », constituée en corporation par lettres patentes en date du 28 juin 1960, a établi son bureau et siège sicial à 5633 est, rue Sherbrooke, Montréal, district de Montréal, province de Québec.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la corporation comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, le quinze août 1960.

Province Ville-Marie des Soeurs Grises,
(Sceau) *Supérieur provinciale,*
54862-o Mère ALDÈRIE ROY, s.g.m.

Province Ville-Marie des Sœurs Grises

Notice is hereby given that "Province Ville-Marie des Soeurs Grises", company incorporated by letters patent bearing the date of June 28th, has established its office at 5633 Sherbrooke St., East, Montreal, district of Montreal, Province of Quebec.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 15th day of August, 1960.

Province Ville-Marie des Soeurs Grises,
(Seal) Mère ALDÈRIE ROY, s.g.m.
54862-o *Provincial Superior.*

Jean Automobile Inc.

Avis est donné que la compagnie « Jean Automobile Inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 27 janvier 1960, et ayant son bureau principal à Montréal, district de Montréal, a établi son bureau au numéro 10,200 de la rue Lajeunesse.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 11ième jour d'août 1960.

Le Secrétaire,
54863-o FRANÇOIS BOISCLAIR.

Jean Automobile Inc.

Notice is given that "Jean Automobile Inc.", incorporated by letters patent dated January 27th, 1960, and having its head office in Montreal, district of Montreal, has established its office at number 10,200 Lajeunesse street.

From and after the date of this notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Montreal, this 11th day of August, 1960.

FRANÇOIS BOISCLAIR,
54863 *Secretary.*

Amicale des Corses et des Amis des Corses au Canada

Avis est donné que l'« Amicale des Corses et des Amis des Corses au Canada », constituée en corporation par lettres patentes, sous l'empire de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, en date du 29 septembre 1959, et ayant son bureau principal à Montréal, a établi son bureau au numéro 9935 de l'avenue Merritt;

Amicale des Corses et des Amis des Corses au Canada

Notice is given that "Amicale des Corses et des Amis des Corses au Canada", incorporated by letters patent, under the authority of Part III of the Quebec Companies Act, dated September 29, 1959, and having its head office in Montreal, has established its office at number 9935 Merritt avenue.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par l'association comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce dixième jour de juin 1960.

Le Président,
JACQUES MATTI.

54864-o

From and after the date of this notice, the said office is considered by the association as being its head office.

Given at Montreal, this tenth day of June, 1960.

JACQUES MATTI,
President.

54864

Semaines Sociales du Canada

Avis est donné que « Semaines Sociales du Canada » (Secteur français), dûment constituée en corporation sans capital-actions en vertu de la partie III de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes émises en date du 9ème jour de juin 1958 et ayant son bureau principal dans la cité de Montréal, y a établi son bureau au numéro 25 ouest de la rue Jarry.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la corporation comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 22 août 1960.

Le Président,
R.P. RICHARD ARÈS, s.j.

54865-o

Semaines Sociales du Canada

Notice is given that "Semaines Sociales du Canada" (French division), duly incorporated without share capital under Part III of the Quebec Companies Act, by letters patent issued under date the ninth day of June, 1958, and having its head office in the city of Montreal, has established its office at number 25 Jarry street west.

From and after the date of this notice, the said office is considered by the corporation as being its head office.

Given at Montreal, this twenty-second day of August, 1960.

Rev. F. RICHARD ARÈS, s.j.,
President.

54865

Soumissions

Tenders

Les commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité de Kénogami

Comté de Jonquière-Kénogami

Avis de correction

Veuillez noter que dans la *Gazette officielle de Québec* du 20 août 1960, à la page 3483, l'avis de demande de soumissions de la commission scolaire de la cité de Kénogami est au montant de $350,500, suivant le tableau d'amortissement.

54813-o

The school commissioners for the municipality of the city of Kénogami

County of Jonquière-Kénogami

Notice of correction

Please note that in the *Quebec Official Gazette* of August 20th, 1960, at page 3483, the notice of call for tender relative to the school commission of the city of Kénogami is to the amount of $350,500, according to the schedule of amortization.

54813-o

Ville de Baie-Comeau

Comté de Saguenay

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Maurice Carpentier, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, Baie-Comeau, comté de Saguenay, jusqu'à 8.00 heures du soir, mercredi, le 14 septembre 1960, pour l'achat de $1,269,000.00 d'obligations de la ville de Baie-Comeau, comté de Saguenay, datées du 1er octobre 1960 et remboursables par séries du 1er octobre 1961 au 1er octobre 1980 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5½% ni supérieur à 6% par année, payable semi-annuellement les 1er avril et 1er octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlements d'emprunt Nos: — 117, tel que modifié — $121,000.00, travaux d'aqueduc, d'égouts et de protection contre les incendies; 118, tel que modifié — $24,000.00, travaux d'extension au service de l'électricité; 129, tel que modifié — $650,000.00, travaux de pavages, construction d'un incinérateur municipal, construction d'un hôtel de ville, etc.; 130, tel que modifié — $152,000.00, travaux de voirie, d'aqueduc, d'égouts et de protection contre les incendies; 131, tel que modifié — $52,000.00, travaux d'extension au service de l'électricité; et résolution

Town of Beau-Comeau

County of Saguenay

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Maurice Carpentier, secretary-treasurer, Town Hall, Baie-Comeau, Saguenay county, until 8.00 o'clock p.m. on Wednesday, September 14, 1960, for the purchase of an issue of $1,269,000.00 of bonds for the town of Baie-Comeau, Saguenay county, dated October 1st, 1960, and redeemable serially from October 1st, 1961 to October 1st, 1980 inclusively, with interest at a rate not less than 5½% nor more than 6% per annum, payable semi-annually on April 1st and October 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan by-laws Nos: — 117, as modified — $121,000.00, work on aqueduct, sewers and fire protection; 118, as modified — $24,000.00, extension work on electricity service; 129, as modified — $650,000.00, pavements, construction of a municipal incinerator, construction of a town hall, etc.; 130, as modified — $152,000.00, roadwork, aqueduct, sewers and fire protection; 131, as modified — $52,000.00, work on the extension of electricity service; and resolution of January 7, 1960, as modified — $270,000.00, municipal works to remedy unemployment (roads, sewers,

du 7 janvier 1960, telle que modifiée — $270,000.00, travaux municipaux pour remédier au chômage (voirie, égouts, drainage, aqueduc).

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er octobre 1960.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement—$1,269,000.00—20 ans

Année	*Capital*
1er octobre 1961	$ 34,000.00
1er octobre 1962	36,000.00
1er octobre 1963	38,000.00
1er octobre 1964	40,000.00
1er octobre 1965	42,000.00
1er octobre 1966	44,000.00
1er octobre 1967	48,000.00
1er octobre 1968	50,000.00
1er octobre 1969	53,000.00
1er octobre 1970	57,000.00
1er octobre 1971	59,000.00
1er octobre 1972	63,000.00
1er octobre 1973	66,000.00
1er octobre 1974	70,000.00
1er octobre 1975	75,000.00
1er octobre 1976	79,000.00
1er octobre 1977	83,000.00
1er octobre 1978	88,000.00
1er octobre 1979	93,000.00
1er octobre 1980	151,000.00

De plus, des soumissions pourront être envoyées et seront considérées pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Baie-Comeau, comté de Saguenay.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales de deux banques à charte dans la province de Québec, ainsi qu'au bureau principal desdites banques à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation avant le 1er octobre 1967 inclusivement si elles sont émises à courte échéance dix ans, avant le 1er octobre 1968 inclusivement si elles sont émises à courte échéance quinze ans, ou avant le 1er octobre 1970 inclusivement si elles sont émises à courte échéance vingt ans; après ces dates, lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mercredi, le 14 septembre 1960, à 8.00 heures du soir, dans la salle de l'école Querbes, Baie-Comeau, comté de Saguenay.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Baie-Comeau, (Comté de Saguenay), ce 18 août 1960.

Le Secrétaire-trésorier,
MAURICE CARPENTIER.

Adresse postale: Hôtel de Ville, C.P. 610,
Baie-Comeau, (Saguenay), P.Q.,
Téléphone: LU-4-3940. 54839-o

drainage, aqueduct).

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from October 1st, 1960.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $1,269,000.00 — 20 years

Year	*Capital*
October 1st, 1961	$ 34,000.00
October 1st, 1962	36,000.00
October 1st, 1963	38,000.00
October 1st, 1964	40,000.00
October 1st, 1965	42,000.00
October 1st, 1966	44,000.00
October 1st, 1967	48,000.00
October 1st, 1968	50,000.00
October 1st, 1969	53,000.00
October 1st, 1970	57,000.00
October 1st, 1971	59,000.00
October 1st, 1972	63,000.00
October 1st, 1973	66,000.00
October 1st, 1974	70,000.00
October 1st, 1975	75,000.00
October 1st, 1976	79,000.00
October 1st, 1977	83,000.00
October 1st, 1978	88,000.00
October 1st, 1979	93,000.00
October 1st, 1980	151,000.00

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Baie-Comeau, Saguenay county.

Capital and interest are payable at all branches of two charter banks in the Province of Quebec, as well as at the head office of said banks at Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation prior to October 1st, 1967 inclusively, if issued as ten-year short-term bonds, prior to October 1st, 1968 inclusively, if issued as fifteen-year short-term bonds, and prior to October 1st, 1970 inclusively, if issued for a twenty-year term, after which dates the bonds are, under the authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Wednesday, September 14, 1960, at 8.00 o'clock p.m., in Querbes school hall, Baie-Comeau, Saguenay county.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Baie-Comeau, (County of Saguenay), August 18, 1960.

MAURICE CARPENTIER,
Secretary-Treasurer.

Postal address: Town Hall, P.O.B. 610,
Baie-Comeau, (Saguenay), P.Q.,
Telephone: LU-4-3940. 54839

Ville de Château d'eau
Comté de Québec

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Marc Gaudreau, secrétaire-trésorier, jusqu'à 7.30 heures du soir à 214 Boulevard Valcartier, Château d'Eau (Québec), ou jusqu'à 8.00 heures du soir, Hôtel de Ville, rue du Golf, Château d'Eau, (Québec), lundi, le 12 septembre 1960 pour l'achat de $63,000.00 d'obligations de la ville de Château d'Eau, comté de Québec, datées du 1er septembre 1960 et remboursables par séries du 1er septembre 1961 au 1er septembre 1975 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5½% ni supérieur à 6% par année, payable semi-annuellement les 1er mars et 1er septembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlements d'emprunt Nos 39: $55,000.00 — tel que modifié, travaux d'aqueduc et d'égouts; et 45: $8,000.00 — tel que modifié, travaux d'aqueduc et d'égouts.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er octobre 1960.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $63,000.00 — 15 ans

Année	*Capital*
1er septembre 1961	$3,500.00
1er septembre 1962	3,500.00
1er septembre 1963	3,500.00
1er septembre 1964	3,500.00
1er septembre 1965	3,500.00
1er septembre 1966	4,500.00
1er septembre 1967	4,500.00
1er septembre 1968	4,500.00
1er septembre 1969	4,500.00
1er septembre 1970	4,500.00
1er septembre 1971	4,500.00
1er septembre 1972	4,500.00
1er septembre 1973	4,500.00
1er septembre 1974	4,500.00
1er septembre 1975	5,000.00

De plus, des soumissions pourront être envoyées et seront considérées pour des obligations à courte échéance dix ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des deux termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'ajudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Loretteville, comté de Québec.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation avant le 1er septembre 1967 inclusivement si elles sont émises à courte échéandix ans, ou avant le 1er septembre 1968 inclusivement si elles sont émises pour le terme de quinze ans; après ces dates, lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comgrend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Town of Château d'Eau
County of Quebec

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Marc Goudreau, secretary-treasurer, until 7.30 o'clock in the evening at 214 Valcartier Boulevard, Château d'Eau (Quebec), or until 8.00 o'clock p.m., Town Hall, Golf Street, Château d'Eau, (Quebec), Monday, September 12, 1960, for the purchase of an issue of $63,000.00 of bonds for the town of Château d'Eau, county of Quebec, dated September 1st, 1960, and redeemable serially from September 1st, 1961 to September 1st, 1975 inclusively, with interest at a rate not less than 5½% nor more than 6% per annum payable semi-annually on March 1st and September 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan by-laws Nos 39: $55,000.00 — as amended, work on aqueduct and sewers; and 45: $8,000.00 — as amended, work on aqueduct and sewers.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from October 1st, 1960.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $63,000.00 — 15 years

Year	*Capital*
September 1st, 1961	$3,500.00
September 1st, 1962	3,500.00
September 1st, 1963	3,500.00
September 1st, 1964	3,500.00
September 1st, 1965	3,500.00
September 1st, 1966	4,500.00
September 1st, 1967	4,500.00
September 1st, 1968	4,500.00
September 1st, 1969	4,500.00
September 1st, 1970	4,500.00
September 1st, 1971	4,500.00
September 1st, 1972	4,500.00
September 1st, 1973	4,500.00
September 1st, 1974	4,500.00
September 1st, 1975	5,000.00

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Loretteville, county of Quebec.

Capital and interest are payable at all the branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation prior to September 1st, 1967 inclusively, if issued as ten-year short-term bonds, prior to September 1st, 1968 inclusively, if issued as fifteen-year short-term bonds, after which dates the bonds are, under the authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 12 septembre 1960, à 8 heures du soir, en l'Hôtel de Ville, rue du Golf, Château d'Eau, comté de Québec.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Château d'Eau, (Comté de Québec), ce 18 août 1960.

Le Secrétaire-trésorier,
MARC GAUDREAU.

Adresse postale: 214 Boulevard Valcartier,
Château d'Eau, (Québec), P.Q.
Téléphone: VI 2-4118. 54840-o

Ville de Dorion
Comté de Vaudreuil-Soulanges

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné André Chartrand, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, 130, rue St-Charles, Dorion, comté de Vaudreuil-Soulanges, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, lundi, le 12 septembre 1960, pour l'achat de $78,500.00 d'obligations de la ville de Dorion, comté de Vaudreuil-Soulanges, P.Q. datées du 1er octobre 1960 et remboursables par séries du 1er octobre 1961 au 1er octobre 1980 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5½% ni supérieur à 6% par année, payable semi-annuellement, les 1er avril et 1er octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlements Nos: 283 — $30,800.00 — aqueduc et égouts; 285 — $17,200.00 — aqueduc, égouts et drainage; 296 — $21,000.00 — égouts, trottoirs et pavage; et 297 — $9,700.00 — égouts, trottoirs et pavage.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er octore 1960.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $78,500.00 — 20 ans

Année	*Capital*
1er octobre 1961	$2,000.00
1er octobre 1962	2,500.00
1er octobre 1963	2,500.00
1er octobre 1964	2,500.00
1er octobre 1965	2,500.00
1er octobre 1966	3,500.00
1er octobre 1967	4,000.00
1er octobre 1968	4,000.00
1er octobre 1969	4,000.00
1er octobre 1970	4,000.00
1er octobre 1971	4,000.00
1er octobre 1972	4,000.00
1er octobre 1973	4,500.00
1er octobre 1974	4,500.00
1er octobre 1975	4,500.00
1er octobre 1976	4,500.00
1er octobre 1977	4,500.00
1er octobre 1978	5,000.00
1er octobre 1979	5,000.00
1er octobre 1980	6,500.00

De plus, des soumissions pourront être envoyées et seront considérées pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Dorion.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales, dans la province de Québec, ainsi

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Monday, September 12, 1960, at 8.00 o'clock p.m., at the Town Hall, Golf Street, Château d'Eau, county of Quebec.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Château d'Eau, (County of Quebec) August 18, 1960

MARC GAUDREAU,
Secretary-Treasurer.

Postal address: 214 Valcartier Boulevard,
Château d'Eau, (Quebec), P.Q.
Telephone: VI 2-4118. 54840

Town of Dorion
County of Vaudreuil-Soulanges

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned André Chartrand, secretary-treasurer, Town Hall, 130 St-Charles Street, Dorion, county of Vaudreuil-Soulanges, P.Q., until 8.00 o'clock p.m. Monday, September 12, 1960, for the purchase of an issue of $78,500.00 of bonds for the town of Dorion, county of Vaudreuil-Soulanges, P.Q. dated October 1st, 1960, and redeemable serially from October 1st, 1961 to October 1st, 1980 inclusively, with interest at a rate not less than 5½% nor more than 6% per annum payable semi-annually on April 1st and October 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-laws Nos: 283 — $30,800.00 — aqueduct and sewers; 285 — $17,200.00 — aqueduct, sewers and drainage; 296 — $21,000.00 — sewers, side walks, and pavements; and 297 — $9,700.00 — sewers, sidewalks and pavements.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from October 1st, 1960.

The table of redemption is als follows:

Table of redemption — $78,500.00 — 20 years

Year	*Capital*
October 1st, 1961	$2,000.00
October 1st, 1962	2,500.00
October 1st, 1963	2,500.00
October 1st, 1964	2,500.00
October 1st, 1965	2,500.00
October 1st, 1966	3,500.00
October 1st, 1967	4,000.00
October 1st, 1968	4,000.00
October 1st, 1969	4,000.00
October 1st, 1970	4,000.00
October 1st, 1971	4,000.00
October 1st, 1972	4,000.00
October 1st, 1973	4,500.00
October 1st, 1974	4,500.00
October 1st, 1975	4,500.00
October 1st, 1976	4,500.00
October 1st, 1977	4,500.00
October 1st, 1978	5,000.00
October 1st, 1979	5,000.00
October 1st, 1980	6,500.00

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Dorion.

Capital and interest are payable at all the branches in the Province of Quebec, as well as

qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto, de la banque dont le nom est mentionné dans la prodédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation avant le 1er octobre 1967 inclusivement, si elles sont émises à courte échéance dix ans, avant le 1er octobre 1968 inclusivement, si elles sont émises à courte échéance quinze ans, ou avant le 1er octobre 1970 inclusivement, si elles sont émises pour le terme de vingt ans; après ces dates, lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts Refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 12 septembre 1960, à 8.00 heures du soir, en l'Hôtel de Ville, 130, rue St-Charles, à Dorion.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Dorion, (Comté de Vaudreuil-Soulanges) ce 18 août 1960.

Le secrétaire-trésorier,
ANDRÉ CHARTRAND,

Adresse postale: C.P. 190, Hôtel de Ville, 130, rue St-Charles, Dorion, (Vaudreuil-Soualnges), P.Q.

Téléphone: BEL. 4-2971 54841-o

Ville de Ste-Agathe-des-Monts
Comté de Terrebonne

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » sreont reçues par le soussigné Georges Vanier, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, Ste-Agathe-des-Monts, comté de Terrebonne, jusqu'à 8 heures du soir, mardi, le 13 septembre 1960, pour l'achat de $50,000.00 d'obligations de la ville de Ste-Agathe-des-Monts, comté de Terrebonne, datées du 1er septembre 1960 et remboursables par séries du 1er septembre 1961 au 1er septembre 1980 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5½% ni supérieur à 6% par année, payable semi-annuellement les 1er mars et 1er septembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement d'emprunt N° 328 — travaux de pavage.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er octobre 1960.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $50,000.00 — 20 ans

Année	*Capital*
1er septembre 1961	$1,500.00
1er septembre 1962	1,500.00
1er septembre 1963	1,500.00
1er septembre 1964	1,500.00
1er septembre 1965	1,500.00
1er septembre 1966	2,000.00
1er septembre 1967	2,000.00
1er septembre 1968	2,000.00
1er septembre 1969	2,000.00
1er septembre 1970	2,500.00
1er septembre 1971	2,500.00
1er septembre 1972	2,500.00

at the head office of the said bank at Toronto, of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation prior to October 1st, 1967 inclusively, if issued as ten-year short-term bonds, prior to October 1st, 1968 inclusively, if issued as fifteen-year short-term bonds, and prior to October 1st, 1970, inclusively, if issued for a twenty-year term, after which dates the bonds are, under the authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council, to be held on Monday, September 12, 1960, at 8.00 o'clock p.m., at the Town Hall, 130 St-Charles Street, at Dorion.

The council does not bind to accept the highest or any of the tenders.

Dorion, (County of Vaudreuil-Soulanges) August 18, 1960.

ANDRÉ CHARTRAND,
Secretary-Treasurer.

Postal Adress: P.O. 190, City Hall, 130 St-Charles Street, Dorion, (Vaudreuil-Soulanges), P.Q.

Telephone: BEL. 4-2971 54841

Town of Ste-Agathe-des-Monts
County of Terrebonne

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undresigned Georges Vanier, secretary-treasurer, Town Hall, Ste-Agathe-des-Monts, county of Terrebonne, until 8.00 o'clock p.m. on Tuesday, September 13, 1960, for the purchase of an issue of $50,000.00 of bonds for the town of Ste-Atathe-des-Monts, county of Terrebonne, dated September 1st, 1960, and redeemable serially from September 1st, 1961 to September 1st, 1980 inclusively, with interest at a rate not less than 5½% nor more than 6% per annum payable semi-annually on March 1st and September 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan by-law No. 328 — paving.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from October 1st, 1960.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $50,000.00 — 20 years

Year	*Capital*
September 1st, 1961	$1,500.00
September 1st, 1962	1,500.00
September 1st, 1963	1,500.00
September 1st, 1964	1,500.00
September 1st, 1965	1,500.00
September 1st, 1966	2,000.00
September 1st, 1967	2,000.00
September 1st, 1968	2,000.00
September 1st, 1969	2,000.00
September 1st, 1970	2,500.00
September 1st, 1971	2,500.00
September 1st, 1972	2,500.00

1er septembre 1973	2,500.00
1er septembre 1974	3,000.00
1er septembre 1975	3,000.00
1er septembre 1976	3,500.00
1er septembre 1977	3,500.00
1er septembre 1978	3,500.00
1er septembre 1979	4,000.00
1er septembre 1980	4,000.00

De plus, des soumissions pourront être envoyées et seront considérées pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Ste-Agathe-des-Monts, comté de Terrebonne.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation avant le 1er septembre 1967 inclusivement si elles sont émises à courte échéance dix ans, avant le 1er septembre 1968 inclusivement si elles sont émises à courte échéance quinze ans, ou avant le 1er septembre 1970 inclusivement si elles sont émises pour le terme de vingt ans; après ces dates, lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts scourus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mardi, le 13 septembre 1960, à 8.00 heures du soir, en l'Hôtel de Ville, Ste-Agathe-des-Monts, comté de Terrebonne.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Ste-Agathe-des-Monts, (Comté de Terrebonne), ce 22 août 1960.

Le Secrétaire-trésorier,
GEORGES VANIER.

Hôtel de Ville,
Ste-Agathe-des-Monts, (Terrebonne), P.Q.
Téléphone: 207. 54842-o

Village de Weedon-Centre
Comté de Wolfe

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Louis Paradis, secrétaire-trésorier, Weedon, comté de Wolfe, jusqu'à 8.00 heures du soir, jeudi, le 15 septembre 1960, pour l'achat de $33,000.00 d'obligations du village de Weedon-Centre, comté de Wolfe, datées du 1er septembre 1960 et remboursables par séries du 1er septembre 1961 au 1er septembre 1970 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5½% ni supérieur à 6% par année, payable semi-annuellement les 1er mars et 1er septembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement d'emprunt N° 143 — travaux d'égouts et de protection contre les incendies.

September 1st, 1973	2,500.00
September 1st, 1974	3,000.00
September 1st, 1975	3,000.00
September 1st, 1976	3,500.00
September 1st, 1977	3,500.00
September 1st, 1978	3,500.00
September 1st, 1979	4,000.00
September 1st, 1980	4,000.00

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Ste-Agathe-des-Monts, county of Terrebonne.

Capital and interest are payable at all branches in the province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure, as well as at the head office of said bank at Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation prior to September 1st, 1967 inclusively, if issued as ten year short-term bonds, prior to September 1st, 1968 inclusively, if issued as fifteen-year short-term bonds, and prior to September 1st, 1970 inclusively, if issued for a twenty-year term, after which dates the bonds are, under the authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Tuesday, September 13, 1960, at 8.00 o'clock p.m., in the Town Hall, Ste-Agathe-des-Monts, county of Terrebonne.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Ste-Agathe-des-Monts (County of Terrebonne), August 22, 1960.

GEORGES VANIER,
Secretary-Treasurer.

Town Hall,
Ste-Agathe-des-Monts, (Terrebonne), P.Q.
Telephone: 207 54842

Village of Weedon-Centre
County of Wolfe

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Louis Paradis, secretary-treasurer, Weedon, county of Wolfe, until 8.00 o'clock p.m. Thursday, September 15, 1960, for the purchase of an issue of $33,000.00 of bonds for Weedon-Center, county of Wolfe, dated September 1st, 1960, and redeemable serially from September 1st, 1961 to September 1st, 1970 inclusively, with interest at a rate not less than 5½% nor more than 6% per annum, payable semi-annually on March 1st and September 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from October 1st, 1960

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er octobre 1960.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $33,000.00 — 10 ans

Année	*Capital*
1er septembre 1961	$2,500.00
1er septembre 1962	2,500.00
1er septembre 1963	3,000.00
1er septembre 1964	3,000.00
1er septembre 1965	3,000.00
1er septembre 1966	3,500.00
1er septembre 1967	3,500.00
1er septembre 1968	4,000.00
1er septembre 1969	4,000.00
1er septembre 1970	4,000.00

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Weedon, comté de Wolfe.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation avant le 1er septembre 1967 inclusivement; après cette date, lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue jeudi, le 15 septembre 1960, à 8.00 heures du soir, en la salle municipale, Weedon, comté de Wolfe.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Weedon, (Comté de Wolfe), ce 22 août 1960.

Le Secrétaire-trésorier,
LOUIS PARADIS.

Weedon, (Wolfe), P.Q.
Téléphone: 5.

54843-o

Loan by-law No. 143 — work on sewers and fire protection.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $33,000.00 — 10 years

Year	*Capital*
September 1st, 1961	$2,500.00
September 1st, 1962	2,500.00
September 1st, 1963	3,000.00
September 1st, 1964	3,000.00
September 1st, 1965	3,000.00
September 1st, 1966	3,500.00
September 1st, 1967	3,500.00
September 1st, 1968	4,000.00
September 1st, 1969	4,000.00
September 1st, 1970	4,000.00

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Weedon, county of Wolfe.

Capital and interest are payable at all the branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation prior to September 1st, 1967 inclusively, after which date the bonds are, under the authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council, to be held on Thursday, September 15, 1960, at 8.00 o'clock p.m., at the municipal hall, Weedon, county of Wolfe.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Weedon, (County of Wolfe), August 22, 1960.

LOUIS PARADIS,
Secretary-Treasurer.

Weedon, (Wolfe), P.Q.
Telephone: 5.

54843

Les commissaires d'écoles pour la municipalité de Vaudreuil

Comté de Vaudreuil-Soulanges

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Ubald Larivée, N.P., secrétaire-trésorier, Vaudreuil, comté de Vaudreuil-Soulanges, jusqu'à 8.30 heures du soir, mardi, le 13 septembre 1960, pour l'achat de $210,000.00 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de Vaudreuil, comté de Vaudreuil-Soulanges, datées du 1er août 1960 et remboursables par séries du 1er août 1961 au 1er août 1980 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5% ni supérieur à 6% par année, payable semi-annuellement les 1er février et 1er août de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution d'emprunt en date du 24 juin 1960, telle que modifiée — construction d'une école élémentaire mixte et dépenses incidentes.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er octobre 1960.

The school commissioners for the municipality of Vaudreuil

County of Vaudreuil-Soulanges

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Ubald Larivée, N.P., secretary-treasurer, Vaudreuil, county of Vaudreuil-Soulanges, until 8.30 o'clock p.m. on Tuesday, September 13, 1960, for the purchase of an issue of $210,000.00 of bonds for the school commissioners for the municipality of Vaudreuil, county of Vaudreuil-Soulanges, dated August 1st, 1960, and redeemable serially from August 1st, 1961 to August 1st, 1980 inclusively, with interest at a rate not less than 5% nor more than 6% per annum, payable semi-annually on February 1st and August 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan resolution dated June 24, 1960, as modified — construction of a mixed elementary school and incidental expenses.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from October 1st, 1960.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $210,000.00 — 20 ans

Année		*Capital*
1er août 1961	x	$27,000.00
1er août 1962	x	29,000.00
1er août 1963	x	30,500.00
1er août 1964	x	32,500.00
1er oaût 1965		3,500.00
1er août 1966		4,000.00
1er août 1967		4,000.00
1er août 1968		4,000.00
1er août 1969		4,500.00
1er août 1970		4,500.00
1er août 1971		5,000.00
1er août 1972		5,500.00
1er août 1973		5,500.00
1er août 1974		6,000.00
1er août 1975		6,500.00
1er août 1976		7,000.00
1er août 1977		7,000.00
1er août 1978		7,500.00
1er août 1979		8,000.00
1er août 1980		8,500.00

Les « x » indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de $122,960.00, accordé par le Secrétaire de la province et payable en quatre versements de $30,740.00 chacun, de 1961 à 1964 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

De plus, des soumissions pourront être envoyées et seront considérées pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Dorion-Vaudreuil, comté de Vaudreuil-Soulanges.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation avant le 1er août 1967 inclusivement si elles sont émises à courte échéance dix ans, avant le 1er août 1968 inclusivement si elles sont émises à courte échéance quinze ans, ou avant le 1er août 1970 inclusivement si elles sont émises pour le terme de vingt ans; après ces dates, lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêt courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue mardi, le 13 septembre 1960, à 8.30 heures du soir, en la salle de l'école St-Michel, Vaudreuil, comté de Vaudreuil-Soulanges.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Vaudreuil, (Comté de Vaudreuil-Soulanges), ce 22 août 1960.

Le Secrétaire-trésorier,
UBALD LARIVÉE, N.P.
Vaudreuil, (Vaudreuil-Soulanges), P.Q.,
Téléphone: BElmont 4-3508. 54844-o

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $210,000.00 — 20 years

Year		*Capital*
August 1st, 1961	x	$27,000.00
August 1st, 1962	x	29,000.00
August 1st, 1963	x	30,500.00
August 1st, 1964	x	32,500.00
August 1st, 1965		3,500.00
August 1st, 1966		4,000.00
August 1st, 1967		4,000.00
August 1st, 1968		4,000.00
August 1st, 1969		4,500.00
August 1st, 1970		4,500.00
August 1st, 1971		5,000.00
August 1st, 1972		5,500.00
August 1st, 1973		5,500.00
August 1st, 1974		6,000.00
August 1st, 1975		6,500.00
August 1st, 1976		7,000.00
August 1st, 1977		7,000.00
August 1st, 1978		7,500.00
August 1st, 1979		8,000.00
August 1st, 1980		8,500.00

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of $122,960.00 granted by the Provincial Secretary and payable in four instalments of $30,740.00 each, from 1961 to 1964 inclusively, will be received and applied to the service of the said loan.

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Dorion-Vaudreuil, county of Vaudreuil-Soulanges.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation prior to August 1st, 1967 inclusively, if issued as ten-year short-term bonds, prior to August 1st, 1968 inclusively, if issued as fifteen-year short-term bonds, and prior to August 1st, 1970 inclusively, if issued for a twenty-year term, after which dates the bonds are, under the authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the school commissioners to be held on Tuesday, September 13, 1960, at 8.30 o'clock p.m., in St. Michael's school auditorium, Vaudreuil, county of Vaudreuil-Soulanges.

The school commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Vaudreuil, (County of Vaudreuil-Soulanges), August 22, 1960.

UBALD LARIVÉE, N.P.,
Secretary-Treasurer.
Vaudreuil, (Vaudreuil-Soulanges), P.Q.,
Telephone: BElmont 4-3508. 54844

Paroisse de St-David-de-l'Aube-Rivière
Comté de Lévis

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné R. Bélanger, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, St-David-de-l'Aube-Rivière, comté de Lévis, jusqu'à 8.30 heures du soir, lundi, le 12 septembre 1960, pour l'achat de $30,000.00 d'obligations de la paroisse de St-David-de-l'Aube-Rivière, comté de Lévis, datées du 1er septembre 1960 et remboursables par séries du 1er septembre 1961 au 1er septembre 1980 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5½% ni supérieur à 6% par année, paybale semi-annuellement les 1er mars et 1er septembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement d'emprunt N° 98, tel que modifié — travaux d'aqueduc.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er octobre 1960.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $30,000.00 — 20 ans

Année	*Capital*
1er septembre 1961	$ 500.00
1er septembre 1962	500.00
1er septembre 1963	500.00
1er septembre 1964	500.00
1er septembre 1965	500.00
1er septembre 1966	500.00
1er septembre 1967	500.00
1er septembre 1968	500.00
1er septembre 1969	500.00
1er septembre 1970	500.00
1er septembre 1971	500.00
1er septembre 1972	500.00
1er septembre 1973	1,000.00
1er septembre 1974	1,000.00
1er septembre 1975	1,000.00
1er septembre 1976	1,000.00
1er septembre 1977	1,000.00
1er septembre 1978	1,000.00
1er septembre 1979	1,000.00
1er septembre 1980	17,000.00

De plus, des soumissions pourront être envoyées et seront considérées pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à St-Romuald, comté de Lévis.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation avant le 1er septembre 1967 inclusivement si elles sont émises à courte échéance dix ans, avant le 1er septembre 1968 inclusivement si elles sont émises à courte échéance quinze ans, ou avant le 1er septembre 1970 inclusivement si elles sont émises à courte échéance 20 ans; après ces dates, lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de

Parish of St-David-de-l'Aube-Rivière
County of Lévis

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned R. Bélanger, secretary-treasurer, City Hall, St-David-de-l'Aube-Rivière, county of Lévis, until 8.30 o'clock p.m. Monday, September 12, 1960, for the purchase of an issue of $30,000.00 of bonds for the prrish of Ste-David-de-l'Aube-Rivière, county of Lévis, dated September 1st, 1960, and redeemable serially from September 1st, 1961 to September 1st, 1980 inclusively, with interest at a rate not less than 5½% nor more than 6% per annum payable semi-annually on March 1st and September 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan by-law No. 98, as amended — work on aqueduct.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from October 1st, 1960.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $30,000.00 — 20 years

Year	*Capital*
September 1st, 1961	$ 500.00
September 1st, 1962	500.00
September 1st, 1963	500.00
September 1st, 1964	500.00
September 1st, 1965	500.00
September 1st, 1966	500.00
September 1st, 1967	500.00
September 1st, 1968	500.00
September 1st, 1969	500.00
September 1st, 1970	500.00
September 1st, 1971	500.00
September 1st, 1972	500.00
September 1st, 1973	1,000.00
September 1st, 1974	1,000.00
September 1st, 1975	1,000.00
September 1st, 1976	1,000.00
September 1st, 1977	1,000.00
September 1st, 1978	1,000.00
September 1st, 1979	1,000.00
September 1st, 1980	17,000.00

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at St-Romuald, county of Lévis.

Capital and interest are payable at all the branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation prior to September 1st, 1967, inclusively, if issued as ten-year short-term bonds, prior to September 1st, 1968 inclusively, if issued as fifteen-year short-term bonds, and prior to September 1st, 1970, inclusively, if issued for a twenty-year term, after which dates the bonds are, under the authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the

l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 12 septembre 1960, à 8.30 heures du soir, en l'Hôtel de Ville, St-David-de-l'Aube-Rivière, comté de Lévis.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

St-David-de-L'Aube-Rivière, (Comté de Lévis) ce 22 août 1960.

Le Secrétaire-trésorier,
R. BÉLANGER.

Hôtel de Ville,
St-David-de-L'Aube-Rivière, P.Q.
Téléphone: TE 7-9284. 54845-o

present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council, to be held on Monday, September 12, 1960, at 8.30 o'clock p.m., at the Town Hall, St-David-de-L'Aube-Rivière, county of Lévis.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

St-David-de-l'Aube-Rivière, (County of Lévis,) August 22, 1960.

R. BÉLANGER,
Secretary-Treasurer.

Town Hall,
St-David-de-l'Aube-Rivière, P.Q.
Telephone: TE 7-9284 54845

Les commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Bromptonville
Comté de Richmond

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Aimé Benoit, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, 133 rue Laval, Bromptonville, comté de Richmond, jusqu'à 8.00 heures du soir, mercredi, le 14 septembre 1960, pour l'achat de $33,000.00 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Bromptonville, comté de Richmond, datées du 1er octobre 1960 et remboursables par séries du 1er octobre 1961 au 1er octobre 1980 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5½% ni supérieur à 6% par année, payable semi-annuellement les 1er avril et 1er octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution d'emprunt en date du 16 mai 1960, telle que modifiée — réparations et améliorations aux écoles Marie Immaculée et Sacré-Coeur, remboursement d'emprunt temporaire, etc.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er octobre 1960.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $33,000.00 — 20 ans

Année	*Capital*
1er octobre 1961	$1,000.00
1er octobre 1962	1,000.00
1er octobre 1963	1,000.00
1er octobre 1964	1,000.00
1er octobre 1965	1,000.00
1er octobre 1966	1,000.00
1er octobre 1967	1,500.00
1er octobre 1968	1,500.00
1er octobre 1969	1,500.00
1er octobre 1970	1,500.00
1er octobre 1971	1,500.00
1er octobre 1972	1,500.00
1er octobre 1973	2,000.00
1er octobre 1974	2,000.00
1er octobre 1975	2,000.00
1er octobre 1976	2,000.00
1er octobre 1977	2,500.00
1er octobre 1978	2,500.00
1er octobre 1979	2,500.00
1er octobre 1980	2,500.00

De plus, des soumissions pourront être envoyées et seront considérées pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

The school commissioners for the municipality of the town of Bromptonville
County of Richmond

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Aimé Benoit, secretary-treasurer, Town Hall, 133 Laval Street, Bromptonville, county of Richmond, until 8.00 o'clock p.m. Wednesday, September 14, 1960, for the purchase of an issue of $33,000.00 of bonds for the school commissioners for the municipality of the town of Bromptonville, county of Richmond, dated October 1st, 1960, and redeemable serially from October 1st, 1961 to October 1st, 1980 inclusively, with interest at a rate not less than 5½% nor more than 6% per annum, payable semi-annually on April 1st and October 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan resolution dated May 16, 1960, as amended — repairs and improvements to the Marie Immaculée and Sacred-Heart Schools, reimbursement of temporary loan, etc.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from October 1st, 1960.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $33,000.00 — 20 years

Year	*Capital*
October 1st, 1961	$1,000.00
October 1st, 1962	1,000.00
October 1st, 1963	1,000.00
October 1st, 1964	1,000.00
October 1st, 1965	1,000.00
October 1st, 1966	1,000.00
October 1st, 1967	1,500.00
October 1st, 1968	1,500.00
October 1st, 1969	1,500.00
October 1st, 1970	1,500.00
October 1st, 1971	1,500.00
October 1st, 1972	1,500.00
October 1st, 1973	2,000.00
October 1st, 1974	2,000.00
October 1st, 1975	2,000.00
October 1st, 1976	2,000.00
October 1st, 1977	2,500.00
October 1st, 1978	2,500.00
October 1st, 1979	2,500.00
October 1st, 1980	2,500.00

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Sherbrooke.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation avant le 1er octobre 1967 inclusivement si elles sont émises à courte échéance dix ans, avant le 1er octobre 1968 inclusivement si elles sont émises à courte échéance quinze ans, ou avant le 1er octobre 1970 inclusivement si elles sont émises pour le terme de vingt ans; après ces dates, lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue mercredi, le 14 septembre 1960, à 8.00 heures du soir, en l'Hôtel de Ville, 133 rue Laval, Bromptonville, comté de Richmond.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Bromptonville, (Comté de Richmond), ce 23 août 1960.

Le Secrétaire-trésorier,
AIMÉ BENOIT.

Hôtel de Ville, 133 rue Laval,
Bromptonville, (Richmond), P.Q.
Téléphone: VI-6-2788. 54867-o

Les commissaires d'écoles pour la municipalité de Ste-Dorothée N° 1
Comté de Laval

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par la soussignée, Madame C. Boudreau, secrétaire-trésorière, 830 Bord de l'Eau, Ste-Dorothée, comté de Laval, jusqu'à 8.00 heures du soir, mardi, le 13 septembre 1960, pour l'achat de $166,000.00 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de Ste-Dorothée N° 1, comté de Laval, datées du 1er août 1960 et remboursables par séries du 1er août 1961 au 1er août 1968 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5% ni supérieur à 6% par année, payable semi-annuellement les 1er février et 1er août de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution d'emprunt en date du 27 juin 1960, telle que modifiée — construction d'une école et dépenses incidentes.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er octobre 1960.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $166,000.00 — 20 ans

Année	*Capital*
1er août 1961	x $19,000.00
1er août 1962	x 20,000.00
1er août 1963	x 21,500.00
1er août 1964	x 22,500.00

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Sherbrooke.

Capital and interest are payable at all the branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation prior to October 1st, 1967, inclusively, if issued as ten-year short-term bonds, prior to October 1st, 1968 inclusively, if issued as fifteen-year short-term bonds, and prior to October 1st, 1970 inclusively, if issued for a twenty-year term, after which dates the bonds are, under the authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the school commissioners to be held on Wednesday, September 14, 1960, at 8.00 o'clock p.m., at the Town Hall, 133 Laval Street, Bromptonville, county of Richmond.

The school commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Bromptonville, (County of Richmond), August 23, 1960.

AIMÉ BENOIT,
Secretary-Treasurer.

Town Hall, 133 Laval Street,
Bromptonville, (Richmond), P.Q.
Telephone: VI-6-2788. 54867

The school commissioners for the municipality of Ste-Dorothée No. 1
County of Laval

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned, Mrs. C. Boudreau, secretary-treasurer, 830 Bord de l'Eau, Ste-Dorothée, Laval county, until 8.00 o'clock p.m. on Tuesday, September 13, 1960, for the purchase of an issue of $166,000.00 of bonds for the school commissioners for the municipality of Ste-Dorothée, No. 1, county of Laval, dated August 1st, 1960, and redeemable serially from August 1st, 1961 to August 1st, 1980 inclusively, with interest at a rate not less than 5% nor more than 6% per annum, payable semi-annually on February 1st and August 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan resolution dated June 27, 1960, as modified — construction of a school and incidental expenses.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from October 1st, 1960.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $166,000.00 — 20 years

Year	*Capital*
August 1st, 1961	x $19,000.00
August 1st, 1962	x 20,000.00
August 1st, 1963	x 21,500.00
August 1st, 1964	x 22,500.00

1er août 1965	3,000.00
1er août 1966	3,500.00
1er août 1967	3,500.00
1er août 1968	4,000.00
1er août 1969	4,000.00
1er août 1970	4,500.00
1er août 1971	4,500.00
1er août 1972	5,000.00
1er août 1973	5,000.00
1er août 1974	5,500.00
1er août 1975	6,000.00
1er août 1976	6,000.00
1er août 1977	6,500.00
1er août 1978	7,000.00
1er août 1979	7,500.00
1er août 1980	7,500.00

Les « x » indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de $82,729.50, accordé par le Secrétaire de la province et payable en quatre versements dont le premier de $20,682.39 et les trois autres de $20,682.37 chacun, de 1961 à 1964 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

De plus, des soumissions pourront être envoyées et seront considérées pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Ste-Dorothée, comté de Laval.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation avant le 1er août 1967 inclusivement si elles sont émises à courte échéance dix ans, avant le 1er août 1968 inclusivement si elles sont émises à courte échéance quinze ans, ou avant le 1er août 1970 inclusivement si elles sont émises pour le terme de vingt ans; après ces dates, lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue mardi, le 13 septembre 1960, à 8.00 heures du soir, en l'école Notre-Dame de l'Espérance, Ste-Dorothée, comté de Laval.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Ste-Dorothée, (Comté de Laval), ce 23 août 1960.

La Secrétaire-trésorière,
MADAME C. BOUDREAU.

Adresse postale: 830 Bord de l'Eau,
Ste-Dorothée, (Laval), P.Q.
Téléphone: MU 9-0534. 54869-o

Ville de St-Vincent-de-Paul
Comté de Laval

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Sou-

August 1st, 1965	3,000.00
August 1st, 1966	3,500.00
August 1st, 1967	3,500.00
August 1st, 1968	4,000.00
August 1st, 1969	4,000.00
August 1st, 1970	4,500.00
August 1st, 1971	4,500.00
August 1st, 1972	5,000.00
August 1st, 1973	5,000.00
August 1st, 1974	5,500.00
August 1st, 1975	6,000.00
August 1st, 1976	6,000.00
August 1st, 1977	6,500.00
August 1st, 1978	7,000.00
August 1st, 1979	7,500.00
August 1st, 1980	7,500.00

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of $82,729.50, granted by the Provincial Secretary and payable in four instalments the first of which amounts to $20,682.39 and the other three to $20,682.37 each from 1961 to 1964 inclusively, will be received and applied to the service of the said loan.

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Ste-Dorothée, county of Laval.

Capital and interest are payable at all branches in the province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation prior to August 1st, 1967 inclusively, if issued as ten-year short-term bonds, prior to August 1st, 1968 inclusively, if issued as fifteen-year short-term bonds, and prior to August 1st, 1970 inclusively, if issued for a twenty-year term, after which dates the bonds are, under the authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the school commissioners to be held on Tuesday, September 13, 1960, at 8.00 o'clock p.m., in the Notre-Dame de l'Espérance school, Ste-Dorothée, county of Laval

The school commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Ste-Dorothée, (County of Laval), August 23, 1960.

MRS. C. BOUDREAU,
Secretary-Treasurer.

Postal address: 830 Bord de l'Eau,
Ste-Dorothée, (Laval), P.Q.
Telephone: MU 9-0534. 54869

Town of St-Vincent-de-Paul
County of Laval

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be

missions pour obligations » seront reçues par le soussigné J.-A. Prévost, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, 1111 rue St-Étienne, St-Vincent-de-Paul, comté de Laval, jusqu'à 8.00 heures du soir, lundi, le 12 septembre 1960, pour l'achat de $525,000.00 d'obligations de la ville de St-Vincent-de-Paul, comté de Laval, datées du 1er septembre 1960 et remboursables par séries du 1er septembre 1961 au 1er septembre 1980 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5½% ni supérieur à 6% par année, payable semi-annuellement les 1er mars et 1er septembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlements d'emprunt Nos: — 284 — $70,000.00, travaux d'aqueduc; 290 — $200,000.00, consolidation de déficits; 292 — $20,000.00, travaux d'aqueduc, d'égouts et de pavage, 298 — $90,000.00 travaux d'aqueduc et d'égouts; 299 — $50,000.00, travaux de pavage; 300 — $37,000.00, travaux d'aqueduc et d'égouts; 301 — $38,000.00, travaux de pavage; et 302 — $20,000.00, travaux d'aqueduc et d'égouts.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er octobre 1960.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $525,000.00 — 20 ans

Année	*Capital*
1er septembre 1961	$17,500.00
1er septembre 1962	17,500.00
1er septembre 1963	20,000.00
1er septembre 1964	20,500.00
1er septembre 1965	23,500.00
1er septembre 1966	23,500.00
1er septembre 1967	26,500.00
1er septembre 1968	26,500.00
1er septembre 1969	30,000.00
1er septembre 1970	30,000.00
1er septembre 1971	23,000.00
1er septembre 1972	23,500.00
1er septembre 1973	25,000.00
1er septembre 1974	27,000.00
1er septembre 1975	29,000.00
1er septembre 1976	30,000.00
1er septembre 1977	32,000.00
1er septembre 1978	32,500.00
1er septembre 1979	33,500.00
1er septembre 1980	34,000.00

De plus, des soumissions pourront être envoyées et seront considérées pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à St-Vincent-de-Paul, comté de Laval.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation avant le 1er septembre 1967 inclusivement si elles sont émises à courte échéance dix ans, avant le 1er septembre 1968 inclusivement si elles sont émises à courte échéance quinze ans, ou avant le 1er septembre 1970 inclusivement si elles sont émises pour le terme de vingt ans; après ces dates, lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel

received by the undersigned J.-A. Prévost, secretary-treasurer, Town Hall, 1111 St-Étienne Street, St-Vincent-de-Paul, county of Laval, until 8.00 o'clock p.m., Monday, September 12, 1960, for the purchase of an issue of $525,000.00 of bonds for the town of St-Vincent-de-Paul, county of Laval, dated September 1st, 1960, and redeemable serially from September 1st 1961 to September 1st, 1980 inclusively; with interest at a rate not less than 5½% nor more than 6% per annum, payable semi-annually on March 1st and September 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan by-laws Nos: — 284 — $70,000.00, work on aqueduct; 290 — $200,000.00, consolidation of deficits; 292 — $20,000.00, work on aqueduct, sewers and pavements; 298 — $90,000.00, work on aqueduct and sewers; 299 — $50,000.00, pavement work; 300 — $37,000.00, work on aqueduct and sewers; 301 — $38,000.00, pavement work; and 302 — $20,000.00, work on aqueduct and sewers.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from October 1st, 1960.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $525,000.00 — 20 years

Year	*Capital*
September 1st, 1961	$17,500.00
September 1st, 1962	17,500.00
September 1st, 1963	20,000.00
September 1st, 1964	20,500.00
September 1st, 1965	23,500.00
September 1st, 1966	23,500.00
September 1st, 1967	26,500.00
September 1st, 1968	26,500.00
September 1st, 1969	30,000.00
September 1st, 1970	30,000.00
September 1st, 1971	23,000.00
September 1st, 1972	23,500.00
September 1st, 1973	25,000.00
September 1st, 1974	27,000.00
September 1st, 1975	29,000.00
September 1st, 1976	30,000.00
September 1st, 1977	32,000.00
September 1st, 1978	32,500.00
September 1st, 1979	33,500.00
September 1st, 1980	34,000.00

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at St-Vincent-de-Paul, county of Laval.

Capital and interest are payable at all the branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure as well as at the head office of the said bank at Toronto.

The said bonds will not be redeemably by anticipation priot to September 1st, 1967 inclusively, if issued as ten-year short-term bonds, prior to September 1st, 1968 inclusively, if issued as fifteen-year short-term bonds, and prior to September 1st, 1970 inclusively, if issued for a twenty-year term, after which dates the bonds are, under the authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds

rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 12 septembre 1960, à 8.00 heures du soir, en l'Hôtel de Ville, 1111 rue St-Étienne, St-Vincent-de-Paul, comté de Laval.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

St-Vincent-de-Paul, (Comté de Laval), ce 22 août 1960.

Le Secrétaire-trésorier,
J.-A. PRÉVOST.

Hôtel de Ville, 1111 rue St-Étienne,
St-Vincent-de-Paul, (Laval), P.Q.
Téléphone: NOrmandie 1-7731. 54868-o

to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Monday, September 12, 1960, at 8.00 o'clock p.m., at the Town Hall, 1111 St-Étienne Street, St-Vincent-de-Paul, county of Laval.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

St-Vincent-de-Paul, (County of Laval), August 22, 1960.

J.-A. PRÉVOST,
Secretary-Treasurer.

Town Hall, 1111 St-Étienne Street,
St-Vincent-de-Paul, (Laval), P.Q.
Telephone: NOrmandie 1-7731. 54868

Ventes — Loi de faillite

Aimé, Chapdelaine

Canada, province de Québec, district St-François-Bedford, division N° 4, Cour Supérieure N° 2678, (En matière de faillite). Dans l'affaire de la faillite de: Aimé Chapdelaine, journalier, Chemin Roxton, Granby, Que., cédant autorisé et Philippe-A. Jolin, C.A., Granby, Qué. syndic.

Avis de vente

Avis est par les présentes donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure (en matière de faillite), district de St-François-Bedford, en date du dixième jour du mois d'août 1960, sera vendu en justice aux enchères publiques, à la porte de l'église, dans la paroisse St-Joseph de Granby, district de Bedford, comté de Shefford, pour ladite vente avoir l'effet du décret, le MARDI, VINGT-SEPTIÈME jour du mois de SEPTEMBRE 1960, à DIX heures de l'avant-midi, l'immeuble ci-après désigné:

« Un terrain situé dans le canton de Granby, Qué., connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du canton de Granby, comme étant une partie du lot numéro huit cent soixante-quinze (Pt. No. 875) mesurant cent pieds (100′) de largeur par cent cinquante pieds (150′) de profondeur, mesure anglaise, ladite largeur devant être mesurée à partie d'un point situé sur le côté nord d'un chemin public à quatre cent soixante-deux pieds et sept dixièmes (462.7′) d'un autre chemin public allant vers le nord, et de ce point en allant vers l'est ladite largeur de cent pieds. Borné au nord à partie dudit lot N° 875 appartenant à Michel Diorio et à Aimé Chapdelaine, à l'est à partie dudit lot N° 875, ayant appartenu à Michel Diorio et à Aimé Chapdelaine. »

Cette vente est faite conformément aux articles 716, 717 et 719A du Code de procédure civile et aussi à l'article 55 de la Loi de Faillite. Cette vente équivaut à la vente faite par le shérif.

Pour conditions de vente et autres informations, s'adresser au soussigné.

Le Syndic,
PHILIPPE-A. JOLIN, C.A.

317 rue Racine, Granby, Qué. 54805-34-2-o

Sales — Bankruptcy Act

Aimé, Chapdelaine

Canada, Province of Quebec, district of St-François-Bedford, Division No. 4, Superior Court No. 2678, (In Bankruptcy). In the matter of: Aimé Chapdelaine, labourer, Roxton Road, Granby, Que., bankrupt and Philippe-A. Jolin, C.A., Granby, Que., trustee.

Notice of sale

Notice is hereby given that in virtue of a judgment of the Superior Court (inbankruptcy), district of St. Francis-Bedford, rendered under date of August tenth, 1960, will be sold by public auction, at the door of the parochial church of St. Joseph of Granby, district of Bedford, county of Shefford, for the said sale to have the purpose of the decree, on TUESDAY, SEPTEMBER TWENTY-SEVENTH 1960, at TEN o'clock in the forenoon, the immoveable hereinafter designed:

"A piece of land situated in the township of Granby, Que., known and designated in the official cadastral plan of the township of Granby, as being part of lot No. 875, measuring one hundred feet width by one hundred and fifty feet in depth, English measure, said width starting from a certain point on the north side of a public road at 462.7′ of another public road leading toward the north, and from this point toward the east of the said width of one hundred feet. Bounded at the north by part of said lot No. 875 owned by Michel Diorio and Aimé Chapdelaine, at the east by part of said lot No. 875, previously owned by Michel Diorio and Aimé Chapdelaine."

This sale is made in accordance with articles 716, 717 and 719A of the Code of Civil Procedure and also article 55 of the Bankruptcy Act. This sale is equivalent to a sale by sheriff.

For conditions of sale and other information, please apply to the undersigned.

PHILIPPE-A. JOLIN, C.A.,
Trustee.

317 Racine Street, Granby, Que. 54805-34-2-o

Ludger, Maheu

Canada, province de Québec, district N° 4, St-François-Bedford, Cour Supérieure N° 2595. (En matière de faillite). Dans l'affaire de la faillite de: Ludger Maheu, soudeur et manufacturier, 22 rue Payne, Granby, Qué., failli, et Lucien Montfils, comptable agréé de Granby, Qué, syndic.

Avis de vente

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure (en matière de faillite) district St-François et Bedford, rendu en date du trois août 1960, l'immeuble ci-après désigné sera vendu, à l'enchère publique, à la porte de l'église paroissiale St-Luc de Granby (Ecole St-Marc) MARDI, le TREIZE SEPTEMBRE 1960, à ONZE heures du matin.

« Un immeuble composé de:

1° Un terrain de figure irrégulière faisant partie du lot numéro sept cent quarante et un (P. 741) aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du canton Granby, comté de Shefford, P.Q. décrit comme suit:

Commençant à un point sur le côté nord du chemin public ou route N° 1 (Montréal-Sherbrooke) situé à sept cent vingt-neuf pieds (729′) à l'ouest de la ligne est du lot 741;

De là, vers le nord-est, avec un angle de déviation à droite de quatre-vingt-huit degrés et trente-quatre minutes (88°34′) une distance de cent quatre-vingt-douze pieds (192′) jusqu'à un point appelé point de départ;

De là, vers le sud-est, avec un angle droit, une distance de cent soixante-dix-huit pieds et un dixième de pied (178.1′);

De là, vers le nord, avec un angle de déviation vers la gauche de cent un degrés et vingt-cinq minutes (101°25′) une distance de cent trente pieds (130′) jusqu'à la ligne de division entre les lots 741 et 818;

De là, vers l'ouest, suivant ladite ligne de division, une distance de trois cent quatorze pieds et demi (314.5′);

De là, vers le sud-est, avec un angle de déviation vers la gauche de cent soixante-huit degrés et quarante et une minutes (168°41′) une distance de cent cinquante-neuf pieds et cinq dixièmes de pied (159.5′);

De là, vers le sud-ouest, avec un angle de déviation vers la gauche de quatre-vingt-huit degrés et cinquante-huit minutes (88°58′) une distance de soixante-huit pieds (68′) jusqu'au point de départ.

Borné vers le nord par une partie du lot numéro 818; vers le sud-ouest, le nord-ouest et l'est par d'autres parties du lot numéro 741.

Contenant une superficie de vingt et un mille trois cent trente-six pieds carrés (21,336′). Mesure anglaise.

2° Un terrain de figure irrégulière faisant partie du lot numéro huit cent dix-neuf (P. 819) aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du canton Granby, décrit et borné comme suit:

Commençant au coin sud-est du lot numéro 819;

De là, vers l'ouest, suivant la ligne sud du lot 819, une distance de soixante-quinze pieds et quatre dixièmes de pieds (75.4′);

De là, vers le nord, dans une direction astronomique nord vingt-deux minutes ouest (N.O.°-22′O.) une distance de deux mille trois cent quarante-cinq pieds (2345′) jusqu'à la ligne nord du lot 819; lequel point est situé à une distance

Ludger, Maheu

Canada, Province of Quebec, district No. 4, St. François-Bedford, Superior Court No. 2595, (In Bankruptcy). In the matter of: Ludger Maheu, soldorer and manufacturer, 22 Payne St., Granby, Que., bankrupt and Lucien Montfils, C.A., Granby, Que., trustee.

Notice of sale

Notice is hereby given that in virtue of a judgment of the Superior Court in bankruptcy, district of St. Francois and Bedford, rendered under date of August three 1960, will be sold by public auction, at the door of the parochial church St. Luc of Granby (Ecole St. Marc), on TUESDAY, SEPTEMBER THIRTEENTH, 1960, at ELEVEN o'clock in the forenoon, the immoveables thereinafter designed:

"An immoveable composed of:

1. A lot of land irregular in shape forming a part of lot number seven hundred and forty-one (P. 741) in the official plan and book of reference of the cadaster for Granby township, Shefford County, P.Q., described as follows:

Beginning at a point on the north side of the public road or route No. 1 (Montreal-Sherbrooke) situated seven hundred and twenty-nine feet (729′) west of the east line of lot 741;

Thence, towards the northeast, with an angle of deviation to the right of eighty-eight degrees and thirty-four minutes (88°34′) a distance of one hundred and ninety-two feet (192′) as far as a point called the point of departure;

Thence, towards the southeast, at a right angle, a distance of one hundred and seventy-eight and one-tenth feet (178.1′);

Thence, towards the north, with a deviation angle toward the left of one hundred and one degrees and twenty-five minutes (101°25′) a distance of one hundred and thirty feet (130′) as far as the division line between lots 741 and 818;

Thence, towards the west, following said division line, a distance of three hundred and fourteen and one-half feet (314.5′);

Thence, towards the southeast with an angle of deviation towards the left of one hundred and sixty-eight degrees and forty-one minutes (168° 41′) a distance of one hundred and fifty-nine and five-tenths feet (159.5′);

Thence, towards the southwest with a deviation angle towards the left of eighty-eight degrees and fifty-eight minutes (88°58′) a distance of sixty-eight feet (68′) as far as the point of departure.

Bounded on the north by a part of lot number 818; on the southwest, the northwest and east by other parts of lot number 741.

Having a surface of twenty-one thousand, three hundred and thirty-six square feet (21,336′). English measure.

2. A lot of land irregular in shape forming a part of lot number eight hundred and nineteen (P. 819) in the official plan and book of reference for the cadaster of Granby township, described and bounded as follows:

Beginning in the southeast corner of lot number 819;

Thence, towards the west, following the south line of lot 819, a distance of seventy-five and four-tenths feet (75.4′);

Thence, towards the north, in a north astronomic direction of twenty-two minutes west (N.-W.°-22′O.) a distance of two thousand three hundred and forty-five feet (2345′) as far as the north line of lot 819; which point is situated

de neuf cent soixante et un pieds et demi (961.5') du coin nord-ouest du lot 819;

De là, vers l'est, suivant la ligne nord du lot 819 une distance de vingt-cinq pieds (25') jusqu'au coin nord-est du lot 819;

De là, vers le sud, suivant la ligne de division entre les lots 818 et 819, une distance de deux milles trois cent quarante-sept pieds (2,347'), jusqu'au point de départ.

Borné vers le nord par le lot numéro 820; vers le sud par le lot numéro 818; vers l'ouest par le résidu du lot numéro 819;

Contenant une superficie de cent dix-sept mille sept cent soixante-dix pieds carrés (117,770'). Mesure anglaise.

3° Un autre terrain de figure irrégulière faisant partie du lot numéro huit cent dix-huit (P. 818) aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du canton Granby, décrit et borné comme suit:

Commençant au coin sud-ouest, du lot numéro 818;

De là, vers l'est, suivant la ligne sud du lot 818, une distance de quarante-cinq pieds et huit dixièmes de pied (45.8');

De là, vers le nord, avec un angle de déviation vers la gauche de quatre-vingt-deux degrés et cinquante-trois minutes (82°53') une distance de cinq pieds et trois dixièmes de pied (5.3');

De là, vers le sud-est, avec un angle de déviation vers la droite de quatre-vingt-quatorze degrés et douze minutes (94°12') une distance de vingt-six pieds et demi (26.5') jusqu'à la ligne sud du lot numéro 818;

De là, vers l'est, suivant la ligne sud du lot numéro 818, une distance de trois cent quatorze pieds et demi (314.5');

De là, vers le nord, avec un angle de déviation vers la gauche de quatre-vingt-douze degrés et sept minutes (92°7') une distance de quatre cent quatre-vingt-dix-huit pieds et demi (498.5');

De là, vers l'ouest, avec un angle de déviation vers la gauche de quatre-vingt degrés et trois minutes (80°03') une distance de deux cent neuf pieds et demi (209.5');

De là, vers le nord, une distance de mille huit cent dix-sept pieds (1,817') jusqu'à un point situé dans le prolongement de la ligne de division entre les lots 819 et 820;

De là, vers l'ouest, une distance de cent quatre-vingts pieds (180') jusqu'au coin nord-est du lot 819;

De là, vers le sud, suivant la ligne de division entre les lots 818 et 819, une distance de deux mille trois cent quarante-sept pieds (2,347') jusqu'au point de départ.

Borné vers le nord et l'est par le résidu du lot 818, au sud par le lot 741 et une partie du lot numéro 818, à l'ouest par le lot numéro 819.

Contenant une superficie de treize acres et huit dixièmes d'acres (13.8'A.) Mesure anglaise. »

Cette vente est faite conformément aux articles 716, 717 et 719-A du Code de procédure civile et aussi à l'article 55 de la Loi de Faillite. Cette vente équivaut à la vente faite par le Shérif.

Pour conditions de vente et autres informations, s'adresser au soussigné.

Le Syndic,
LUCIEN MONFILS, C.A.
317, rue Racine, Granby, Qué. 54806-34-2-o

Dame Aurore Ducharme Cantin

Canada, province de Québec, district N° 4, St-François-Bedford, Cour Supérieure, N° 2667. (En matière de faillite). Dans l'affaire de la faillite de: Dame Aurore Ducharme Cantin,

at a distance of nine hundred and sixty-one and one-half feet (961.5') from the northwest corner of lot 819;

Thence, towards the east, following the north line of lot 819 a distance of twenty-five feet (25') as far as the northeast corner of lot 819;

Thence, towards the south, following the division line between lots 818 and 819, a distance of two thousand, three hundred and forty-seven feet (2,347'), as far as the point of departure.

Bounded on the north by lot number 820; on the south by lot number 818; on the west by the remainder of lot number 819;

Having an area of one hundred and seventeen thousand, seven hundred and seventy square feet (117,770'). English measure.

3. Another lot of land irregular in shape forming part of lot number eight hundred and eighteen (P. 818), in the official plan and book of reference for the cadaster of Granby township, described and bounded as follows:

Beginning in the southwest corner of lot number 818;

Thence, towards the east, following the south line of lot 818, a distance of forty-five and eight-tenths feet (45.8');

Thence, towards the north, with a deviation angle towards the left of eighty-two degrees and fifty-three minutes (82°53') a distance of five and three-tenths feet (5.3');

Thence, towards the southeast with a deviation angle towards the right of ninety-four degrees and twelve minutes (94°12') a distance of twenty-six and one-half feet (26.5') as far as the south line of lot number 818;

Thence, towards the east following the south line of lot number 818, a distance of three hundred and fourteen and one-half feet (314.5');

Thence, towards the north, with a deviation angle towards the left of ninety-two degrees and seven minutes (92°7') a distance of four hundred and ninety-eight and one-half feet (498.5');

Thence, towards the west, with a deviation angle towards the left of eighty degrees and three minutes (80°3') a distance of two hundred and nine and one-half feet (209.5');

Thence, towards the north, a distance of one thousand, eight hundred and seventeen feet (1,817') as far as a point situated on the prolongation of the division line between lots 819 and 820;

Thence, towards the west, a distance of one hundred and eighty feet (180') as far as the northeast corner of lot 819;

Thence, towards the south, following the division line between lots 818 and 819, a distance of two thousand, three hundred and forty-seven feet (2,347') to the point of departure.

Bounded on the north and east by the remainder of lot 818, on the south by lot 741 and a part of lot number 818, on the west by lot number 819.

Having an area of thirteen and eight-tenths acres (13.8'A). English measure."

This sale is made in accordance with articles 716, 717 and 719-A of the Code of Civil Procedure and also article 55 of the Bankruptcy Act. This sale is equivalent to a sale by Sheriff.

For conditions of sale and other informations, please apply to the undersigned.

LUCIEN MONFILS, C.A.,
Trustee.
317 Racine St., Granby, Que. 54806-34-2

Dame Aurore Ducharme Cantin

Canada, province of Quebec, district No. 4 St. Francis-Bedford, Superior Court, No. 2667 (In Bankruptcy). In the matter of: Mrs. Aurore Ducharme Cantin, housekeeper, 420 St. Charles

ménagère, 420 St-Charles Sud, Granby, Qué., faillie, et Lucien Montfils, comptable agréé de Granby, Qué. syndic.

Avis de vente

Avis est, par les présentes donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure (en matière de faillite) district St-François & Bedford, rendu en date duquinze août 1960, l'immeuble ci-après désigné sera vendu, à l'enchère publique, à la porte de l'église paroissiale Immaculée-Conception (École Ave Marie) MARDI, le VINGT-SEPT SEPTEMBRE 1960, à ONZE heures du matin.

« Un terrain faisant partie du lot numéro cinq cent trente-neuf (pte 539) aux plan et livre de renvoi officiels du canton de Granby et renfermé dans les bornes suivantes: Commençant au coin sud-ouest d'une rue projetée sur le côté est du chemin conduisant de Granby à Adamsville; de là, vers le sud, une distance de cinquante-cinq pieds (55′); de là, vers l'est, une distance de cent cinq pieds (105′); de là, vers le nord, une distance de cinquante-cinq pieds (55′) jusqu'à ladite rue projetée; de là, au point de départ, une distance de cent cinq pieds (105′). Borné au nord à ladite rue projetée, à l'est à partie du lot numéro 539 appartenant à Dame Winifred Purdy-Sweet ou représentants, au sud à l'immeuble de M. Adélard Forand ou représentants et à l'ouest par le chemin public. Mesure anglaise. Avec une maison susérigée.»

Cette vente est faite conformément aux articles 716, 717 et 719-A du Code de procédure civile et aussi à l'article 55 de la Loi de Faillite. Cette vente équivaut à la vente faite par le Shérif.

Pour conditions de vente et autres informations, s'adresser au soussigné.

Le Syndic,
LUCIEN MONTFILS, C.A.
317, rue Racine, Granby, Qué. 54876-35-2-o

South, Granby, Que. bankrupt, and Lucien Montfils, C.A., Granby, Que. trustee.

Notice of sale

Notice is hereby given that in virtue of a judgment of the Superior Court in bankruptcy, district of St. Francis & Bedford, rendered under date of August fifteen 1960, will be sold by public auction, at the door of the parochial church Immaculée-Conception of Granby (Ecole Ave Maria), on TUESDAY, SEPTEMBER TWENTY-SEVEN, 1960, at ELEVEN o'clock in the forenoon, the immoveables thereinafter designed:

"A lot of land forming part of lot number five hundred and thirty-nine (P. 539) in the official plan and book of reference of Granby township and enclosed within the following boundaries: Beginning in the south-west corner from a projected street on the east side of the road between Granby and Adamsville; thence, towards the south, a distance of fifty-five feet (55′); thence, towards the east, a distance of one hundred and five feet (105′); thence, towards the north, a distance of fifty-five feet (55′); as far as said projected street; thence, to the point of departure, a distance of one hundred and five feet (105′). Bounded on the north by said projected street, on the east by the part of lot number 539 belonging to Dame Winifred Purdy-Sweet or representatives, on the south by the immoveable of Mr. Adélard Forand or representatives and on the west by the public road. English measure. With a house thereon erected."

This sale is made in accordance with articles 716, 717 and 719-A of the Code of Civil Procedure and also article 55 of the Bankruptcy Act. This sale is equivalent to a sale by Sheriff.

For conditions of sale and other informations, please apply to the undersigned.

LUCIEN MONFILS, C.A.,
Trustee.
317 Racine St., Granby Qué. 54876-35-2

Vente pour taxes

Ville de Port-Alfred

Avis public est par les présentes donné par le soussigné, greffier de la susdite municipalité, que les immeubles ci-après décrits seront vendus aux enchères à l'hôtel de ville de Port-Alfred, LUNDI, le DOUZE SEPTEMBRE en l'année mil neuf cent soixante à DIX heures du matin pour les taxes municipales et scolaires, avec les intérêts et frais tel que mentionnés ci-après, à moins que les taxes municipales ainsi que les frais ne soient acquittés avant la date de la vente à l'enchère, à savoir:

Sale for Taxes

Town of Port-Alfred

Public notice is hereby given by the undersigned, town clerk of the above said municipality, that the immoveables hereinafter described shall be sold by public auction at the town hall of the town of Port-Alfred, MONDAY, SEPTEMBER the TWELFTH, in the year one thousand nine hundred and sixty, at TEN o'clock in the forenoon for the municipal and school taxes, with interests and costs as mentioned hereinafter, unless the municipal taxes as well as the costs be paid before the date of the sale for auction, to wit:

Propriétaires / Owners	Numéros du cadastre / Cadastral numbers	Taxes scol. / School taxes	Taxes munic. / Munic. taxes
Pierre-Eugène Bergeron	Pt. 85-13, Pt. 85-14, Pt. 85-17. Pt. 85-19, Pt. 85-20, Pt. 85-21.	$158.10	$308.21
Mme-Mrs. Chs.-Eugène Bérubé	Pt. 98-62	193.53	453.59
Jean-Joseph Bouchard	111-40, 112-6	291.69	541.64
Almas Gagnon	Pt. 94-184	117.44	273.80
Mme-Mrs. J.-Adhémar Lévesque	97-84, 98-48, 479-41	481.44	664.75
Jean-Pierre Lévesque	96-59	282.51	958.21
Succ-est. Mme-Mrs. Jos. Lévesque	97-69, 98-41, 479-34	107.86	843.57
Aurèle Milliard	Pt. 87 (Cad. village de St-Alexis de la Grande-Baie).	146.20	274.81
Marcel Thivierge	93-152	216.00	342.28

Les immeubles susdits sont tous du cadastre, à moins d'indication contraire, de la paroisse de St-Alexis de Grande-Baie, canton Bagot.

The above mentioned immoveables, unless otherwise described, are all in the plan and book of reference of the parish of St-Alexis de Grande-Baie, Bagot township.

Donné à Port-Alfred, ce 12e jour d'août 1960.

Le Greffier,
WILLIE TREMBLAY.

54770-34-2-o

Given at Port-Alfred, this 12th day of August, 1960.

WILLIE TREMBLAY,
Town Clerk.

54770-34-2-o

Ventes par shérifs

AVIS PUBLIC, est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

ARTHABASKA

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District d'Arthabaska

Cour Supérieure, N° 14,723. { LE MAGASIN DES CULTIVATEURS LTÉE, corporation légalement constituée ayant son siège local à Victoriaville, demandeur, *vs* MARCEL LARIVÉE, de Maddington Falls, défendeur.

1° Une terre située en la municipalité de St-Louis de Blandford, étant la demie est du lot numéro cinq de la continuation du onzième rang de Maddington, et maintenant connue et désignée au cadastre officiel du comté d'Arthabaska pour la continuation du onzième rang de Maddington, comme étant le lot numéro cinq-A (N° 5-A) d'une superficie d'environ cent acres, avec toutes les bâtisses dessus construites, entre la terre ci-après décrite à l'ouest et Anatole Côté à l'est.

2° Une terre située en la municipalité de St-Louis de Blandford, contenant d'après arpentage, environ cent sept acres en superficie, étant la demie sud-ouest du lot numéro quatre de la continuation du onzième rang du canton de Maddington, et maintenant connue et désignée au cadastre officiel du comté d'Arthabaska, comme étant le lot numéro quatre-B (4-B) de la continuation du onzième rang du canton de Maddington entre un nommé Pichette à l'ouest et la terre ci-dessus à l'est.

Tel est ainsi que le tout se trouve actuellement avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées audit immeuble, avec toutes les bâtisses dessus construites circonstances et dépendances.

Pour être vendues en bloc à la porte de l'église paroissiale de St-Louis de Blandford, le VINGT-NEUVIÈME jour de SEPTEMBRE 1960 à TROIS heures de l'après-midi. (heure avancée).

Le Shérif,
FÉLIX HOULE.

Bureau du Shérif,
Arthabaska, ce 22 août 1960.

54877-35-2-o

Sheriffs' Sales

PUBLIC NOTICE, is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

ARTHABASKA

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District of Arthabaska

Superior Court, No. 14,723. { LE MAGASIN DES CULTIVATEURS LTÉE, corporation legally incorporated having its head office at Victoriaville, plaintiff, *vs* MARCEL LARIVÉE, of Maddington Falls, defendant.

1. A farm situated in the municipality of St-Louis de Blandford, being the east-half of lot number five of the continuation of the eleventh range of Maddington, and presently known and designated on the official cadaster of the county of Arthabaska for the continuation of the eleventh range of Maddington, as being lot number five-A (No. 5-A) of an area of about one hundred acres, with all the buildings thereon erected, between the farm hereinafter described on the west and Anatole Côté on the east.

2. A farm situated in the municipality of St-Louis de Blandford containing according to the survey, approximately one hundred and seven acres in area, being the southwest-half of lot number four of the continuation of the eleventh range of the township of Maddington, and presently known and designated on the official cadaster of the county of Arthabaska, as being lot number four-B (4-B) of the continuation of the eleventh range of the township of Maddington between one named Pichette on the west, and the farm above on the east.

As the whole is to be found presently with all the servitudes, active and passive, apparent and unapparent, attached to the said immoveable, with all the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold "en bloc" at the door of the parish church of St-Louis de Blandford, on the TWENTY-NINTH day of SEPTEMBER, 1960, at THREE o'clock in the afternoon. (Daylight Saving Time).

FÉLIX HOULE,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Arthabaska, August 22, 1960.

54877-35-2

BEDFORD

Canada — Province de Québec
District de Bedford

Cour Supérieure, N° 9808. { ROSARIO LAJOIE, bourgeois, résidant et domicilié au N° 202 de la rue

BEDFORD

Canada — Province of Quebec
District of Bedford

Superior Court, No. 9808. { ROSARIO LAJOIE, gentleman, residing and domiciled at No. 202 Dufferin

Dufferin, en la cité de Granby, district de Bedford, demandeur; *vs* GÉRARD COUTURE, commerçant, résidant et domicilié au N° civique 29 de la rue Denison, en la cité de Granby, district de Bedford, tant personnellement qu'en ses qualités de tuteur à son frère mineur Yvon Couture, issu du mariage de Joseph-Arthur Couture, et de Marie-Hermina Belval, tous deux décédés, et ANDRÉ COUTURE, journalier, résidant et domicilié au N° 29 de la rue Denison, en la cité de Granby, district de Bedford, défendeurs.

« Un certain terrain sis et situé sur le côté nord-est, de la rue Denison, en la cité de Granby, connu et désigné au plan et livre de renvoi officiels du canton, maintenant cité de Granby, comme étant le lot sept de la subdivision officielle du lot originaire numéro six cent neuf (609-7) avec toutes les bâtisses dessus érigées et notamment une maison à deux (2) étages, à un seul logement portant le numéro civique, 29 rue Denison, Granby. »

Pour être vendu « en bloc » à la porte de l'église paroissiale de Ste-Famille de Granby, dans le comté de Shefford, district de Bedford, le VINGT-HUITIÈME jour de SEPTEMBRE 1960, à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif, *Le Shérif.*
ANTONIN BOURASSA.
Sweetsburg, Qué., 23 août 1960. 54878-35-2-o

street, in the city of Granby, district of Bedford, plaintiff; *vs* GIRARD COUTURE, trader, residing and domiciled at civic No. 29 Denison street, in the city of Granby, district of Bedford, as much personally as in his capacity as tutor to his minor brother Yvon Couture, the issue of the marriage between Joseph-Arthur Couture and Marie-Hermina Belval, both deceased, and ANDRÉ COUTURE, day-labourer, residing and domiciled at No. 29 Denison street, in the city of Granby, district of Bedford, defendants.

"A certain lot of land situated on the north-east side of Denison street, in the city of Granby, known and designated in the official plan and book of reference of the township, now the city of Granby, as being lot number seven of the official subdivision of original lot number six hundred and nine (609-7) with all the buildings thereon erected and notably a two story house (2) with only one lodging bearing civic number 29 Denison street, Granby."

To be sold "en bloc" at the door of the parochial church of Ste-Famille de Granby, in the county of Shefford, district of Bedford, on the TWENTY-EIGHTH day of SEPTEMBER, 1960, at TWO o'clock in the afternoon.

ANTONIN BOURASSA,
Sheriff's Office. *Sheriff.*
Sweetsburg, Que., August 23, 1960. 54878-35-2

KAMOURASKA

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province de Québec
District de Kamouraska

Cour Supérieure, N° 21753. J. B. SAINDON, menuisier, domicilié et résidant à St-Arsène, district de Kamouraska, *vs* LÉO GENDRON, cultivateur, domicilié à St-Modeste, district de Kamouraska.

1° Une terre située en la paroisse de St-Modeste, bornée au nord-est et au sud-ouest à Joseph Bastille, au nord au chemin de fer Témiscouata, au sud à Joseph Gendron ou représentant, avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances; laquelle terre est connue et désignée comme étant le lot numéro vingt-huit-B et partie du lot vingt-huit-A (28-B et ptie 28-A) dans le troisième rang du canton Whitworth, au cadastre de la paroisse de St-Modeste.

2° Un terrain situé au même endroit, borné au nord-est et au sud-est au chemin de Fer Témiscouata, au sud-ouest et au nord-ouest à Jacques Thériault, lequel terrain fait partie du lot numéro vingt-sept (27 ptie) dans le troisième rang du canton Whitworth, au cadastre de la paroisse de St-Modeste.

3° Un terrain ou emplacement mesurant deux arpents et demi de longueur sud-nord, et s'étendant en largeur à partir de la route à l'est jusqu'au terrain dudit Léo Gendron à l'ouest, et borné au sud au chemin de front du quatrième rang, et au nord à la terre de F. F. Soucy Inc., avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances; lequel terrain est une partie du lot de terre numéro vingt-sept (27 ptie) du troisième rang du canton Whitworth, au cadastre officiel pour la paroisse de St-Modeste.

Sauf à distraire

a) Du lot 27, rang III: Un terrain contenant 127 pieds de front, nord-sud, sur 492 pieds de profondeur, mesure anglaise, borné au nord et à l'ouest au sieur Léo Gendron, au sud au chemin

KAMOURASKA

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Kamouraska

Superior Court, No. 21753. J. B. SAINDON, carpenter, domiciled and residing at St-Arsène, district of Kamouraska, *vs* LÉO GENDRON, farmer, domiciled at St-Modeste, district of Kamouraska.

1. A farm situated in the parish of St-Modeste, bounded on the northeast and southwest by Joseph Bastille, on the north by the Temiscouata railroad, on the south by Joseph Gendron or representative, with all the buildings thereon constructed, circumstances and dependencies; which farm is known and designated as being lot number twenty-eight B and a part of lot twenty-eight A (28B and P. 28A) in the third range of Whitworth Township, in the cadaster of St-Modeste parish.

2. A lot of land situated at the same place, bounded on the northeast and on the southeast by the Temiscouata railroad, on the southwest and northwest by Jacques Thériault, which lot is a part of lot number twenty-seven (P. 27) on the third range of Whitworth Township, in the cadaster of the parish of St-Modeste.

3. A lot of land or emplacement measuring two and one-half arpents in length from south to north, and stretching in width from the road on the east as far as the lot belonging to said Léo Gendron on the west, and bounded on the south by the road in front of the fourth range, and on the north by the farm of F. F. Soucy Inc., with the buildings thereon constructed, circumstances and dependencies; which land is a part of lot number twenty-seven (P. 27) on the third range of Whitworth Township, in the official cadaster of the parish of St-Modeste.

To be subtracted

a) From lot 27, range III: A lot containing 127 feet in frontage, from north to south, by 492 feet in depth, English measure, bounded on the north and west by Mr. Léo Gendron, on the

public et à l'est à la route, avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances; comme appartenant à Réal Pelletier.

b) Un emplacement mesurant environ 100 pieds de largeur en front sur 50 pieds de profondeur, borné en front au sud-est au chemin public, du rang, au sud-ouest et au nord-ouest au terrain de Léo Gendron, et au nord-est au terrain de Réal Pelletier, comme appartenant à André Castonguay.

c) Du lot 28-A rang III: Un terrain contenant 150 pieds de front, environ, est-ouest, sur environ 100 pieds de profondeur, mesure anglaise, borné au nord et à l'ouest au chemin de fer Témiscouata, au sud au chemin public et à l'est à Léo Gendron; lequel terrain fait partie dudit lot 28-A rang III et partie du lot 27, rang quatre, canton Whitworth, paroisse de St-Modeste, avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, et comme appartenant à Jean-Baptiste Beaulieu.

d) Un terrain contenant 200 pieds de front, est-ouest, sur 400 pieds de profondeur, mesure anglaise, borné de tous les côtés à Léo Gendron et faisant partie des lots 28-A et 28-B, du troisième rang du canton Whitworth, au cadastre de la paroisse de St-Modeste, ce terrain comprenant cent pieds, est-ouest, de chaque côté d'un ruisseau et étant à environ quatre arpents au nord du fronteau du quatrième rang; avec en outre droit de passage à pied et en voiture, dans le chemin qu'il y a sur ce lot et qui passe au sud et à l'ouest dudit terrain; comme appartenant à Pierre Bouchard.

4° Une terre connue et désignée sous les numéros vingt-six, vingt-sept-A, vingr-sept-B, vingt-huit-A, vingt-huit-B et vingt-neuf-A (26, 27-A, 27-B, 28-A, 28-B et 29-A) dans le quatrième rang du canton Whitworth, au cadastre de la paroisse de St-Modeste, avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances: sauf à distraire les parties vendues.

5° Une terre à bois contenant environ un arpent et une perche de front, sur environ vingt-huit arpents de profondeur, bornée au nord au rang quatre, au sud au rang six, à l'est à Ludger Bélanger et à l'ouest à Léo Lebel; laquelle terre fait partie du lot numéro dix-huit-B (18-B ptie) dans le cinquième rang du canton Whitworth, au cadastre de la paroisse de St-Modeste.

6° Une terre à bois, contenant un arpent de front sur environ vingt-huit arpents de profondeur, bornée au nord au rang quatre, au sud au rang six, à l'est à Léo Gendron et à l'ouest à Alfred Bérubé; laquelle terre fait partie du lot numéro vingt-quatre-D (24-D ptie) dans le cinquième rang du canton Whitworth, au cadastre de la paroisse de St-Modeste.

7° Une terre contenant cent acres en superficie, étant la moitié est du lot numéro dix-neuf (½ E. 19) et la moitié ouest du lot numéro vingt (½ O. 20) du rang sept du canton Demers, avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

8° Une terre contenant quatre-vingt-treize acres en superficie connue sous le numéro vingt (20) du rang huit du canton Demers, circonstances et dépendances.

9° Une terre de deux arpents de largeur sur la profondeur du rang, connue comme étant la moitié sud-ouest du lot numéro vingt-un (½ S. O.

south by the public road and on the east by the route, with all the buildings thereon constructed, circumstances and dependencies; as belonging to Réal Pelletier.

b) An emplacement measuring approximately 100 feet in width in front by 50 feet in depth, bounded in front on the southeast by the public road, by the range on the southwest and on the northwest by the land of Léo Gendron, and on the northeast by the land of Réal Pelletier, as belonging to André Castonguay.

c) From lot 28-A, range III: A lot of land containing 150 feet in frontage, approximately, from east to west, by approximately 100 feet in depth, English measure, bounded on the north and on the west by the Temiscouata railroad, on the south by the public road and on the east by Léo Gendron; which lot of land is a part of said lot 28-A, range III and a part of lot 27, range four, Whitworth Township, parish of St-Modeste, with the buildings thereon constructed, circumstances and dependencies, and belonging to Jean-Baptiste Beaulieu.

d) A lot of land measuring 200 feet in frontage, from east to west, by 400 feet in depth, English measure, bounded on all sides by Léo Gendron, and forming a part of lots 28-A and 28-B, on the third range of Whitworth Township, in the cadaster of the parish of St-Modeste. This land comprises one hundred feet, from east to west, on either side of a brook and being approximately four arpents north of the border-line of the fourth range; moreover having the right-of-way on foot or in vehicule, on the road which is on this lot and which passes to the south and west of said lot of land; as belonging to Pierre Bouchard.

4. A farm known and designated under numbers twenty-six, twenty-seven A, twenty-seven B, twenty-eight A, twenty-eight B and twenty-nine A (26, 27-A, 27-B, 28-A, 28-B and 29-A) on the fourth range of Whitworth Township, of the cadaster of the parish of St-Modeste, with the buildings thereon constructed, circumstances and dependencies: to be subtracted, the parts sold.

5. A wood farm containing approximately one arpent and one rod in front, by approximately twenty-eight arpents in depth, bounded on the north by range four, on the south by range six, on the east by Ludger Bélanger and on the west by Léo Lebel; which farm is a part of lot number eighteen-B (P. 18-B) on the fifth range of Whitworth Township, in the cadaster of the parish of St-Modeste.

6. A wood farm, containing one arpent in front by approximately twenty-eight arpents in depth, bounded on the north by the fourth range, on the south by range six, on the east by Léo Gendron and on the west by Alfred Bérubé; which farm is a part of lot number twenty-four-D (P. 24-D) on the fifth range of Whitworth Township, in the cadaster of the parish of St-Modeste.

7. A farm containing one hundred acres in area, being the east half of lot number nineteen (E ½ 19) and the west half of lot number twenty (W ½ 20) on the seventh range of Demers Township, with the buildings thereon constructed, circumstances and dependencies.

8. A farm containing ninety-three acres in area, known under number twenty (20) of range eight of Demers Township, circumstances and dependencies.

9. A farm two arpents in width by the depth of the range, known as being the southwest half of lot number twenty-one (S.W. ½ 21) of the eighth

21) du huitième rang du canton Demers, circonstances et dépendances.

10° Une terre à bois contenant environ cinquante acres en superficie, connue comme étant la moitié est du lot numéro vingt-un (½ E. 21) du huitième rang du canton Demers, bornée au nord au rang sept, au sud au rang neuf, à l'est à la terre ci-après et à l'ouest à Charles Malenfant.

11° Une terre à bois contenant environ cent acres en superficie connue sous le numéro vingt-deux, rang huit, canton Demers, mais avec réserve en faveur de Emilien Michaud, de la partie nord de cette terre qui est en culture, soit environ huit arpents de profondeur sur la largeur de ce lot.

Le tout pour être vendu à la porte de l'église de St-Modeste, district de Kamouraska, LUNDI le TROISIÈME jour du mois d'OCTOBRE 1960 à DEUX heures de l'après-midi.

Le Député-Shériff,
CYRILLE PELLETIER.

Bureau du Shérif,
Rivière-du-Loup,
ce 10 août 1960. 54885-35-2-o

[Première insertion: samedi le 27 août 1960]

range of Demers Township, circumstances and dependencies.

10. A wood farm containing approximately fifty acres in area, known as being the east half of lot number twenty-one (E ½ 21) on the eighth range of Demers Township, bounded on the north by the seventh range, on the south, by range nine, on the east by the farm hereinafter described, and on the west by Charles Malenfant.

11. A wood farm containing approximately one hundred acres in area known under number twenty-two, eighth range, Demers Township, but with reservations in favor of Émilien Michaud, of the north half of this farm which has been cultivated, is approximately eight arpents in depth by the width of this lot.

The whole to be sold at the door of the church of St-Modeste, district of Kamouraska, on MONDAY, the THIRD day of the month of OCTOBER, 1960, at TWO o'clock in the afternoon.

CYRILLE PELLETIER,
Deputy-Sheriff.

Sheriff's Office,
Rivière-du-Loup,
August 10, 1960. 54885-35-2

[First insertion: Saturday, August 27, 1960]

MONTRÉAL

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal, à savoir: N° 302 565 } DAME DORA ACHIM, veuve d'Adélard Mallette, demanderesse, *vs* Mlle JEANNETTE LANGEVIN, défenderesse.

« L'immeuble situé à Montréal au coin des rues Craig et Beaudry connu et désigné sous le N° 332 aux plan et livre de renvoi officiels du quartier St-Jacques, avec les constructions dessus érigées, portant les numéros civiques 1251 à 1255 rue Craig et 901 à 911 rue Beaudry.»

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le HUITIÈME jour du mois de SEPTEMBRE 1960, à DIX heures du matin.

Le Shérif,
CAISSE & LAURENCELLE.

Bureau du Shérif,
Montréal, le 2 août 1960. 54668-32-2-o

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal, à savoir: N° 393 547. } DAME CÉCILE FOURNIER *et vir* demanderesse, *vs* NOÉ MORIN, défendeur.

« Un terrain situé au village de Bassin de Chambly, au coin des rues Ste-Marie et Talon, faisant partie du lot 112 subdivision 398 du cadastre officiel dudit village, mesurant cent pieds de largeur par cent pieds de profondeur, le tout en mesure anglaise. Borné comme suit: au nord-est par la rue Talon, au sud-ouest par le lot 399, au nord-ouest par la rue Ste-Marie, au sud-est par le résidu de la partie dudit lot 112 de ladite subdivision 398 appartenant à Dominique Dionne, avec circonstances et dépendances, et bâtisse dessus érigée. »

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de St-Joseph de Chambly, le HUITIÈME jour du mois de SEPTEMBRE 1960, à ONZE heures du matin.

Le Shérif,
CAISSE & LAURENCELLE.

Bureau du Shérif,
Montréal, le 2 août 1960. 54669-32-2-o

MONTREAL

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Superior Court — District of Montreal

Montreal, to wit: No. 302 565. } DAME DORA ACHIM, widow of Adélard Mallette, plaintiff, *vs* Miss JEANNETTE LANGEVIN, defendant.

"The immoveable situated at Montreal on the corner of Craig and Beaudry Streets, known and designated under No. 332 on the official plan and in the book of reference of the St-Jacques Ward, with the constructions thereon erected, bearing civic numbers 1251 to 1255 Craig Street and 901 to 911 Beaudry Street."

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the EIGHTH day of the month of SEPTEMBER, 1960, at TEN o'clock in the forenoon.

CAISSE & LAURENCELLE,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Montreal, August 2, 1960. 54668-32-2

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Superior Court — District of Montreal

Montreal, to wit: No. 393 547. } DAME CÉCILE FOURNIER *et vir*, plaintiff *vs* NOÉ MORIN, defendant.

"A lot of land situated in the village of Chambly Basin, on the corner of Ste-Marie and Talon Streets, forming part of lot 112, subdivision 398 of the official cadaster of the said village, measuring one hundred feet in width by one hundred feet in depth, the whole English measure. Bounded as follows: on the northeast by Talon Street, on the southwest by lot 399, on the northwest, by Ste-Marie Street, on the southeast, by the residue of that part of the said lot 112 of the said subdivision 398 belonging to Dominique Dionne, with circumstances and dependencies and building thereon erected."

To be sold at the parochial church door of the parish of St-Joseph de Chambly, on the EIGHTH day of the month of SEPTEMBER, 1960, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

CAISSE & LAURENCELLE,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Montreal, August 2, 1960. 54669-32-2

Canada — Province de Québec
District de Montréal

Cour Supérieure, N° 417384. { PARADIS MESSIER CIE LTÉE, corps politique dûment incorporé selon la loi et ayant son siège social à Montréal, district de Montréal, demandeur *vs* AU COQ AU VIN INCORPORÉ, corps politique dûment incorporé selon la loi et ayant son siège social à Ville Mont-Royal, district de Montréal, défendeur.

Avis de vente

L'immeuble ci-dessous désigné;

« 1. Partie sud-ouest du N° 25B, 11e Rang Kilkenny, mesurant 450 pieds de largeur par toute la profondeur dudit lot et borné en front au sud-est par le lac Kilkenny (L'Achigan); au nord-est par le résidu dudit lot 25B appartenant, à Duquette et Patenaude et Louis Henri Beaudet ou représentants, au sud-ouest par le lot 26A et au nord-ouest par la ligne de division entre les cantons Kilkenny et Wexford.

1° le N° 25B-1 dans le 11e rang Kilkenny. Sur ces terrains est bâti un magnifique et spacieux Hôtel en bois et pierre de deux étages avec sous-sol aménagé.» communément appelé « Cop-Au-Vin ».

Pour être vendu à la porte de l'église de St-Hippolyte, JEUDI, le VINGT-NEUVIÈME jour de SEPTEMBRE à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif,
GEO. AUCLAIR.

Bureau du Shérif,
Saint-Jérôme le 22 août 1960. 54879-35-2-o

Canada — Province of Quebec
District of Montreal

Superior Court, No. 417384. { PARADIS MESSIER CIE LTÉE, a body politic, duly incorporated according to Law and having its head office at Montreal, district of Montreal, plaintiff, *vs* AU COQ AU VIN INCORPORÉ, a body politic duly incorporated according to Law and having its head office in the town of Mount-Royal, district of Montreal, defendant.

Notice of sale

The immoveable below designated:

"1. The southwest part of No. 25B, 11th range of Kilkenny, measuring 450 feet in width by the entire depth of the said lot and bounded in front on the southeast by Lake Kilkenny (L'Achigan); on the northeast, by the residue of the said lot 25B belonging to Duquette and Patenaude and Louis Henri Beaudet or representatives on the southwest, by lot 26A and on the northwest, by the dividing line between Kilkenny and Wexford townships.

2. No. 25B-1 in the 11th range of Kilkenny. On these lots is built a splendid and spacious hotel in wood and stone, tow stories high with fully equipped basement." Commonly called "Coq-Au-Vin".

To be sold at the church door of St-Hippolyte, THURSDAY, the TWENTY-NINTH day of SEPTEMBER, at TWO o'clock in the afternoon.

GEO. AUCLAIR,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Saint-Jérôme, August 22nd, 1960. 54879-35-2

QUÉBEC

Fieri Facias

Québec, à savoir: N° 103-181. { O. CHALIFOUR INC., corps politique et incorporé ayant une place d'affaires dans la cité de Québec, contre A. McGRATH, St-Edmond de Stoneham, comté de Québec.

Un emplacement situé dans la paroisse St-Edmond de Stoneham formant le lot connu et désigné sous le numéro dix-huit (N° 18), subdivision soixante-seize (76), de la subdivision du lot originaire dix-huit (18) sur le plan et dans le livre de renvoi du cadastre pour le 3ième rang de la paroisse de St-Edmond de Stoneham, sauf à distraire de ce lot la partie ne lui appartenant pas suivant acte enregistré à Québec sous le numéro 405067 et circonstance et dépendance.

Un emplacement situé en la paroisse de St-Edmond de Stoneham formant le lot connu et désigné sous le numéro dix-huit-quatre-vingt-treize (18-93) sur le plan et dans le livre du renvoi du cadastre pour le 3ième rang de la paroisse de St-Edmond de Stoneham circonstance et dépendance.

Un emplacement situé en la paroisse de St-Edmond de Stoneham formant le lot et désigné sous le numéro dix-neuf-cinquante-six (19-56) sur le plan et dans le livre de renvoi du cadastre pour le 3ième rang de la paroisse de St-Edmond de Stoneham, circonstance et dépendance.

Pour être vendus à la porte de l'église de Stoneham, comté de Québec, le NEUVIÈME jour de

QUEBEC

Fieri Facias

Quebec, to wit: No. 103-181. { O. CHALIFOUR INC., a body politic and incorporated having a business place in the city of Quebec, against A. McGRATH, St-Edmond of Stoneham, county of Quebec.

An emplacement situated in the parish of St. Edmond de Stoneham forming lot known and designated under number eighteen (No. 18), subdivision seventy-six (76), of the subdivision of the original lot eighteen (18) on plan and in the book of reference of the cadaster for the 3rd range of the parish of St-Edmond de Stoneham, except to withdraw from this lot that part which does not belong to him according to deed registered at Quebec under number 405067 and circumstance and dependency.

An emplacement situated in the parish of St-Edmond de Stoneham forming lot known and designated under number eighteen-ninety-three (18-93) on the plan and in the book of reference of the cadaster for the 3rd range of the parish of St-Edmond de Stoneham, circumstance and dependency.

An emplacement situated in the parish of St-Edmond de Stoneham forming the lot and designated under number nineteen-fifty-six (19-56) on the plan and in the book of reference of the cadaster for the 3rd range of the parish of St-Edmond de Stoneham, circumstance and dependency.

To be sold at the door of the church of Stoneham, county of Quebec, on the NINTH day of

SEPTEMBRE prochain à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
DR. J. R. GOBEIL.

Bureau du Shérif,
Québec, le 2 août 1960. 54670-32-2-o

[Première insertion: 6 août 1960.]
[Deuxième insertion: 27 août 1960.]

Fieri Facias

Québec, à savoir: N° 105-014. { BIZIER & CARON LTÉE, corps politique et incorporé, ayant sa principale place d'affaires à 801 rue St-Joseph Est, Québec, P.Q., *contre* JEAN MARC MALENFANT, demeurant à 2586 rue Dussault, Courville, P.Q.

« Le lot un redivision du lot cent dix, subdivision du lot originaire numéro un (1-110-1) du cadastre officiel pour la paroisse de Beauport, comté de Québec, mesurant deux cent six pieds et six pouces (206'6") au nord et cent quinze pieds et huit pouces (115'8") au sud de forme triangulaire, avec bâtisse dessus construite, circonstances et dépendances."

Pour être vendu à la porte de l'église de Beauport, comté de Québec, le TRENTIÈME jour de SEPTEMBRE prochain à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
DR. J. R. GOBEIL.

Bureau du Shérif,
Québec, le 23 août 1960. 54880-35-2-o

[Première insertion: 27 août 1960.]
[Deuxième insertion: 17 septembre 1960.]

SEPTEMBER next at TEN o'clock in the forenoon.

DR. J. R. GOBEIL,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Quebec, August 2, 1960. 54670-32-2

[First insertion: August 6, 1960.]
[Second insertion: August 27, 1960.]

Fieri Facias

Quebec, to wit: No. 105-014. { BIZIER & CARON LTÉE, a body politic and incorporate, having its head office at 801 St-Joseph Street, East, Quebec, P.Q., *against* JEAN MARC MALENFANT, residing at 2586 Dussault Street, Courville, P.Q.

"Lot one redivision of lot one hundred and ten, subdivision of original lot number one (1-110-1) of the official cadaster for the parish of Beauport, county of Quebec, measuring two hundred and six feet and six incles (206'6") on the north and one hundred and fifteen feet and eight inches (115'8") on the south, of triangular form, with building thereon erected, circumstances and dependencies."

To be sold at the church door of Beauport, county of Quebec, on the THIRTIETH day of SEPTEMBER next at TEN o'clock in the forenoon.

DR. J. R. GOBEIL,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Quebec, August 23, 1960. 54880-35-2

[First insertion: August 27, 1960.]
[Second insertion: September 17, 1960.]

SAINT-FRANÇOIS

Fieri Facias de Terris
District de St-François

Cour Supérieure, N° 21204. { JOSEPH CAPLETTE, rentier, résidant et domicilié à Asbestos, district de St-François, demandeur, *vs* HENRI-LOUIS DION, résidant à Asbestos, district de St-François, défendeur, et Me ALBERT DÉSILETS, C.R., avocat, domicilié à 1190 rue Portland, à Sherbrooke, district de St-François, en sa qualité de curateur au délaissement de l'immeuble en cette cause, curateur au délaissement.

« Un terrain d'environ quatre-vingt-dix-huit âcres en superficie, connu et désigné au cadastre officiel du canton de Tingwick sous le numéro deux cent quatre-vingt-quinze (295) avec bâtisses;

« Un autre terrain mesurant cent neuf âcres en superficie, plus ou moins, connu et désigné audit cadastre sous le numéro deux cent quatre-vingt-seize (296) avec bâtisses — et

« Cette partie du lot numéro vingt-huit du troisième rang du canton de Tingwick située au nord du ruisseau appelé Trout Brook et comprise dans les limites suivantes: vers le nord-est à la ligne entre les lots numéros vingt-sept et vingt-huit, du côté sud-est à la ligne divisant la moitié sud-est de la moitié nord-ouest du lot vingt-huit, et des autres côtés par le ruisseau Trout Brook, connue et désignée audit cadastre comme faisant partie du numéro deux cent quatre-vingt-dix-sept (P. 297) — le tout mesurant deux acres en superficie, plus ou moins.»

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de St-Patrice, Tingwick, MERCREDI,

SAINT-FRANCIS

Fieri Facias de Terris
District of St. Francis

Superior Court, No. 21204. { JOSEPH CAPLETTE, retired, residing and domiciled at Asbestos, district of St-Francis, plaintiff, *vs* HENRI-LOUIS DION, residing at Asbestos, district of St-Francis, defendant, and Me ALBERT DÉSILETS, Q.C. advocate, domiciled at 1190 Portland street, in Sherbrooke, district of St-Francis, in his quality as curateur au délaissement of the immovable in that cause, curateur au délaissement.

"A piece of ground of about ninety-eight acres in superficies, known and designated upon the official cadastre of the township of Tingwick under number two hundred and ninety-five (295, with buildings;

"Another piece of ground measuring one hundred and nine acres in superficies, more or less, known and designated on the said cadastre under number two hundred and ninety-six (296) with buildings — and

"That part of lot number twenty-eight of the third range of the township of Tingwick situated to the north of the brook called Trout Brook and included in the following limits: towards the north-east to the line between lots numbers twenty-seven and twenty-eight, to the south-east side to the line dividing the south-east half from the north-west half of lot twenty-eight, and on the other sides by the brook Trout Brook, known and designated on the said cadastre as being part of number two hundred and ninety-seven (P. 297) — the whole measuring two acres in superficies, more or less."

To be sold at the door of the parochial church of St-Patrice, Tingwick, WEDNESDAY, the

le SEPTIÈME jour de SEPTEMBRE 1960, à DIX heures avant-midi, (heure avancée).

Le Député Shérif,
J.-M. GRÉGOIRE.

Bureau du Shérif,
Sherbrooke, ce 1er août 1960. 54671-32-2-o
[Première insertion: le 6 août 1960]

Fieri Facias de Terris
District de Saint-François

Cour Supérieure, N° 18,638. DAME MARIE-ANGE GRAVEL GEVRY, veuve de M. J. Gevry, domiciliée à Waterloo, district de Bedford, demanderesse, vs RAYMOND PERRAS, agent d'assurance, domicilié et résidant à Sherbrooke, district de Saint-François, défendeur.

« Une propriété connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels pour le canton de Stanstead comme étant le résidu du lot N° 977, avec bâtisses, savoir tout ledit lot après avoir déduit un morceau de forme triangulaire vendu par Léopold Cinq-Mars à Normand Goodsell, le 9 septembre 1948, par acte devant témoin et enregistré à Stanstead sous le N° 49,356. Avec bâtisses dessus construites. »

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de Sacré-Cœur, Stanstead, VENDREDI, le NEUVIÈME jour de SEPTEMBRE 1960, à DEUX heures de l'après-midi, (heure avancée).

Le Député-Shérif,
J.-M. GRÉGOIRE.

Bureau du Shérif,
Sherbrooke, ce 1er août 1960. 54672-32-o
[Première insertion: le 6 août 1960.]

Fieri Facias de Terris
District de St-François

Cour Supérieure, N° 20713. JEAN-GUY LEMIEUX, rentier, résidant et domicilié à Asbestos, district de St-François, demandeur; *vs* HENRI-LOUIS DION, résidant à Asbestos, district de St-François, défendeur, et Me ALBERT DÉSILETS, C.R., avocat, domicilié à 1190 rue Portland, à Sherbrooke, district de St-François, en sa qualité de curateur au délaissement de l'immeuble en cette cause, curateur au délaissement.

« Un certain terrain situé dans la ville d'Asbestos, sur le côté nord-est de la rue DuRoi, mesurant quarante pieds de largeur uniforme sur une profondeur de cent trente-cinq pieds (40 x 135); ce terrain est maintenant connu et désigné sur le plan et au livre de renvoi officiels du cadastre pour le village d'Asbestos comme étant la moitié est du lot N° quatre-vingt-quatre de la subdivision offiielle du lot primitif N° vingt-six (½ E 26-84); ce terrain est borné en front au sud par la rue DuRoi, en arrière au nord par le lot N° 26-83, d'un côté à l'est par le lot N° 26-116 et de l'autre côté à l'ouest par le résidu ou les quarante pieds ouest dudit lot 26-84 appartenant à Roger Senneville ou repésentants. Tel que le tout se trouve actuellement, avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.»

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de St-Aimé, Asbestos, MERCREDI, le VINGT-HUITIÈME jour de SEPTEMBRE 1960, à TROIS heures de l'après-midi.

Le Député-Shérif,
J.-M. GRÉGOIRE.

Bureau du Shérif,
Sherbrooke, ce 22 août 1960. 54883-35-2-o
[Première insertion le 27 août 1960]

SEVENTH day of SEPTEMBER, 1960, at TEN o'clock in the forenoon (daylight saving time).

J.-M. GRÉGOIRE,
Deputy-Sheriff.

Shriff's Office,
August the 1st, 1960. 54671-32-2-o
[First insertion: August 6th, 1960]

Fieri Facias de Terris
District of St. Francis

Superior Court, No. 18,638. DAME MARIE-ANGE GRAVEL GEVRY, widow of M. J. Gevry, domiciled at Waterloo, district of Bedford, plaintiff, vs RAYMOND PERRAS, insurance agent, domiciled and residing at Sherbrooke, district of St. Francis. defendant.

"A property known and designated upon the official plan and book of reference for the township of Stanstead as being the residue of lot No. 977, with buildings, to wit all the said lot after having deducted a piece of triangular form sold by Léopold Cinq-Mars to Normand Goodsell, the 9th of September 1948, by deed before witness and registered at Stanstead under number 49,356. With buildings thereon erected."

To be sold at the door of the parochial church of Sacré-Cœur, Stanstead, FRIDAY, the NINTH day of SEPTEMBER 1960, at TWO o'clock in the afternoon (daylight saving time).

J.-M. GRÉGOIRE,
Deputy-Sheriff.

Sheriff's Office,
Sherbrooke, August 1st, 1960. 54672-32-2-o
[First insertion: August 6, 1960.]

Fieri Facias de Terris
District of St. Francis

Superior Court, No. 20713. JEAN-GUY LEMIEUX, retired, residing and domiciled at Asbestos, district of St. Francis, plaintiff; *vs* HENRI-LOUIS DION, residing at Asbestos, district of St. Francis, defendant, and Me ALBERT DÉSILETS, Q.C., advocate, domiciled at 1190 Portland street, Sherbrooke, district of St. Francis, in his quality of curator au délaissement of the immovable in this cause, curateur au délaissement.

"A certain piece of ground situated in the town of Asbestos, on the north-east side of DuRoi street, measuring forty feet of uniform width on a depth of one hundred ad thirty-five feet (40 x 135); that piece of ground is now known and designated on the official cadastral plan and book of reference for the village of Asbestos as being the east half of lot No. eighty-four of the official subdivision of the former lot No. twenty-six (½ E 26-84); that piece of ground is bounded in front to the south by DuRoi street, in rear to the north by lot No. 26-83, on one side to the east by lot No. 26-116 and of the other side to the west by the residue or the forty feet west of said lot 26-84 belonging to Roger Senneville or representatives. As the whole is actually, with buildings thereon erected, circumstances an dependencies."

To be sold at the door of the parochial church of St-Aimé, Asbestos, WEDNESDAY, the TWENTY-HEIGH day of SEPTEMBER, 1960, at THREE o'clock in the afternoon.

J.-M. GRÉGOIRE,
Deputy-Sheriff.

Sheriff's Office,
Sherbrooke, August 22, 1960. 54883-35-2-o
[Firt insertion the 27th of August 1960]

Fieri Facias de Terris
District de St-François,

Cour Supérieure, N° 20 678. { JOSEPH HARDY, rentier, de la cité de Sherbrooke, district de St-François, demandeur, *vs* ÉMILE DUVAL, de la ville de Bromptonville, district de St-François, défendeur.

« Un établissement sis et situé à Bromptonville, connu comme le lot N° 2921 dans le rang 4 du canton de Brompton, sur le plan officiel dudit canton, avec bâtisses. »

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Ste-Praxède, Bromptonville, VENDREDI, le TRENTIÈME jour de SEPTEMBRE 1960, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Député-Shériff.
Bureau du Shérif, J.-M. GRÉGOIRE.
Sherbrooke, ce 22 août 1960. 54884-35-2-o
[Première insertion le 27 août 1960]

Fieri Facias de Terris
District of St. Francis

Superior Court, No. 20 678. { JOSEPH HARDY, retired, of the city of Sherbrooke, district of St. Francis, plaintiff, *vs* ÉMILE DUVAL, of the town of Bromptonville, district of St. Francis, defendant.

"An establishment seated and situate at Bromptonville, known as lot No. 2921, in range 4 of the township of Brompton upon the official plan of the said township, with buildings."

To be sold at the door of the parochial church of Ste-Praxède, Bromptonville, FRIDAY, the THIRTIETH day of SEPTEMBER 1960, at TWO o'clock in the afternoon.

J.-M. GRÉGOIRE,
Sheriff's Office, *Deputy-Sheriff.*
Sherbrooke, August the 22nd, 1960. 54884-35-2-o
[First insertion, the 27th of August 1960]

SAINT-HYACINTHE

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District de Saint-Hyacinthe

Cour Supérieure, N° 12,041. { MLLE FRANÇOISE GUERTIN, faisant affaire seule comme marchand public sous les nom et raison sociale d'Hébert & Guertin, de Ste-Madeleine, district de St-Hyacinthe, demanderesse; *vs* DONALD BLACK, anciennement de St-Bruno et actuellement de la Jamaïque, aux Antilles; défendeur.

Un immeuble non fini, construit sur le lot de terre connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de St-Hilaire, sous le numéro quatre-vingt et un (81) de la subdivision du lot originaire quatre-vingt-dix-neuf (99-81).

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de St-Hilaire, comté de Rouville, le LUNDI VINGT-SIXIÈME jour du mois de SEPTEMBRE mil neuf cent soixante à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, RENÉ PERRAULT.
Saint-Hyacinthe, le 20 août 1960. 54881-35-2-o

SAINT-HYACINTHE

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District of St-Hyacinthe

Superior Court, No. 12,044. { MISS FRANÇOISE GUERTIN, carrying on business alone as public merchant, under the name and firm name of "Hébert & Guertin" of Ste-Madeleine, district of St-Hyacinthe, plaintiff; *vs* DONALD BLACK, formerly of St-Bruno, and presently of Jamaica, in the West Indies, defendant.

An unfinished immoveable, constructed on lot of land known and designated in the official plan and book of reference of the cadaster of the parish of St-Hilaire, under number eighty-one (81) of the subdivision of original lot number ninety-nine (99-81).

To be sold at the door of the parochial church of St-Hilaire, county of Rouville, on MONDAY, the TWENTY-SIXTH day of the month of SEPTEMBER, nineteen hundred and sixty, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff.
Sheriff's Office, RENÉ PERRAULT,
St-Hyacinthe, August 20, 1960. 54881-35-2-o

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District de Saint-Hyacinthe

Cour Supérieure, N° 11,886. { PHILIPPE POTHIER, avocat, des cité et district de St-Hyacinthe, demandeur, *vs* PIERRE JANELLE, de St-Charles sur Richelieu, district de St-Hyacinthe, défendeur.

« Un emplacement au village de St-Charles, mesurant cinquante-deux pieds (52) de largeur plus le triangle de terre compris entre ce terrain et la propriété de M. L. A. Dyon ou représentants, sur cent pieds du chemin public et connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels pour la paroisse de St-Charles, comme étant une partie non-subdivisée du lot numéro vingt-neuf (ptie N° 29); et décrit comme suit:

Ce terrain doit être subséquemment connu comme le lot numéro deux de la subdivision à être faite dudit lot originaire numéro vingt-neuf (29-2) et est borné comme suit: en front, vers l'ouest, à la rivière Richelieu; en profondeur et du côté nord, au résidu dudit lot propriété de M. Ovila Girard ou représentants et du côté sud, à partie du lot appartenant à M. Arthur Leblanc.

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District of Saint-Hyacinthe

Superior Court, No. 11,886. { PHILIPPE POTHIER, advocate, of the city and district of St-Hyacinthe, plaintiff, *vs* PIERRE JANELLE, of St-Charles sur Richelieu, district of St-Hyacinthe, defendant.

"An emplacement in the village of St-Charles, measuring fifty-two feet (52) in width, plus the triangle of land comprised between this lot of land and the property of Mr. L. A. Dyon or representatives, on one hundred feet of the public highway and known and designated on the official plan and in the book of reference for the parish of St-Charles, as being a part unsubdivided of lot number twenty-nine (Pt. No. 29); and described as follows:

This lot of land shall be subsequently known as lot number two of the subdivision to be made of the said original lot number twenty-nine (29-a) and is bounded as follows: in front, on the west, by the Richelieu River; in depth, and on the north side, by the residue of the said lot, property of Mr. Ovila Girard or representatives and on the south side, by part of lot belonging to Mr. Arthur Leblanc.

Tel que le tout se trouve actuellement, avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées audit immeuble et avec une maison en blocs de ciment crépi, y érigée. »

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de St-Charles, comté de St-Hyacinthe, le LUNDI, VINGT-SIXIÈME jour du mois de SEPTEMBRE mil neuf cent soixante, à TROIS heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif,
Saint-Hyacinthe,
le 20 août 1960.

Le Shérif,
RENÉ PERRAULT.
54882-35-2-o

As the whole is to be found presently, with all the servitudes, active and passive, apparent and unapparent attached to the said immoveable, and with a house of cement blocks stuccoed, thereon erected."

To be sold at the parochial church door of St-Charles, county of St-Hyacinthe, on MONDAY, the TWENTY-SIXTH day of the month of SEPTEMBER, one thousand nine hundred and sixty, at THREE o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office,
Saint-Hyacinthe,
August 20, 1960.

RENÉ PERRAULT,
Sheriff.
54882-35-2

TERREBONNE

Canada — Province de Québec
District de Terrebonne

Cour Supérieure, N° 30813.

TERREBONNE ENTERPRISES INC., corps légalement constitué, ayant son siège social en la cité de Saint-Jérôme, district de Terrebonne, demanderesse *vs* UBALD LAURIN, domicilié à Piedmont, district de Terrebonne, et ayant élu domicile au bureau du Protonotaire de la Cour Supérieure, district de Terrebonne, défendeur et S. B. FREED, en sa qualité de syndic, dudit Ubald Laurin en faillite, des cité et district de Montréal, mis-en-cause.

Avis de vente

Les immeubles ci-après désignés et en la possession du défendeur;

1) Un emplacement situé à Piedmont, comté de Terrebonne, connu et désigné comme étant le lot numéro trente-huit (N° 38) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Sauveur des Monts; contenant soixante-treize pieds (73′) de largeur sur soixante-sept pieds (67′) de profondeur, formant en superficie quatre mille huit cent quatre-vingt-douze pieds mesure anglaise et plus ou moins. Avec tout ce que dessus érigé.

2) Un morceau de terrain situé à Piedmont, comté de Terrebonne, connu et désigné comme faisant partie du lot numéro quarante-et-un (P. N° 41) des susdits plan et livre de renvoi. Avec tout ce que dessus construit.

Mesurant ledit morceau de terrain cent soixante-six pieds (166′) de largeur sur cent dix-huit pieds (118′) de profondeur plus ou moins mesure anglaise.

Ledit morceau de terrain étant borné comme suit; vers le sud-ouest au lot N° 40, par l'emplacement de la maison d'école (P. N° 39 et 41) et partie par l'emplacement ci-dessus en premier lieu désigné et étant le lot N° 38 en arrière vers le nord au reste dudit lot N° 41 appartenant à Dame Vve Dumont Charbonneau, d'un côté vers le nord-ouest au lot B° 37 appartenant à Bernard Landreville et de l'autre côté vers le sud-est à une autre partie du même lot N° 41 appartenant à Hervé Beaulne.

Moins et à distraire de cette partie de lot N° 41, une autre partie vendue par Denis Trottier dit St-Denis à Dame Irène Philip, épouse de Sawson Rooney par acte reçu devant Me Raoul Lupien notaire le trente mai mil neuf cent cinquante-huit, enregistré au bureau d'enregistrement du comté de Terrebonne sous le N° 226,054.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de St-Sauveur des Monts, JEUDI, le HUITIÈME jour de SEPTEMBRE 1960 à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif,
Saint-Jérôme, le 27 juillet 1960.

GEO. AUCLAIR.
54673-32-2-o

TERREBONNE

Canada — Province of Quebec
District of Terrebonne

Superior Court, No. 30813.

TERREBONNE ENTERPRISES INC., a body legally incorporated having its head office in the city of Saint-Jérôme, district of Terrebonne, plaintiff, *vs* UBALD LAURIN, domiciled at the office of the Prothonotary of the Superior Court, district of Terrebonne, defendant, and S. B. FREED, in his quality of trustee of the said Ubald Laurin in bankruptcy, of the city and district of Montreal, mis-en-cause.

Notice of sale

The immoveables hereinafter designated and in possession of the defendant;

1) An emplacement situated at Piedmont, county of Terrebonne, known and designated as being lot number thirty-eight (No. 38) on the official plan and in the book of reference for the parish of St. Sauveur des Monts; containing seventy-three feet (73′) in width by sixty-seven feet (67′) in depth, forming an area four thousand eight hundred and ninety-two feet English measure and more or less with there is thereon erected.

2. A piece of land situated at Piedmont, county of Terrebonne, known and designated as forming part of lot number forty-one (Pt. No. 41) on the above said plans and book of reference. With all there is thereon erected.

The said piece of land measuring one hundred and sixty-six feet (166′) in width by one hundred and eighteen feet (118′) in depth more or less, English measure.

The said piece of land being bounded as follows: on the southwest by lot No. 40, by the emplacement of the school house (Pt. No. 39 and 41) and partly by the emplacement designated above in the first place and being lot No. 38, in rear, on the North, by the remainder of the said lot No. 41 belonging to Dame widow Dumont Charbonneau, on one side on the northwest, by lot No. 37, belonging to Bernard Landreville, and on the other side on the southeast by another part of the same lot No. 41 belonging to Hervé Beaulne.

Less and to withdraw from this Part of lot No. 41, another part sold by Denis Trottier, said St. Denis, to Dame Irène Philip, wife of Sawson Rooney by deed received before Me. Raoul Lupien, notary, on May thirtieth, one thousand nine hundred and fifty-eight, registered at the Registry Office of Terrebonne under No. 266,054.

To be sold at the church door of the parish of St-Sauveur des Monts, THURSDAY, the EIGHTH day of SEPTEMBER, 1960, at TWO o'clock in the afternoon.

GEO. AUCLAIR,
Sheriff's Office,
Saint-Jérôme, July 27, 1960.

Sheriff.
54673-32-2

INDEX N° 35

Action en séparation de biens — ***Action for Separation as to Property***

Goyette *vs* Clermont 3582

Arrêté en Conseil — ***Order in Council***

1266 — Concernant le règlement relatif au paiement du lait et de la crème dans les fabriques. 3583
1266 — Concerning the Regulations relative to the payment of milk and cream in factories.. 3583

Avis divers — ***Miscellaneous Notices***

Antoine Construction Co. Ltd. (Directors — Directeurs) 3583
Association des Instituteurs et Institutrices de la Région de Lac Mégantic (Nom changé — Name changed) 3584
Association de Tir à la Volée de la Province de Québec (Règlements) 3587
Birch Equipment Corporation (Directors — Directeurs) 3587
Buckingham Baptist Church (Constitution) 3587
Bureau d'Assistance Judiciaire du Barreau de Montréal (Le) (Directeurs) 3584
Bureau d'Assistance Judiciaire du Barreau de Montréal (Le) (Règlements) 3584
Caisse Populaire de Cité de Laflèche (Nom changé — Name changed) 3584
Caisse Populaire St-Joseph de Drummondville (La) (Nom changé — Name changed) 3585
Canadian Slovak Cultural Centre Inc. (Règlements — By-laws) 3585
Classy Construction Ltd. (Directors — Directeurs) 3588
Clinique Médicale de Beauport (Règlements — By-laws) 3588
Côte Saint-Luc, cité — city (Bill privé no 183, Private bill) 3585
Eastern Land Co. Ltd. (Dist. of assets — Dist. de l'actif) 3588
Éditions Pédagogia Inc. (Directeurs — Directors) 3588
Groupe Laurentien Inc. (Le) (Directeurs — Directors) 3586
Halliwell and Dales Inc. (Directors — Directeurs) 3589
Hôpital Le Gardeur Inc. (L') (Règlements — By-laws) 3587
Laiterie Co-op (Fondation — Foundation) 3585
Legal Aid Bureau of the Bar of Montreal (The) (Directors) 3584
Legal Aid Bureau of the Bar of Montreal (The) (By-laws) 3584
Quebec Provincial Trap Shooting Association (By-laws) 3587
Robitaille Limitée (C. E.) (Directeurs — Directors) 3584
Syndicat des Producteurs d'Oeufs des Bois Francs (Fondation — Foundation) 3586
Tecumseh Golf and Curling Club (The) (By-laws — Règlements) 3586

Charte — Abandon de — ***Charter — Surrender of***

Yorkdale Investment Ltd. 3589

Compagnies dissoutes — ***Companies Dissolved***

Belle Enterprises Limited 3589
Herring Limited (E. W.) 3590
Hudson Yacht Club, Incorporated 3590
Laurentide Milling Company Limited. 3590
Lawand Investments Incorporated 3591
Patato Services Ltd 3591
Solid Gloves Limited 3591

Demande à la législature — ***Application to Legislature***

Congregation Beth-El 3591

DÉPARTEMENTS — ***DEPARTMENTS***

Instruction publique — ***Education***

Municipalité scolaire de — *School Municipality of*

Corporation d'écoles secondaires du comté de Chambly (La) 3592
Corporation of Secondary Schools for the county of Chambly (The) ... 3592
L'Épiphanie, paroisse — parish 3592
St-Fortunat 3592
St-Germain-de-Grantham 3592
St-Laurent-de-Matapédia 3592

Terres et Forêts — ***Lands and Forest***

Service du Cadastre — *Cadastral Branch*

Chambly Basin, village inc. 3593
Charlesbourg, paroisse — parish 3593
Charlesbourg, paroisse — parish 3593
Rouyn, canton — township 3593
Sherbrooke, cité — city 3593
St-Germain de Rimouski, paroisse — parish 3593

Travail — ***Labour***

Industrie ou métiers de — *Industry or Trades of*

Ascenseur, Montréal (Modification) 3596
Ascenseur, Province (Modification) 3597
Chapellerie pour dames et enfants, province de Québec (Modification) 3594
Elevator, Montreal (Amendment) 3596
Elevator, Province (Amendment) 3597
Women's and Children's Headwear, Province of Quebec (Amendment) ... 3594

Travaux publics — ***Public Works***

Soumissions 3599
Tenders 3599

Examen des Agronomes — ***Agronomists Examination***

Aspirants à l'étude de l'Agronomie 3598
Candidates to the study of Agriculture. 3598

Examens du Barreau — ***Bar Examinations***

Bas St-Laurent, étude 3597
Lower St. Lawrence, study 3597

Lettres patentes — ***Letters patent***

Adrien Morin Inc. 3520
A. Genest Ltée 3521
Ahuntsic Plumbing & Heating Co. Ltd. — Plomberie et Chauffage Ahuntsic Cie Ltée 3521
Ahuntsic Real Estate Inc. 3521
Alexander's Toyland Inc. 3522
Ascot Equipment Inc. 3522

Association of Low Rental Housing Developments — Association des Développements Domiciliaires à Loyer Modique ... 3522
Association Sportive du Lac Connelly Inc. — Sportsmen's Association of Lake Connelly Inc. ... 3523
Association des Marchands d'Appareils à Gaz du Québec Inc. — Quebec Gas Supplies Dealers Association Inc. ... 3523
A Trenz Construction Ltd. ... 3524
Auclair Plumbing Inc. ... 3524
Beauregard & Gauthier Compagnie Limitée ... 3524
Beaurivage Construction Inc. ... 3525
Beer Precast Concrete (Montreal) Ltd. 3525
Bermac Incorporée ... 3525
Blue Ribbon Investment Corp. ... 3526
Cascades Beauty Supply Ltd. — Les Produits de Beauté Cascades Ltée ... 3526
C. Decker Inc. ... 3526
Centre de Loisirs Notre-Dame ... 3527
Centre Psycho-Social du Diocèse de Valleyfield ... 3527
Clinique Médicale de l'Ouest Inc. — West End Medical Clinic Inc. ... 3528
Club des Lions de Montréal-Ahuntsic Inc. — Lions Club of Montreal-Ahuntsic Inc. ... 3528
Club Nautique St-Jean Incorporée ... 3528
Club Olympique ... 3529
Club Pique Mouche Inc. ... 3529
Club Renaissance de Montréal Inc. ... 3529
Coin Laundry Sales Ltd. ... 3530
Coloris Quebec Inc. ... 3530
Comité des Loisirs St-Charles de Chicoutimi-Nord ... 3531
Comité du Centenaire d'Alma Inc. ... 3531
Concord Plaza Merchants Association 3531
Coparn Corporation ... 3532
Cordell Inc. ... 3532
Crédit du Nord Inc. ... 3532
Cwinsurance Agency Inc. ... 3533
D. A. Collins (Pointe Claire) Inc. ... 3533
Davis Econ-O-Wash Ltd. ... 3533
D. E. L. Ltée-Ltd. ... 3534
Dominion Cigarette Tube Co. Ltd. ... 3534
Ducharme Transport Inc. ... 3535
Dupont Automobile Ltée ... 3535
East-Can Distributors Ltd. ... 3535
Eastern Fuel Corporation ... 3535
Eastluke Electric Ltd. ... 3536
École de Sténotypie Grandjean Ltée — School of Stenotyping Grandjean Ltd. 3536
E-M Rack Service Ltd. ... 3536
Épicerie de Desbiens Ltée ... 3537
Equitable Leasing Company of Canada Ltd. ... 3537
Fine-Home Construction Ltd. ... 3538
Fisher Auto Body Service Ltd. ... 3538
Four Gents Ltd. ... 3538
Fourrures Louise Furs Inc. ... 3539
Frank & Leonard Construction Co. ... 3539
Georgia Taxi Co. ... 3539
Gérard Duguay & Fils Ltée ... 3540
Gordon Enterprises Limited ... 3540
Gramco Limited ... 3540
G. S. G. Construction Co. Ltd. ... 3541
Hôtel Bréboeuf Incorporé ... 3541
Hôtel Central de St. Martin Inc. ... 3541
Immeubles des Érables, Inc. ... 3542
Immeubles Rond-Point Inc. ... 3542
Immeubles Ville Jacques Cartier Inc. — Ville Jacques Cartier Realty Inc. ... 3542
Industrial Foam Converters Inc. ... 3543
James Reha & Associates Ltd. ... 3543
Jean-Marie Jean Ltée ... 3543
Jellico Avenue Development Corp. ... 3544
J. Henderson Inc. ... 3544
J. N. Frank Associates Inc. ... 3544
Johnston Industrial Lumber Co. ... 3545
Jos Elie Maltais & Fils Ltée ... 3545
Jugy Import Corp. ... 3545
Julien Mandeville & Co. Ltd. ... 3546
Kempner Limited ... 3546
Kempson Inc. ... 3546
La Buandière du Domaine Inc. — Domaine Laundromat Inc. ... 3547
Lac Bleu Développement Corp. ... 3547
La Cie de Téléphone de L'Avenir Inc. — The L'Avenir Telephone Company Inc. ... 3547
La Compagnie de Publications de la Maisonnée Inc. ... 3548
La Fenière (Théâtre d'Été) ... 3548
Lakeside Holdings Ltd. ... 3549
Lake Terminals Ltd. ... 3549
La Salle Home Improvement Quebec Ltd. ... 3549
La Salle Water Conditioners (Quebec) Ltd. ... 3550
L'Association des Hommes d'Affaires de l'Ile Jésus Inc. ... 3550
L'Association des Propriétaires de Salles de Quilles de la Province de Québec Inc. — Bowling Owners Association of the Province of Quebec Inc. ... 3550
Le Cercle des Employés du Bureau du Revenu de Montréal ... 3551
Léger & St-Jean Inc. ... 3551
Le Navigateur Inc. ... 3551
Léopold St. Pierre Inc. ... 3552
L'Épicure Inc. ... 3552
Le Ray Inc. ... 3553
Les Agences d'Assurance Lasalle Inc. — Lasalle Insurance Agencies Inc. ... 3553
Les Écuries Lauzon Incorporée — Lauzon Stables Incorporated ... 3553
Les Entreprises Alpha Compagnie Limitée — Alpha Enterprises Company Limited ... 3554
Les Entreprises Normandie Inc. — Normandie Enterprises Inc. ... 3554
Les Entreprises Verban Limitée — Verban Enterprises Limited ... 3554
Les Francs-Amis Inc. ... 3555
Les Immeubles A. H. Ltée ... 3555
Les Jardins St. Joseph Ltée — St. Joseph Gardens Ltd ... 3555
Les Loisirs de Magog Inc. ... 3556
Les Pétroles de Saint-Pie de Bagot Incorporée ... 3556
Les Placements de Desbiens Ltée ... 3556
Les Produits Laitiers Lessard Inc. ... 3557
Les Produits Margaret Inc. — Margaret Products Inc. ... 3657
Les Services Radiologiques de Montréal Inc. ... 3557
L'Habitat d'Alma Ltée ... 3558
L'Oeuvre des Terrains de Jeux (O.T.J.) de Saint-Victor de Beauce ... 3558
Loisirs du Lac Massie Inc. ... 3558
Louis Tremblay Inc. ... 3559
Lutecia Inc. ... 3559
Magasin Harvey Ltée ... 3559
Majestic Dinettes Co. Inc. ... 3560
Manna Limitée ... 2560
Manoir St-Antoine Inc. ... 3560
Marcel Perreault Inc. ... 3561
Matériels Panzini Incorporée ... 3561
Maurice St-Laurent Limitée ... 3561
Maurice Vaillancourt Ltée ... 3562
Meco Electric (Que.) Ltd. ... 3562
Meubles d'Art Inc. ... 3562
Mobile Telephone Center Ltd ... 3563
Montreal Importing Limited ... 3563

Morin & Picard Ltée 3564
Mr. Ben Inc. 3564
M R B Furs Co. 3564
Muller Building Inc. 3564
Negev Realties Inc. 3565
Newport Sales Ltd 3565
Ninclaus Investments Ltd 3566
Nouveautés Publicitaires Inc. — Advertising Novelties Inc. 3566
Opérations Forestières Cartier Inc. — Cartier Forest Operations Inc. 3566
Ouellette Upholstering Co. Ltd 3566
P. A. Martineau Ltée 3567
Pamco Plastic Containers Inc. 3567
Pam-Pam Restaurant Ltd. 3568
Pâtisserie Frenette Inc 3568
Peggy Dress Ltd. 3568
Portneuf Storage Inc. 3569
Quebec Hoist Truck, Inc. 3569
Ramsay Construction Limited 3569
Recreation Club of Standard Chemical Limited (Beauharnois Division) — Le Club de Récréation de Standard Chemical Limitée (Division de Beauharnois) 3570
Refugee Aid Society (Hudson District) Inc. 3570
Residential & Industrial Cleaning Co. Ltd. 3570
Rich Meat & Delicatessen Inc 3571
Riviera Smoked Meat Ltd. 3571
Rivière-du-Loup Construction Ltée ... 3572
Rova Corp. 3572
St-François Matériaux Construction Cie Ltée — St. François Builders Supply Co. Ltd. 3572
Ste-Thérèse Asphalte Inc 3573
St. Paul's Evangelical Lutheran Church 3573
St-Laurent & Frères Inc. 3573
Ste-Thérèse Utilities Corporation 3574
Sanders & Goodman Realties Ltd 3574
Scrilatti Home Builders Ltd. 3574
Séminaire de la Très-Sainte-Trinité 3575
Service de Bureau et Statistiques de Québec Inc. — Service Bureau and Statistics of Quebec Inc. 3575
Snow Melting Devices Inc 3576
South American Investment Corporation 3576
Sorel Investment Corporation 3576
Spade Cabinet Co. Inc. 3577
System Requirements Limited 3577
The Army, Navy & Air Force Veterans in Canada, Montreal Unit No. 14 Inc. 3577
The Gomat Corp. 3578
Trinacria Import Export Co. Ltd 3578
Union Cycliste Nationale Inc. 3578
United Bucoviner Association of Canada 3579
United Friends Realty Corp. Ltd. 3579
Universal Silhouette Ltd. 3580
Valco Distributors Inc 3580
Vogue Buckle Inc. 3580
Weir Estate Limited 3581
Western Food Enterprises Inc. — Les Entreprises Alimentaires de l'Ouest Inc. 3581
Woodocrest Homes Inc. 3581

Lettres patentes supplémentaires *Supplementary letters patent*

Continental Titanium Corp. 3582
Éditions Pédagogia Inc. 3582

Ministère des Finances *Department of Finance*

Rapport Financier de la Province au 31 mars 1960 3603
Financial Statement of the Province of Quebec ending March 31, 1960. 3603

Proclamation *Proclamation*

Prorogation *sine die* 3602

Sièges sociaux *Head Offices*

Amicale des Corses et des Amis des Corses au Canada 3615
Areno Enterprises Inc. 3613
Automotive Luncheon Club Inc. 3612
Collins (Pointe Claire) Inc. (D. A.) 3611
Crèche d'Youville 3613
École Notre-Dame de Liesse 3613
Foyer Rousselot 3614
Foyer St-Paul 3613
Hôpital du Christ-Roi 3614
Hôpital Ste-Croix 3614
Hôpital St-Jean 3614
Hôpital St-Joseph de la Tuque 3614
Hôtel-Dieu d'Amos 3615
Hôtel-Dieu de Nicolet 3615
Jean Automobile Inc. 3615
Magic Hosiery Co. Ltd. 3611
Matériels Panzini Incorporée 3611
Olympic Construction Inc. 3612
Province Ville-Marie des Sœurs Grises. 3615
Quebec Hoist Truck Inc. 3612
Quebec Rugby Football Union 3612
Reha & Associates Ltd. (James) 3611
Semaines Sociales du Canada (Les) 3616
Sorel Investment Corporation. 3611

Soumissions *Tenders*

Baie-Comeau, ville — town. 3616
Bromptonville, comm. scol.— School comm. 3625
Château d'Eau, ville — town 3618
Dorion, ville — town 3619
Kénogami, cité — city (Correction). ... 3616
St-David-de-l'Aube-Rivière, paroisse — parish 3624
Ste-Agathe-des-Monts, ville — town ... 3620
Ste-Dorothée No 1, comm. scol.— School comm. 3626
St-Vincent-de-Paul, ville — town. 3627
Vaudreuil, comm. scol.— School comm. 3622
Weedon-Centre, village 3621

VENTES *SALES*

Faillite *Bankruptcy*

Ducharme Cantin, Dame Aurore 3631
Chapdelaine, Aimé 3629
Maheu, Ludger 3630

Taxes *Taxes*

Port-Alfred, ville — town 3632

SHÉRIFS *SHERIFFS'*

Arthabaska *Arthabeska*

Le Magasin des Cultivateurs Ltée *vs* Larivée 3633

Bedford *Bedford*

Lajoie *vs* Couture 3633

Kamouraska *Kamouraska*

Saindon *vs* Gendron 3634

Montréal *Montreal*

Achim *vs* Langevin 3636
Fournier *et vir vs* Morin 3636
Paradis Messier Cie Ltée *vs* Au Coq au Vin Incorporée 3637

Québec *Quebec*

Bizier & Caron Ltée *vs* Malenfant..... 3638
O. Chalifour Inc. *vs* McGrath..... 3637

Saint-François *Saint Francis*

Caplette *vs* Dion..... 3638
Gevry *vs* Perras..... 3639
Hardy *vs* Duval..... 3640
Lemieux *vs* Dion..... 3639

Saint-Hyacinthe *Saint Hyacinthe*

Guertin *vs* Black..... 3640
Pothier *vs* Janelle..... 3640

Terrebonne *Terrebonne*

Terrebonne Entreprises Inc. *vs* Laurin. 3641

L'Imprimeur de la Reine, ROCH LEFEBVRE, *Queen's Printer* — Québec